

LA MISSION DE VIKING-2

Le pôle nord de Mars  
est recouvert de glace

LIRE PAGE 27

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 M. ;  
Autriche, 1 S. ; Belgique, 10 S. ; Espagne, 10 P. ;  
France, 1 F. ; Grèce, 100 Dr. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 Y. ;  
Liban, 100 L. ; Luxembourg, 100 F. ; Pays-Bas, 100 G. ;  
Portugal, 100 Esc. ; Royaume-Uni, 100 S. ; Suisse, 100 Fr. ;  
Tchécoslovaquie, 100 Kcs. ; Yougoslavie, 100 D. ;  
Tarif des abonnements page 36

5, RUE DES ITALIENS  
75477 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 10 59672  
Tél. : 246-72-23

## L'application du plan Barre contre l'inflation

### Un objectif commun

On ne s'étonnera pas de découvrir de nombreux points communs entre le programme présenté par M. Barre et les différentes mesures qui ont été prises à l'étranger pour combattre l'inflation. Mais d'importantes différences apparaissent dans le dosage, les méthodes d'application et, plus encore, le calendrier. La question qui se pose est dès lors la suivante : la composition du remède et les moyens choisis pour l'administrer sont-ils de nature à placer, dans un délai raisonnable, la France dans le peloton des pays qui ont le mieux réussi dans la voie de la stabilisation ?

La comparaison qui s'impose d'abord à l'esprit est à faire avec les deux pays voisins qui, avant même les États-Unis, apparaissent comme les champions de la lutte contre l'inflation : la Suisse et l'Allemagne fédérale. Les résultats obtenus par la première sont si remarquables (moins de 3 % de hausse en rythme annuel) qu'on cite son exemple pour mémoire, mais aussi pour montrer à quelles conditions draconniennes est subordonné le retour à une véritable stabilité des prix. Deux facteurs ont été déterminants. Le premier a été la réduction, qui a joué à plein (le produit national a baissé d'environ 7 % en termes réels l'année dernière !). Le deuxième est un package de crédit et de change sans complaisance, qui a pour conséquence l'effacement de l'excédent de la balance des paiements, la réduction de la balance des exportations.

La revalorisation de la monnaie nationale est un trait qui se retrouve, mais à un moindre degré, dans toutes les nations qui sont parvenues à arrêter la glissade des prix, comme s'il s'agissait de la seule riposte rationnelle au caractère brutal du phénomène. C'est ainsi que l'axe de la politique allemande a été de maintenir et de renforcer la solidité du deutschemark. Pour y parvenir, les autorités politiques ont réagi à la vague d'inflation mondiale les tôt que leurs partenaires de l'O.C.D.E. Elles n'ont pas hésité à souffler successivement le froid et le chaud sur leur économie, il est vrai remarquablement aguerrie. Dans le cadre des récentes mesures fiscales prises en 1974, les investissements sont réduits. Ils sont détaxés l'année suivante pour essayer d'atténuer les rigueurs de la récession.

Aux États-Unis, plus ouverts sur le monde extérieur qu'on ne l'imagine généralement, la stabilisation progressive du dollar a aussi beaucoup contribué à réduire les tensions inflationnistes entre 1974 (+ 11 %) et aujourd'hui. L'instrument privilégié de la politique de crédit a été le système de réserve fédérale.

En Grande-Bretagne et en Italie, les responsables ont au contraire attendu que la situation se détériore beaucoup plus sérieusement pour réagir, de façon d'ailleurs sensiblement différente, lors qu'à Rome on a fait appel l'arsenal classique des mesures seules et surtout monétaires, la Grande-Bretagne s'est engagée à niveau dans une politique de verrouillage d'un type nouveau, des venus qui a souvent produit la grande impression à l'étranger, sauf peut-être auprès des créateurs du marché des changes, puisque, en dépit de l'asport à l'étranger, la livre sterling a perdu plus du dixième de sa valeur depuis le début de l'année.

Dans tous les pays, l'objectif en général ouvertement avoué est de réduire les entreprises au dénuement de la consommation, comme nouveau premier ministre français, avec plusieurs mois de retard, les dirigeants allemands ou italiens, l'a dit à son tour mercredi. Pourrait-on résumer en quelques mots là où il a fallu à l'extrême de longs efforts pour commencer à rétablir la situation ?

- L'encadrement du crédit et le contrôle des changes sont renforcés
- Le taux de l'escompte est porté de 9,5 à 10,5 %
- La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN préparent une « riposte unitaire »
- Accueil nuancé du C.N.P.F., de la C.G.C. et de F.O.

En application du plan Barre contre l'inflation, une politique du crédit plus stricte sera menée, afin de réduire la progression de la masse monétaire d'environ 15 % au premier semestre 1976, à 12 % au second et à 12,5 % dans le courant de l'année 1977. Pour y parvenir, plusieurs mesures sont prises ou vont l'être prochainement : le taux de l'escompte est porté de 9,5 % à 10,5 % ; l'encadrement du crédit sera renforcé, tandis que le taux des réserves obligatoires et non rémunérées que les banques doivent constituer auprès de la Banque de France sera porté de 10 % à 12,5 % ; le taux d'encadrement en vigueur (2 %) à un chiffre nettement plus important.

Simultanément, la réglementation relative au contrôle des changes a été renforcée, notamment en ce qui concerne les rapatriements de devises et les paiements relatifs aux importations. Les premières réactions du marché des changes, mercredi après-midi, à l'annonce du programme gouvernemental, ont été plutôt sceptiques. Mais le franc a remonté sensiblement jeudi matin, où l'on cotait à Paris le dollar 4,88 francs et le deutschemark 1,98 franc environ.

DANS LES MILIEUX POLITIQUES, des propos tenus mercredi, à l'issue de la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et des réactions des diverses formations, il ressort que la majorité accorde un préjugé favorable à un premier ministre dont la lucidité et la rigueur l'ont impressionnée. L'opposition, plus sceptique que jamais quant à la volonté du gouvernement de s'attaquer aux inégalités sociales, refuse de se laisser abuser par un style certes différent, mais au service d'une politique qu'elle estime inchangeable.

LES SYNDICATS C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N., qui ont vivement critiqué ou rejeté le plan Barre, devaient annoncer jeudi au début d'après-midi — sauf désaccord de dernière minute — l'organisation d'une riposte « énergique et unitaire », échelonnée sur une longue période, et d'une journée nationale d'action dans des délais assez rapides. Force ouvrière, qui a pris « acte » avec réserves des mesures gouvernementales, a refusé de s'associer aux initiatives de la C.G.T. Les cadres de la C.G.C., sans se déclarer satisfaits, constatent

que la campagne qu'ils ont menée pour la justice fiscale a porté ses fruits.

LES MILIEUX PATRONAUX ont accueilli le plan sans enthousiasme. Le C.N.P.F., s'il approuve la sévérité des mesures prises pour lutter contre l'inflation et affirme que les entreprises feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que le plan réussisse, déplore la grande insuffisance des décisions arrêtées pour soutenir l'investissement. La Confédération des petites et moyennes entreprises affirme de son côté qu'une nouvelle fois les P.M.E. seront seules à supporter le poids initial de l'opération.

LES ORGANISATIONS PAYSANNES, qui demandaient une aide sensiblement supérieure aux 6 milliards de francs accordés par le gouvernement, ont exprimé leur déception.

A L'ÉTRANGER seule la Commission européenne, dont M. Barre fut vice-président, a réagi de façon officielle. Elle estime que le plan constitue une « contribution décisive au rétablissement des grands équilibres en France ».

## Classicisme électoral L'« effet » et les effets

par BERT MATHIEU

Des nombreux plans de lutte contre l'inflation qu'a expérimentés la France depuis la guerre, celui qui a fait adopter mercredi M. Barre — qui doit être approximativement le dixième en vingt-cinq ans — se distingue à la fois par son étendue et sa modestie. Son étendue : le premier ministre, en professeur de l'ère post-keynésienne, a fait parfaitement qu'il n'y a pas de remède miracle au déséquilibre en profondeur que traduit l'inflation ; aussi manie-t-il simultanément la plupart des pièces de l'arsenal économique : dépenses publiques, fiscalité, contrôle des prix, crédit, revenus, contingentement du commerce, contrôle des changes. Le voyage parmi les astres de la constellation économétrique, auquel il convie l'opinion, ne peut manquer d'impressionner.

Passé le premier moment, c'est plutôt la modestie de chacun des remèdes employés qui retient l'attention. Point de ces hautes conversions — au demeurant contradictoires — qui firent la réputation de M. Pinay en 1952 (annulation fiscale, emprunt indéfini, échelle mobile, bourses autoritaires) puis en 1958 (dévaluation, fortes hausses de tarifs publics, suppression des indexations). Même pas le coup de menton gaillien du plan de stabilisation de 1963 : réduction de moitié de la croissance du crédit et des salaires publics, baisse massive des droits de douane et de tarifs officiels.

Le plan Barre s'apparente plutôt aux deux dispositifs giscardiens — qui s'en étonneront ? — de décembre 1972 et de décembre 1973, qui comportaient l'un et l'autre un gel temporaire des tarifs publics et de certains prix, un resserrement du

par BERT MATHIEU

crédit et de la masse monétaire, un freinage des dépenses publiques, un appel à la modération des revenus, un encouragement à l'épargne. Dans la mesure où le programme actuel prévoit un allègement de T.V.A. et un emprunt (ou peut-être deux, on ne sait), il ressemble un peu plus à la première formule giscardienne qu'à la seconde, qui organisait, il est vrai — comme cette fois — une « fonction supplémentaire » sur les revenus (10 % d'im-pôt en plus).

(Lire la suite page 3.)

Ce simple rappel situe le nouveau

schéma dans la famille des thérapies anti-inflationnistes et en montre, par comparaison, les limites probables. Au printemps 1973, trois mois de répit après le premier plan n'avaient pas empêché l'indice des prix de recommencer à grimper beaucoup plus vite qu'avant. Un an plus tard, la « stabilisation » (entendez stagnation) du pouvoir d'achat précisée par M. Giscard d'Estaing dans le second plan n'avait pas davantage été constatée, bien que la hausse du coût de la vie ait, elle, battu tous ses records.

(Lire la suite page 3.)

par PIERRE DROUIN

Après la fosse aux lions des journalistes, la lumière crue des sunlights de la T.V. et ce silence glacé des millions d'yeux que l'on ne voit pas, M. Raymond Barre a bien résisté à la douche écossaise de cette fin de journée du 22 septembre. Le solo du petit écran avait été dépourvu de tout ce qui, face à la presse, sentait toujours encore le professeur d'économie politique. Sans doute l'Alma Mater laisse-t-elle une empreinte ineffaçable, et le pédagogue percevait sous le premier mi-

nistre. Mais dans sa manière d'exposer, où la recherche de clarté n'est pas moindre que chez M. Giscard d'Estaing, il bannit la concession charmante.

Pendant ces vingt-cinq minutes où il présentait aux Français son programme de lutte contre l'inflation, c'est plutôt à un essai de magnétisme que se livrait M. Raymond Barre : les yeux bleus ne quittaient que très rarement le foyer de la caméra, et le cadrage volontairement sobre et fixe de « plan américain » accentuait l'effet d'emprise sur le public.

Au-delà du montage et de la maîtrise de l'homme, les arguments avaient évidemment été choisis pour l'effet. Ainsi, dans la description de cet enchaînement des causes qui de l'inflation au rythme d'aujourd'hui mènent à la dégradation de la balance des paiements, aux emprunts à répétition puis aux mesures draconniennes provoquant un fort accroissement du chômage, il y avait comme un mouvement d'horloge sacré du dix-neuvième siècle, dépeignant la montée des péchés mortels qui conduisent inéluctablement vers l'enfer.

(Lire la suite page 3.)

## LA RÉFORME AGRAIRE EN QUESTION AU PORTUGAL

La réforme agraire est redevenue, ces derniers jours, un thème politique brûlant au Portugal. Conformément à ce qu'il avait annoncé lors de la constitution de son gouvernement, M. Mario Soares, en effet, décide de procéder à la rectification de certains « excès » commis dans les campagnes durant l'été 1975.

### Des occupations aux « rectifications »

Lisbonne. — « Le gouvernement est-il pour ou contre la poursuite de la réforme agraire ? » Cette question, l'actuel ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, se la posait devant les journalistes, quelques minutes avant la réunion du conseil des ministres qui, le 21 septembre, devait débattre d'un problème brûlant : l'application de la réforme agraire et la correction des « abus » commis en la matière. Se disant assuré que le gouvernement respecterait « son engagement pris devant le pays et devant l'Assemblée de la République », le ministre a poursuivi : « Néanmoins, tant que le gouvernement ne donne pas de preuve de sa volonté de poursuivre la réforme, nous assisterons à une exploitation du problème par certaines forces politiques qui défendent des intérêts contradictoires. »

De notre correspondant  
JOSÉ REBELO

de droite faisait état de « risques d'affrontements violents, aux conséquences imprévisibles », dans les campagnes portugaises. Deux quotidiens ont évoqué l'éventualité d'une intervention militaire. Selon l'opinion, le ministre de l'Agriculture, le lieutenant-colonel Costa Brás, aurait déjà pris contact avec la garde nationale républicaine. A en croire un article publié dans le journal conservateur O Dia, les hommes de la G.N.R. républicainement à être utilisés contre les ouvriers agricoles de l'Alentejo.

(Lire la suite page 14.)

## AU JOUR LE JOUR

### Du bon usage

Un des mérites de Raymond Barre est qu'il ne prend pas son argent au contribuable, il le lui emprunte et avec des intérêts qui, d'ailleurs, indiquent les limites de son optimisme en matière d'érosion monétaire.

L'essentiel, dans l'immédiat, était que les Français fassent bon usage de l'argent qu'ils gagnent, c'est-à-dire qu'ils ne le dépensent pas imprudemment. C'est dans le monde d'épargne que les familles prudentes offrent à leurs enfants ou que les philanthropes offrent à leurs pairs.

En l'occurrence, l'État est lui aussi le pauvre. Et il est probable que ce sera le tour des contribuables moyens, qui vont lui prêter une part de leur modeste aisance, de lui dire in petto : « Allés, vous avez, mais faites-en bon usage. »

ROBERT ESCARPIT.

SEUIL

Qui gouverne la France ?

Les hauts fonctionnaires et la politique

Ezra N. Suleiman

« Une étude qui fera date. » Stanley Hoffmann  
« Un regard américain sur l'étrange et puissante tribu des grands commis français. Étonnant. » Olivier Todd / Le Nouvel Observateur

## LA RENTRÉE DE GUY BÉART

### Une voix anonyme de notre époque

« Le musico-hall, c'est la caricature », a dit un jour Yves Montand. Tant il est vrai que le public aime bien les couleurs précises, souhaite définir tout de suite ce qu'il voit sur scène, accepte le personnage que fabrique pour lui en un jour, les moyens de diffusion.

Paradoxalement, il n'y a pas d'image de Guy Béart. Sauf une (celle de l'émission « Bienvenue »), qui lui a porté préjudice il y a quelques années parce qu'elle faisait de l'auteur d'il y a plus d'un an, du Bel chez Temporel et des Grands Principes un homme tout-puissant, plein d'ambiguïté, qui avait la manière de glisser entre la chaire et le choi, et qui chantait aussi des chansons.

Guy Béart est un homme libre. Le seul chanteur peut-être qui le soit réellement en France (un procès long de douze ans avec une maison de

disques lui a permis de récupérer la propriété de ses chansons). Ni porte-drapeau ni dupe de ses textes, Béart n'a pas de couleur précise. Il a choisi l'arc-en-ciel. Sans doute l'époque qu'il vit et qu'il absorbe finit-elle un peu par lui ressembler. Car rarement telle rentrée de chanteur a été saluée comme un événement et par une série de petits événements : la parution de l'intégrale des poèmes et chansons chez Seghers, la publication annoncée d'une thèse structurale sur ces mêmes chansons à la Sorbonne, la délivrance à beaucoup d'écritures d'un recueil de vingt-cinq chansons qu'il s'agit d'étudier au cours de l'année, la sortie d'un double album de Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, qui disent les textes de Béart.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 30.)

## LE PLAN GOUVERNEMENTAL

## « L'action doit être une combinaison du souhaitable et du possible », déclare M. Barre

C'est dans la salle du sous-sol de l'hôtel de Clermont où, habituellement, le porte-parole du gouvernement rendait compte des délibérations des conseils de l'Elysée que M. Raymond Barre a présenté, mercredi après-midi, à la presse, son programme de lutte contre l'inflation, symbolisant ainsi involontairement sa qualité de porte-parole de l'Elysée. Le nom du président de la République n'a pourtant pas été prononcé une seule fois, et si le chef du gouvernement a voulu assumer personnellement la responsabilité totale de ce plan, il s'est cependant plus comporté en professeur d'économie politique qu'il fut et en ministre des finances qu'il est aussi, qu'en premier ministre politique.

Le visage, légèrement poudré pour les besoins de la télévision, vêtu d'un costume bleu rayé, d'une chemise et d'une cravate dans

les mêmes tons, M. Barre, ayant à ses côtés cinq membres du gouvernement (MM. Durand, ministre délégué à l'économie et aux finances, Bonnet, ministre de l'agriculture, Benilac, ministre du travail, Poncelet, secrétaire d'Etat au budget et Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, — a prononcé du haut de sa chaire, durant une heure, un solide cours magistral devant un « amphithéâtre » de journalistes. Sans lire ses notes, d'une voix calme au timbre un peu mat, il a exposé clairement une « leçon » bien construite, selon des normes plus classiques que novatrices. Un peu comme un cours d'avant 1968.

Ministre de l'économie et des finances, M. Barre a rappelé que, comme ses prédécesseurs, il s'était d'abord rendu à l'Assemblée nationale devant la commission des finances. Il a rendu un hommage discret au gouvernement précédent pour la qualité des arbitrages

rendus en matière budgétaire, se souvenant qu'il était alors secrétaire de M. Chirac. On ne peut pas croire qu'il ait voulu être « déobligant » pour le ministre des finances français d'il y a trois ans et plus, lorsqu'il a évoqué la lutte contre l'inflation entamée en 1973 en Allemagne et dès 1971 aux Etats-Unis. Ses auditeurs, par leurs questions, ont montré qu'ils aussi connaissent leur cours, qu'ils avaient déjà eu d'autres professeurs et qu'ils attendaient certaines précisions pour une autre fois.

Car le premier ministre s'est défilé des questions politiques. Sa réponse sur l'impôt sur le capital — qui n'a pas été envisagée, car il n'a pas été jugé opportun — a été un peu courte, de même que sa confiance en une « automatisation des revenus ». Fuyant l'explication sur les choix fondamentaux, M. Barre, sans hausser la voix, a fait remarquer : « Je ne

conduis pas une politique économique qui laisse le pays tout entier à partir de considérations électorales », usant ainsi du langage du technicien plus que de celui du chef de gouvernement. Par moment, il est même apparu résigné, laissant échapper un fatalisme : « Pour le reste, nous verrons bien... »

Mais il a aussi révélé que son premier mois à l'hôtel Matignon lui avait montré certaines réalités, telles que « la situation sociale et psychologique de la France, la grande diversité de ce pays, de ses structures sociales » et il a reconnu que son action était une combinaison « du souhaitable et du possible ».

Ce qu'il souhaitait lui-même et ce que M. Giscard d'Estaing a jugé possible ? M. Barre avait avoué auparavant qu'il avait dû « boire beaucoup de calices... ».

ANDRÉ PASSERON.

## LES DÉCLARATIONS A LA TÉLÉVISION

## Un plus grand progrès et une plus grande justice

Le premier ministre, en exposant, mercredi soir à la télévision, son programme de lutte contre l'inflation, a affirmé qu'il voulait appliquer « une politique pour un plus grand progrès et une plus grande justice ».

« Mais, a-t-il ajouté aussitôt, l'effort qui nous est demandé n'est pas au-delà de nos possibilités. En d'autres temps et dans des circonstances autrement difficiles vous avez répondu aux appels qui vous étaient adressés. »

Après avoir déclaré qu'il tiendrait « le seul langage de l'intérêt national », le premier ministre a retracé les effets de l'inflation : « Vous en mesurez les conséquences, a-t-il dit, dans votre vie quo-

tidienne, pour votre budget familial, pour votre logement, pour votre épargne. » D'autres effets se font sentir également sur le commerce extérieur et sur la monnaie.

M. Barre a affirmé ensuite son refus de « la fatalité de l'inflation ». « Je ne vois pas pour quelles raisons notre pays, dont l'économie est développée et efficace, ne pourrait pas obtenir dans l'évolution de ses prix des résultats aussi satisfaisants que l'Allemagne et les Etats-Unis. Certes, les Français ont leurs qualités et leurs défauts propres, mais il ne leur manque ni la capacité ni le courage. »

Les raisons des dangers qui

nous menacent, a poursuivi le premier ministre, « tiennent en une phrase : la France vit au-dessus de ses moyens. Les revenus croissent depuis plusieurs années plus vite que la production. Les crédits ont été distribués, dans le passé, de manière trop abondante. Cette année les dépenses de l'Etat excèdent les recettes d'environ 15 milliards. Il manque à la Sécurité sociale, pour les échéances de fin d'année et pour respecter ses obligations, l'an prochain, environ 15 milliards de francs. Notre commerce extérieur, en dépit de la progression satisfaisante de nos exportations, est déficitaire et les conséquences de la sécheresse porteront ce déficit à plus de 10 milliards de francs. »

« Une telle situation ne peut se prolonger, a assuré le premier ministre, car elle compromettrait irrémédiablement les chances, qui sont grandes, et l'avenir de notre pays. »

La politique de lutte contre l'inflation, a précisé le premier ministre, « ne comporte ni artifices ni pitié. Elle repose sur l'idée que, pour redresser durablement notre économie et pour assurer la stabilité de notre monnaie, il faut une action globale et continue dont les premiers résultats tangibles devraient apparaître à la fin de 1977. »

« Cette action, a précisé le premier ministre, vise trois objectifs : — Réduire progressivement la hausse des prix ; — Rétablir l'équilibre de nos échanges extérieurs ; — Soutenir l'activité économique et l'emploi. »

« Cette action est conçue et sera menée dans un esprit de justice. »

A propos de l'aide apportée aux agriculteurs, M. Raymond Barre a déclaré : « Le gouvernement a ainsi décidé l'effort maximum que permet la situation budgétaire et financière de la France. Il le fait pour montrer l'intérêt que la nation porte à une catégorie de Français dont le travail et le dévouement ont été et restent indispensables à la réussite de cette « nouvelle politique » dans les rangs de la majorité, mais certains ne cachent pas leur scepticisme sur son « rendement » électoral. Le président de la commission des finances, M. Fernand Icart (R.I.) craint que « ce plan sérieux parce que prudent ne

## Le premier ministre devant la commission des finances

## Et dans six mois ?...

Un exposé du « professeur Barre » : la formule a beau être galvaudée, elle correspond à ce qu'attendaient de l'audition du premier ministre les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Il n'empêche que les députés ont été moins sensibles aux qualités pédagogiques du technicien qu'aux choix politiques du chef du gouvernement. Si certains, tel M. Pierre Sudreau (réformateur), ont été intéressés par l'effort de « lucidité » et de « courage » accompli par M. Barre dans son diagnostic de la situation, d'autres — y compris dans les rangs de la majorité — y ont surtout vu un « réquisitoire sévère » contre la politique suivie par le précédent gouvernement ou un « constat d'échec », comme l'a dit M. Jean-Pierre Cot (P.S.).

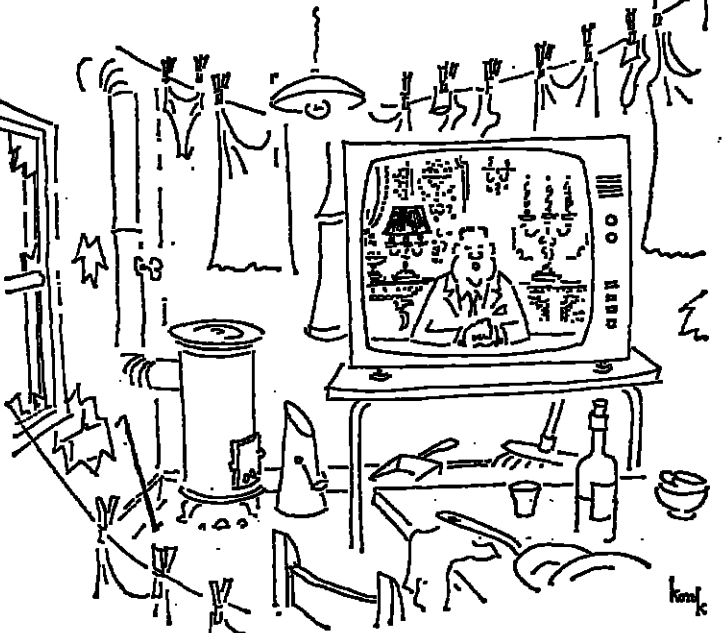
Quant aux mesures annoncées, elles n'ont guère surpris les parlementaires. Pour M. André Bouloche (P.S.), « les moyens envisagés sont très classiques ». Si, pour M. Jean-Pierre Chevènement (P.S.), il s'agissait de « saupoudrage », ou, pour M. Jacques Macette (U.D.R.), d'un « fouillis de mesures », en revanche, républicains indépendants et réformateurs ont accueilli plus favorablement les propositions gouvernementales. Ainsi MM. Jean-Marie Caro (réformateur) et Claude Coulais (R.I.) soulignent à l'issue de la réunion de la commission les avantages que représentent, selon eux, le « caractère global » d'un plan ou apparaissent « une prise de conscience beaucoup plus aiguë des risques que courrait l'économie française ». Pour M. Coulais, toutefois, ce plan, pour cohérent qu'il soit, « ne sera pas forcément facile à faire accepter » par les électeurs d'où, à ses yeux, la nécessité de « avoir le courage de la défendre devant les catégories auxquelles il s'adresse ».

Les efforts de « explication » et de « démythification », comme le soulignait M. Jacques Cressard (U.D.R.), étaient certes jugés indispensables à la réussite de cette « nouvelle politique » dans les rangs de la majorité, mais certains ne cachent pas leur scepticisme sur son « rendement » électoral. Le président de la commission des finances, M. Fernand Icart (R.I.) craint que « ce plan sérieux parce que prudent ne

soit apparemment ses effets positifs que dans des délais trop éloignés, voire au-delà des législatures ».

Cet avis n'était, on s'en doute, guère partagé par l'opposition, pour qui l'aspect électoraliste des mesures est « manifeste ». M. Bouloche n'a pas manqué de rappeler que, déjà en décembre 1975, le blocage des prix et une réduction de la TVA avaient permis à la majorité d'utiliser comme argument, pendant la campagne électorale en vue des élections législatives de mars 1976, des indices de prix laissant croire à une victoire contre l'inflation, qui s'est finalement révélée bien provisoire.

de « remèdes qui ne s'attaquent pas forcément aux véritables causes », rejoint dans cette appréciation par M. Michel Crepeau (rad. de gauche), pour qui, en outre, « certaines petites touches vont dans le bon sens et ne sont pas minuscules », le catalogue proposé comporte de l'avis général de sérieux lacunes quant à l'emploi. S'il s'avère que le problème essentiel est celui de la « micro-inflation », comme l'estime M. Charles Josselin (P.S.), comment les Français pourraient-ils avoir confiance en un gouvernement qui ne s'attaque pas au chômage ? Pour M. Robert Balthazart, président du groupe communiste, « ces mesures vont s'ap-



(Dessin de KONE.)

## LE SOMMAIRE DU PLAN

**PRIX :** Blocage général jusqu'à la fin de l'année 1976 ;

— Tarifs publics gelés jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1977 ;

— Objectif général : limiter la hausse à 6,5 % en 1977. (Lire page 7.)

**ESSENCE :** Ordinaire, 2,09 F le litre ; super, 2,25 F à la mi-octobre ;

— Fuel domestique et gas-oil : + 4 centimes immédiatement. (Lire page 7.)

**REVENUS :** Strict maintien du pouvoir d'achat en 1977. (Lire page 8.)

**SECURITE SOCIALE :** Augmentation des cotisations maladie et vieillesse le 1<sup>er</sup> octobre. Diminution du remboursement de certains frais de santé. (Lire page 8.)

**IMPOTS DIRECTS :** Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu (4 à 8 %) à payer avant le 15 décembre ou emprunt libératoire ;

— Majoration de l'impôt sur les sociétés (4 %) le 15 novembre ;

— Alourdissement du barème en 1977. (Lire pages 4 et 5.)

**IMPOTS INDIRECTS :** Vignette automobile majorée de 43 à 127 %.

— Taxes sur l'alcool : + 10 % en 1977.

— Baisse de la TVA (17,6 % au lieu de 20 %) le 1<sup>er</sup> janvier 1977. (Lire pages 4 et 5.)

**NORMALISATION FISCALE :** Signes extérieurs de richesse, frais généraux des entreprises, réduction dans certains cas de l'abattement de 20 %, etc. (Lire page 4.)

**AGRICULTURE :** Indemnités sélectives (6 milliards de francs) pour les victimes de la sécheresse. (Lire page 7.)

**ENERGIE :** Limitation à 55 milliards de francs de la facture pétrolière en 1977.

**EXPORTATIONS :** Renouveau des crédits exceptionnels pour les investissements permettant d'exporter. (Lire page 8.)

**ENTREPRISES :** Renforcement des possibilités d'amortissement des entreprises ; réévaluation partielle des bilans ; emprunt de 3,5 milliards de francs pour les P.M.E. (Lire page 8.)

**MARCHE FINANCIER :** Amélioration du régime fiscal des actions et des émissions en numéraire. (Lire page 8.)

**CREDIT :** Encadrement plus strict, hausse du taux de l'escompte. (Lire page 8.)

**CHANGES :** Renforcement du contrôle. (Lire page 8.)

**BUDGET 1977 :** Equilibré à 333,3 milliards de francs.

— Dépenses : augmentation de 13,7 % avec priorité pour les crédits militaires. (Lire pages 4 et 5.)

— Recettes : Les ressources nouvelles font plus que compenser les moins-values. (Lire pages 4 et 5.)

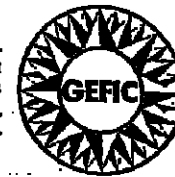
## Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil "Qualitel") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un studio de 32 m<sup>2</sup>, par exemple, au 3<sup>e</sup> étage, ne coûte que 223.000 F. Il reste également des 2 pièces et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

**73 av. des Ternes Paris 17e.**

Prix ferme et définitif à la réservation.

Visite immédiate. Renseignements et vente sur place tous les jours de 14h à 19h, sauf le mercredi.



Samedi et dimanche de 10 à 19h, au GEFIC, 52 Champs Élysées Paris 8<sup>e</sup>, Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.

per les travailleurs, elles n'auront pas grande efficacité et elles ne s'attaquent pas aux racines du mal, qui sont les contradictions du système capitaliste ».

Autre lacune : les collectivités locales ont été absentes du discours de M. Barre. A six mois des élections municipales, ce silence étonne.

En fin d'après-midi, les députés de la majorité qui avaient entendu M. Barre se réunissaient pour étudier les possibilités d'apporter quelques modifications aux projets de loi de finances qui leur seront soumis. Certains ont d'ores et déjà manifesté quelque inquiétude sur la réduction des crédits bancaires, d'autres restent préoccupés par l'aide à apporter aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

Reste que le vrai problème réside dans ce qui se passera au-delà de six mois. « Tout dépend du consensus », estime M. Marret, qui ajoute : « S'il faut payer cela pour éviter M. Mitterrand d'accorder, mais s'il faut payer et qu'on a M. Mitterrand en prime... » — A. Ch.

## « ON NE TIENT PAS UNE MONNAIE »

En réponse à une question, M. Raymond Barre a déclaré : « On ne tient pas une monnaie, surtout en régime de change flottant. Sa bonne tenue dépend du jugement que les opérateurs portent sur la conduite de la politique gouvernementale. Si cette politique va dans la bonne direction, les autorités peuvent s'opposer aux mouvements épouventés qui ne sont pas justifiés par des facteurs économiques fondamentaux. »

« Qu'il y ait un vieux jeu, a ajouté M. Barre, la condition que la stabilité monétaire est absolument nécessaire qu'elle est la condition principale pour un développement sain. Du reste, tous les grands pays industriels ou bien ont réalisé cette stabilité, ou bien, s'ils l'ont perdue, ont tenté de la rétablir. »

J.P. J. 150



# DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## Classicisme électoral

(Suite de la première page.)

Le professeur Barre ne s'est pas gêné pour critiquer ouvertement — trois fois dans l'après-midi de mercredi — les mauvais desseins de l'élève Giscard d'Estaing. Manque de lucidité ou irresolution en 1973, quand il fallait guerroyer sévèrement contre l'inflation, comme le faisaient l'Allemagne fédérale et les États-Unis ? Attentisme intempestif en 1974, quand le développement du chômage avec persistance de l'inflation requerrait une thérapeutique moins conjoncturelle. Troisième mauvaise note : celle que soit l'époque,

l'élève Giscard a oublié de s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation : inégalités excessives, ententes entre trusts pour empêcher la concurrence, concentration économique excessive, laxisme monétaire, permanence de rentes de situation injustifiées... Résultat, note le professeur Barre au terme de cet examen critique : la hausse des prix est beaucoup trop forte en France, menaçant l'équilibre commercial, la solidité du franc, l'indépendance nationale et décourageant l'investissement, moteur de la croissance donc créateur d'emplois.

devoir payer un supplément de 4 à 6 % d'impôt cette année, ainsi qu'une majoration correspondante — ou même supérieure — l'an prochain (le taux de la pression fiscale s'aggravant de 5 000 F par mois pour les salariés père de deux enfants et de 3 800 F pour les ménages sans enfant) ; l'abattement fiscal (20 %) des salariés sera limité au-delà de 12 000 F par mois ; l'impôt sur les signes extérieurs de richesse sera plus sévère (une « rationne » automatique d'impôt des cessions d'actifs réels) ; les déductions pour déficits fonciers seront limitées ; la « vignette » sera plus que doublée pour les possesseurs de grosses voitures ; le patronat est invité à ne pas augmenter les salaires au-delà de 24 000 F par mois et à réduire le pouvoir d'achat des cadres gagnant entre 18 000 et 24 000 F ; les frais généraux des sociétés, dont profite souvent la « technocratie », seront freinés ; les actionnaires importants ne pourront plus déduire la totalité des 20 % légaux quand ils sont salariés de l'entreprise qu'ils possèdent en partie ; les gros paysans paieront une contribution aux autres agriculteurs de 5 000 F en moyenne ; etc.

L'un dans l'autre, la modération dont il est tant question devrait concerner à coup sûr la croissance, sinon les prix ou les revenus. C'est-à-dire en deux et qu'on monte les Français les uns contre les autres, le conseiller économique de M. Mitterrand se réjouit qu'on soit dans une période de « pédagogie politique ». Les télespectateurs venus chercher quel que lumière, mercredi soir, sur le plan Barre devant leur petit écran, au cours de l'émission d'Antenne 2 — C'est à dire — auront ainsi au moins compris que M. Jacques Ferry et M. Jacques Attali, lorsqu'ils parlent ensemble d'un même sujet, n'évoquent pas le même chose... L'un parle conjoncture, l'autre parle structures. Cette bonne vieille opposition, si classique que les étudiants n'osent même plus la présenter dans un devoir de « sciences po » de peur de rassasier des vieilleries, revient à la pointe de l'actualité.

## PÉDAGOGIE POLITIQUE

« Quels effets immédiats peut avoir le plan en question sur le coût de la vie, la charge fiscale de chacun, la situation de l'emploi et l'équilibre entre les sacrifices ? », se demande M. Ferry pour répondre à l'attente des auditeurs. Ce n'est pas la question, répond M. Attali ; si les autres plans ont échoué, c'est parce que les problèmes de fond n'ont pas été traités. Il faut aborder la question des revenus non salariaux et des patrimoines. « A quoi sert de réduire les inégalités dans le groupe des salariés, c'est-à-dire dans celui qui est victime des inégalités ? »

Paradoxalement, le « structurant » ne cessait de monter au fil, tandis que le conjoncturiste « lobait ». Avec toute l'expérience de ses soixante-trois ans (dont une quarantaine de défilés de syndicats patronaux), M. Jacques Ferry a réussi à ne pas se laisser enlever dans le piège qui le menaçait : se trouver acculé, alors qu'il n'est pas un homme politique, à défendre systématiquement la majorité. Le patronat sait qu'il vaut mieux éviter de païsser,

### Redistribution des charges ou lutte contre l'inflation ?

On n'en est que plus surpris de voir le premier ministre, chausser, pour l'essentiel, les bottes du président de la République. Car ce n'est pas par le contenu économique du dispositif proposé qu'il se montre original. Ce qui distingue le plan Barre de ses devanciers, c'est plutôt le soul d'équité affirmé par son auteur, dans le cadre d'une réserve importante — de la fiscalité et des règles économiques actuelles. Le premier ministre a tellement multiplié les mesures « significatives » à cet égard — chacune petite, mais qui s'additionnent au détriment, souvent, des mêmes contribuables — qu'on est conduit à se demander si le plan de lutte contre l'inflation n'est pas d'abord une opération de redistribution des charges que la conjoncture (échec de la loi d'orientation gouvernementale) défait scru de la Sécurité sociale, retard des traitements sur les prix imposent aujourd'hui de solder.

est, lui aussi, un mélange pragmatique. Entre la reconduction banale des crédits de l'exercice antérieur — reconduction particulièrement chère sur les budgets de l'enseignement et les traitements des fonctionnaires, puisqu'on a fait la part belle à la défense et que l'endettement croissant du pays majora de nouveau du tiers le service de la dette — et un effort de répartition plus équitable des recettes supplémentaires : les contribuables aisés sont, une nouvelle fois, mis à contribution, ainsi que ceux qui s'adonnent aux consommations ostentatoires.

Tout cela est courageux et va dans le sens souhaitable d'une réduction des inégalités. Mais les limites de la démarche apparaissent vite : c'est essentiellement sur les ressources des moyens et hauts salariés que se fait la redistribution envisagée, alors que les non-salariés (chez qui, l'on trouve pourtant les plus grands fraudeurs du fisc, si l'on en croit le Conseil des Impôts) échappent presque complètement à l'opération ; aucun impôt sur le capital n'est « jugé opportun » ; en dehors des salariés, la modération des revenus ne s'appliquera (faute de moyens) qu'aux non-salariés dont l'Etat contrôle plus ou moins l'activité, autrement dit, à une minorité d'entre eux ; l'impôt supplémentaire de 1976 pourra être remplacé dans la plupart des cas par un emprunt portant intérêt ; à la différence de 1975, il n'y aura pas en 1976-1977 de déflationnement de la cotisation de sécurité sociale.

On aurait envie d'ajouter que ce sont les objectifs à moyen ou à long terme du premier ministre qui le rendent si courageux. Les plus importants pour le pays. S'attaquer aux privilèges injustifiés, aux rigidités structurelles, aux travaux de sappe des lobbies de toute sorte, quel beau programme ! Et qui n'y souscrirait, parmi les syndicalistes ou dans les milieux d'opposition, notamment ?

Mais la nature humaine est ainsi faite : donc aussi la vie économique et politique — que l'on s'efforce toujours à « dans » qu'on « deux tu feras ». Si, par leur confiance et par leur comportement exemplaire, les Français prêtent vie à l'expérience de M. Barre, celui-ci aura l'occasion de tenter la confirmation durable de son essai. Si son plan ne pèse guère plus que les précédents, la lutte structurelle contre l'inflation devra être entreprise par d'autres. S'appuyant probablement sur d'autres forces politiques.

GILBERT MATHIEU.

### Les limites

Des bornes ont, en effet, été placées un peu partout, qui limitent les velléités d'audace. On le voit d'abord à propos du soul d'équité du premier ministre. Les initiatives prises rappelant que M. Barre a été l'un des « sages » qui veillèrent le berceau du CERC (le Centre d'études des revenus et des coûts qu'impose couramment M. Mardud).

Les moyens et hauts revenus vont

### Les conséquences pratiques

Poser la question, c'est s'interroger sur les conséquences pratiques du plan Barre. Sur les finances publiques, qui dépendent totalement de l'Etat, on peut dire que le budget de 1976 connaît un déficit supérieur à 15 milliards de francs, à condition d'ailleurs que les entreprises règlent d'ici à la fin de l'année les 20 milliards d'impôts qu'elles doivent au fisc (et dont 10 ont déjà été payés, paiement différé il y a un an). Pour 1977, l'équilibre n'est peut-être pas aussi solide qu'on le dit à Matignon ou rue de Rivoli. Pour plusieurs raisons. D'une, la moindre n'est pas qu'on ignore encore — les versions étant contradictoires — si les subventions destinées à compenser aux entreprises nationales la perte de recettes que leur fait subir le « gel » des tarifs publics sont compensables ou non dans le budget de l'Etat. Il y aurait en outre beaucoup à dire sur les hypothèses d'activité industrielle ou de prix ayant servi à calculer les comptes de la nation, donc les grands tableaux budgétaires.

Après cette forte mise en condition, combien apparaissent moins sévère la médication proposée pour éviter que les Français ne vivent au-dessus de leurs moyens ! L'essentiel est qu'elle tienne, en tout, et le mérite du premier ministre fut de démontrer comment tout s'imbrique dans la machine économique : crédit, budget, revenus, sécurité sociale. Quand l'ensemble des rouages s'emballent, il faut bien trouver les moyens de les faire tourner à nouveau, normalement, dussent les coups de freins faire grincer les dents.

Après cette forte mise en condition, combien apparaissent moins sévère la médication proposée pour éviter que les Français ne vivent au-dessus de leurs moyens ! L'essentiel est qu'elle tienne, en tout, et le mérite du premier ministre fut de démontrer comment tout s'imbrique dans la machine économique : crédit, budget, revenus, sécurité sociale. Quand l'ensemble des rouages s'emballent, il faut bien trouver les moyens de les faire tourner à nouveau, normalement, dussent les coups de freins faire grincer les dents.

Après cette forte mise en condition, combien apparaissent moins sévère la médication proposée pour éviter que les Français ne vivent au-dessus de leurs moyens ! L'essentiel est qu'elle tienne, en tout, et le mérite du premier ministre fut de démontrer comment tout s'imbrique dans la machine économique : crédit, budget, revenus, sécurité sociale. Quand l'ensemble des rouages s'emballent, il faut bien trouver les moyens de les faire tourner à nouveau, normalement, dussent les coups de freins faire grincer les dents.

GILBERT MATHIEU.

## « L'EFFET » ET LES EFFETS

(Suite de la première page.)

Après cette forte mise en condition, combien apparaissent moins sévère la médication proposée pour éviter que les Français ne vivent au-dessus de leurs moyens ! L'essentiel est qu'elle tienne, en tout, et le mérite du premier ministre fut de démontrer comment tout s'imbrique dans la machine économique : crédit, budget, revenus, sécurité sociale. Quand l'ensemble des rouages s'emballent, il faut bien trouver les moyens de les faire tourner à nouveau, normalement, dussent les coups de freins faire grincer les dents.

Tout avait l'air si simple, si clair, si évident dans les propos de M. Barre, que le public était conduit à se demander : mais pourquoi n'a-t-on pas trouvé cela plus tôt ?

Il ne faut pas mésestimer l'effet boomerang des déclarations du premier ministre venant après ce célèbre « On va s'attaquer enfin aux vrais problèmes », de M. Giscard d'Estaing. C'est toute une gestion des années passées qui est condamnée ainsi, non plus par l'opposition, mais par ceux qui tenaient les rênes. La peur de parler vrai aux Français, l'effroi de leur demander des sacrifices, qui avait été ressenti si fortement à la fin de 1973 et au début de 1974, après le quadruplement du prix du pétrole, la longue suite de discours rassurants du président de la République ou de M. Fourcade sur le thème : « Un peu de patience, et tout ira mieux, la France est un pays où l'on vit bien, elle pourrait être un « Hot de prospérité », « Partez en vacances tranquilles », etc. N'est pas Cassandre qui veut, mais

PIERRE DROUIN.

### EN DORDOGNE

## Un conseiller général de la majorité adhère au P.S.

De notre correspondant

Périgueux. — M. Jean-Louis Soustre, conseiller général de Périgueux et maire de Trélissac, commune suburbaine, vient de faire connaître qu'il était en désaccord fondamental avec les orientations politiques de la majorité présidentielle. Il a décidé de rompre avec elle et de rejoindre l'opposition de gauche. « J'ai donc rejoint le groupe socialiste du conseil général et j'ai demandé mon adhésion au parti socialiste dont j'approuve et fais mien les choix politiques et la stratégie », M. Jean-Louis Soustre, pharmanicien, avait été élu au premier tour et lors de sa première candidature, en septembre 1973, par 2 699 voix sur 5 268, dans l'un des deux nouveaux cantons créés. Périgueux. Il avait été soutenu activement par M. Yves Guéna qui est élu dans le canton de Périgueux-Ouest. Périgueux-Ouest était revenu à M. Pichon, ancien député, qui était alors se-

crétaire fédéral du parti communiste. M. Soustre s'était inscrit au groupe Majorité présidentielle au conseil général et votait régulièrement avec ses neuf autres collègues. Son adhésion au groupe socialiste porte celui-ci à vingt et un membres sur cinquante.

Quant à son adhésion au parti, elle sera lue, selon le secrétaire fédéral du parti socialiste, à l'appréciation de la section locale qui doit réunir. Elle sera suivie de la fonction d'un engagement pour les prochaines municipales, ce qui ne devrait pas manquer de mettre M. Soustre dans une situation embarrassante, puisque, en apprenant, par lettre, à ses conseillers municipaux son nouvel appariement, il assurait qu'il reprendrait ceux qui le videraient dans sa prochaine équipe municipale.

Après la défaite aux cantonales partielles, il y a un mois, à Neuvic, du candidat soutenu par l'U.D.R. au profit d'un socialiste, le revirement de M. Soustre porte évidemment un nouveau coup à M. Guéna qui peut désormais être menacé dans sa circonscription législative.

### LA TREIZIÈME RENCONTRE NATIONALE DES GAM

Les Groupes d'action municipale organisent, les 16 et 17 octobre, à Caillon (Eure), leur XIII<sup>e</sup> Rencontre nationale. La dernière avant les élections municipales de mars 1977. Deux questions seront traitées : — Comment les citoyens peuvent-ils s'informer, s'exprimer, décider réellement sur ce qui les concerne ? — Quel point d'appui peut-on apporter à la présence de la gauche à la mairie ? Cette rencontre, précisée les organisateurs, « est ouverte à tous ceux qui souhaitent s'informer et débattre sur leur pratique, dès lors qu'appartenant ou non au mouvement GAM, ils aient pris la prise en main par les citoyens de problèmes de leur propre territoire ».

Comment les citoyens peuvent-ils s'informer, s'exprimer, décider réellement sur ce qui les concerne ? Quel point d'appui peut-on apporter à la présence de la gauche à la mairie ? Cette rencontre, précisée les organisateurs, « est ouverte à tous ceux qui souhaitent s'informer et débattre sur leur pratique, dès lors qu'appartenant ou non au mouvement GAM, ils aient pris la prise en main par les citoyens de problèmes de leur propre territoire ».

### BARÈME D'IMPOSITION EN 1977 DES REVENUS DE 1976

(en francs par an)

TAUX (en %)	TRANCHE (revenu imposable en francs par an)
0	0 à 12 450
1	12 450 à 14 100
2	14 100 à 16 500
3	16 500 à 19 000
4	19 000 à 21 500
5	21 500 à 24 000
6	24 000 à 26 500
7	26 500 à 29 000
8	29 000 à 31 500
9	31 500 à 34 000
10	34 000 à 36 500
11	36 500 à 39 000
12	39 000 à 41 500
13	41 500 à 44 000
14	44 000 à 46 500
15	46 500 à 49 000
16	49 000 à 51 500
17	51 500 à 54 000
18	54 000 à 56 500
19	56 500 à 59 000
20	59 000 à 61 500
21	61 500 à 64 000
22	64 000 à 66 500
23	66 500 à 69 000
24	69 000 à 71 500
25	71 500 à 74 000
26	74 000 à 76 500
27	76 500 à 79 000
28	79 000 à 81 500
29	81 500 à 84 000
30	84 000 à 86 500
31	86 500 à 89 000
32	89 000 à 91 500
33	91 500 à 94 000
34	94 000 à 96 500
35	96 500 à 99 000
36	99 000 à 101 500
37	101 500 à 104 000
38	104 000 à 106 500
39	106 500 à 109 000
40	109 000 à 111 500
41	111 500 à 114 000
42	114 000 à 116 500
43	116 500 à 119 000
44	119 000 à 121 500
45	121 500 à 124 000
46	124 000 à 126 500
47	126 500 à 129 000
48	129 000 à 131 500
49	131 500 à 134 000
50	134 000 à 136 500
51	136 500 à 139 000
52	139 000 à 141 500
53	141 500 à 144 000
54	144 000 à 146 500
55	146 500 à 149 000
56	149 000 à 151 500
57	151 500 à 154 000
58	154 000 à 156 500
59	156 500 à 159 000
60	159 000 à 161 500
61	161 500 à 164 000
62	164 000 à 166 500
63	166 500 à 169 000
64	169 000 à 171 500
65	171 500 à 174 000
66	174 000 à 176 500
67	176 500 à 179 000
68	179 000 à 181 500
69	181 500 à 184 000
70	184 000 à 186 500
71	186 500 à 189 000
72	189 000 à 191 500
73	191 500 à 194 000
74	194 000 à 196 500
75	196 500 à 199 000
76	199 000 à 201 500
77	201 500 à 204 000
78	204 000 à 206 500
79	206 500 à 209 000
80	209 000 à 211 500
81	211 500 à 214 000
82	214 000 à 216 500
83	216 500 à 219 000
84	219 000 à 221 500
85	221 500 à 224 000
86	224 000 à 226 500
87	226 500 à 229 000
88	229 000 à 231 500
89	231 500 à 234 000
90	234 000 à 236 500
91	236 500 à 239 000
92	239 000 à 241 500
93	241 500 à 244 000
94	244 000 à 246 500
95	246 500 à 249 000
96	249 000 à 251 500
97	251 500 à 254 000
98	254 000 à 256 500
99	256 500 à 259 000
100	259 000 à 261 500

# QUE SAIS JE ?

- Le Maoïsme
- Le conflit Sino-Soviétique
- La Chine Populaire
- La Littérature chinoise

chaque volume 128 pages 9 F

pu

# LE PLAN GOUVERNEMENTAL

## LES DISPOSITIONS CONCERNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1977

### RECETTES : allègement de la T.V.A. mais majoration des droits sur les carburants et l'alcool

Le projet de budget pour 1977, élément essentiel du plan de lutte contre l'inflation, est présenté en équilibre. Il prévoit 333,3 milliards de francs de dépenses définitives et 334,1 milliards de francs de recettes (+ 770 millions de francs). Comme les opérations à caractère temporaire (l'Etat prête de l'argent à taux d'intérêt faible, notamment par le canal du Fonds de développement économique et social) sont déficitaires de 520 millions de francs, l'ensemble du projet de budget de 1977 fait apparaître un excédent symbolique de 250 millions de francs.

Les dépenses de l'Etat pour 1977 ont été très comprimées si l'on excepte le budget de la défense nationale, qui bénéficie d'une nette priorité et échappe totalement à la règle com-

mune d'austérité. Globalement, les charges publiques progressent de 13,7 %, ce qui peut paraître beaucoup, eu égard à la croissance économique prévue (+13,2 % en valeur). Mais le poids du budget dans le produit national régresse nettement : 28,2 % contre 21,2 %. En fait, outre des choix nouveaux — et coûteux — tel celui fait en faveur de la défense nationale, l'essentiel de la croissance des dépenses de l'Etat en 1977 est « imposé » par des engagements pris les années précédentes et donc quasi incompressibles (recrutement, traitements des fonctionnaires).

Enfin, la nécessité pour l'Etat d'emprunter sous forme de Bons du Trésor pour financer l'important déficit budgétaire entraîné par le plan de relance de fin 1975 a beaucoup accru le poids du service de la dette publique, qui

progressera de 28 % dans le projet de budget 1977 et dépassera maintenant largement les 10 milliards de francs par an (11,5 milliards). C'est un élément caractéristique du budget de 1977.

Une autre caractéristique du budget de 1977 est l'abandon volontaire par l'Etat de 8,7 milliards de francs de recettes fiscales. Vouloir donner l'exemple de la désinflation, le gouvernement a, en effet, décidé d'abaisser de 20 % à 17,8 % le taux dit « normal » de la T.V.A. qui supportent de très nombreux produits manufacturés et même certains services.

Pour couvrir intégralement l'ensemble des dépenses prévues pour 1977 (334 milliards de francs) l'Etat disposait de recettes qui — spontanément — c'est-à-dire à législation inchan-

ge — auraient atteint 340 milliards de francs. Ce « bon » de 6 milliards de francs n'a pas été suffisant pour équilibrer trois dépenses très lourdes : le coût de la réduction du taux « normal » de la T.V.A. (4,7 milliards de francs), le relèvement — incomplet — des tranches du barème de l'impôt sur le revenu pour tenir compte de l'inflation (4,1 milliards de francs), la contribution de l'Etat au financement du déficit de la Sécurité sociale (1,2 milliard de francs), soit au total 14 milliards de francs.

Les 8 milliards manquants ont été trouvés en majorant le prix de l'essence (6,3 milliards de francs), les tarifs de la vignette automobile (1,2 milliard de francs), enfin le prix de l'alcool (500 millions de francs).

ALAIN VERNHOLLE.

#### I. — Les pertes de recettes pour le Trésor

● Baisse du taux normal de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.).

Le taux normal de la taxe à la valeur ajoutée, actuellement de 20 %, serait ramené au niveau du taux intermédiaire, soit 17,8 % (7,50 % contre 10 % dans les départements d'outre-mer, la Guyane mise à part).

Pour conserver aux artisans l'avantage relatif dont ils bénéficient du fait de l'application du taux intermédiaire à des opérations normalement passibles du taux normal, la limite supérieure de la déduction spéciale artisanale serait portée de 13 500 F à 20 000 F.

L'abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée devrait permettre une diminution des prix de nombreux produits industriels, et notamment d'articles d'usage courant (vêtements et chaussures, par exemple). L'unification du taux normal et du taux intermédiaire qui résulterait de cette mesure ferait disparaître les problèmes de frontière entre les champs d'application de ces taux et appèlerait une simplification sensible des obligations comptables des entreprises ; elle ira, en outre, dans le sens de l'harmonisation des législations des Etats de la Communauté européenne.

● Un relèvement des déductions spécifiques aux personnes âgées permettant d'obtenir un maximum de 3 100 F, contre 2 800 F actuellement, soit un coût de 95 millions de francs.

● Un relèvement du minimum de frais professionnels des salariés, porté de 1 200 F à 1 500 F par salaire et étendu aux enfants du contribuable, soit un coût de 310 millions de francs.

● Impôt sur les sociétés. Mesure d'allègement au profit des sociétés nouvelles (voir d'autre part) : 33 millions de francs.

● Droits d'enregistrement. — Droits de succession : il est proposé de porter de 50 000 F à

75 000 F par part l'abattement des frères et sœurs d'un défunt, âgé de plus de cinquante ans (ou) infirmes, et constamment domiciliés avec lui pendant les cinq années ayant précédé le décès.

● Donation d'actions ou de parts : les donations d'actions ou de parts au personnel d'une entreprise, actuellement taxées à 60 %, pourraient bénéficier de l'abattement réglementaire de 10 000 F applicable aux successions des personnes non parentes. Coût global : 30 millions de francs.

#### II. — Les recettes nouvelles

● Majoration des taxes sur les produits pétroliers (voir d'autre part).

Droits de douane : 5 400 millions de francs ; T.V.A. : 900 millions de francs, soit un total de 6 300 millions de francs.

● Majoration des droits sur l'alcool.

Il est proposé de majorer de 10 % les droits sur les alcools, qui passeraient, à la consommation, de 1 480 F, 2 820 F et 3 490 F par hectolitre à 1 630 F, 3 100 F et 3 850 F. Les nouveaux tarifs entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1977 et le produit de la majoration est évalué à 500 millions de francs (y compris l'incidence de la T.V.A.).

● Taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie. Il est proposé d'instituer une taxe exceptionnelle pour les contribuables ayant disposé en 1975 de certains biens suivant le tarif ci-après :

#### ● Allègements concernant les P.M.E.

Amélioration du régime des avances en compte courant consentie à leur société par les dirigeants de P.M.E. (voir d'autre part), soit 280 millions de francs.

#### ● Divers.

Prorogation de dispositions concernant l'agriculture (remboursements forfaitaires et réfaction), soit 17 millions de francs.

— Locations de droits de chasse et participations dans des sociétés de chasse : le tiers des sommes payées dans l'année (à l'exclusion des achats d'actions), si elles excèdent 2 000 francs ;

— Participations ou abonnements à des clubs de golf : comme à la rubrique précédente.

Le tarif correspondant aux navires et avions serait réduit de moitié après cinq ans d'âge. Les contribuables concernés devraient fournir les renseignements nécessaires à l'imposition dans le cadre de leur déclaration de revenus de 1976. La taxe serait recouvrée dans les mêmes conditions que l'impôt sur le revenu et son montant est évalué à 50 millions de francs.

● Rémunération des personnes contrôlant une fraction importante du capital d'une société.

Les dirigeants de société contrôlant une part suffisante du capi-

tal pour influencer ses décisions (plus de 25 %) percevant une rémunération d'un moins 180 000 francs ne bénéficieraient plus que d'un abattement forfaitaire de 10 % sur les salaires au lieu de 20 %.

Recette attendue : 125 millions de francs.

● Relèvement du barème des droits annuels de francisation et de navigation.

Les taux actuels du barème de francisation et de navigation pour les bateaux de plaisance de sport, inchangés depuis 1968 en ce qui concerne les coques et depuis 1971 pour les moteurs, seraient relevés au-dessus de 3 tonnes de jauge. Les bateaux de sport et de plaisance de petite taille, représentant 80 % de l'effectif total, continueront à être exonérés.

Recette attendue : 17 millions de francs.

● Institution d'une taxe sur les magnétophones.

Pour compenser, au moins partiellement, le préjudice subi par les auteurs, les éditeurs, les interprètes et les diffuseurs du fait du développement des moyens de reproduction, il serait institué une taxe de 4 % sur la vente des magnétophones, dont le produit serait affecté à un établissement public à caractère administratif, le Centre national de la musique et de la danse. Son produit est évalué à 20 millions de francs.

#### III. — Les mesures de moralisation

● Imputation des déficits fonciers.

Actuellement, les contribuables qui enregistrent un déficit foncier peuvent l'imputer sur leur revenu global. Cette règle facilite certains abus, et notamment les locations de complaisance destinées à permettre la déduction de travaux immobiliers importants, aux frais de la collectivité nationale.

Aussi est-il proposé de n'autoriser l'imputation des déficits fonciers, désormais, que sur les revenus fonciers des années ultérieures.

La mesure proposée concernerait environ cent mille contribuables et dégrèverait une recette de 200 millions de francs.

Une telle mesure est analogue à celles prises, dans les mêmes conditions, en matière de déficits agricoles, de divers déficits non commerciaux et de moins-values. Elle inciterait les intéressés à évaluer la déduction des travaux les plus importants, avec quelques difficultés, néanmoins, lorsque le revenu global sera modeste par rapport à l'importance des travaux.

● Mise à jour des éléments du train de vie.

Compte tenu de l'évolution des revenus depuis l'été 1974, date à laquelle a été mise à jour l'évaluation forfaitaire du revenu d'après certains éléments du train de vie, une majoration de 20 % serait apportée aux montants en francs des composantes de cette évaluation forfaitaire, ainsi qu'à son seuil d'application, actuellement fixé à 30 000 (article 158 du code général des impôts).

● Limitation de la déductibilité de certains frais généraux des entreprises.

Il est proposé d'exclure des charges déductibles des entreprises la fraction excédant 125 % du montant moyen de certaines catégories de frais généraux engagés au cours des exercices clos en 1974 et 1975 (frais de voyage et de déplacement des dirigeants ou cadres salariés, les mieux rémunérés, des dépenses et charges afférentes aux véhicules, immeubles et autres biens mis à leur disposition, des cadeaux et des frais de réception).

Il s'agit de limiter à la progression des prix entre 1974 et 1976 celle des « notes de frais », déjà mises sous surveillance par la loi du 12 juillet 1965, et qui, dans certains cas, se sont très sensiblement gonflées. Reste le cas où l'activité des entreprises se serait accrue plus rapidement que le rythme d'inflation.

(Lire la suite page 5.)

#### EVOLUTION DES SOLDES BUDGETAIRES

(En millions de francs)

ANNEES	PREVISIONS		RESULTATS d'exécution (1)
	Déficit	Excédents	
1957	10 488	—	11 880
1958	5 993	—	6 970
1959	5 870	—	6 530
1960	6 233	—	4 678
1961	6 827	—	4 812
1962	7 060	—	7 191
1963	6 968	—	6 610
1964	4 736	—	6 070
1965	—	12	223
1966	—	6	419
1967	—	3	623
1968	1 941	—	11 528
1969	6 354	—	1 480
1970	—	5	480
1971	—	2	1 587
1972	—	3	1 787
1973	—	348	4 940
1974	—	27	3 780
1975	—	27	37 810
1976	—	250	—
1977	—	250	(2) — 15 000

(1) Non compris les opérations avec la P.M.E.  
(2) Prévisions.

#### IMPOT A ACQUITTER PAR UN SALARIE MARIÉ

##### A. — Sans enfant (2 parts)

SALAIRE BRUT EN 1975	SALAIRE BRUT EN 1976 *	ANNEE 1976		ANNEE 1977	
		Impôt dû (en francs)	Taux de pression fiscale (%)	Impôt dû (en francs)	Taux de pression fiscale (%)
20 000	21 900	185	0,83	199	0,91
30 000	32 800	1 215	4,05	1 325	4,03
40 000	43 700	2 513	6,22	2 745	6,27
50 000	54 700	4 005	8,19	4 323	8,25
60 000	65 700	5 565	9,54	6 056	10,13
80 000	87 600	10 640	13,30	11 829	13,62
100 000	109 500	16 368	16,37	18 236	16,65
120 000	131 400	22 128	18,44	24 543	18,68
140 000	153 300	27 988	20,70	32 845	21,43
160 000	175 200	33 848	22,35	40 052	22,84
180 000	197 100	39 708	23,79	48 258	24,49
200 000	219 000	45 568	25,24	56 465	25,80
220 000	240 900	51 428	26,68	64 672	26,84

##### B. — Ayant deux enfants (3 parts)

SALAIRE BRUT EN 1975	SALAIRE BRUT EN 1976 *	ANNEE 1976		ANNEE 1977	
		Impôt dû (en francs)	Taux de pression fiscale (%)	Impôt dû (en francs)	Taux de pression fiscale (%)
30 000	32 800	278	0,83	298	0,91
40 000	43 700	1 283	3,21	1 397	3,19
50 000	54 700	2 383	4,73	2 579	4,71
60 000	65 700	3 769	6,28	4 117	6,27
70 000	76 700	5 243	7,49	5 817	7,59
80 000	87 600	7 043	8,80	7 788	8,89
100 000	109 500	11 188	11,11	12 350	11,28
120 000	131 400	15 469	13,30	17 283	13,42
140 000	153 300	20 000	15,44	22 545	15,49
160 000	175 200	24 688	17,48	27 847	17,84
180 000	197 100	29 428	19,44	33 250	19,49
200 000	219 000	34 168	21,48	38 753	21,79
220 000	240 900	38 908	23,04	43 364	23,19

(\*) Par hypothèse, supérieur de 9,5 % à celui de 1975 (rythme d'augmentation probable de la hausse des prix), dont le pouvoir d'achat est donc resté le même cette année que l'an dernier.

#### Comment varieront les divers impôts

(En millions de francs)

CATEGORIES DE RECETTES	BUDGET 1976		PROJET DE BUDGET 1977			
	Resté en juin (1)	Resté en septembre (2)	Evaluations de la première loi de finances rectificative pour 1977	Evolution de la loi de finances	Evolution de la loi de finances	Augmentation du projet de loi par rapport à 1976 (3)
A. — RECETTES FISCALES :						
I. RECETTES FISCALES BRUTES						
Impôts sur le revenu	64 510	66 690	77 230	+ 4 315	72 915	+ 6 225
Impôts sur les sociétés	38 671	39 600	40 460	— 33	40 427	+ 827
Autres impôts directs	22 711	24 900	28 905	+ 290	29 185	+ 4 205
Taxes sur le chiffre d'affaires (dont T.V.A.)	155 185	162 360	186 400	+ 7 742	178 058	+ 16 298
Droits de douanes et taxes sur produits pétroliers	19 933	21 590	22 030	+ 5 413	27 443	+ 5 853
Bénéfice sur les tabacs et autres impôts indirects	14 133	13 163	12 447	+ 425	12 872	— 291
Impôts sur la fortune (enregistr. timb.)	18 500	19 720	20 600	+ 1 150	21 750	+ 3 250
TOTAL	333 643	348 113	388 072	+ 4 812	383 280	+ 35 147
II. REMBOURS. ET DEGREVEMENTS						
TOTAL DES RECETTES FISCALES NETTES (I-II)	24 350	30 000	29 000	— 29 000	— 1 000	+ 3,3
IV. — PRELEVEM. AU PROFIT DES COLLECTIVITES LOC. DE LA C.E.E. ET DE LA SECURITE SOCIALE						
TOTAL DES RECETTES FISCALES NETTES (III-IV)	309 293	318 113	359 072	—	354 280	+ 36 147
V. — RECETTES FISC. NETTES DU BUDGET DE L'ETAT (III-IV)						
TOTAL	272 355	280 112	318 127	—	312 115	+ 32 005
B. — RECETTES NON FISCALES (domaine, expl. industr.)						
TOTAL GENERAL (A + B)	293 194	301 074	340 112	—	334 100	+ 33 026

(1) Evaluations de la première loi de finances rectificative.  
(2) Evaluations de la seconde loi de finances rectificative.  
(3) Par rapport au budget de 1976 resté en juin puis en septembre.  
(4) Soit + 28,5 % par rapport au rendement prévu en 1976 par le « collectif » de juin dernier.  
(5) Soit + 37,7 % par rapport au rendement prévu en 1976 par le « collectif » de juin dernier.

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de

**5740 F**

20 modèles - 16 coloris - crédit possible

**La Boutique du Brésil**

PARIS - 43 av. Friedland (métro Etoile) - Tél. 359.22.10  
NICE - 5 promenade des Anglais - Tél. 87.16.07

ensemble 5 places cuir: 5740 F ttc

la chauffeuse cuir: 1680 F ttc

Handwritten note: 1500



سكوا في المرحل

# DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## RECETTES

(Suite de la page 4.)

### Lutte contre les factures de complaisance.

Afin de lutter contre la pratique des facturations fictives ne recouvrant pas, en totalité ou en partie, des opérations commerciales réelles, qui faussent les conditions d'une concurrence loyale et causent un grave préjudice au Trésor, il est proposé d'appliquer une amende fiscale de 50 % assise sur le montant des facturations, aux personnes convaincues d'avoir effectué de telles opérations en utilisant le cas échéant, de fausses identités.

[Il s'agit de frapper plus sévèrement les fraudeurs sur la T.V.A. qui dissimulent une partie de leurs achats, et donc de leurs ventes, ainsi que leurs comptes, appelés plus familièrement « taxis ».]

### Vignette des voitures de sociétés.

Les voitures des sociétés, assujetties à un régime fiscal plus lourd, qui circulent actuellement avec la même vignette que celles des voitures appartenant à des particuliers, seront dotées d'une vignette spéciale portant le nom et l'adresse de la société, afin de rendre plus facile le contrôle de l'usage de ces véhicules.

● **Limite d'application du régime du bénéfice réel dans l'agriculture.** Afin de mettre un terme aux abus consistant, pour les exploitants agricoles dont les recettes dépassent 500 000 francs pendant deux années consécutives, à décaler les excédents de fin d'exercice de façon à allonger les années à plus et moins de 300 000 francs (procédé dit du « sous-marin »), il est proposé d'appliquer désormais cette limite de 500 000 francs non plus année par année, mais d'après la moyenne des deux années consécutives. Idem, sept mille exploitants sont soumis de plein droit, ce régime de bénéfice réel.

rustiques

au mont st-michel

## DÉPENSES : une progression de 13,7 %

Voici comment évolueront les principaux postes de dépenses : dette publique : + 27,9 % ; dépenses de fonctionnement : + 13,1 % ; dépenses d'intervention : + 14,1 % ; dépenses d'équipement : + 5,1 % ; dépenses militaires : + 16,8 % (Tous ces pourcentages sont donnés en valeur).

La progression relativement modérée de l'ensemble des dépenses publiques (+ 12,7 %) s'explique par trois choix principaux : moins de créations d'emplois (21 647 en 1977 contre 22 430 en 1976) ; une faible progression des dépenses de fonctionnement (+ 13,1 %) ; une stabilisation en valeur des crédits d'équipement.

M. Barre a assuré que cette volonté de modérer la dépense publique ne se démentirait pas tout au long de 1977 et que des ouvertures de crédits en cours d'année seraient limitées au

maximum, « sauf si elles sont compensées par des économies ». Le premier ministre a également annoncé que les dépenses d'intervention de l'Etat et en particulier les concours aux entreprises nationales seraient systématiquement réexaminés à l'occasion de la préparation du budget 1978.

Malgré l'insécurité qui le caractérise, le projet de budget pour 1977 respecte trois priorités : les programmes d'actions prioritaires du VII<sup>e</sup> Plan ; la défense nationale ; le développement du téléphone et le progrès social.

### I. — PROGRAMMES D' ACTIONS PRIORITAIRES (PAP).

En 1976, les crédits qui correspondaient à ces programmes se sont élevés à 23,2 milliards de francs. En 1977, ce montant est

porté à 28,9 milliards de francs, soit un accroissement de 23 %. Si l'on ne tient pas compte des P.T.T., ces chiffres sont respectivement de 14,5 milliards de francs et de 17,8 milliards de francs, soit une augmentation de 22,8 %.

### II. — LOI DE PROGRAMME MILITAIRE.

Le projet de loi de finances pour 1977 comporte un effort important pour la défense nationale, en application des orientations de la programmation militaire pour les années 1977-1982, déjà approuvées par le Parlement.

En 1977, avec un montant de 58,4 milliards de francs, la part des dépenses de défense dans l'ensemble des dépenses définitives de l'Etat est portée à 17,52 %, contre 17,06 % en 1976, l'objectif étant

de porter ce taux à 20 % en 1982. Cela implique une progression des crédits militaires supérieurs de 4,3 points chaque année à celle des budgets civils, hors dette publique.

### III. — DEVELOPPEMENT DU TELEPHONE.

Les crédits d'équipement du budget général de l'Etat stagnent en valeur dans le projet gouvernemental pour 1977. C'est dire qu'ils régressent légèrement en volume (d'environ 7 % à 8 %). Cependant, si l'on tient compte du budget annexe des P.T.T. et des financements par emprunts (autoroutes et téléphone), le montant des engagements de l'Etat passe de 62,9 milliards de francs en 1976 à 71,9 milliards de francs en 1977, soit une augmentation de 11,3 %. Cette évolution s'explique

par l'effort consenti au profit du téléphone, pour lequel les engagements passeront de 18,3 milliards de francs en 1976 à 24,6 milliards de francs en 1977 (+ 34 %). Les crédits auront été multipliés par deux fois et demie depuis 1974.

Le projet de loi de finances pour 1977 comporte en outre un Fonds d'action conjoncturelle. Celui-ci sera utilisé si, à la fin du premier semestre de 1977, les objectifs de croissance économique retenus (+ 4,8 % en volume) apparaissent menacés.

(Lire la suite page 6.)

## L'ACCROISSEMENT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR RAPPORT A LA LOI DE FINANCES PRÉCÉDENTE

Loi de finances :	
1961	+ 10,68 %
1962	+ 8,81 %
1963	+ 6,85 %
1964	+ 6,39 %
1965	+ 11,08 %
1966	+ 9,28 %
1967	+ 16,10 %
1968	+ 6,33 %
1969	+ 8,43 %
1970	+ 9,21 %
1971	+ 19,99 %
1972	+ 15,9 %
1973	+ 21,20 %
1974	+ 20,25 %
1975	+ 13,7 %
1976	+ 11,3 %
1977	+ 11,3 %

## LES CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES (en millions de francs)

	1976	1977
S.N.C.F.	9 712	10 648
R.A.T.P.	1 800	2 056
Charbonnages	1 560	2 300
E.D.F.	2 860	1 600
G.D.F.	536	230
Comp. nat. Rhône	150	130
Aéroport de Paris	218	171
Air France	140	300
Cie Génér. Maritime	129	119
Esamit	2	175
S.N.I.A.S.-S.N.E.C.M.A.	400	450
Divers	50	50
Total	15 782	18 469

## Le projet de budget pour 1977 comparé aux précédents (En millions de francs)

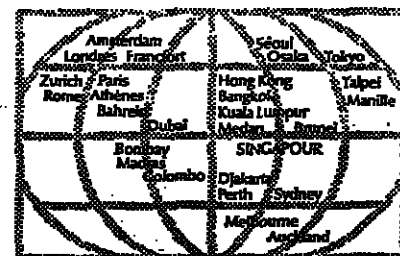
	LOI DE FINANCES DE 1976	BUDGET DE 1976	PROJET DE BUDGET POUR 1977			
			Loi de finances initiale	Montant	Différence par rapport à 1976	Différence en %
I. — OPERATIONS DEFINITIVES :						
a) Dépenses ordinaires civiles :						
● Dette publique .....	7 468	9 016	11 536	+ 2 520	+ 27,95	11 536
● Fonctionnement .....	105 410	121 514	137 514	+ 16 004	+ 12,79	128 175
● Interventions .....	73 192	80 823	92 296	+ 11 473	+ 14,18	92 282
TOTAL .....	186 070	211 353	241 350	+ 29 997	+ 14,19	231 993
b) Dépenses civiles d'équipement .....	29 387	31 819	33 690	+ 1 871	+ 5,88	33 682
c) Dépenses militaires .....	43 787	50 000	58 412	+ 8 412	+ 16,82	68 377
d) Compte d'affectation spécial .....	— 167	— 126	— 122	+ 4	—	— 122
TOTAL des charges définitives .....	259 087	293 048	333 330	+ 40 284	+ 13,75	333 330
TOTAL des ressources .....	259 339	294 244	334 100	+ 39 856	+ 13,55	334 100
Excédent des ressources (+) ou des charges (—) .....	+ 252	+ 1 198	+ 770	— 428	—	+ 770
II. — OPERATIONS TEMPORAIRES (dont FDES). Solde des charges temporaires.						
.....	— 225	— 1 191	— 520	+ 671	—	— 520
III. — EXCEDENT (ou déficit) global (solde I + solde II) .....						
.....	+ 27	+ 7	+ 250	+ 243	—	+ 250

(1) Compte tenu de la régularisation de l'imputation de certains crédits de personnel et de transport au budget de la défense de dotations imputées en 1976 au budget des charges communes.



Toute de charme et de gentillesse, elle sourit. A vous, et à déjà plus de la moitié du globe.

Menue et gracieuse dans son sarong kebaya, chaleureuse, souriante, si douce et si gentille, vous la rencontrerez à 8.000 m d'altitude, au-dessus de 3 continents, dans le cadre exceptionnel et confortable de nos 747B, 707 ou 737. Elle s'occupera de vous comme elle seule sait le faire. Cette hôtesse, notre hôtesse, c'est le cœur de Singapore Airlines.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.53.08.

# LE PLAN GOUVERNEMENTAL

## LE « COLLECTIF » BUDGÉTAIRE POUR 1976

### L'impôt au secours des paysans et de la Sécurité sociale

## DÉPENSES

(Suite de la page 5.)  
En ce qui concerne la recherche, le projet de budget prévoit la création d'emplois. Les crédits d'équipement sont majorés de 19 %. L'accent est mis sur la recherche universitaire et médicale, dont les crédits augmentent respectivement de 22,9 % et 21,4 %.

IV. — LE PROGRES SOCIAL.  
(Voir page 7 le détail des mesures concernant les « revenus ».)

### RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES SUPPLÉMENTAIRES

	1976	1977
Travail et santé	+ 886	+ 439
Agriculture	+ 690	+ 758
Economie et finances	+ 4 392	+ 5 572
Éducation, universités, jeunesse, sports	+ 23 682	+ 36 630
Équipement, logement, tourisme et transport	+ 3 238	+ 825
Intérieur et rapatriés	+ 1 578	+ 1 019
Justice	+ 1 674	+ 1 271
Divers	+ 1 911	+ 421
P.T.T.	+ 14 125	+ 11 999
Autres budgets annexes	+ 12	—
	+ 58 226	+ 59 634

En 1977

### LE POIDS DU BUDGET DANS LA PRODUCTION NATIONALE

Après avoir eu tendance à diminuer pendant les premières années de la V<sup>e</sup> République, la part des dépenses publiques dans la production nationale avait recommencé à augmenter en 1967.

De 1970 à 1974, elle a baissé de nouveau, les dépenses de l'État augmentant moins vite que la production nationale. En revanche, en 1975, elle augmente brutalement au rythme des divers plans de relance.

### LES COMPTES DE LA NATION

#### CROISSANCE DES EXPORTATIONS DOUBLE DE CELLE DE LA CONSOMMATION

	1975	1976	1977
Résultats (bilan)	1975	1976	1977
Prévisions initiales (sept. 1975)	1975	1976	1977
Prévisions rectifiées (sept. 1976)	1975	1976	1977
Prévisions (en %)	1975	1976	1977
RESSOURCES DE LA NATION :			
Production intérieure brute	— 3	4,6	5
Importations (toutes zones)	— 9,6	11,5	12,4
EMPLOI DE CES RESSOURCES :			
Consommation des ménages	3,7	2,3	4,1
Investissements des entreprises	— 7	3	— 1,3
Exportations (toutes zones)	— 3,7	6	6,4
HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION :	11,8	7,3	8,7
ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE (en valeur) :	8,4	13,1	14,1

(\*) 4,5 % de décembre 1976 à décembre 1977.

M. Barre n'a pas indiqué, au cours de son exposé, comment avaient été mis au point les comptes de la nation pour 1977, résumés ci-dessus. En particulier, il n'a pas expliqué comment la stabilité du pouvoir d'achat, qui préconisait pour l'an prochain, pouvait assurer le progrès prévu de 4,1 % de la consommation.

Il semble, si l'on en croit ses conseillers, que l'augmentation des dépenses de consommation puisse résulter de la conjugaison de trois facteurs : la légère progression du pouvoir d'achat des « salariés », la moindre propension des ménages à épargner, enfin — si tout va bien — la « prime » qui sera accordée en fin d'année aux salariés. Si l'on s'en tient à ces données, on voit mal comment cela pourrait aboutir à un progrès de 4,1 % (presque double de celui qui était prévu il y a un an pour cette année), en dépit (ou surtout à cause) du niveau élevé atteint par la consommation en fin d'année 1976.

**ODOUL**  
Garde-meubles  
208 10-30

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

révisée à nos lecteurs résidant à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- ★ Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- ★ Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- ★ Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- ★ Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :

5, rue des Italiens — 75007 PARIS CEDEX 02.  
Téléphone : 770-91-29

Le « collectif » budgétaire pour 1976 rectifiera, pour la seconde fois, la loi de finances votée en décembre dernier pour cette année, laquelle avait déjà été rectifiée en juin dernier. Comme le nouveau texte rectificatif comprend autant de dépenses que de recettes, il laisse inchangé le déficit attendu pour l'exercice en cours qui se situera entre 15 ou 16 milliards de francs, pronostic officiel, et 20 milliards de francs, chiffre le plus souvent indiqué dans les milieux concernés.

Les dépenses inscrites au « collectif » concernent essentiellement :  
— L'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse : 6,5 milliards, dont les 2,2 milliards qui vont être accordés à titre d'avance (voir à ce sujet les modalités de répartition de ces fonds page 7) ;  
— L'aide immédiate à la Sécurité sociale : 2,37 milliards, correspondant, d'une part, à des secours (1,07 milliard) qui lui sont prescrits, d'autre part, 1,30 milliard d'avance à diverses administrations pour leur permettre

d'éviter des retards dans leurs paiements (voir page 7) ;  
— Sy ajoute 1,5 milliard de crédits supplémentaires pour ajuster les traitements et les pensions.

Les fonds, pour les sinistres de la Guadeloupe, ne s'élevaient qu'à 10 millions (1 % du « collectif »).

Le financement de ces dépenses est couvert, pour un peu plus du tiers, par les plus-values inscrites dans le premier « collectif » de juin (3,88 milliards, dont 3,76 milliards de ressources fiscales) et, pour le solde, par des impôts nouveaux : majoration exceptionnelle de l'impôt sur les particuliers, relèvement de l'impôt sur les sociétés, hausse de la vignette et des carburants.

### Hausse de l'impôt sur le revenu en partie libérale par l'emprunt

La majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu des particuliers sera, en 1976, de :  
— 4 % pour les deux millions et demi de contribuables dont l'impôt (payable en 1976 sur les revenus de 1975) se trouve compris entre 4 500 F et 20 000 F ;  
— 8 % de majoration pour les cinq cent mille contribuables dont l'impôt de cette année excède 20 000 F.

La date de paiement sera, au plus tard, le 15 décembre (un avertissement sera envoyé au préalable).

Les contribuables pourront se libérer en totalité ou en partie en souscrivant à un emprunt d'État au taux de 6,5 %, remboursable après cinq ans ; la limite, pour ce faire, sera de 4 % de l'impôt dû pour 1976.

Exemple : un contribuable qui doit au fisc 25 000 F devra une majoration exceptionnelle égale à 2 000 F (8 % de 25 000). Il pourra s'acquitter de cet impôt à concurrence de 1 000 F (4 % de 25 000) en souscrivant à l'emprunt d'État, le solde étant dû à titre définitif au fisc.

La recette attendue de cette mesure aux 1976 est de 2,25 milliards, dont environ 1,5 milliard d'emprunt.

La solidarité entre agriculteurs se traduira par la perception d'une contribution exceptionnelle à la charge des exploitants dont les recettes auront excédé 800 000 F pour le total des années 1975 et 1976 (le choix des recettes de deux années de référence et non d'une seule permettant de tenir compte de l'irrégularité de la production agricole).

En ce qui concerne la faible marge bénéficiaire des producteurs de viande, les recettes des entreprises feront l'objet d'un abatement de 30 %, comme pour l'application du régime du bénéfice réel agricole.

La contribution sera égale à :  
— 0,17 % des recettes, si elles sont comprises entre 800 000 F et 900 000 F ;  
— 0,33 % des recettes, si elles sont comprises entre 900 000 F et 1 million ;  
— 0,5 % des recettes, si elles excèdent 1 million.

Elle sera payée le 15 décembre 1976 au plus tard. Le produit qui

en est attendu est de 100 millions, versés par environ vingt mille exploitants.

4 % de majoration de l'impôt sur les sociétés

Les sociétés apporteront leur contribution sous forme d'une majoration de 4 % de l'impôt sur

Majoration de la vignette auto. — La forte relèvement du prix de la vignette auto (de 45 % à 137 %, selon la puissance du véhicule) rapportera à l'État 1,02 milliard (voir page 7).

Augmentation du prix des carburants. — La hausse, de l'ordre de 15 %, des prix des produits pétroliers (sauf à 2,35 F,

### L'équilibre entre les dépenses et les recettes à 9,38 milliards

#### DÉPENSES INSCRITES AU « COLLECTIF » 1976 (en millions)

Aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse	5 596
Aide exceptionnelle aux paysans	4 717 (1)
Secours d'urgence et aides au transport de paille	105
Prise en charge des intérêts 1976 des prêts aux jeunes agriculteurs (remplacement) et des prêts spéciaux élevage	236
Aide d'urgence aux victimes de l'éruption volcanique de la Guadeloupe	10
Aide aux régimes sociaux en difficulté pour assurer le service des prestations dues à leurs ressortissants	1 070
Mise à disposition de diverses administrations des crédits supplémentaires nécessaires pour éviter des retards de paiement	1 306 (2)
Abonnement des crédits de réhabilitation et de pension	1 500
Dont : fonction publique	850
Pensions d'anciens combattants	650
TOTAL DES DÉPENSES	9 338

#### RECETTES FINANÇANT LE « COLLECTIF »

Majoration de l'impôt sur le revenu (en partie libérale par l'emprunt)	2 250 (3)
Majoration de 4 % de l'impôt sur les sociétés	1 100
Contribution de solidarité à la charge des exploitants agricoles les plus importants	190
Majoration de la vignette sur les automobiles	1 020
Relèvement de la taxe sur les carburants (hausse de l'essence, du gazole et du fuel)	1 030
Plus-values inscrites au panier « collectif » de juin	3 880 (4)
TOTAL DES RESSOURCES	9 338

(1) Dont 2 200 millions correspondant à l'avance consentie en septembre.  
(2) 1 000 pour la défense et 300 pour l'éducation.  
(3) La partie de ce montant pouvant être acquittée par souscription à l'emprunt libérateur est estimée à 1 500 millions ; la partie inscrite au budget 1976 comme recette fiscale sera donc de 750 millions seulement.  
(4) Dont 3 787 millions de recettes fiscales et 123 millions de ressources non fiscales.

les sociétés, payable en 1976. Pour les sociétés constituées en 1975, le bénéfice à prendre en considération sera celui réalisé depuis leur constitution jusqu'à la fin de l'année.

La contribution exceptionnelle devrait être acquittée le 15 novembre 1976 au plus tard et ne serait pas admise dans les charges déductibles pour le calcul du bénéfice. Les sociétés dont l'impôt a été inférieur à 20 000 F ne seront pas tenues d'acquiescer ce complément. Cela permettra d'exonérer les plus petites entreprises, un certain nombre de sociétés nouvelles, ainsi que la plupart des organismes sans but lucratif.

### L'impôt sur les sociétés reporté en 1975 reste dû

En réponse à une question, M. Barre a précisé que les 9,6 milliards d'impôt sur les sociétés, dont, en septembre 1975, le paiement avait été différé jusqu'en 1976, restaient effectivement dus au Trésor.

« Rien n'est changé à cet égard », a-t-il ajouté. Cette somme, ainsi que les autres dettes des entreprises envers le fisc, devront être acquittées « avant le 31 décembre ».

### CORRESPONDANCE

#### Le cumul de l'emploi

M. A. Joubert, de Paris, nous écrit, à propos du problème du cumul d'emplois :

Qui ne connaît un général en retraite, un haut fonctionnaire en retraite ayant un poste de cadre, de cadre supérieur, voire d'administrateur ? Qui ne connaît un retraité faisant des enseignements ou ayant un emploi dans un service du personnel ? Il faudrait interdire aux retraités d'avoir, par le jeu du cumul — travail + retraite, un revenu supérieur en France constante au salaire qu'ils avaient avant leur mise à la retraite. Il faudrait interdire au patronat, qui pourrait avoir la tentation de spéculer sur ces « demi-soldes », d'embaucher des salariés à une rémunération inférieure de 10 % à celle versée antérieurement pour le même emploi et les mêmes responsabilités.

J'ai écrit en ce sens au président de la République. Il m'a été répondu : « Le gouvernement s'est engagé à déposer avant la fin de l'année un projet de loi tendant à réglementer les conditions de cumul d'une activité professionnelle rémunérée avec le bénéfice d'une pension de retraite. Pourquoi attendre fin 1976 pour prendre des mesures applicables au plus tôt fin 1977, alors que celles-ci auraient dû être prises en 1974, dès le début de la crise. Le gouvernement fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour résorber le chômage ? »

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 septembre 1976 :

- UN DÉCRET :  
— Relatif à l'heure légale en 1977 (voir page 7).
- UNE CIRCULAIRE :  
— Relative à la constitution de couvertures de change à terme.

Un concours en vue du recrutement d'un enseignant à temps complet pour un poste de plasticien est organisé à l'école régionale des Beaux-Arts du Mans (3, place Saint-Pierre), le 15 octobre prochain. Les candidatures sont à adresser, avant le 4 octobre, à M. le sénateur-maire de la ville du Mans, secrétaire général bureau du personnel, boîte postale 505, 72017 Le Mans Cedex.

## LA CUCIRINI INTERNAZIONALE

SOCIÉTÉ DU GROUPE ENI - ITALIE

Spécialisée dans la fabrication et le négoce de fil à coudre pour l'industrie des confections et des chaussures, recherche pour la France :

## AGENT IMPORTATEUR GÉNÉRAL

ayant sa propre organisation de vente introduite dans les marchés susmentionnés. Il sera chargé d'assurer les actions de vente, de prospection, de démonstration et de promotion des produits et d'élaborer le budget par produits et par types de clients...

Ecrire : CUCIRINI INTERNAZIONALE S.P.A.

P.ZZA BOLDRINI, 1  
20097 San Donato Milanese (Milano)  
(ITALIE)

1500



# DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## LES MESURES SECTORIELLES

### Prix :

#### Blocage général pendant trois mois

##### SECTEUR PRIVÉ

Les prix de tous les produits et services seront bloqués jusqu'au 31 décembre prochain au niveau atteint le 15 septembre. Seuls les produits alimentaires frais, dont les cours varient constamment, échappent à la règle commune ; beaucoup font néanmoins déjà l'objet d'une réglementation particulière. Pour les loyers, l'eau et le transport, qui échappent à la réglementation des prix, le gouvernement demandera au Parlement de voter les dispositions nécessaires.

En ce qui concerne les loyers, le texte qui va être déposé au Parlement, sans remettre en cause le régime d'établissement et de révision des loyers, stabilise les prix jusqu'à la fin de l'année 1976, puis modère leur progression à 6,5 % pendant l'année 1977.

Le texte s'applique aux loyers commerciaux comme à ceux des immeubles d'habitation (secteur libre, secteur H.L.M. et secteur réglementé). Il concerne non seulement les loyers, mais encore les redevances, indemnités d'occupation ou « surloyers ».

Toutefois, afin de ne pas pénaliser les propriétaires d'immeubles à loyer réglementé qui ont effectué des travaux d'amélioration, le texte prévoit que la majoration légale (provenant de ces améliorations) (coefficient d'entretien, équivalences superficielles représentatives d'éléments d'équipement) pourra être appliquée.

Le texte n'est pas applicable aux nouvelles locations dans des logements qui ont cessé d'être soumis aux dispositions de la loi de 1948 : locaux effectivement vacants ou locaux utilisés en tout ou partie à usage professionnel.

##### Majoration de la vignette automobile.

La vignette automobile est majorée d'un taux qui varie de 42,8 % au minimum à 127,27 % au maximum, selon la cylindrée des véhicules. Pour les voitures de 4 CV ou moins, elle passe de 70 F à 100 F (plus 42,8 %), pour ceux de 5 à 7 CV, de 100 F à 150 F (plus 50 %), pour ceux de 8 à 11 CV, de 150 F à 200 F (plus 33,33 %), pour ceux de 12 à 15 CV, de 200 F à 250 F (plus 25 %), et enfin, pour les véhicules de 17 CV et plus, de 250 F à 300 F (plus 20 %). Les voitures particulières de plus de 17 CV âgées de moins de six ans n'étant pas assujetties à la vignette mais à une « taxe spéciale », ne subiront pas d'augmentation. Comme par le passé, les nouveaux tarifs de la vignette sont réduits de moitié pour les véhicules âgés de plus de dix ans ; en revanche, le tarif des voitures âgées de vingt à vingt-cinq ans sera porté de 30 à 40 F.

La taxe sur les véhicules des sociétés (qui s'ajoute à la vignette) est également majorée, passant de 1 600 F à 2 000 F (plus 25 %) pour les véhicules de moins de 7 CV, et de 2 300 à 2 900 F (plus 26,1 %) pour les véhicules de plus de 7 CV.

La dernière augmentation de la vignette date du 1<sup>er</sup> décembre 1973. Le produit attendu des majorations décidées atteint 1,02 milliard de francs (la vignette avait rapporté, l'an passé, 2,5 milliards de francs à l'Etat).

##### Fortes hausses de l'essence, du fuel et du gas-oil.

Le gouvernement proposera au Parlement, dans le budget rectificatif de 1976, d'accroître les taxes sur les carburants dans les proportions suivantes :

portions suivantes : + 0,29 F le litre de super-carburant ; + 0,27 F le litre d'essence ordinaire ; + 0,04 F le litre de gas-oil.

Les nouveaux tarifs (3,25 F pour le super et 2,09 F pour l'essence) ne seront appliqués que dans quelques semaines, après le vote du Parlement. Indépendamment de ce mouvement fiscal, les prix du gas-oil et du fuel domestique seront augmentés de 5 centimes par litre à compter de vendredi 24 septembre. Le litre de fuel domestique passera donc de 69 à 74 centimes.

Quant au litre de gas-oil, il subira en fait deux hausses. La première, vendredi 24 septembre, qui le fera passer de 1,26 F à 1,30 F (+ 3,1 %). La seconde, en même temps que celle du super et de l'essence, fera alors passer le litre de gas-oil de 1,30 F à 1,34 F (+ 3 %). La hausse de la fiscalité sur les carburants rapportera à l'Etat 5,4 milliards de francs en année pleine.

L'augmentation qui interviendra vendredi 24 sur le fuel domestique et le gas-oil est destinée à compenser la hausse du dollar par rapport au franc, intervenue depuis trois mois. Le gouvernement a décidé de faire supporter cette hausse « mécaniquement » sur ces deux seuls produits dans la mesure où leurs prix « sortent de l'industrie » (étaient légitimement inférieurs à ceux de nos voisins européens, alors que pour les carburants la situation est inversée).

D'une façon générale, les pouvoirs publics admettent peu de dérogations au blocage, dans la mesure où la durée de blocage sera courte. Mais M. Barre a admis que pour les prix industriels les hausses de matières premières pourraient être répercutées. « Ce qu'il faut, a-t-il précisé, c'est éviter les anticipations ».

Le Bulletin officiel des services des prix du 23 septembre, publie plusieurs arrêtés relatifs au nouveau régime en vigueur.

En janvier 1977, le blocage prendra fin. Mais les réductions de 20 à 17,8 % du taux normal de la T.V.A. provoquera — théoriquement — une baisse de prix de nombreux produits manufacturés, qui facilitera la sortie du blocage (les produits et services concernés représentent 23 % de la consommation des ménages).

La politique de libération des prix industriels à la production sera alors reprise. Cependant, le gouvernement demandera au Parlement d'autoriser l'application, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1977, du prélevement consocié (Sévisse) et de supprimer le caractère suspensif des recours. Le prélevement sera suspendu si, pendant six mois consécutifs, la hausse des prix à la consommation des produits manufacturés privés est inférieure à 2,5 %.

##### SECTEUR PUBLIC

Les tarifs publics seront bloqués jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1977 (sauf la redevance radio-télévision). Leur hausse moyenne, en 1977, ne devra pas dépasser 6,5 %.

##### Objectif général pour 1977.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif général de contenir la hausse des prix à 6,5 % (décembre 1977 comparé à décembre 1976). C'est pourquoi cette norme sera retenue par le gouvernement dans un grand nombre de cas (marchés publics et loyers, notamment). En mai 1976, la hausse des prix prévue est de 8 %.

### Agriculture :

#### Des aides sélectives et décentralisées

Pour tenir l'engagement du président de la République concernant le maintien du revenu paysan de 1976 à son niveau de 1975, le montant global de l'aide accordée aux agriculteurs victimes de la sécheresse a été fixé, mercredi 22 septembre, à 6 milliards de francs par le conseil des ministres, après que le chiffre de 6,2 milliards eut été un moment envisagé, et que la commission des comptes de l'agriculture eut estimé à 5,6 milliards la baisse du revenu global des paysans en 1976.

Deux séries d'aides avaient été décidées « à valoir » sur cette enveloppe financière : la 1<sup>re</sup> juin, un « secours d'urgence », d'un montant total de 65 millions de francs ; le 25 août, une aide exceptionnelle de 50, 150 et 200 F pour les trente premières unités de gros bétail, selon les zones, pour un montant total de 2 milliards de francs.

La ventilation de l'enveloppe financière globale se fait de la façon suivante :

— 1 433 millions de francs sont consacrés :

— A la prise en charge des intérêts 1976 des prêts Jeunes Agriculteurs pour l'ensemble du territoire — alors que, le 25 août, quinze départements mériodionaux avaient été exclus (288 millions) ;

— A celle des prêts spéciaux à l'élevage (218 millions) ;

— A un ensemble de mesures spécifiques pour maintenir l'état sanitaire du cheptel, abattage des vaches brucelliques, notamment (125 millions) ;

— A la bonification d'intérêts des prêts calamités, qui seront accordés du fait de la sécheresse (environ 600 millions de francs) ;

— A une « rallonge » de la subvention au budget de la sécurité sociale agricole (SAPSA) (150 millions) ;

— Au remboursement des avances pour le transport de la paille (40 millions) ;

— Au « secours d'urgence » (65 millions) ;

— Aux frais administratifs (25 millions) ;

— Aux travaux d'hydraulique (80 millions).

— 4 517 millions de francs d'aides directes répartis entre les départements en fonction de l'intensité de la sécheresse et de la richesse relative des agriculteurs du département. Les enveloppes départementales évolueront de 5,5 millions de francs (Territoire de Belfort) à 300 millions (Mayenne) (et non de 100 à 400 millions, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions d'hier). Les éleveurs recevront les neuf dixièmes de ces aides, qui varieront en moyenne de 100 F à 300 F par U.G.B., y compris la prime « à valoir » décidée le 25 août, dans un plafond de trente unités de gros bétail.

Les préfets auront une assez large marge d'appréciation, pour tenir compte des situations réelles sur le terrain, dans la limite d'un certain nombre de règles fixées à l'échelon national. Ainsi, sont exclus du bénéfice des aides :

— Les exploitants, dont le revenu cadastriel excède 5 760 F à l'hectare (sauf dans certains départements comme l'Aisne et l'Eure-et-Loir où, en raison de l'importance des zones d'élevage, l'hectare et l'hectare — le critère de la surface d'exploitation sera retenu à l'appréciation des préfets). Environ 50 000 agriculteurs sont concernés.

Les agriculteurs qui ont une autre activité et qui disposent de ressources suffisantes pour faire face aux dommages subis : 150 000 exploitants sont visés.

Les primes à valoir devraient être distribuées dès la semaine prochaine. Le reliquat devrait être versé à la mi-novembre.

Le financement de ces aides s'opérera en deux temps : 5,5 milliards de francs sont pris en compte dans le projet de collectif pour 1976 : 600 millions de francs qui représentent le coût de la bonification des prêts spéciaux sinistrés seront à la charge des budgets suivants. En présentant à la presse les mesures, M. Bonnet a insisté sur le fait que l'effort de solidarité n'était pas imputable à un impôt ou à une catégorie sociale en particulier. En outre, le ministre de l'Agriculture a souligné qu'« un effort particulier sera demandé aux agriculteurs disposant de ressources importantes sous la forme d'une taxe exceptionnelle » d'un taux de 0,17 % applicable aux chiffres d'affaires cumulés de 1975 et 1976 compris entre 80 000 et 90 000 F, de 0,33 % entre 90 000 F et 100 000 F, de 0,50 % supérieur à 100 000 F. De 20 000 à 23 000 exploitants devraient être concernés.

Un autre ensemble de mesures concerne la trésorerie des exploitants. Ils pourront contracter des « prêts-calamités » dont la durée a été portée de quatre à sept ans pour le sinistre de 1976 ; et ils pourront accéder à des prêts relais à court terme placés hors encadrement, dont l'enveloppe fixée à 1 milliard de francs en juin est portée à 1,5 milliard de francs.

L'attribution de ces différentes aides ne sera pas soumise à l'obligation de maintenir l'emploi, le communiqué du ministère de l'Agriculture indiquant simplement : « Les préfets seront invités à rappeler aux bénéficiaires du soutien de l'Etat, le prix que le gouvernement attache au maintien du niveau de l'emploi pour les salariés d'exploitations ». M. Bonnet a précisé que « l'Etat a les moyens de faire respecter ses souhaits ».

Enfin, le ministre a déclaré que si rien n'a été prévu actuellement pour les coopératives et les industries alimentaires privées, des négociations se déroulent actuellement Rue de Rivoli pour trouver une solution à leurs difficultés.

### Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Pigier, vous pouvez vraiment l'anglais ou l'allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée. Les cours commencent en septembre et octobre. Renseignez-vous. Nous trouverons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps. Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Britannique. Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche 23, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579.81.56 - 579.82.57 29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.88.02

### OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

(O. N. T. T.)

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

#### Alimentation en eau potable des zones touristiques de JERBA et de ZARZIS (phase urgente)

#### Fourniture, transport, montage et essais des équipements électromécaniques du forage Zeuss 5

L'Office National du Tourisme (O.N.T.T.), avec le concours de la S.O.N.E.D.E., lance un appel d'offres international pour la fourniture, le transport, le montage et les essais du groupe électropompe du moteur Diesel et de ses accessoires pour l'équipement du forage de Zeuss 5.

Le financement de ces travaux est assuré par la Banque allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau.

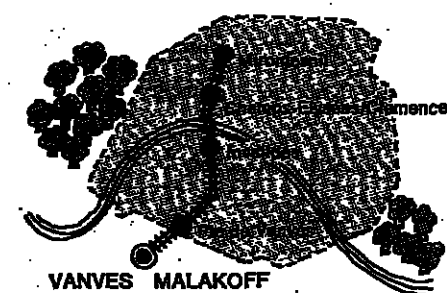
La date limite de remise des offres et d'ouverture des plis est fixée au vendredi 3 décembre 1976, à 11 heures.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés du Service Marchés de la S.O.N.E.D.E., 23, rue Jawahar-lal-Nehru - Montfleury - Tunis, contre paiement de (30) trente dinars tunisiens.

### Maintenant, Vanves, c'est Paris...

Dès Novembre 1976, avec le métro vous serez à moins de 20 minutes des Champs-Élysées (avec un ticket normal)

La station VANVES MALAKOFF sera à 200 mètres de notre résidence.



## Guyenne Gascogne

55, rue Jean-Jaurès à Vanves

offre encore quelques APPARTEMENTS A VENDRE du studio au 4 pièces

**LIVRAISONS IMMEDIATES**

**PRIX FERMES ET DEFINITIFS** à la réservation

Exemple de prix : 3 pièces : 286 000 F pour 78 m<sup>2</sup> soit moins de 3 700 F le m<sup>2</sup> (valeur Juillet 1976)

**CREDIT PERSONNALISE JUSQU'A 80 %**

Informations : Bureau de vente Appartement témoin sur place de 11 h à 19 h du lundi au vendredi et 14 h 30 à 18 h samedi et dimanche TEL. : 736.00.72

**SEMICLE** Société d'immobilier pour la construction de Logements Économiques, 5, av. Berlioz-Alfred, Paris 17 766 51 76

**BON A DECOUPER**

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur votre résidence GUYENNE-GASCOGNE :

Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

A retourner à SEMICLE - 5, avenue Berlioz-Alfred, 75008 PARIS

### LALAURETTE STYLE

### ACTUALITY CONTEMPORAIN

## soldes

du 14 au 25 septembre

32/34, rue du Faubourg Saint-Antoine

75012 PARIS - Tél. 343.75.94 (95)

### VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75018 Paris - 727.84.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

### SI VOUS MESUREZ 1 m 60 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)

### SI VOUS ÊTES FORT

## JOHN RAPPA

### GRANDES TAILLES

### PRET-A-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tertiaire, velours inimitables. Vestes sport, harris tweed, shetland etc... Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VETEMENTS livrés immédiatement.

40, Av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit TEL. 365.98.00

# LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## LES MESURES SECTORIELLES

### Revenus :

#### Un « strict maintien » du pouvoir d'achat

Convaincu que « la progression des rémunérations constitue, dans les circonstances actuelles, le facteur essentiel de la hausse des coûts », M. Barre entend contenir la progression des revenus en 1977 dans la limite de la hausse des prix. Dans les secteurs où l'état ne peut intervenir directement, il compte sur « la discipline des Français ».

#### ● SALAIRES.

Tout en confirmant « le principe de la négociation collective des salaires et la poursuite de la politique contractuelle », le gouvernement recommande qu'en 1977 la progression des salaires ne soit pas supérieure à la hausse du coût de la vie. Ce « strict maintien » du pouvoir d'achat devra s'appliquer à l'ensemble des salariés constituant la masse salariale. La référence unique restera l'indice officiel des prix à la consommation de l'INSEE. Plusieurs exceptions à la règle générale sont prévues :

- Les rémunérations supérieures à 24 000 F par mois devront être totalement bloquées.
- Les rémunérations comprises entre 18 000 et 24 000 F par mois ne devront augmenter au maximum que de la moitié de la hausse des prix.

Le SMIC continuera à évoluer selon les règles prévues par la loi de 1970 ; en particulier, la réévaluation — au-delà de la hausse des prix — qui a lieu chaque année le 1<sup>er</sup> juillet jouera normalement en 1977.

Une éventuelle augmentation du pouvoir d'achat « pourrait être envisagée en fin d'année 1977, et principalement pour les plus défavorisés, en fonction des résultats des divers secteurs. Des négociations salariales s'ouvriront, le moment venu, dans le secteur public, afin de mettre en œuvre ces orientations ».

### Sécurité sociale :

#### Des majorations de cotisation

Les mesures de « redressement » de la situation financière de la Sécurité sociale (12 à 10 milliards de francs de déficit prévu d'ici la fin de 1977) comportent trois volets : majoration des cotisations (+ 6,1 milliards de francs) ; aide de l'Etat (1,2 milliard de francs) ; majoration de la vignette et des économies (environ 1 milliard).

● **Augmentation du taux des cotisations le 1<sup>er</sup> octobre.**

**Assurance-maladie :** le taux des cotisations portant sur le salaire plafonné (150 F par mois) est porté de 10,45 % à 10,95 % pour la part patronale et de 3,55 % à 3,8 % pour la part supportée par les salariés. Le taux de cotisation portant sur la totalité du salaire demeure inchangé (respectivement 2,50 % et 1,50 %).

Le produit attendu du relèvement est de 710 millions de francs en 1976 et de 800 millions de francs en 1977.

**Assurance vieillesse :** le taux des cotisations portant sur le salaire plafonné est porté de 7,50 à 7,70 % pour la part patronale et de 3,25 à 3,45 % pour la part supportée par les salariés. (Le produit attendu de ce relèvement est de 240 millions de francs en 1976 et de 260 millions de francs en 1977. Ces recettes supplémentaires, tant pour la maladie que pour la vieillesse, tiennent également compte de la réévaluation annuelle et habituelle du plafond à un janvier. La majoration envisagée — mais non encore décidée — serait d'environ 15 %, en fonction de l'évolution probable du taux de salaire horaire des ouvriers d'octobre 1975 à octobre 1976.)

● **Suppression du remboursement de certaines spécialités.**

Certaines spécialités jusqu'à présent remboursées par la Sécurité sociale au taux de 70 % ne le seront plus à compter au plus tard du 1<sup>er</sup> décembre 1976. Trois classes thérapeutiques sont concernées : les anti-asthéniques, c'est-à-dire les médicaments contre la fatigue, le surmenage, etc. (chiffre d'affaires publics : 688 millions de francs en 1975) ;

— Celles des fermentes lactiques (levure) (chiffre d'affaires publics : 202 millions de francs en 1975) ;

— Celles des laxatifs (chiffre d'affaires publics : 196 millions de francs en 1975).

Cette mesure permettra au régime général de réaliser en année pleine une économie de 450 millions de francs (anti-asthéniques 250, fermentes lactiques 90, laxatifs 90).

● **Relèvement du ticket modérateur pour les soins paramédicaux.**

Les soins dispensés par les auxiliaires médicaux (kinésithérapeute, orthophoniste, pédicure orthopédiste) et l'exception des infirmiers ne seront plus remboursés qu'au taux de 65 % au lieu de 75 %, les frais supportés par le malade (ticket modérateur) passant ainsi de 35 à 35 %, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1976. [Cette mesure rapportera en année pleine (1977) une économie de 30 millions de francs.]

### Crédit :

#### Ramener la progression de la masse monétaire de 16 % à 12,5 %

Une des pièces maîtresses du programme est de ramener le dispositif visant à limiter la croissance de la masse monétaire jugée excessive. Alors que depuis plusieurs années cette croissance (+ 13,1 % en 1974, + 15,1 % en 1975, + 16,1 % en 1976), la FIB (production intérieure brute), l'objectif fixé pour 1977 — 12,5 % — est inférieur à la progression prévue de la P.I.B. en valeur pour cette année-là (+ 13,2 %).

D'ici là, il s'agit de ramener à 12 % en rythme annuel la croissance de la masse monétaire au deuxième trimestre de 1977. M. Jean-Pierre Fourcade avait fixé un rythme de progression un peu supérieur à 13 %.

Pour le premier semestre, le taux avait avoisiné 16 %.

Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de mesures sont prises dès ce jeudi ou vont l'être dans les semaines à venir, étant donné que la principale d'entre elles consistera à réduire cette année le déficit budgétaire et à supprimer en 1977 (voir d'autre part) le premier semestre, le taux avait avoisiné 16 %.

● **Haussage du taux de l'escompte et renchérissement du crédit.**

Le maintien de taux d'intérêt élevés constitue l'une de ces armes classiques d'une gestion rigoureuse auxquelles s'est référé le premier ministre. Le conseil général de la Banque de France a porté ce jeudi le taux d'escompte de 9,5 % à 10,5 %. En sol, ce relèvement n'a guère de conséquences pratiques, depuis que l'approvisionnement des banques en liquidités par l'institut d'émission se fait à travers le marché monétaire. Cependant, il fournit un certain renforcement de l'occasion d'une hausse du taux de base bancaire (à partir duquel la mobilisation des créances commerciales, les découverts et avances, etc., consentis par les banques). Ce taux avait déjà été porté, le 26 juillet, de 8,8 % à 9,2 %.

Il sera sans doute dans les prochains jours porté à 9,6 % et peut-être même plus haut.

● **Encadrement renforcé du crédit.**

La fixation des nouvelles normes pour la progression de la masse monétaire devrait entraîner un certain durcissement de l'encadrement du crédit bancaire, à l'économie (principale contrepartie de la masse monétaire). Plusieurs moyens seront utilisés à cet effet. Fin avril, l'indice de progression des crédits a été fixé pour le 31 décembre 1976 à 117 pour les grandes banques et 121 pour les banques moyennes (base 100 : dernier trimestre 1974). Des instructions seront sans doute don-

nées pour que l'application de ces normes soit poursuivie avec plus de vigueur, et cela d'autant qu'un bon cinquième (et sans doute davantage) des crédits échappent à l'encadrement et que rien n'a été prévu dans le programme pour réduire ces exceptions. Les instruments de contrôle existent. Il suffit de vouloir s'en servir, dit-on dans l'entourage du premier ministre.

Une innovation sera introduite pour 1977 : au lieu de fixer, comme c'est le cas actuellement, des normes pour chaque semestre, l'encadrement sera annuel, ce qui devrait donner plus de rigueur au système en obligeant les banques à aménager leur politique sur une année, au lieu de compter plus ou moins sur un assouplissement des normes pour le semestre suivant.

● **Régulation des réserves obligatoires (pratiquement supprimées depuis la fin septembre 1975).**

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, le taux des réserves obligatoires que les banques sont tenues de constituer sans intérêt auprès de la Banque de France avait été ramené de 11 % à 2 % du total des dépôts. Ce taux très faible, très fortement relevé. Cette mesure aura surtout pour effet indirect de renchérir pour les banques le coût de leurs ressources en les obligeant à céder à l'émission de bons de trésorerie ou de billets de banque, les effets de mobilisation de crédit, etc.) pour se procurer les liquidités nécessaires à la formation des réserves non rémunérées.

Si on le compare avec l'étranger, le rythme fixé de progression de la masse monétaire reste relativement élevé. En Allemagne, l'objectif porte non pas sur la masse monétaire elle-même, mais sur la « base monétaire », c'est-à-dire, en gros, sur l'actif de la banque d'émission, dont la croissance détermine celle de la masse monétaire plus ou moins proportionnellement. Il s'agit en quelque sorte de freiner à la source l'expansion monétaire, ce qui constitue une mesure probablement plus satisfaisante.

Cependant, en proposant un pourcentage de progression inférieur à la croissance attendue de la P.I.B., M. Barre a marqué l'intention, non de limiter la croissance, mais de poursuivre une politique monétaire nettement plus rigoureuse que par le passé, mais aussi de commencer à réorienter une partie des moyens de paiement vers la stimulation au cours des années passées.

Par contre, le programme ne comporte aucune réforme des circuits monétaires. La Banque de France doit continuer à intervenir dans une proportion accrue — à porter à son actif des créances à moyen terme relatives à des opérations d'exportation et de financement régional, mais accroitra sensiblement la part de ses interventions financières par la création monétaire.

● **Le montant maximal que la France entend consacrer aux importations de produits pétroliers en 1977 est en augmentation de 4 milliards de francs sur le chiffre plafonné de 1976 (23 milliards) pour atteindre une hausse de 7,5 %.** Le pari des 55 milliards pourra-t-il être tenu ?

La hausse importante du prix de l'essence (voir page 7), pour donner un ordre d'idée, a entraîné en quelques temps (environ trois semaines) une hausse de 7,5 %.

De nouvelles dispositions fiscales sont prévues en faveur de l'économie : extension de la liste des dépenses faites par les particuliers en vue d'économiser l'énergie, qui sont déductibles de l'impôt sur le revenu imposable, d'une part, introduction dans le projet de loi de finances pour 1977 d'une disposition autorisant de 0,50 point les coefficients de l'amortissement dégressif pour les matériels industriels destinés à économiser l'énergie, d'autre part. La liste des matériels sera établie par arrêté.

Il s'agit, pour l'essentiel, de prolonger le régime d'aide aux investissements des entreprises exportatrices, qui arrive à expiration à la fin de 1976. Ce régime, mis en place en juillet 1974, accordait 4 milliards de francs de crédits aux firmes qui s'engageaient à augmenter leur capacité de production destinée aux ventes à l'étranger. La moitié de l'enveloppe a porté sur des prêts à long terme au taux d'intérêt de 9,5 % ; l'autre sur des crédits à moyen terme non soumis à encadrement.

Le montant avait été porté à 7 milliards de francs en avril 1975 et à 10 milliards de francs en mai 1976. Les pouvoirs publics vont être vraisemblablement amenés à augmenter cette somme et peut-être à modifier le taux d'intérêt des crédits à long terme, qui était devenu moins avantageux compte tenu de l'évolution du taux de l'argent. Cet élément d'incitation entraîne, depuis le début de l'année, une diminution du nombre des dossiers présentés aux établissements prêteurs.

L'objectif du gouvernement est de soutenir l'activité économique et l'emploi grâce à un développement des exportations. De fait, les ventes à l'étranger ont représenté en 1975 le cinquième du produit intérieur brut. Selon une communication de M. Raymond Barre, alors chargé du commerce extérieur, en conseil des ministres, le 25 février, un quart de la croissance depuis 1969 pouvait être imputé à l'augmentation des exportations, et dans l'industrie une journée de l'année, une journée de travail par semaine est consacrée aux ventes sur les marchés extérieurs.]

### Entreprises :

#### Réévaluation partielle des bilans et encouragement à l'investissement

##### I. — Amélioration de la situation financière des firmes.

Pour remédier à l'érosion des fonds propres des entreprises, le gouvernement propose dans la loi de finances pour 1977 d'augmenter les entreprises à réévaluer dans leurs bilans les immobilisations amortissables (terrain, fonds de commerce, titres de participation). La réserve de réévaluation ainsi constituée pourra être incorporée au capital des entreprises, moyennant le paiement d'un droit d'enregistrement à taux réduit.

[Le gouvernement qui s'était engagé à aller dans ce sens fait ici un geste de bonne volonté. La mesure proposée sera cependant d'un effet limité. Il en aura été tenu compte dans la réévaluation ayant été autorisée pour les bilans amortissables (machines, etc.).]

● **La consolidation des fonds propres des petites et moyennes entreprises fait l'objet de mesures particulières.**

● **Les avances effectuées par les chefs d'entreprise aux sociétés qu'ils dirigent, sous forme de dépôts en comptes courants, pourront être incorporées au capital pendant la durée du VII<sup>e</sup> Plan (1976-1980) contre le paiement d'un droit fixé à 200 F, au lieu du droit proportionnel de 1 % jusqu'alors en vigueur.**

● **Pour déterminer le bénéfice social imposable d'une société, la législation n'admet la déduction des intérêts des sommes mises à la disposition des entreprises par leurs dirigeants que dans la mesure où ces sommes ne dépassent pas le capital social. Cette limite est portée à une fois et demie le capital social.**

● **Les associés dirigeants des entreprises, qui avancent aux firmes qu'ils dirigent des sommes en compte courant, ne peuvent choisir l'option fiscale du prêt, mais doivent opter pour la déduction des intérêts qu'ils reçoivent que dans la mesure où les sommes avancées n'excèdent pas 200 000 francs pour l'ensemble des associés dirigeants. Cette limite est portée à 300 000 francs.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

##### II. — Relance du marché financier.

Pour permettre aux entreprises de lever plus aisément des fonds par l'intermédiaire de la Bourse, trois mesures sont arrêtées :

- **Les sociétés seront autorisées à déduire de leurs bénéfices imposables, pendant cinq ans, les dividendes alloués aux actions émises à l'occasion de l'augmentation de capital en numéraire réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1977 et le 31 décembre 1980.**

Cette mesure est destinée à amener les entreprises à procéder plus souvent à des émissions de financements sur le marché financier, émissions qui ne représentent aujourd'hui que 4 % environ des investissements productifs. Elle avait été appliquée de 1957 à 1965 et suppri-

me lors de l'abrogation de l'impôt fiscal.]

● **Un abattement à la base de 1 000 F sur les revenus provenant des actions émises en France est institué.**

[Le régime fiscal des actions tend ainsi à se rapprocher de celui des obligations. Rappelons que l'abattement à la base dont bénéficient les souscripteurs d'obligations a été porté de 2 000 francs à 3 000 francs en avril 1975. L'abattement de 1 000 francs sur les revenus des actions ne s'applique pas aux contreparties dont le revenu est situé dans la dernière tranche du barème de l'impôt.]

● **Les caisses de retraite et de prévoyance bénéficient de l'avoir fiscal sur les dividendes des sociétés françaises qu'elles perçoivent.**

[Il s'agit là d'inciter les caisses de prévoyance et de retraite, qui jusqu'alors, ne faisaient pas de fiscalité, à bénéficier des actions.]

III. — Incitation à l'investissement.

Pour relancer les investissements en 1977, les coefficients utilisés pour le calcul de l'amortissement dégressif sont majorés d'un demi-point. Cette disposition s'appliquera aux biens d'équipement livrés en 1977 à condition que leur commande n'ait pas été donnée lieu à la déduction fiscale de 10 % instituée en septembre 1975.

L'amortissement dégressif permet aux entreprises d'augmenter plus rapidement leurs investissements, et donc de payer moins d'impôts. L'annuité d'amortissement linéaire (donc constante) est multipliée la première année et les années suivantes par un coefficient compris entre 1,5 et 2,5 suivant la durée d'utilisation du matériel. Augmenter de 0,5 point ces coefficients revient donc à majorer de 20 % à 30 % selon les coefficients les possibilités d'amortissement dégressif offertes aux entreprises.]

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**

● **Les P.M.E. pourront bénéficier pour le paiement du produit d'un emprunt groupé de 3,5 milliards de francs qui sera lancé par plusieurs établissements financiers avec la garantie de l'Etat. Ces prêts s'appliqueront à des opérations nouvelles de financement d'équipements productifs. Leur durée sera de quinze ans. Le Trésor bonifiera leur taux d'intérêt de sorte qu'il puisse être abaissé à 8,50 % pendant les cinq premières années.**



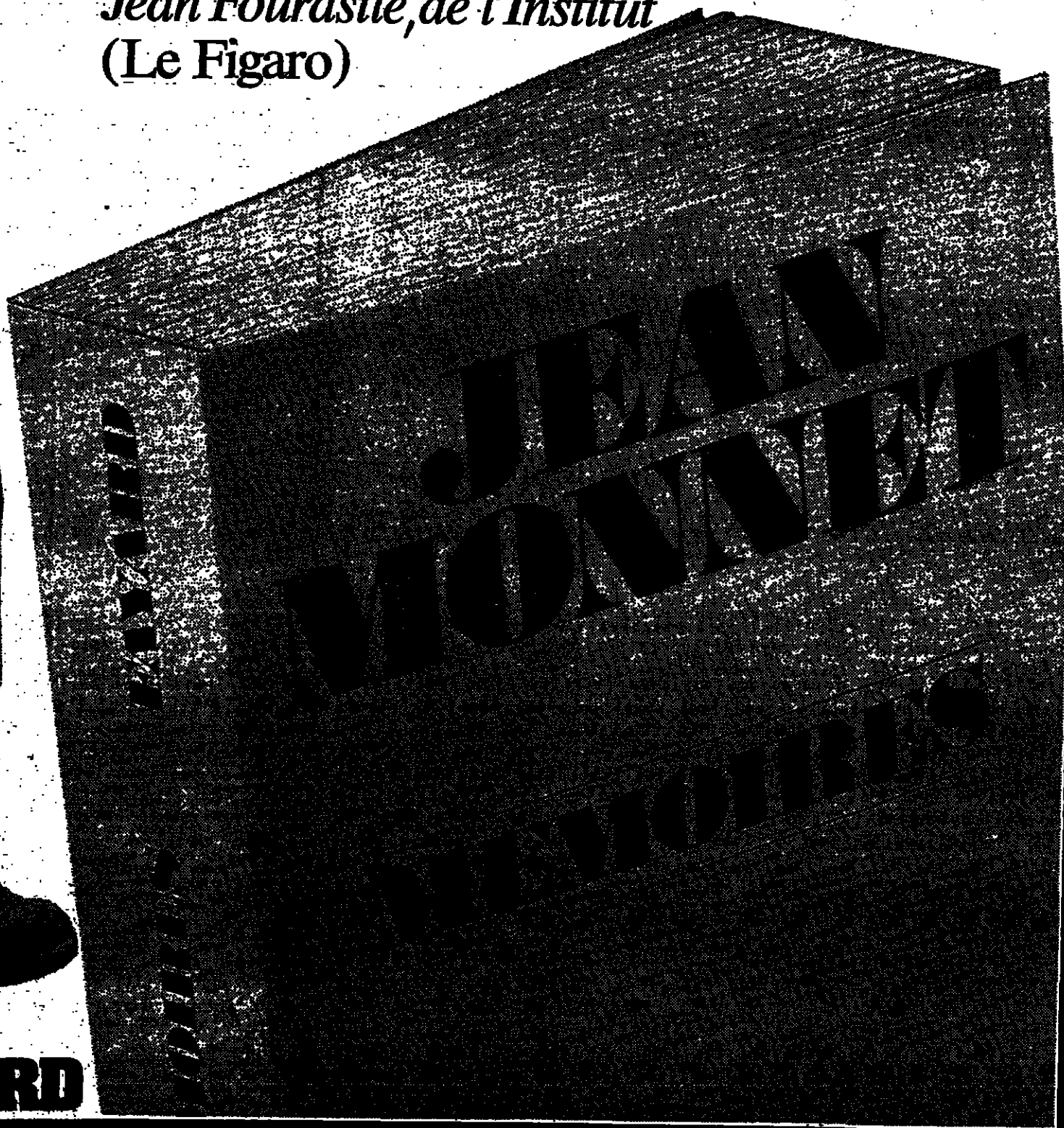
كتاب في السياسة

Si j'étais chef de gouvernement,  
je recommanderais (ce livre) à mes  
ministres ; et si j'étais ministre, à mes  
directeurs. Si j'étais chef de parti, à  
mes adhérents ; si j'étais syndicaliste,  
à mes militants. Si j'étais le  
président du C.N.P.F., je le  
ferais lire aux chefs d'entreprise ;  
si j'étais chef d'entreprise, je ne  
ferais confiance qu'à ceux de  
mes cadres qui l'auront aimé...  
**Et moi, je le recommande à tous  
les jeunes, à tous les hommes,  
à toutes les femmes qui veulent,  
sur cette terre, comprendre et  
vivre l'action.**

*Jean Fourastié, de l'Institut  
(Le Figaro)*



**FAYARD**



LES RAPATRIÉS ET LEURS  
AMIS : « Le plan Barre va sou-  
mettre les Français rapatriés et  
éprouvés aux contraintes d'un effort  
isocal sans précédent afin d'in-  
tegrer les agriculteurs natifs  
de la sécheresse. Les Français  
rapatriés admettront difficilement  
de participer à cet effort au titre  
du fameux principe de solidarité  
nationale dont ils attendent,  
quant à eux, l'exercice depuis qua-  
rante ans, non seulement pour les  
décolées qu'ils ont à jamais per-  
sues, mais encore pour l'ensemble

150



# DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## DANS LES MILIEUX SOCIO-PROFESSIONNELS

### Le patronat : de la réserve à l'hostilité

Le plan de M. Barre a été accueilli sans enthousiasme par les milieux patronaux. Jugé « très insuffisant » en ce qui concerne l'encouragement à l'investissement par le C.N.P.F., il est vigoureusement critiqué par les F.M.E. qui, « une nouvelle fois », seront « seules à supporter le poids initial de l'opération ».

● LE C.N.P.F., après avoir souligné la sévérité des mesures prises pour lutter contre l'inflation, estime que « l'intérêt de tous et l'avenir de la France commandent que ce plan réussisse. Les entreprises feront tout ce qui est en leur pouvoir pour y contribuer. Mais la lutte contre l'inflation est inséparable de la reprise économique. C'est pourquoi (...) il faudra rendre très rapidement aux entreprises leur pleine liberté de gestion. Il faut aussi que l'investissement (...) soit encouragé. Le plan gouvernemental est à cet égard, très insuffisant. En outre, il approuve la menace d'une taxe conjoncturelle dont nous avons démontré les effets néfastes qu'elle aurait sur l'économie. Quant à l'effort fiscal demandé aux Français, il doit être équitablement réparti. Il ne faut donc pas qu'il pèse d'une façon excessive sur les cadres. »

● LA C.G.P.M.E. (Confédération

générale des petites et moyennes entreprises), affirme que les mesures annoncées ne « pèseront pas du même poids sur les grandes entreprises qui, par leurs structures, échapperont aux contraintes prévues. Elles aboutiront à une nouvelle étape dans la récession, avec la disparition des P.M.E. et des artisans. Quant aux investissements, toute nouvelle reprise dans ces conditions paraît impensable ».

● LES CHAMBRES DE METIERS considèrent que « l'effort de solidarité (...) pèsera d'autant plus lourdement sur les artisans que leur mode d'imposition actuel les pénalise déjà par rapport à d'autres catégories sociales ».

● LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE considèrent qu'une « lutte efficace contre l'inflation passe non seulement par des mesures techniques, mais par des dispositions qui luttent contre les causes du mal. (...) L'équilibre des budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, certes, des objectifs à atteindre, mais la solution aux véritables problèmes exige des mesures énergiques qui touchent aux causes profondes de l'inflation, qu'à ses effets. Le retour de la confiance, la mise en valeur du travail, sont liés entre eux et la lutte contre la fraude fiscale et la fraude sociale ».

### Les organisations paysannes : une aide insuffisante

L'ensemble des organisations paysannes estime que le montant de l'aide accordée aux exploitants victimes de la sécheresse est insuffisant. Les Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) réunissent un conseil d'administration extraordinaire ce 23 septembre et la Fédération des exploitants (F.N.E.A.) son Conseil national le 28 septembre pour décider d'une action ultérieure.

● LA F.N.E.A. estime que le montant de l'aide accordée aux agriculteurs est insuffisant. Les Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) réunissent un conseil d'administration extraordinaire ce 23 septembre et la Fédération des exploitants (F.N.E.A.) son Conseil national le 28 septembre pour décider d'une action ultérieure.

● LE PRÉSIDENT DES CHAMBRES D'AGRICULTURE (APCA), M. Louis Perrin, a

estimé que « dans l'intérêt de la nation et des agriculteurs, les aides aux victimes de l'inflation actuelle (...) doivent être augmentées ».

● LE PRÉSIDENT DES JEUNES AGRICULTEURS (C.N.J.A.), M. Eugène Schaeffer, regrette que l'enveloppe globale de l'indemnisation des victimes de la sécheresse ne couvre pas les besoins réels exprimés par l'agriculture. Toutefois, certaines des mesures adoptées, par exemple la prise en charge des intérêts des prêts des jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux élevage, peuvent aider ceux qui ont fait un effort pour développer leur exploitation, en particulier les jeunes agriculteurs. Malgré les aides, le revenu des agriculteurs en 1976 ne sera pas maintenu au même niveau qu'en 1975. (...) Un conseil d'administration extraordinaire se réunira le jeudi 23 septembre pour examiner en détail les mesures adoptées et arrêter définitivement les positions des Jeunes Agriculteurs ».

● LE MODEP (MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DES EXPLOITANTS FAMILIAUX) rejette le plan Barre et appelle un combat avec les autres organisations syndicales afin d'obtenir « une véritable indemnisation » des exploitants victimes de la sécheresse. Le chiffre de 6 milliards fixé par le gouvernement pour évaluer les pertes subies par l'agriculture « est de loin inférieur à la réalité », affirme le MODEP.

● LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (F.F.A.) estime que « le premier ministre n'a pas pris la mesure exacte de la détresse des agriculteurs victimes de la fois d'un manque économique et d'une sécheresse. Dans ces conditions, poursuit la F.F.A., il n'est pas question pour elle de laisser passer la détresse des agriculteurs, pas plus que les mesures prises par le gouvernement français pour assurer une plus grande stabilité économique intérieure et extérieure ».

### Les syndicats : C.G.T., C.F.D.T. et FEN préparent une riposte commune

Alors que F.O. « prend acte » du plan Barre en manifestant son souci de garder sa liberté d'action et que la C.G.C. non sans réserves, admet que ses démarches ont porté des fruits, les autres syndicats manifestent leur inquiétude et leur doute, tant que la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN estiment nécessaire d'organiser une riposte rapide et énergique. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des dirigeants de ces trois syndicats se sont rencontrés et ont abouti à un accord de principe. Après une nouvelle rencontre jeudi, en fin de matinée, et sans divergences de dernière minute, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN devaient annoncer les modalités d'une journée d'action nationale.

● LA C.G.T. « rejette en bloc le plan de régression sociale » qui « constitue une véritable attaque contre les conditions de vie des salariés », a déclaré M. Georges Seguy. « Ce que le gouvernement propose, c'est de réduire la garantie du pouvoir d'achat, fondée sur l'indice officiel des prix, signifie en vérité, selon l'indice de la C.G.T., une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat des salariés de 3 à 4 %, a estimé le secrétaire général de la C.G.T. Il a dénoncé la « tentative d'imposer une politique des revenus par voie autoritaire ». Rebutant que le plan du gouvernement est « une déclaration de guerre aux salariés », la C.G.T. « considère qu'il est du devoir de tout syndicat digne de ce nom de réagir avec la violence que la situation impose, dans l'intérêt d'action syndicale la plus large ».

● LA C.F.D.T. affirme que « le plan Barre est un plan de sauvetage des intérêts patronaux ». « Les mesures prises, trop tard, avant tout des salariés, par contre, les exigences patronales sont satisfaites (...). Le nouveau plan de régression sociale, qui vise à réduire les salaires, est une véritable attaque contre le pouvoir d'achat des salariés. (...) Le pouvoir d'achat des salariés baisse (...) et la réduction des inégalités n'est pas entamée. Les salariés, qui n'ont rien de M. Barre, touchent en rien les grandes fortunes et les fraudeurs professionnels (...). La reprise économique, qui était déjà en train de s'arrêter, va recevoir un coup sévère ».

● LA FEN « craint que la voie choisie par le pouvoir ne se traduise par une réduction des salaires, mais les accorde ». « Si quelques mesures apparemment comme positives, il est clair que le gouvernement bloque les prix pendant trois mois mais bloque le pouvoir d'achat des salariés pour un an ; que les négociations salariales dans la fonction publique et le secteur nationalisé semblent sérieusement compromises ; que les mesures sur la Sécurité sociale ne sont pas de nature à contribuer à son redressement ; qu'une réforme sérieuse n'est entreprise dans le sens de la justice fiscale. Rien n'est engagé pour modifier les structures de la production et de la distribution. (...) n'est décidé pour une réforme de la formation initiale des jeunes ». En conclusion, la FEN « estime nécessaire une riposte globale des travailleurs ».

● F.O. « prend acte » du blocage des prix qu'elle réclame « depuis longtemps » et « de la confirmation du respect des accords actuels en cours d'application ». En ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale, les mesures arrêtées ne résolvent pas l'énorme problème, qui demeure entier. Sur le plan fiscal, F.O. « note un certain effort de correction allant dans le sens de la réduction de l'injustice fiscale. Mais, en cherchant à corriger les inégalités des revenus, en accentuant la progressivité des prélèvements, le plan gouvernemental aggrave les différences d'imposition entre les salaires des cadres et les revenus non salariés ». F.O. « décide de prendre contact avec les groupes parlementaires afin que le plan ne soit définitivement adopté ».

● LA C.G.C. considère que la campagne qu'elle a menée pour la justice fiscale a porté ses fruits. « Le personnel d'encadrement n'a pas satisfaction pour autant, car la note est lourde à payer. A travers les mesures concernant l'impôt exceptionnel, le gouvernement reconnaît implicitement le caractère injuste de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Mais il n'en tire pas toutes les conséquences, et en particulier il aggrave, pour 1977, la pression fiscale dirigée contre les salariés en augmentant la progressivité de cet impôt et en profitant de l'inflation. » Pour la C.G.C., le problème de la justice fiscale reste donc posé quand à l'avenir.

● LA C.F.T.C. regrette que pour le financement de la Sécurité sociale on recoure une fois de plus aux augmentations de coti-

son. Elle exprime une « double inquiétude » sur l'avenir de la politique contractuelle et sur les aides aux entreprises, dans la mesure où « aucune obligation n'est faite aux employeurs de prévoir ou de renforcer des accords de participation avec leur personnel ».

● L'U.C.T. (Union des cadres et techniciens) estime que « la limitation des revenus ne s'appliquera effectivement qu'aux salariés, et, encore une fois, les non-salariés auront la facilité d'échapper largement à l'effort de solidarité nationale ».

● LA C.F.T., « tout en jugeant pleins de bonnes intentions le plan de lutte contre l'inflation, regrette, d'une part, que le gouvernement, en relevant le prix de l'essence et de la vignette, prenne le risque d'étouffer la reprise (...) et que, d'autre part, le nécessaire blocage des prix s'applique à une nouvelle fois à des vœux pieux ».

● L'UNAF (Union nationale des associations familiales) « se demande si le gouvernement ne risque pas de manquer de moyens pour rendre effectif le gel des prix. L'UNAF attend des informations sur ce qu'entend M. Barre par une « rationalisation des prestations familiales dans le cadre d'une politique familiale globale ».

● LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT estime que « le gouvernement n'a pris aucune mesure concrète permettant d'alléger le lourd fardeau de la charge logement ». Son président, M. Claude Massu, souligne que les deux « reculs » du gouvernement en la matière sont insuffisants : le blocage des loyers devrait durer jusqu'au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1977, puisqu'aucune hausse n'est prévue d'ici à cette date ; la hausse limitée à 6,5 % en 1977 devrait s'étendre aux charges locatives, qui représentent 50 % des quittances.

## Les réactions

## DANS LA PRESSE

### L'HUMANITÉ : un constat d'échec.

Dans l'Humanité, qui publie deux pages spéciales sur le plan Barre encadrées dans le numéro du 23 septembre et destinées à être diffusées séparément, on lit dans l'éditorial :

« C'est la cinquième fois — l'aurait-on oublié — que M. Giscard d'Estaing — Docteur Miraculé — propose des mesures destinées à redresser l'économie et à stopper la hausse des prix. Chacun peut apprécier le résultat. C'est là une première remarque que nous faisons. Voilà des années qu'il promet — pour demain — la fin de la crise, la prospérité pour tous, l'âge d'or. Et il s'empresse de maltraiter l'économie, de résoudre les problèmes dans l'intérêt du plus grand nombre. De ce point de vue le plan Giscard est d'abord un constat d'échec. »

(RENE ANDRIEU.)

### LE FIGARO : vouloir guérir.

« Le président de la République s'est porté en première ligne. Il a engagé dans l'opération son autorité et son prestige. (...) Voilà qu'il prend délibérément le risque de l'impopularité. Il s'agit des mains : voici qu'il se sert la vis. C'est ainsi que se forment les destins historiques. (...) Le chef de l'Etat et le premier ministre savent que des forces puissantes veulent l'échec à tout prix. Elles ne feront pas de cadeau. Il faut que tous les autres comprennent l'enjeu et acceptent les sacrifices. (...) »

« Libéral, ainsi efficace que possible, nous être étroitement étouffant, capable de maîtriser l'inflation sans trop compromettre l'expansion, plus soucieux de proposer que d'imposer, le plan Barre est sans doute la dernière chance d'une remise en ordre qui ne soit pas une mise au pas. Quand on a de bonnes raisons de vouloir éviter l'opération, il faut d'abord vouloir guérir. »

(JEAN D'ORMESSON.)

### LE QUOTIDIEN DE PARIS : sur quatre fronts.

« M. Raymond Barre fonde sa force nouvelle sur les faiblesses passées de M. Giscard d'Estaing. Son atout principal est là, et évidemment il le joue. Voilà ce qui l'amène, plus ou moins malgré lui, à entrer en politique, à faire de la politique. Il ne sera pas seulement, il ne peut plus être seulement, un ministre technicien. Il le sent si bien qu'il a forcé le ton hier, dans sa peroration, pour affirmer sa responsabilité politique et pour marquer qu'il l'assumerait. Tant il est vrai que les problèmes que va affronter le premier ministre sont aussi authentiques et fondamentaux qu'en soit l'enjeu économique, l'article des à présent autour de la politique, se pose en termes politiques, débouche sur la politique. »

« Opinion, syndicats, opposition, majorité : c'est un combat politique sur quatre fronts que va devoir mener M. Barre vers une hypothétique victoire politique. Ce sont donc des moyens politiques qu'il emploiera. A-t-il d'ailleurs le choix, puisque sur le terrain économique les armes dont il dispose sont aussi de repousser ? »

(PHILIPPE TESSON.)

### LES ECHOS : des demi-mesures.

Le quotidien Les Echos écrit, sous le titre « Le grand espoir du plan Barre », que « son impact psychologique précède et amplifie l'effet des demi-mesures ». « Déjà, le temps passé depuis la nomination du premier ministre a atténué la consécration que les Français ont eue un instant de la gravité de la situation et la place au cœur de l'actualité des intérêts particuliers. »

« Aujourd'hui, le plan Barre s'avère moins rigoureux qu'on ne le croyait. Comme si, jusqu'à la dernière minute, des retouches d'inspiration diverses l'avaient altéré, en obéissant à des préoccupations autres que l'efficacité technique. »

# LA MALMAISON

21 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE RUEIL

dès maintenant,  
vous pouvez vivre en plein centre  
de Rueil,  
au calme d'un grand jardin



### Un environnement privilégié

Au centre de RUEIL, quatre petits immeubles de trois étages dans un parc de plus de 8.000 m<sup>2</sup>. Avec leurs profonds balcons, qui filent le long des façades, vous pourrez profiter pleinement du soleil et même dîner les soirs d'été.

### De la qualité

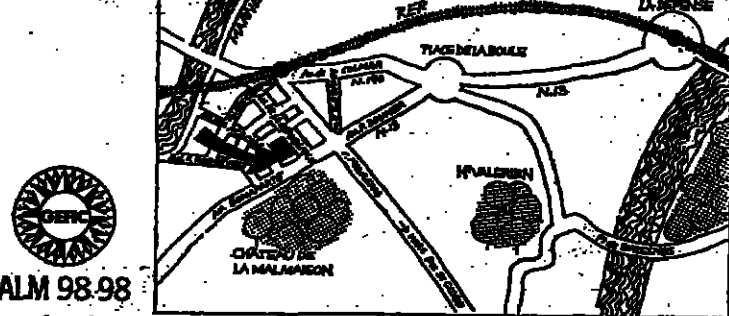
Des plans bien conçus, des pignons en pierre de taille, des baies coulissantes en aluminium, de la moquette dans toutes les pièces, de nombreux placards.

### Paris à 15 minutes

A 500 mètres des commerces, du centre ville, à 800 mètres de la gare du RER. LA MALMAISON est à 15 minutes de PARIS-AUBER.

L'appartement témoin est ouvert.

Venez le visiter tous les jours, de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Fermé le mercredi.



ALM 98.98

CONSTRUCTIONS LA NEN

### JEAN ROUX

## LA RATIONALISATION

## CHOIX POLITIQUES

Enfin, une méthode rationnelle de gouvernement  
Il existe une science de l'efficacité économique

PEDONE

13, rue Soufflot - PARIS - Tél. 033-05-97

Un volume 228 pages : 35 F.

**Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h, et le dimanche de 10 h à 20 h**  
**Métro : Champs-Élysées-Clémenceau**

## IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

**IBM Service Bureau.**  
**Si vous avez le téléphone,**  
**vous pouvez faire**  
**de l'informatique.**

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée.

Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est la toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'un considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

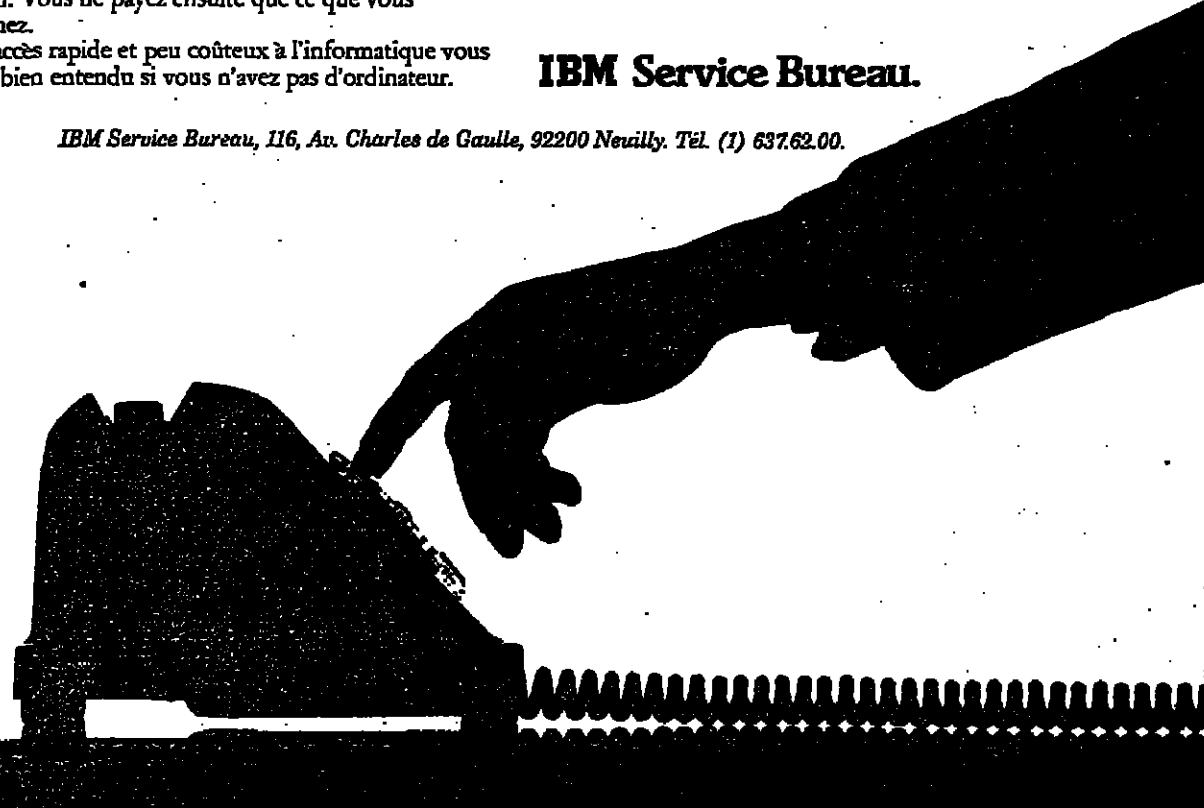
Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 63.762.00. Un Ingénieur Commercial se mettra à votre disposition pour étudier votre problème sans engagement de votre part.

## IBM Service Bureau

**IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly, Tél. (1) 637.62.00.**



## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 22 septembre sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

## ● LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le conseil, auquel participaient les ministres et tous les secrétaires d'Etat, a été consacré, pour l'essentiel, à l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1976 et au projet de loi de finances pour 1977 présentés par le premier ministre, ministre de l'économie et des finances. Ces deux projets ont été adoptés.

Le président de la République a déclaré : « Le gouvernement doit maintenant faire tout le nécessaire

pour gagner l'adhésion et la confiance des Français, indispensables au succès de la lutte contre l'inflation. »

## ● L'INDEMNISATION DES AGRICULTEURS.

Le ministre de l'Agriculture a exposé au conseil l'ensemble des mesures définitivement arrêtées pour venir en aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse et maintenir le revenu global de l'agriculture en 1976 à un niveau égal à celui de 1975. Ces mesures qui complètent le dispositif déjà mis en place seront planifiées et sélectives. Les procédures d'attribution seront concurrencées par des dépenseurs et les préfets disposeront d'une large liberté d'appréciation en liaison avec les organisations professionnelles, pour tenir compte de la diversité des situations individuelles.

● **SECURITE SOCIALE**

Le ministre du travail a fait approuver diverses dispositions destinées à faire face aux difficultés financières du régime général de la Sécurité sociale.

Dans une première étape, elles tendent à réduire le déficit prévu pour 1976, notamment par un relèvement limité et phasé des cotisations, par un programme d'économies et par une aide de l'Etat. Pour régler, dans un deuxième temps, le problème budgétaire qui se posera encore en 1977 une étude sera faite tendant à définir les moyens de mieux maîtriser à l'avenir notre système de protection sociale.

## ● LA ZONE FRANC.

**Le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances a exposé les travaux des ministres des finances des pays de la zone franc, qui ont procédé à un examen de la situation économique et financière de ces pays et fait le point du fonctionnement de la zone franc. Ils se sont accordés sur la poursuite de l'action pour l'organisation des marchés de matières premières et ont fait avancer les discussions sur le Fonds africain de solidarité.**

## ● LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

**Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la session du conseil des Communautés qui s'est tenue à Bruxelles le 29 septembre 1976.**

Cette réunion a été marquée par la signature de la décision sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct.

Cet acte permet la réalisation

d'une disposition essentielle du traité de Rome. Sa mise en œuvre, qui sera soumise à l'approbation du Parlement français, constituera, après la création du conseil européen, un nouveau pas important réalisé sur la base des décisions du « sommet » de Paris dans la construction de l'Europe.

## MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre l'intérieur, M. Félix Henry, administrateur civil, est titularisé en qualité de préfet et rayé du corps des administrateurs civils ;

— Sur proposition du ministre des Affaires étrangères, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Geoffroy Chodron de Courcel, secrétaire général des affaires étrangères. Les présidents de la République, M. Carnot et M. Loubet, à cette occasion que M. de Courcel était aux côtés du général de Gaulle lors de l'enregistrement de l'appel du 18 juin 1940, et il a rendu hommage à la carrière exemplaire de ce grand serviteur de l'Etat ;

*Le Monde* du 10 septembre.

**M. GISCARD D'ESTAING  
A REÇU LES DIRIGEANTS  
DU PARTI RADICAL  
ET CEUX DES RÉPUBLICAINS  
INDÉPENDANTS**

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni à l'Élysée, mercredi 22 mai, les quatre membres du gouvernement qui appartiennent au parti radical — MM. Durafour, Rossi, Strouss et Michel Debré, président de la formation. Celui-ci a déclaré, à l'issue du déjeuner : « M. Giscard d'Estaing a manifesté une grande confiance en nous. Il veut redoubler un effort dans le sens de la politique de réforme à laquelle il est attaché. » Le président de la République s'est entretenu avec MM. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, ancien président des radicaux, et MM. Jacques Chirac, Jacques Dominat, secrétaire général de ce parti, et Roger Chinnad, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale.

« M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré mercredi 22 septembre : « Nous avons appris qu'en compagnie d'Edgar Faure M. Roland Nungesser continuait à essayer de se présenter comme celui qui vise à la conciliation entre les deux camps et à supprimer les causes de l'affrontement. On croit rêver. C'est le même Nungesser qui a participé à l'élection dictatoriale de tous les représentants de la gauche. Il a même organisé des organismes publics où le communisme d'île-de-France dénigrait ses représentants. »

« Un loup réactionnaire mal travesti en agneau de la concertation, qui a fait l'usage de son mandat pour dénigrer le P.C.F. » Nungesser.

**SECURITE** avec **POLYPENE**  
**serrure de haute sécurité**  
**système invisible**

**Un mouvement  
analogue  
à celui  
d'un coffre-fort**

**4**  
bâtres en acier

**1-2-3-4,**  
**reliées à la serrure**  
les barres figurées sur ce dessin sont  
ancrées dans la masse de la porte.

**4**  
orifices A-A'-B-B'  
dans la feuillure pour  
recevoir les barres

dans **4** directions

## POSE DANS LA JOURNÉE

**POLYPENE**  **584.12.12**

99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

**À découper**

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POI VERNE.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ MO \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Bât. \_\_\_\_\_ Esc. \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS





# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DANS LE BADE-WURTEMBERG Théoriquement apolitique, la centrale syndicale unique soutient les candidats socialistes

Pforzheim. — « Le syndicat ne donne pas de consignes de vote, mais... » Le responsable du syndicat de la métallurgie de cette petite ville industrielle du Bade-Wurtemberg présente les candidats des trois grands partis pour les élections du 3 octobre. Dans la grande salle de la Maison des syndicats, deux cents délégués d'entreprises appartenant à l'I.G. Metall attendent de pouvoir poser des questions. Auparavant, il leur faut écouter le permanent du syndicat qui explique les dix « critères » énoncés par la centrale syndicale D.G.B. plusieurs semaines avant le scrutin.

Le syndicat ne donne pas de consignes de vote, mais invite ses adhérents à se prononcer pour un parti ou pour un autre en fonction des dix critères : la défense du plein emploi, la coexistence, la participation, le développement des droits syndicaux, l'égalité des sexes, la garantie de la paix, etc. Les trois candidats à la députation dans la circonscription de Pforzheim sont évidemment tous partisans de ces généraux objectifs. C'est sur les moyens de les atteindre qu'ils ne sont pas d'accord.

M. Wolfgang Roth, ancien président des jeunes socialistes et candidat S.P.D., trouve tout de suite le langage que veulent entendre les militants ouvriers. Il est contre « la simple idéologie de l'économie de marché » et pour « une politique industrielle orientée vers l'avenir qui soit soutenue à la fois par l'Etat, les syndicats et les entreprises ». Le candidat du parti libéral, au

De notre correspondant

contraire, attire quelques affluents et révélateur des conceptions de son organisation : « La puissance des syndicats est actuellement suffisante », déclare-t-il. Plus habile, son adversaire chrétien-démocrate essaie de s'attirer les bonnes grâces de l'auditoire en mettant en avant les réalisations passées des gouvernements C.D.U.-C.S.U.

Toutefois, sa situation n'est pas facile, car si pour ménager la susceptibilité de ses membres qui ne sont pas sociaux-démocrates le D.G.B. répète à l'envi qu'il est indépendant des partis, il ne cache pas ses préférences. Les liens entre les syndicats et le parti social-démocrate, qui datent de plus d'un siècle, ne se dissolvent pas comme par enchantement à la veille des élections. M. Vetter, président du D.G.B., admet certes que son organisation s'est trouvée placée devant des « situations déprimantes » depuis l'arrivée au pouvoir du S.P.D., mais quand il dénonce « les ennemis des réformes, les mots d'ordre visant à répandre l'angoisse et à créer la panique », il ne vise rien d'autre que les dirigeants C.D.U. et leurs slogans électoraux.

« La C.D.U.-C.S.U. a-t-elle l'intention de présenter une loi sur les associations qui restreindrait les droits syndicaux ? », demande un délégué du personnel à la réunion de Pforzheim. La réponse négative du candidat chrétien-démocrate ne convainc pas l'au-

ditore. Les militants syndicaux pensent plutôt à l'offensive de grande envergure déclenchée par M. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., contre les cumuls de fonctions dans les syndicats et le S.P.D., contre l'aide unilatérale qu'ils lui fournissent, contre les pratiques antidémocratiques de certaines organisations professionnelles. M. Biedenkopf se défend de méconnaître les « grandes mérites » des syndicats mais avec malice il leur pose une question : « Comment peuvent-ils soutenir un gouvernement qui a osé se créer une armée d'un million de chômeurs ? »

Entre-temps, le conflit entre le secrétaire général de la C.D.U. et les syndicats a été porté devant les tribunaux appelés à se prononcer sur l'exactitude des faits cités par M. Biedenkopf. Est-il vrai, par exemple, que l'I.G. Metall ait donné 5 millions à tous les anciens métallurgistes retraités de Bochum pour venir assister à un débat sur les retraites, ou le seul contrepartie le ministre du travail, et ce en pleine campagne électorale ?

Les sociaux-démocrates tirent argument des attaques de M. Biedenkopf pour mettre en cause l'attitude antisyndicale de la C.D.U., qui ne manquerait pas de menacer la paix sociale s'il se délaissait le pouvoir. En déclarant que « le D.G.B. coopérerait loyalement avec un gouvernement C.D.U.-C.S.U. », M. Vetter a décliné l'argument de ses amis. Neutralité politique oblige.

DANIEL VERNET.

## Suède

### JUGEANT EXCESSIVES LES REVENDICATIONS DES CONSERVATEURS Les centristes et les libéraux envisagent de former un gouvernement minoritaire

De notre correspondant

Il semble qu'il sera difficile de former un gouvernement à trois. Les centristes et les libéraux penchent plutôt pour une coalition minoritaire (125 sièges sur un total de 349), qui serait soutenue par les cinquante-cinq conservateurs au Parlement. Un tel cabinet serait d'ailleurs certainement mieux vu par les syndicats à la veille de l'ouverture des négociations salariales. De plus, les centristes et les libéraux, certes divisés en matière de politique énergétique et familiale, ont quand même souvent présenté ces dernières années des motions communes au Parlement et, en ce qui concerne la politique économique, leurs vues sont très proches.

A ce stade des pourparlers, M. Fildin souhaiterait donc tenir les conservateurs à l'écart du futur gouvernement. Quant au leader libéral, M. Ahlmark, il n'apprécie pas du tout le fait que

les conservateurs reçoivent régulièrement de l'argent des milieux d'affaires : environ 8 millions de couronnes par an. Il a dit catégoriquement pendant la campagne électorale qu'aucun parti au pouvoir « ne devait recevoir de fonds privés ». Il est peu probable que M. Bohman accepte d'y renoncer de bon cœur.

Le temps presse puisque le futur chef du gouvernement, M. Fildin, n'a plus maintenant qu'une dizaine de jours pour trouver un terrain d'entente : le nouveau Parlement se réunira le 4 octobre.

Les sociaux-démocrates, eux, sont persuadés qu'ils reviendront au pouvoir, plus vite qu'on ne le croit, et que les élections de dimanche dernier n'étaient qu'une parenthèse dans l'histoire du parti. Ils devaient se réunir ce jeudi 23 septembre pour examiner les causes de leur échec relatif et probablement constituer un contre-gouvernement sur le modèle britannique.

ALAIN DEBOVE.

### LES RÉSULTATS OFFICIELS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 SEPTEMBRE

PARTIS	Nombre	en %	VOIX		SIÈGES	
			Gains ou pertes en %	par rapp. à 1972	Nombre	Gains ou pertes par rapp. à 1972
Social-démocrate	2 320 818	42,9	- 0,7		153	- 4
Centriste	1 397 827	24,1	- 1		86	- 5
Conservateur	945 528	15,6	+ 1,4		55	+ 4
Libéral	540 248	10	+ 1,6		38	+ 5
Communiste	237 967	4,3	- 0,4		17	- 2
Démocrate-chrétien	73 816	1,4	- 0,4		—	—
F.C. de Suède (naaliste)	17 574	0,3	- 0,14		349	—

(1) En 1972, 358 députés avaient été élus ; en 1976, il n'y en a que 349 : d'où la différence entre les gains et pertes d'un siège.

## Portugal

### LA RÉFORME AGRAIRE EN QUESTION

(Suite de la première page.)

Il semble bien que l'intervention de l'armée, « en cas de besoin », aurait déjà été décidée au cours d'une réunion qui a eu lieu au palais présidentiel le 17 septembre entre le président de la République, le premier ministre, les ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Défense, les chefs d'état-major des trois branches des forces armées et le commandant de la région militaire de Lisbonne.

La situation est donc tendue, d'autant que M. Mario Soares n'a pas réussi à mettre d'accord les représentants des syndicats et de la Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) sur les modalités de la restitution des terres. Selon les syndicats, qui se sont réunis à Beja le 19 septembre, les restitutions ne devraient pas se faire avant l'expropriation de toutes les propriétés touchées par la réforme. Sur un total de 1,5 million d'hectares de terres expropriables, il en resterait un tiers ou l'Etat n'est pas encore intervenu. Les agriculteurs, en revanche, refusent toute nouvelle expropriation avant que les restitutions aient eu lieu.

Mais les objectifs de ces derniers sont plus vastes. Regroupés au sein d'une confédération dont les attaches avec certaines organisations politiques de droite n'échappent à personne, ils cherchent à provoquer l'abrogation de la réforme agraire, qui est devenue le baromètre de l'évolution politique du Portugal. Elle avait pris un grand essor lorsque le général Vasco Gonçalves était premier ministre. Elle a résisté à toutes les attaques depuis le changement politique du 25 novembre 1976. Est-elle irrévocable ? Au ministère de l'Agriculture on le croit. Pour l'actuel secrétaire d'Etat à la réorganisation agricole, le besoin d'une réforme était profondément ressenti au Portugal. Elle a été rendue possible par la révolution du 25 avril. Un premier projet avait été inséré au mois de février 1975 dans le plan économique d'urgence préparé sous la direction du commandant Melo Antunes. Au mois de juillet 1975, le quatrième gouvernement provisoire « gauchiste » avait promulgué deux décrets constituant ce qu'on a appelé ensuite la « loi de la réforme agraire ». Toutes les propriétés ayant plus de 50 000 « points » (1) pouvaient être expropriées. Les actes de vente en faveur de parents seraient déclarés nuls, et la vente de petites parcelles à d'autres agriculteurs serait réglementée afin d'éviter les ventes fictives. Un « droit de réserve » était accordé aux rentiers et aux propriétaires agricoles qui, exploitant eux-mêmes leur domaine, avaient été touchés par des expropriations.

Dans le contexte politique de l'« été chaud » de 1975, les travailleurs n'ont pas attendu que le gouvernement prenne l'initia-

tive pour commencer le processus d'expropriation. Poussés par des syndicats proches du P.C., qui accusaient les propriétaires de « faire du sabotage économique », ils ont procédé à des occupations à un rythme accéléré. Bientôt une vaste plaine d'où les « capitalistes » avaient été bannis.

Chaque propriété occupée est devenue une « unité collective de production » dirigée par une « commission de travailleurs ». Environ quatre cent cinquante « unités », employant plus de vingt-cinq mille ouvriers agricoles se sont ainsi constituées. Suivant un type d'organisation préconisée par le P.C., les « unités » d'une commune se sont associées sous la responsabilité d'une « commission directrice ». Celle-ci devait être constituée d'éléments élus par les « commissions de travailleurs ». Dans la pratique pourtant, les « commissions directrices » ont été entièrement contrôlées par les syndicats.

Ainsi se sont formées des exploitations agricoles de dimensions parfois supérieures à 20 000 hectares. Cette réforme a provoqué la concentration de plusieurs centaines de travailleurs sous une même direction. Et les problèmes n'ont pas tardé à surgir. Les difficultés de gestion, aggravées encore par la rareté des crédits, rendaient problématique le maintien de certaines exploitations. De surcroît, les relations de travail ont changé. Des revendications salariales ont surgi.

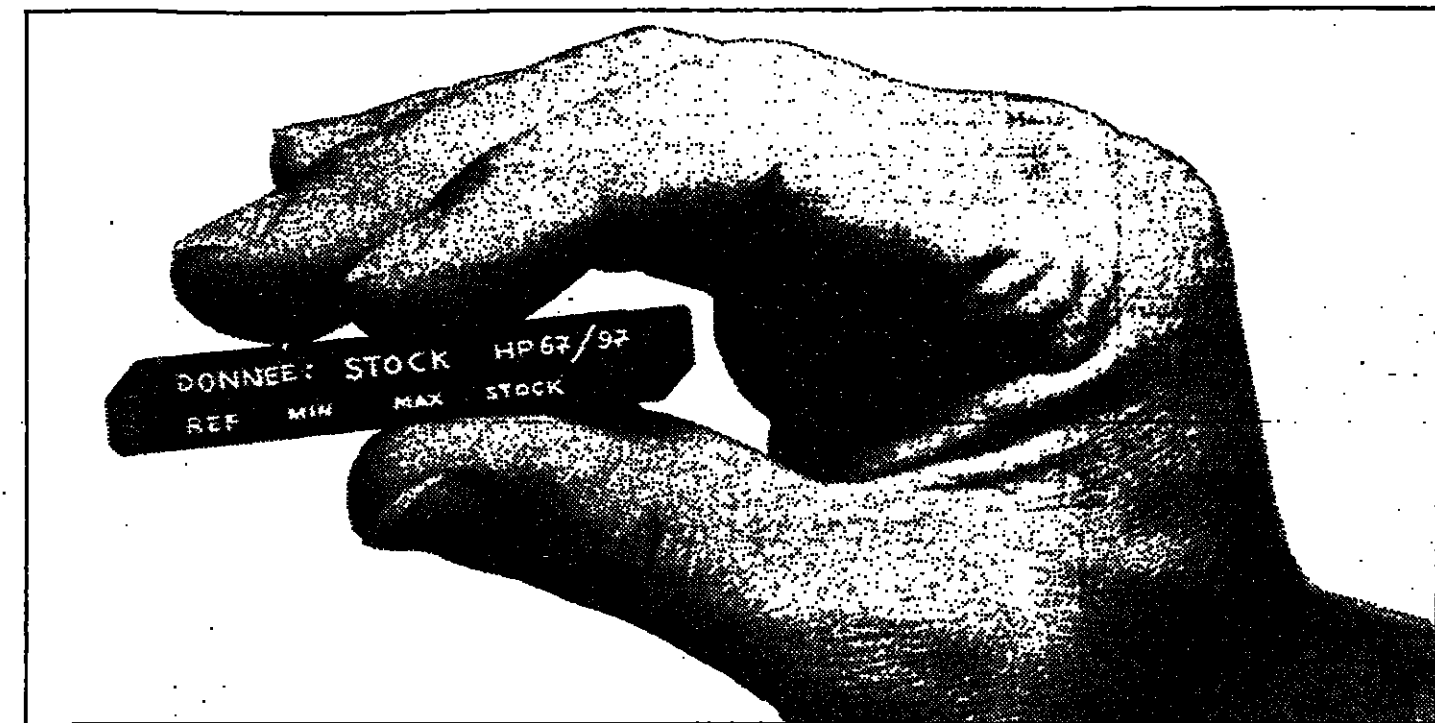
Les ouvriers agricoles ont commencé à protester contre des dirigeants syndicaux se comportant en « véritables patrons ». Plusieurs « unités collectives » se sont séparées des autres, dans une même attitude d'autonomie pour s'organiser en « coopératives autogérées ». Le P.S. a stimulé dès le début ces dernières expériences. Il ne voit pas d'un mauvais œil la possibilité de désagrégation de cette importante base d'appui au P.C.

Déjà, au début de cette année, des mesures restrictives avaient été prises : limitation de la zone de réforme au sud du Tage, réduction du littoral sud de l'Algarve, protection des petits agriculteurs, etc.

Malgré toutes les critiques portées contre la réforme, un point fait la quasi-unanimité : les surfaces cultivées ont augmenté d'environ 20 % et le Portugal, en cette année, une très bonne récolte de céréales.

JOSÉ REBELO.

(1) Selon une étude faite par le ministère de l'Agriculture, mille points correspondent au rendement moyen d'un hectare de terres irriguées et de 1 hectare de terres non irriguées. Dans le cas de terres extrêmement fertiles, notamment dans la région située au nord de Lisbonne, cinquante mille points peuvent être atteints avec 10 hectares. La même limite correspond parfois à plus d'un million d'hectares dans les zones les plus pauvres.



### Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

#### Une utilisation très souple

Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

#### Une utilisation très simple

Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc...

#### HP-67 ou HP-97 ?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles.

**HEWLETT PACKARD**

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex, tél 907 78.25

N'hésitez pas à demander une démonstration à un distributeur agréé Hewlett-Packard ou à envoyer le coupon-réponse ci-dessous.

Les nouveaux HP-67 et HP-97

Bon à découper et à adresser à : Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

☐ Je désire recevoir votre documentation sur le HP-67 ☐ le HP 97

☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

MON 76-1

150



# EUROPE

## Espagne

CONNU POUR SES OPINIONS LIBÉRALES

### Le général Mellado est nommé premier vice-président du gouvernement

Madrid (A.F.P., U.P.I.). — Le général Manuel Gutiérrez Mellado, chef d'état-major de l'armée de terre espagnole et connu pour ses opinions libérales, a été nommé, mercredi 22 septembre, premier vice-président du gouvernement chargé de la défense nationale. Il remplace à ce poste le général Fernando de Santiago, considéré souvent comme le porte-parole de l'« droite » de l'armée espagnole. Le premier vice-président assume les fonctions du premier ministre quand celui-ci ne peut les remplir en raison de vacances à l'étranger ou de maladie, et il joue le rôle d'un ministre de la défense.

La décision du roi Juan Carlos a surpris les observateurs. Selon le *New York Times*, on pourrait l'attribuer au désir du roi d'avoir les mains libres au cas où l'armée avant d'envisager la légalisation des syndicats ouvriers actuellement clandestins. Le général de Santiago était, en effet, très hostile à cette mesure et avait manifesté son opposition aux efforts de libéralisation du régime.

Le général Mellado est considéré, au contraire, comme l'officier espagnol le plus ouvert au changement politique parmi ceux qui ont combattu aux côtés du général Franco pendant la guerre civile.

Âgé de soixante-quatre ans, le général Mellado a servi dans l'artillerie. Il a fait la plus grande partie de sa carrière dans l'ancien protectorat espagnol au Maroc. Il avait été nommé commandant de l'enclave de Ceuta en 1975, et chef d'état-major de l'armée de terre en juillet 1976. Le général Mellado s'est rendu à de nombreuses reprises à l'étranger, en particulier aux États-Unis, où il a participé aux négociations sur le statut des bases américaines en Espagne.

Âgé de soixante-cinq ans, le général Fernando de Santiago, officier général du haut état-major de l'armée espagnole, a exercé les fonctions de gouverneur général de la province de Séville et de directeur du Centre supérieur d'études de la défense nationale (CISEDEN). Il avait été nommé premier vice-président du gouvernement chargé de la défense nationale dans le gouvernement de M. Arias Navarro, le 13 décembre 1975, et reconduit dans ses fonctions par M. Adolfo Suárez, le 8 juillet dernier.

### LE CONSEIL DE L'EUROPE CONSIDÈRE L'ÉVOLUTION DU RÉGIME COMME « PRÉ-DÉMOCRATIQUE »

Strasbourg. — L'Assemblée du Conseil de l'Europe a exprimé, mercredi 22 septembre, sa solidarité avec les forces démocratiques espagnoles.

Dans une résolution rapportée par M. Reale (démocrate-chrétien italien), l'Assemblée prend acte des déclarations du gouvernement espagnol indiquant son intention de démocratiser le régime, mais regrette que la liberté d'expression et d'organisation des partis politiques et des syndicats demeure limitée. Elle exprime la crainte de voir certains « forces extrêmes » compromettre la tenue des élections, et la conviction que les institutions en place sont une entrave à la voie indiquée par le roi et son gouvernement.

Des représentants de l'opposition espagnole ayant estimé au cours d'une conférence de presse, que les appréciations de M. Reale étaient trop favorables au régime actuel, son rapport a été modifié par les parlementaires. Selon le nouveau texte, « l'évolution en cours peut être considérée comme pré-démocratique ».

L'Assemblée a clôturé sa session par un débat sur l'Afrique australe. Les parlementaires ont condamné l'apartheid et demandé aux Européens de se montrer solidaires des Africains et de ne pas vendre d'armes à l'Afrique du Sud.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

LE JOURNALISTE PETER OUSTERS, de nationalité néerlandaise, qui avait été condamné à la prison à vie pour « complot contre l'État » (*le Monde* du 23 septembre) a été gracié par M. Sayem, président du Bangladesh, et devrait quitter Dacca le jeudi 23 septembre, a annoncé mercredi le ministère néerlandais des affaires étrangères. — (A.F.P.)

### Congo

TROIS VILLES ont changé officiellement de nom, mardi 21 septembre. Il s'agit de Dolisie, troisième ville du pays (vingt-cinq mille habitants), qui s'appellera désormais Lou-bomo ; de Port-au-Jac, qui devient Owando, et de Jacob, centre industriel, qui se nommera Kayes. — (Reuters.)

### Corée du Sud

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE organisée le mercredi 22 septembre à Paris, par le Comité français d'action et de soutien pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée et par l'Association d'amitié franco-coréenne, dont le vice-président est le sénateur communiste André Aubry, un représentant du gouvernement nord-coréen, M. Li Jong Hyeok, a accusé les États-Unis de transformer la Corée du Sud en une « base d'attaque régionale ». Selon M. Li Jong Hyeok, le récent incident de Panmunjon est « un acte criminel provoqué d'une manière préméditée et intentionnelle par les États-Unis ». D'autre part, Mme Yasuyo Kawada, *Unis en vue d'augmenter la solidarité de la section japonaise d'Année Internationale*, a fait état des agissements des services spéciaux sud-coréens à l'étranger. Elle a accusé M. Tanaka, ancien premier ministre japonais, d'avoir reçu une somme de 300 millions de dollars pour étouffer l'affaire Kim Jong. L'ancien chef de l'opposition sud-coréenne fut enlevé à Séoul en 1975 et ramené à Séoul par les services spéciaux sud-coréens.

### République d'Irlande

POUR LA SECONDE FOIS EN MOINS D'UNE SEMAINE, le président de la République d'Irlande, M. Cearbhall Ó Dálaigh, retardé l'entrée en vigueur des nouvelles lois antiterroristes en faisant voter leur constitutionnalité. Alors que le gouvernement de Dublin espérait devoir rapidement l'armée et la police de pouvoir accuser pour l'interdire l'IRA, M. Ó Dálaigh a décidé, lundi soir 20 septembre, de ne pas signer la seconde loi antiterroriste votée par le Parlement avant que le Conseil d'État ne se soit prononcé à son sujet. Cette loi autorise l'armée à procéder à des perquisitions et à des arrestations de suspects sans en référer au préalable à la police. — (A.F.P.)

### Tchécoslovaquie

APRÈS HUIT ANS DE SILENCE, l'écrivain tchécoslovaque Bohumil Hrabal, l'auteur de *Trains étouffés* surréalistes, vient de réapparaître dans les librairies avec un nouveau roman, *Postřetiny* (la coupe de cheveux). En moins d'une demi-heure, son livre, qui avait été tiré à vingt mille exemplaires, a disparu des rayons des librairies de Prague. Hrabal est, avec Jiri Sotola, l'un des deux écrivains en renom, en 1968, qui avaient accepté de signer un serment d'obédience après le « printemps de Prague ». — (A.F.P.)

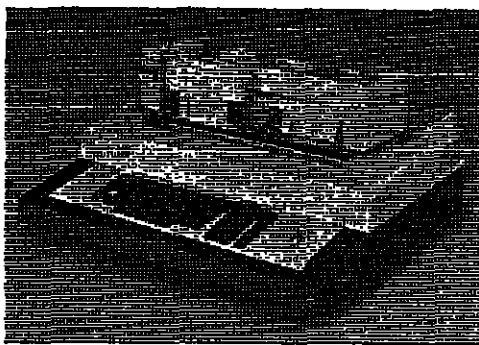
### Norvège

#### UN OFFICIER NORVÉGIEEN TENTE DE SABOTER TROIS AVIONS AMÉRICAINS QUI PARTICIPAIENT AUX MANŒUVRES DE L'OTAN

Stavanger (A.F.P., Reuters). — Une tentative de sabotage a eu lieu mercredi matin 22 septembre contre trois chasseurs-bombardiers américains Phantom qui participaient à des manœuvres de l'OTAN sur la base aérienne de Sola, proche de Stavanger, annonce la police norvégienne. Un lieutenant de l'aviation norvégienne a été retrouvé une balle dans la tête, à 50 mètres des appareils. Selon la police, il aurait tenté de se suicider après avoir tenté d'incendier les Phantom. Il est toujours en vie, mais dans un état grave. L'officier, attaché aux services d'entretien de l'aérodrome, avait ouvert les réservoirs de kérosène des avions, puis y a mis le feu en tirant des coups de pistolet. Le feu a pu être rapidement éteint et les dégâts subis par les appareils sont peu importants.

## Gestion des ventes, comptabilité, salaires... HERMES DATA SYSTEM 200 introduit le « prêt à porter » en informatique

Vous choisissez la coupe. Vous définissez vos applications. A votre taille. L'HDS 200 est de conception modulaire. Il vous apporte ce dont vous avez besoin, pas plus, avec l'aisance suffisante. Quelques retouches. Les programmes existants peuvent être personnalisés suivant vos spécifications propres. Un ou deux essayages. Nous assurons la formation du personnel et l'assistance de mise en route.



SICOM Niveau 3 D Stand 3.488

En fait, vous serez étonné par la rapidité d'introduction du système dans votre entreprise, et la simplicité de mise en œuvre de ce matériel (la machine pilote l'opérateur, et vous pouvez, si vous le désirez, la programmer vous-même). Sernouvelle technologie microprocesseur offre une fiabilité et une sécurité accrues. Son rapport performances-prix est remarquable. HERMES DATA SYSTEM 200 Nous l'avons pensé pour les PME.

Retournez ce bon à HERMES  
7, rue Galvani 75017 Paris Tél. 755.87.91  
Nous désirons  
☐ assister à une démonstration du miniordinateur HDS 200  
☐ recevoir une documentation

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

## Ce n'est pas parce qu'on achète du rêve qu'il faut acheter du vent.

Utoping, c'est une formule conçue spécialement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un nom de location, on ne doit pas vendre - et acheter - n'importe quoi. Utoping : la vraie propriété. Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Pas de débits en tranches. Vous êtes maître à bord. Bien maître et seul maître. Utoping : des biens exceptionnels. Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est à que nous construisons nos résidences, pas ailleurs. La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement. Utoping : la qualité. C'est peut-être l'origine même d'Utoping qui veut cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères, avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent. Utoping : les services. En devenant propriétaire Utoping, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'attendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoping : le cœur et la raison.

<b>Val d'Isère</b>  Au pied de la célèbre piste OK.	<b>Val Thorens</b>  Le ski tout l'été.	<b>Les Orres</b>  Le ski plein soleil.	<b>Les Menuires</b>  Les Orignes et Les Soldaniers. Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
<b>Serre Chevalier</b>  Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	<b>La Mongie</b>  Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.	<b>Saint-Tropez</b>  La Canaille. A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	<b>Cannes</b>  Le Hémis. Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
<b>Cap d'Agde</b>  Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	<b>Arcachon</b>  L'Aquilon. En bordure du bassin, avec accès direct à la voile.	Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoping et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cocher les cases d'écoute). Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
<b>La Baule</b>  Le soleil. Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	<b>La Breteche</b>  Les Hameaux du Château. A 30' de La Baule.	 METAIRES S.A. 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.52.31+	

## Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7<sup>e</sup> arrondissement...

Un Paris un peu à part... Le VII<sup>e</sup> arrondissement est connu comme un autre. Mais, moins frondeur, plus retiré, plus résidentiel. Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne se fatigue jamais totalement des charmes qu'il offre à ses habitants et aux visiteurs.

Vos voisins sont les manoirs des familles - algériens, marocains, tunisiens et les parcs cachés des ambassadeurs - un quartier feutré et de bon ton. Rue Saint-Dominique, presque à l'angle de l'avenue Bosquet, voici votre demeure.

A la fois lumineuse et discrète. Les pierres de taille en ton chaud et doré, les briques qui habillent la façade rappellent ces immeubles aux toits égaux, dessinés du début du siècle.

Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privés devant ceux du rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la vôtre aux Ambassades Saint-Dominique.

Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parterre de rareté. Les salons et les chambres, le plancher est recouvert d'une épaisse moquette de laine en grande largeur. Le nœud, l'arabesque, le chêne ou le frêne des placards, les canaux personnalisés de la salle de bain, la pierre conglomérée des balcons et des loggias, constituent un point de départ de qualité pour votre décoration future. D'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés « prêts à habiter ».

Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est associé le concours d'un « spécialiste du silence », un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement et dans chaque pièce un thermostat d'ambiance apportent une certaine douceur de vivre. Les sanitaires sont habillés d'inox « haute qualité » du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte palière derrière vous, vous pouvez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-embuscade.

Une autre manière de préserver votre intimité.

Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation « Les Ambassades Saint-Dominique ».

Appellez-moi au : \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ h.

☐ Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation.

Remettez ce bon à découper en votre carte de visite à SODAP - Services Commerciaux, à l'attention de Mme Touchard, 64, rue de Labrousse - 75008 PARIS.

Prenez rendez-vous avec Mme Touchard en appelant au 766.51.03

96, rue Saint-Dominique

« Les Ambassades Saint-Dominique » un charme rare et discret à l'image du 7<sup>e</sup> arrondissement...

## PROCHE-ORIENT

Selon le « Yedioth Aharonoth »

### Deux personnalités israéliennes auraient récemment rencontré à Paris un représentant de l'O.L.P.

De notre correspondant

Jérusalem. — Deux personnalités politiques israéliennes auraient récemment rencontré à Paris un représentant de l'Organisation de libération de la Palestine. Cette information, parue dans le « Yedioth Aharonoth » du 22 septembre, sous la signature d'un journaliste d'ordinaire bien informé, Chlomo Nakhimov, fait état d'une réunion qui aurait eu lieu, en présence, d'une part M. Seld Hamami, représentant de l'O.L.P. à Londres, d'autre part M. Arieh Eliaz, ancien ministre et ancien

secrétaire général du parti travailliste israélien, et Metathion Peled, professeur à l'université de Tel-Aviv et général de réserve. Ces deux personnalités représenteraient, à la rencontre, le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine.

Selon le « Yedioth Aharonoth », cette rencontre aurait eu lieu avec le consentement tacite de certains responsables du ministère israélien des affaires étrangères, et devrait être suivie d'une seconde rencontre le samedi 25 septembre, toujours à Paris. Ce jour-là, un manifeste signé par les deux parties devrait être publié.

Le récit de notre confrère est entièrement démenti par M. Eliaz et M. Peled, qui se disent pas, cependant, que la rumeur qu'ils ont entendue s'efforce depuis longtemps d'amener tant les Israéliens que les Palestiniens à une reconnaissance mutuelle de leurs droits nationaux. M. Peled nous a déclaré que des tentatives étaient faites par de nombreuses personnalités étrangères en vue d'établir un contact entre Palestiniens et Israéliens, et que toute indiscretion à ce sujet ne pourrait que compromettre les chances de ces tentatives.

## Israël

### LES ÉLUS ARABES DE GALILÉE RECLAMENT LA DÉMISSION DU PRÉFET DE LA RÉGION

Tel-Aviv (A.F.P.-Reuter). — Les élus locaux arabes de Galilée, réunis mercredi 22 septembre à Nazareth, ont réclamé la démission immédiate de M. Israël Koenig, préfet de la région nord d'Israël. M. Koenig est l'auteur d'une étude confidentielle préconisant un certain nombre de mesures pour freiner l'expansion démographique arabe en Galilée (le Monde du 9 septembre 1976).

Ces mesures ont été qualifiées de « racistes, sionistes et chauvines » par les élus locaux arabes d'Israël, qui ont lancé un appel à la grève générale dans les villes de Galilée pendant deux heures, mardi prochain, pour protester contre le maintien de M. Koenig à la tête de l'administration provinciale.

A ce propos, selon Haaretz de mercredi, un déplacement que le vice-ministre israélien de l'Agriculture, Chelch Jabir Moudari, devait faire dans les villages druzes de la Haute-Galilée, en compagnie de M. Israël Koenig, a dû être annulé dans la crainte de manifestations hostiles. De son côté, M. Rabin, premier ministre, avait tenu, mardi soir, à prendre ses distances vis-à-vis du rapport en question, soulignant notamment dans une allocution à Beit Chemech, que « toute discrimination ou restriction fondée sur la religion est contraire aux lois israéliennes ».

### D'autres pourparlers à Moscou

Il y a quelques jours, la presse israélienne avait fait état d'une autre rencontre israélo-palestinienne à Moscou, entre les dirigeants du parti communiste israélien Rakah et M. Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'O.L.P.

Cette rencontre n'a pas été démentie, pas plus d'ailleurs que celles qu'ont eues précédemment avec des dirigeants palestiniens MM. Naphtali Feder, secrétaire général du parti de gauche Mapam, Guri Avnery, ancien député, directeur de l'hebdomadaire politique Haolam Hatzet, et Nathan Yelini-Mor, qui, à l'époque du mandat britannique sur la Palestine, était le chef de la redoutable organisation terroriste Stern.

Rapportons que d'éminentes personnalités israéliennes comme le professeur Chlomo Avineri, actuellement directeur général du ministère des affaires étrangères, ont, sont, prochainement, à se joindre à d'autres à des fonctions présentes — en faveur d'une négociation avec l'O.L.P.

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

### Deux candidats face à soixante-dix millions de téléspectateurs

De notre correspondant

Washington. — Les deux candidats à la présidence des États-Unis, M. Gerald Ford et Jimmy Carter s'adresseront pour la première fois, ce jeudi 23 septembre à 21 h. 30 à Philadelphie (3 h. 30 de nuit à Paris), à une très vaste audience invisible évaluée à 70 millions de téléspectateurs.

Il est difficile de parler, d'un « état d'esprit », selon les règles laborieuses de la « télé » par leurs adresses. Les deux hommes ne sont pas autorisés à se poser directement des questions. Ils ne peuvent que répondre à un énoncé à caractère de question (une phrase environ) que leur posent tour à tour trois journalistes, mais ils disposent de deux minutes de plus pour un capotement de réponse. En outre, chacun pourra en deux minutes faire des commentaires sur les réponses de l'autre.

M. Carter, face au grand public, ne peut plus rester dans les généralités, mais, en prenant des positions nettes et précises, il risque de perdre soit les modérés, soit les libéraux, qu'il a réussi à capter à la faveur du flop et de l'ambiguïté de ses propos. Sans sous-estimer l'adversaire, les conseillers de la Maison Blanche affirment que M. Carter manque de voix et de présence. Dans le camp adverse, on se félicite pourtant de l'occasion exceptionnelle offerte au candidat démocrate de démontrer sa détermination, la clarté de ses vues et de démentir la campagne répétée de la presse et du public d'un homme inexpérimenté et sans épine dorsale politique. Rien n'a été laissé au hasard dans l'organisation du spectacle. Les amis du président Ford ont veillé à ce que les éclairages s'accommodent pas la cavité déjà prononcée de leur poitrine, que la carie et le vent d'eau soient solidement fixés sur le pupitre de peur que le président ne les renverse, renforçant ainsi sa réputation de maladresse. Du côté de M. Carter, on se préoccupe essentiellement que rien dans le décor n'attire trop l'attention — comme par exemple le sceau de la Maison Blanche — sur les fonctions présidentielles exercées par le candidat Ford.

HENRI PIERRE.

## ASIE

Japon

### Moscou estime que l'attitude de Tokyo dans l'affaire du Mig ne peut pas rester sans conséquences

« ne peut pas rester sans conséquences »

Tokyo (A.F.P., A.P., Reuter). — L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Tokyo a remis, mercredi 22 septembre, au vice-ministre japonais des affaires étrangères, une note de protestation contre l'attitude du gouvernement nippon dans l'affaire du Mig-25, qui s'est posé au Japon le 6 septembre.

La note réaffirme que le pilote « a été drogué » et n'a pas été autorisé à s'entretenir librement avec un responsable de l'ambassade avant son départ pour les États-Unis. Les « notes japonaises » du gouvernement japonais « ne peuvent pas rester sans conséquences » sur les relations entre les deux pays. L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Tokyo a déclaré que la note est « inacceptable » et que le Japon « doit être transporté vendredi de l'aéroport d'Hakodate à la base de Ryukyu, à environ 150 kilomètres au nord de Tokyo. Un Galaxy, avion-cargo de l'armée américaine, est arrivé mercredi à Hakodate afin d'assurer ce transport. Onze techniciens militaires américains ont démonté le dispositif d'auto-déstruction (A.D.) sur l'avion. Les techniciens de l'aviation, ainsi que les pilotes de l'armée de l'air, ont été transportés et les fixations pour missiles.

Chili

### La Junte repousse les accusations portées contre elle après l'assassinat de M. Letelier

L'enquête menée par la police de Washington et le F.B.I. à la suite de l'attentat qui a coûté la vie, le 21 septembre, dans la capitale américaine, à M. Orlando Letelier, ancien ministre de l'Unité populaire chilienne, n'a pas encore donné de résultats décisifs. Les agents fédéraux ont émis l'hypothèse qu'une bombe de forte puissance, placée sous le plancher de la voiture de la victime, a été déclenchée électriquement à distance.

Plusieurs personnalités ont exprimé leur réprobation de cette action terroriste, notamment M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. et le chef de l'État vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez. Devant de nombreux parlementaires socialistes européens réunis à Madrid à l'occasion de l'Assemblée de l'Union Interparlementaire, M. Felipe Torres, premier secrétaire du P.A.C.E., a accusé le régime militaire chilien d'assassinat.

Plusieurs personnalités chiliennes, dont M. René Barrientos Allende, veuve de l'ancien président, ont accusé la DINA, la police politique du régime du général Pinochet, d'avoir perpétré cet attentat. C'était la terrible porte-parole du Chili démocrate dans les conférences internationales. C'est pour cela qu'on l'a fait faire, a-t-elle déclaré. La junte militaire chilienne, en revanche, reproché, le 22 septembre, aux « divers personna-

« Une réunion organisée par le Comité de défense des personnalités politiques au Chili, sous l'égide de l'Institut de la Démocratie, 44, rue de Rennes, à Paris-6 ».

« Une responsable de la DINA, la police secrète chilienne, est arrivée le 25 août à New-York par un avion de la Lufthansa en provenance de Santiago, révèle le New York Times de ce jeudi 23 septembre. Il était accompagné d'une femme de quatre hommes. » (A.F.P.)

### M. Altamirano : Pinochet a visé juste

De passage à Paris, M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste chilien, dont M. Letelier, était membre, nous a déclaré :

« Le responsable direct de cet assassinat est le général Pinochet, dont dépendent, également, les services représentés de la DINA, la gestapo chilienne. Ces derniers temps, il y avait eu dans la presse, contrôlée par la dictature, une intense campagne contre Letelier. Les journaux le rendaient responsable de tous les revers de la junte aux États-Unis. Il y a une chute de jour, Pinochet, l'aurait pris de sa main. Il avait reçu des lettres anonymes le menaçant de mort. »

En Argentine, le gouvernement peut tenter de faire porter la responsabilité des assassinats politiques sur des organisations extrémistes de droite. Au Chili, il n'y a pas d'organisation d'extrême droite, sinon aux ordres de la DINA, et donc de Pinochet. « Pinochet a visé juste. Letelier était, sans aucun doute, le Chilien de gauche qui avait les meilleurs contacts aux États-Unis. Il avait des liens d'amitié personnelle avec Edward Kennedy, Hubert Humphrey,

McGovern. Dans une lettre que j'ai reçue il y a trois jours, il m'indiquait qu'il devait rencontrer Jimmy Carter le 26 de ce mois. »

Après cela, il n'y avait jamais eu, au Chili, un président de la République, un ministre en exercice, voire un simple parlementaire assassiné. Avec la junte, le crime a commencé. Après Salvador Allende, trois de ses anciens ministres de la défense ont été successivement assassinés : José Tobar, le général Prats et Orlando Letelier. Tous ces hommes avaient un point commun : de connaître, sans rien de général, Pinochet. Letelier avait même des lettres qu'il avait écrits contre personnellement.

Après ce crime, nous lançons un appel aux forces progressistes, aux gouvernements, pour que de telles pratiques, qui sont un défi à l'opinion publique mondiale, soient condamnées. Nous demandons aux gouvernements de suspendre leurs relations avec Pinochet, jusqu'à ce que toute la junte soit faite sur cette affaire. Nous leur demandons de condamner la junte chilienne à la commission des droits de l'homme des Nations unies. »

(Propos recueillis par J.-P. C.)

## DIPLOMATIE

### L'Afrique du Sud et la France sont attaquées devant l'Assemblée de l'Agence internationale de l'énergie atomique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les travaux de la vingtième assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se tiennent à Rio depuis le 21 septembre, ont été dominés jusqu'à présent par le problème du statut de la République sud-africaine. Mercredi, les délégués du Nigeria et de Cuba ont mené l'offensive contre le régime de Pretoria.

Dans un discours qui a été vivement applaudi, le représentant nigérien, M. Olu Adeniji, a demandé que la République sud-africaine ne soit pas reconnue, dans la mesure où elle ne représente pas l'ensemble de la population du pays. Cette proposition, si elle était acceptée, ferait perdre à la délégation le droit de participer aux débats. M. Adeniji a demandé également que le gouvernement de M. Vorster ne siège plus au conseil des gouverneurs, organe exécutif de l'Agence. Allant plus loin, il a estimé que le régime sud-africain ne devrait même pas être affilié à l'Agence, dont les cent neuf membres, selon les statuts, doivent respecter la charte des Nations unies.

Selon le délégué nigérien, la République sud-africaine représente un danger pour l'ensemble du continent noir, puisqu'elle s'est engagée dans un vaste programme nucléaire. « Ma délégation est convaincue », a-t-il dit, que ce pays a l'intention d'utiliser la technologie nucléaire à des fins militaires. »

M. Adeniji a « regretté » que la France ait décidé d'adopter M. Vorster dans ses « ambitions atomiques » et ait fait passer « ses intérêts économiques » au-dessus de ses responsabilités vis-à-vis de la Communauté africaine. Il s'en est pris au conseil des gouverneurs, qui a accepté les garanties offertes par Paris et Pretoria le 22 septembre (le Monde du 23 septembre). « L'Agence est devenue responsable d'un projet dont la nature ne lui est pas connue. »

Il est difficile de savoir quel sort sera fait aux propositions du Nigeria. L'Assemblée générale peut refuser de reconnaître la délé-

gation sud-africaine, mais elle ne peut pas exclure Pretoria, ce qui paraît peu probable. De toute façon, il semble que les pays non alignés qui se sont réunis plusieurs fois à ce sujet, n'aient pas encore adopté une position commune.

Les délégués des principales puissances nucléaires (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, France) ont insisté mercredi sur la nécessité absolue de protéger les matériaux nucléaires contre les risques de sabotage et d'action terroriste. Le délégué américain M. Robert Seamans a déclaré que l'utilisation du plutonium permettrait aux États-Unis de diminuer la pression mondiale sur le minerai d'uranium, mais que ce bénéfice incertain lui semblait moins important que le risque présenté par la possibilité de transformer le plutonium en bombe. Le délégué soviétique a été le plus tranchant : selon lui, les pays qui ont signé le traité de non-prolifération ne devraient pas céder de technologie nucléaire aux non-signataires.

Quant au délégué français, M. André Chénedou, il a fait remarquer que l'Agence « ne pourrait jouer pleinement son rôle que si elle restait à l'abri de toute pression extérieure ». « Il est facile d'imaginer ce que deviendrait le système de contrôle, a-t-il dit, s'il était utilisé pour remettre en question telle ou telle opération nucléaire. » Il a fait la politique des pays importateurs ou exportateurs ne satisfait pas tous les membres du conseil des gouverneurs. »

CHARLES VANHIERE.

« L'Assemblée générale des Nations unies a élu son président, mercredi 22 septembre. Parmi les dix-sept vice-présidents, élus à bulletin secret, Panama, la Tanzanie et le Tchad viennent en tête avec 127 voix (sur cent quarante-cinq États membres). La France vient en tête des membres permanents du Conseil de sécurité, avec 124 voix.

### Des délégations yougoslave et bulgare examinent l'ensemble des différends entre les deux pays

De notre correspondant

Sofia. — Des délégations bulgare et yougoslave ont commencé, le 21 septembre à Sofia, l'étude des principaux différends entre les deux pays, à savoir la frontière de la Macédoine. La délégation bulgare, conduite par M. Alexander Lefov, membre du bureau politique et celle yougoslave, par M. Dobrovoje Vignitch, membre du comité exécutif de la Ligue.

Le principe de cette réunion fut tenu tout d'abord par le général Tito, qui, au cours de la conférence d'été, a réaffirmé lors de la dernière visite à Belgrade du président bulgare, le principe de la coopération entre les deux pays.

Un des points de la réunion fut la Bulgarie l'existence d'un peuple macédonien dans la République fédérée-yougoslave de Macédoine et d'une minorité nationale macédonienne en Bulgarie, dans la région de Pirine. Pour Sofia, la peuple macédonien ne serait qu'une création « artificielle » d'après-guerre. Sans doute y a-t-il eu depuis 1945, en Yougoslavie, formation d'une nouvelle entité ethnique, mais le passé de celle-ci fait partie intégrante de l'histoire bulgare. De toute manière, que les habitants de la République yougoslave fédérée de Macédoine soient ou non des Macédoniens, ceux de Pirine ne sont que Bulgares. Pour appuyer cette thèse, Sofia fait état du dernier recensement, celui de 1964 qui mentionnait pas de Macédoniens en Bulgarie. Les Yougoslaves invoquent les recensements de 1946 et 1953, qui indiquaient la présence dans la région de Pirine, le premier de deux cent cinquante mille et le second de cent quatre-vingt-dix mille Macédoniens.

Sofia rétorque qu'à l'époque les autorités avaient fait « pression » sur la population pour qu'elle opte pour la nationalité macédonienne, tandis que lors du dernier recensement l'opération s'est faite dans l'entière liberté de choix : « et les statistiques officielles aujourd'hui ne

font plus état de Macédoniens. » C'est qu'il n'y en a pas ». Cet argument a néanmoins convaincu les Yougoslaves. Ils ont exigé pour les Macédoniens de Pirine un enseignement et une presse en langue macédonienne.

### Polemique à propos de l'histoire

Ce problème de l'existence ou de la non-existence d'un peuple macédonien est à l'origine d'autres différends. D'après les polémiques ont été « à propos d'événements » de la guerre de 1912-1913, quand les Bulgares ont envahi la Macédoine. Les Yougoslaves affirment que c'est la Bulgarie qui a déclenché l'insurrection en Macédoine contre les Turcs à l'œuvre des patriotes bulgares. Les Yougoslaves voient dans ces personnages des Macédoniens. Les livres de classe yougoslaves et bulgares abondent de tels exemples et la célébration des dates historiques de deux côtés de la frontière suscite régulièrement de nouvelles querelles.

La dernière guerre a provoqué d'autres différends. Ils portent notamment sur le rôle joué par l'armée bulgare et Yougoslave de 1941 à 1944. Spécialement en Macédoine, après sa participation après le 2 septembre 1944 (date de la capitulation de la Bulgarie) aux combats contre les Allemands : on tergiversait, pour les Yougoslaves, l'armée bulgare fut une armée d'occupation comme celles de l'Allemagne, de l'Italie, et de la Hongrie. Ils l'accusent de crimes de guerre et lui dénie tout rôle dans la libération de la région, ce qui n'est pas l'avis des historiens bulgares. Les historiens de Sofia, par contre, ont mis en avant le rôle des Yougoslaves et Bulgares en ouvrant le dossier.

PAUL YANKOVITCH.



CABINES  
TELEPHONIQUES

## insonorisées

12 MODÈLES

BON A DÉCOUPER

CIMI

28, rue Saint-Hippolyte  
78000 Versailles  
951.64.02 et 951.64.03

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Desire recevoir gratuitement le catalogue  
CIMI

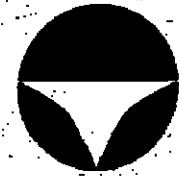
150



1500

# STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg



Disegn  
**LEONA**  
Torino - Settembre 1971

LA NEGRAVURE (Crete, Delfosse), PARIS.

## le monde des bureaux vu par STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg

### La fin d'une époque

Qui pourrait ignorer l'importance du lieu où s'accomplit le travail des dirigeants ? C'est donc bien la fin de l'époque des bureaux, signes extérieurs d'une hiérarchie toute enveloppée de mystère et de l'ambrosie de chaise. Tout naturellement va naître l'époque des bureaux de direction, lieux permanents de réflexion, de décision et de réception. Cela devrait également correspondre à une certaine idée des responsabilités. Et ce sera de plus pour les entreprises, le relief de leur image et du souci de leur avenir.

### Les mémoires d'un col blanc...

«Avancez, m'avait dit mon successeur au service études, que vous m'avez d'œuvre à venir nous voir... oh, bien sûr, tout a beaucoup changé, mais l'esprit y est toujours.»

Je m'étais beaucoup amusé des propos de FETTEDOS sur les derniers mois du vieil immeuble de la rue de Courcelles, sur les péripéties de l'absorption des Assurances Foncières et l'extinction, et sur les sous-bosses de la main historique qui opposait leur P.D.G. au nôtre, le fameux SAINT ASSUR. Enfin, tout cela me paraissait à la fois si proche et si lointain, que je m'étais bien décidé d'y faire un tour.

Ce vieil immeuble du 7 rue de Courcelles, Gabrielle qui faisait tout, un vrai pilier, le standard, le courrier, les fournitures, du moins en ce qui en tenait lieu, car avec notre Président, SAINT ASSUR, l'ancien inspecteur des finances qu'il fut, c'était plutôt la grande péripétie. Il faut croire que c'est le moyen de faire fortune.

Au moment de partir, Suzanne m'a dit «tu crois que cela te fera du bien d'y retourner, va, ils t'ont oublié et d'ailleurs, avec la sécheresse, il faut arroser les tomates». Mais, au fond, revoir Gabrielle, et puis découvrir notre nouvel immeuble, dont FETTEDOS m'avait raconté les péripéties de la construction sur le front de Seine, et les luttes en coulisses entre P.D.G. inspecteurs des finances. Mais maintenant l'immeuble de la Compagnie était terminé et j'avais même lu un article dans le «ELLE» de Suzanne sur la nouvelle vie dans les jardins de bureaux.

Ah, j'avais bien ri en les lorgnant arrosés en malins. Gare Saint-Lazare j'avais dû déchanter. Cela n'était pas une partie de plaisir d'en sortir, et puis, bien sûr, fini le 27 avec sa plate-forme d'où Paris défilait sous vos yeux, mais j'avais promis, je ne pouvais plus reculer. Quand même, quelle vie que ce nouveau Paris !

Et devant la façade neuve et toute sobre — heureusement ce sont eux qui cotisent pour ma retraite — je m'étais arrêté longuement comme pour savourer ce moment de retour en jeunesse mais dans un cadre différent — comment j'aurais-je vécu ? Tant d'heures et tant de vies qui s'y déroulaient et s'y croisaient. Mais c'est quand même comme un étranger, avec un petit placement au cœur, que j'avais franchi le palier du nouveau siège de notre Compagnie.

Mais naturellement, c'est aux sinistres, mon ancien service et avec FETTEDOS, que j'ai vraiment vu. «Vous n'avez pas une petite place pour moi», lui ai-je dit, et croyez-moi je le pensais vraiment. Il y avait maintenant 6 rédacteurs dans le bureau et tout de suite j'ai senti comme un climat. J'avais l'impression d'un certain calme et de relations meilleures et FETTEDOS de me dire «vous vous souvenez comment c'était ? Ici, nous sommes chez nous. Oh, nous y avons mis du temps pour en arriver là, et bien sûr, au début, Gabrielle regrettait ses papiers d'archives dans la salle de bain du 2<sup>e</sup> et la vieille ascenseur du 7... mais vous la connaissez !»

Et le soir, toute visite terminée, je m'étais senti tout ragouillard — SAINT ASSUR ne m'avait-il pas dit «au fond, ici, il ne manque que vous...» ? Alors, me disais-je sans amertume, mais avec une petite pointe de nostalgie, nos nouveaux bureaux, c'est vraiment bien. Et quand Suzanne me demanda, des mon retour, avec ce petit éclair malicieux que j'aimais tant, dans le coin de ses yeux, «alors, c'était bien ?» et sans même attendre ma réponse, me dit : «va vite, n'oublie pas les tomates ! il a fait si chaud aujourd'hui, je me suis dit «allons, j'y retournerai bien».

### L'aménagement des bureaux, un métier de professionnel...

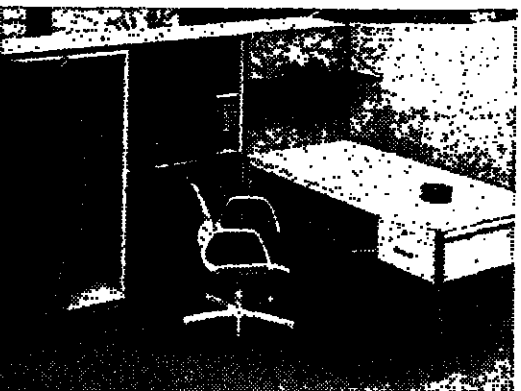
Dans une société qui se dit avancée et se veut sur la voie du progrès, un peu plus de bonheur et de confort devrait bien finir par éclairer la vie contemporaine.

Il faut cependant reconnaître qu'il n'est de progrès sans recours à une organisation qui réagit le confort de l'administratif. Mais attention, il s'agit en définitive d'administrer l'homme. Corollaire de l'essor de la civilisation des bureaux, celle-ci dépossède de son image de marque péjorative de papasserie et d'improductivité, l'extraordinaire mais prévisible ascension de l'emploi administratif appelle bien des remarques.

Tout d'abord, secteur tertiaire et administratif ne sont pas des termes directionnels assimilables. L'emploi de bureau dans le primaire et le secondaire se développe largement, comme pour souligner combien ces secteurs ont besoin de valoriser leurs services et d'améliorer leur gestion. Et si l'on reconnaît enfin la valeur productive du travail administratif, il apparaît bien que le mobilier de bureau doit être considéré également comme un outil de travail productif et de progrès collectif, au même titre que l'équipement industriel pour l'activité de production.

Mais les conséquences de l'essor de l'emploi de bureau et des services qui lui sont attachés si chèrement mesurées, l'aménagement du cadre de travail n'est pas si simple. Une société, une administration, ce sont des hommes et des femmes avant toute autre considération. Des hommes et des femmes avec des fonctions déterminées, qu'il faut répartir dans des espaces avec un souci d'efficacité et d'harmonie sans se dissimuler que l'aménagement des bureaux soulève bien souvent des problèmes délicats.

Certains fabricants ont compris ce problème et proposent des systèmes d'organisation des postes de travail s'adaptant aux besoins de chaque utilisateur, contribuant au confort notamment par le biais de la couleur et des matériaux, et à la simplification du travail par le classement. Mais un premier constat s'impose : si le poste de travail de la facitère ne peut être comparé à celui du responsable comptabilité, l'ouvrier, ou celui du technicien stocks, l'étude, la



### CETTE SCIENCE NOUVELLE, L'ERGONOMIE

De notre correspondant spécial

Steelcase STRAFOR

Peut-être pas si nouvelle que cela, quand on retrouve certaines créations du passé et plus récemment du Bauhaus, ce mouvement précurseur de l'esthétique industrielle. Mais ce qui est nouveau, c'est la volonté des spécialistes d'étudier et de résoudre les problèmes des relations de l'homme avec son travail. Reconnaissons avec Victor Papanek, dans «Design pour un monde réel», «En réalité, nous devons considérer l'homme, ses instruments, son environnement et sa façon de penser, de les manipuler, comme un ensemble intégré, simultané, non linéaire.»

L'ergonomie des sièges n'est cependant pas un problème simple.

### LA RÉUNIONITE, TRAVERS OU NÉCESSITÉ ?

De l'extérieur, c'est bien souvent le standard téléphonique où la secrétaire qui nous apprend que notre correspondant est en réunion.

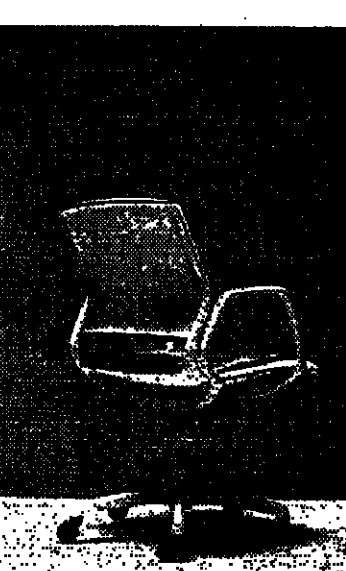
Au sein de l'entreprise, il ne se passe de semaine, sinon de jour sans que se tiennent des réunions de travail, comités de direction, commission de coordination... Or, si l'on considère la tenue de réunion comme un comportement superficiel, lié à une bonne conscience facile vis-à-vis de ses collaborateurs ou partenaires de travail, sans évolution réelle des mœurs de l'entreprise, il apparaît bien certain que c'est d'un travers qu'il s'agit. Les salles de réunion ont d'ailleurs, de tout temps, existé, mais réservées aux conseils d'administration, aux comités d'établissement et à certaines conférences, elles ne pouvaient être considérées comme les lieux privilégiés de l'examen des orientations et des décisions prises en commun, bref de tout ce qui correspondrait à une véritable concertation.

Si, par contre, la volonté de changement et le courage de la remise en cause par l'homme de l'entreprise contemporaine, gagnent la bataille contre la sclérose et l'égoïsme de certains compor-

te. Assurer un confort optimal en posture assise pendant l'exécution de multiples tâches, à durée plus ou moins longue, telle doit être la caractéristique d'un siège de travail. Mais les méthodes changent et les activités évoluent. Assurer le confort pour la seule posture assise ne suffit plus. On assiste en effet à un accroissement des gestes, des mouvements. L'homme bouge pendant son travail, de conférence, d'entretien, de lecture et de téléphone. Tout ceci conduit l'ergonomie à rechercher par les principes de construction, les matériaux et le design, ce siège qui, soudé au corps, suivrait harmonieusement mouvements

et postures diverses dans une dynamique nouvelle de la position assise. Quant aux données anthropométriques, on aurait bien tort de croire qu'elles peuvent vraiment être communes à une large fraction des sujets. Toute la diversité de l'homme est à considérer.

Quelles que soient ces contraintes, il s'agit bien et avant tout pour le concepteur professionnel, de déterminer les besoins physiologiques de l'utilisateur. Ensuite d'étudier et de définir les exigences spécifiques des tâches concernées dans leur réalité et leur diversité. Enfin de mettre en œuvre imagination, moyens techniques et sens des matériaux, pour concevoir et produire — non pas le siège de bureau idéal, qui peut-être n'existe pas — mais le siège confortable, robuste, esthétique, répondant à des normes de qualité et de prix. Siège dont la mission finale sera certainement de rétablir entre l'homme et son travail les relations privilégiées qui lui font défaut.



### Un double avertissement

Alors que les notions d'écologie, d'environnement et de qualité de vie pénètrent peu à peu notre vie contemporaine, pendant que se développent lentement mais sûrement les associations de défense de consommateurs, l'espace de travail ne marque guère de progrès. Faut-il en accuser une certaine inertie des pouvoirs publics, ou des entreprises ou plus simplement la force redoutable de l'habitude au cadre de vie et la résistance à un changement qui fait non seulement partie du comportement de l'être humain mais davantage de tout corps social organisé.

Et pourtant ? que de changements raisonnables pourraient s'opérer, combien d'espaces de travail administratif devraient être corrigés — dont beaucoup récemment pensés et réalisés — dès lors que l'on estime que la structuration des lieux de gestion et d'administration des affaires, et de la fonction publique ne ressort ni d'un empirisme suranné et égoïste, ni de méthodes d'approche trop hautement sophistiquées pour ne pas effrayer le commun mortel des cols blancs.

Une autre remarque s'impose. Un immeuble ou un étage de bureau, cela qu'il s'agisse d'une de ces tours à la réputation contestée, ou de ces très nombreux hôtels particuliers de province et de Paris du siècle dernier convertis en bureaux, ou enfin de ces bureaux coïncés

entre deux ateliers et trois cheminées d'usines — ne peuvent plus être dissociés de l'aspiration au bien-être et au confort dans le cadre familial. Comment nourrir de bonnes relations humaines, internes à l'entreprise comme externes vers les publics, si l'espace de travail administratif, qui succède d'ailleurs aux autres général des transports collectifs et individuels, ne prolonge pas en douceur la vie privée. Comment ne pas s'étonner de trop nombreuses perturbations, génératrices d'absentéisme et de tensions, si les bureaux ne sont pas repensés, non pas en fonction de spéculations immobilières et d'un cynique accroissement d'efficacité — mais tout simplement parce que l'être humain mérito chaleur, confort et douceur, le reste venant de surcroît.

Le langage de la raison voudrait donc que la prise de conscience s'effectue à plusieurs niveaux, mais principalement à ceux de la population administrative qui vit dans les bureaux, et à ceux des responsables qui d'ailleurs y vivent également. Sans le croisement des intérêts et des préoccupations, sans la synergie de ces deux forces, aucun avertissement sur la lente dégradation des conditions de travail ne sera réellement pris en compte, aucune résistance au changement ne sera vaincue, aucun mieux-être et mieux-vivre ne sera enfin donné à ceux qui administrent notre vie.



### Les ronds-de-cuir, est-ce bien fini ?

«Car en ces temps, proches des nôtres, florissait à la Direction des Dons et Legs, le sous-chef Van der Hogen : personnage épique, s'il en fut, et dont nous ne saurions, sans risquer de manquer gravement à nos devoirs, ne point crayonner en ces pages la pittoresque silhouette. Violentement, que Van der Hogen était bien !

Libre de nager, de patager, de s'ébattre, en une pleine mer de documents officiels, de débats jurisprudentiels, de rapports administratifs accumulés les uns sur les autres depuis les premiers âges de la Direction, il passait d'excrues journées à galoper de son cabinet aux archives, où il s'éternisait inexplicablement et d'où il revenait blanc de poussière, pressant sur son plastron, de ses mains de charbonnier, des dossiers que visiblement il avait dû aller chercher à plat ventre sous les arêtes aiguës des toits, embrassés de toile d'araignée. Il avait apporté une échelle double, du haut de laquelle, souriant et âpre, il fouillait les recoins de sa pièce, sondant de coups de poing le plafond et les murs, avec l'assurance que, peut-être, d'autres documents en jailliraient encore... Sur sa tête à demi vénérable déjà d'antiques cartons arrachés violemment à l'étreinte de leurs alvéoles d'ouvalent, lâchant des avalanches de papiers qui se répandaient par le vide, pareils à des vols d'hibou, pour se venir écraser en monceaux sur le sol ; mais il ne s'en effrayait pas, ravi plutôt, chez lui au cœur de ce pillage, et gardant du haut de son perchoir une face silencieusement ruyonnante. Et quand enfin, autour de lui, c'était le triomphe du chaos, l'orgie auguste du pêle-mêle, l'enchevêtrement définitif et à tout jamais incurable, Van der Hogen prenait sa plume et documentait à son tour,

lancé maintenant dans des flots d'encre. Entre deux murailles de dossiers équilibrés à chaque extrémité de sa table et que le passage des volutes agiles de grillements inquiétants, il écrivait de sa large écriture d'innombrables feuilles de papier qu'il envoyait par charnières, au visa Directionnel et qu'on retrouvait aux lieux le lendemain matin : tartines extraordinaires, où se voyaient favorablement accueillies les revendications d'obscurs collaborateurs enterrés de puis des années ; où des notes envoyées à Toulon en 1819 pour faux en écritures authentiques, étaient signées au Parquet comme coupables d'infractions à des circulaires abrogées.

COURTELINÉ

« Messieurs les ronds-de-cuir »

### Billet du jour...

#### MÉTRO, BOULOT, DODO

La question n'est pas de savoir si les cravattes et les tensions relèvent d'une imagerie populaire qui gènerait à l'analyse objective. Les certitudes sécuritaires et la bonne conscience inaltérable ne sont plus de mise, le problème existe. Parmi les trois temps du carcan, le « boulot » administratif est certes celui qui peut — et doit — être corrigé, tant dans les tâches que dans le cadre et l'aménagement où celles-ci s'exercent. Ce n'est pas une question de méthodes ou d'argent, l'un et l'autre coexistent. C'est du courage et de la volonté dont il s'agit.

سكس في الحادي عشر



# Le Monde DES LIVRES

JEAN BLOT ENTRE LE MASQUE ET LA PLUME

## «Comment peut-on être juif russe?»

★ LES COSMOPOLITES, de Jean Blot, Gallimard, 339 pages, 42 F.

«Comment peut-on être juif russe?» Le roman de Jean Blot s'ouvre sur cette question, comme si la double ascendance entraînait une difficulté d'être particulière et fondamentale. Le titre du roman suggère que tout vient du déracinement, le juif russe étant condamné par l'éternelle malédiction à être cosmopolite. Mais les deux termes ne se recouvrent pas nécessairement, et il y a une ambiguïté sur celui que Jean Blot veut approfondir. D'abord il ne peint pas que

des juifs russes dans son livre, même si la famille Stern, dont il raconte la geste, est originaire d'Odessa. Il brosse quelques bons portraits d'Anglais, fort exotiques. On y rencontre aussi, car il y a foule, de purs Russes, un jeune baron, un ministre soviétique, une Française, un représentant du gouvernement chinois, un poète italien... Bref, tout un monde.

En outre, des deux frères Stern, Edward et David, qui sont les personnages principaux, le second seul, à l'instar de l'auteur, mène une vie cosmopolite où il a du mal à se trouver et à se retrouver.

Edward, au contraire, a tout fait pour s'enraciner en Angleterre. Au collège d'Elmbridge, où il a été élevé, il a pris le pil de l'âme britannique : contrôle parfait de soi, poussé jusqu'au refus des émotions. Quand la guerre est advenue, il a refusé de quitter l'île malgré les injonctions de son père, qui voulait par prudence mettre l'océan entre Hitler et eux. Avec Hitler, les Anglais s'en tirent toujours. Mais pas nous, pas les juifs, disait le vieux Stern, que la résistance de son fils avait contraint à gagner seul New-York.

Enfin, Edward se prépare à épouser une transparente jeune fille anglaise, la tête un peu perdue de brume et de mystère anglo-saxon, pour laquelle, dernier abandon de ses origines, ressent comme une trahison par les siens, il a accepté de se convertir.

### «A lovely morning»

Le roman s'ouvre sur ce mariage par un clair matin londonien où résonnent avec humour les lovely morning qu'échangent les habitants de la Cité quand pareille grâce leur est offerte. David est arrivé de New-York pour assister à la cérémonie.

Un tout autre homme qu'Edward, à coup sûr ! Lui a été élevé en France, puis, parti pour New-York, il est devenu interprète aux Nations unies. Edward aurait essentiellement la porte sur l'Angleterre. Grâce à ses souvenirs de guerre, on avait glissé un regard sur Le Caire, où il avait soigné une blessure. Devenu conseiller juridique d'une association internationale, il fait aussi entrevoir Paris.

Mais les horizons où se meut David, quand il entre vraiment en scène, changent continuellement. C'est Londres, Paris, New-York, Genève, et même des monts du Jura où l'a conduit la Résistance. Il fait entrer dans le livre le monde et son histoire, nous introduit dans les conférences internationales, nous présente quelques hommes d'Etat, dont un certain Mendel, au moment où se conclut à Genève l'accord sur l'Indochine, est aisément reconnaissable.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

## Découvrir Marc Cholodenko

ÉCRIRE LA VIE POUR QU'ELLE VOUS SOIT DONNÉE

★ LES ÉTATS DU DÉSERT, de Marc Cholodenko, Coll. « Textes », Éditions Flammarion, 278 pages, 45 F.

roman que voudrait écrire Shad, comme si Shad le vivait. Or cette histoire est une histoire d'amour, HUBERT JUN.

(Lire la suite page 21.)

### DU POÈME AU ROMAN

VINGT-SIX ans. Un père russe, d'une famille proche des crans. Une mère française. L'assurance d'une « poésie » à conquérir. Voilà Marc Cholodenko.

Premier livre, chez Flammarion, dans la collection « Textes », un recueil de poèmes : *Parcs* (1971), suivi d'un autre ensemble, *Le Prince* (1974), chez le même éditeur. Ce livre avait pour sous-titre : *Portraits de l'artiste en enfant*. C'est là une clé essentielle pour la présente tentative romanesque : *Les États du désert*. En 1974, chez Christian Bourgois, Marc Cholodenko publie son premier récit : *Le Roi des fées*. La sauvagerie sexuelle de ce livre, son emportement innocent, déplacent aux censeurs et valent à l'écrivain et à l'œuvre des désagréments. Quelques mois après, Cholodenko publie, chez Flammarion, à nouveau, un volume de vers : *Cent chants à l'adresse de ses frères*. Il y écrit notamment :

A celui qui a su croire aux grands modèles  
viendront les grandes nouveautés  
celui qui peut se soumettre aux mystères  
l'ajoute le pouvoir de ses orbes.

Le secrétaire aux affaires culturelles, par l'une de ses commissions, a accordé, au titre de l'aide à la création, l'an passé, à Marc Cholodenko, une bourse destinée à la rédaction des *États du désert*. La réussite de cet ouvrage, dans une certaine mesure, la nécessité de cela, et justifie l'effort consacré.

Marc Cholodenko — on le sait grâce à « Cent chants à l'adresse de ses frères », grâce à « Parcs » — met dans son inscription érotique une candeur si manifeste que toute la vulgarité que l'offense banalité pornographique en sont proscrites.

« Les États du désert » est un roman à un seul personnage. Le héros regarde autour de lui, mais nous ne savons jamais à quel moment ce regard cesse d'être fantasme ni à quel moment il devient invention. Le héros, à son tour, est regardé. Mais par qui ? Par des gens réels, existant là-bas, dehors ? Peut-être. Mais peut-être est-il simplement regardé par les fantômes qu'il projette hors de lui et qui, libérés, l'interrogent et le jugent ? Autrement dit, « Les États du désert » est un roman qui ne cesse à aucun moment de s'effriter comme tel : construction imaginaire qui, phrase après phrase, donne poids et consistance à qui l'écrit. Des lors, il est aussi une réflexion sur l'art romanesque.

Le héros, nommé Shad, écrit un roman policier, du type « série noire », dont les chapitres vont se mêler à l'histoire d'un autre

roman

## Jean-Luc Benoziglio

Béno s'en va-t-en guerre



Ce «petit miracle» que les plus acharnés de science littéraire (...) sont bien obligés d'appeler (...), m'aurait-il... le talent. Bertrand Poirot-Delpech (Le Monde).

De la verve, du souffle. Un livre bourré jusqu'à sa grande gueule de bonne humeur et de bonne colère. Robert Kanters (Le Figaro)

Coll. Fiction & Cie, 304 pages 59 F.

SEUIL

### L'ÉTALEMENT

LORS de leur première réunion, le 13 septembre dernier, chez Drouant, les Goncourt, une fois de plus, ont regretté que les éditeurs aient concentré l'essentiel de leur production romanesque de l'an d'année sur la seule première quinzaine de septembre.

L'étalement, en ce domaine, semble aussi difficile à obtenir que celui des vacances.

La raison en est simple. L'édition, pour des motifs de commodité et de rentabilité, a divisé sa production romanesque en trois périodes. Première période : septembre : les romans, susceptibles de remporter un prix. Seconde période, celle du début de l'année : les romans d'écrivains consacrés ou déjà lauréats, la littérature étrangère. Troisième période, le printemps : les best-sellers et autres livres d'été.

Les grandes victimes de ce découpage, justifié peut-être sur le plan commercial, sont les auteurs de premiers romans. Car, noyés dans la masse des dix ou quinze titres qui arrivent chaque jour sur la table des critiques et des jurés pendant ces quelques semaines intenses, comment rencontreront-ils de la part de leurs juges la sérénité, la disponibilité nécessaires pour que leurs jeunes mérites, s'ils en ont, soient perçus ?

D'autant que, de plus en plus, les jurés, ceux des prix importants tout au moins, privilégient, par un souci de prudence bien légitime, des auteurs ayant déjà fait leurs preuves, et que les critiques, par une pente naturelle de l'esprit, vont d'abord à ce qu'ils connaissent.

Résultat : quand on connaît la méfiance des libraires pour l'auteur inconnu, dont personne n'a parlé et quand on sait qu'un livre n'est pas soutenu par la rumeur, disparaît au bout de trois semaines des comptoirs, on imagine quelle somme d'efforts, à tous les maillons de la chaîne, de la création à la diffusion, est ainsi perdue. Et de quel gâchis, intellectuel et financier, cette pratique est la sanction.

Suggestion : ne serait-il pas possible, puisque les prix sont devenus une institution difficilement remplaçable, de réserver septembre aux livres de romanciers ayant une chance, et de reporter les débutants aux premiers mois de l'année, où l'audace, pour que les éditeurs, enfin, comprennent, que les Goncourt, entre autres jurys, décident de choisir systématiquement un livre paru dans le premier semestre ?

PAUL MORELLE.

## C'EST CELUI QUI LE DIT QUI L'EST !

### «disent les imbéciles», de Nathalie Sarraute

qu'à ce que s'enroule à nouveau le goufre de l'insupportable.

PAR tout un jeu de sutures et de glissements dont Nathalie Sarraute a le secret, ce qui aurait pu rester une conversation de dimanche en famille tourne à l'inventaire oppressant des maléfices de la vie en société.

L'une de ces maléfices veut que nous ne cessions de nous coller mutuellement des étiquettes. Un des petits-enfants, le « préféré » de la grand-mère, n'échappera pas à son statut de « gros bébé » au moment « en galoches ». Il aura beau répliquer à ceux qui le traitent d'imbécile que « c'est celui qui le dit qui l'est », selon la réponse qu'on apprend à l'école, le mal est fait. Sur l'aliénation par le regard de l'autre, et sur les pires ségrégations qui peuvent s'ensuivre, l'analyse de Nathalie Sarraute rejoint la phénoménologie sartrienne. Comme l'auteur de *l'Être et le Néant*, elle souffre que l'autre nous change en objet, telle sa grand-mère devenue « à croquer ».

CETTE tendance à nous juger mutuellement semble d'autant plus indue à l'auteur qu'à son avis nous ne savons jamais rien de certain sur autrui. Les archives les plus complètes des écrits, paroles et gestes d'un être ne livrent qu'une image fantasmatisée. On ne connaît pas plus l'autre que la lion à sa griffe, et on n'a rien dit quand on a traité l'un de timide, l'autre de compliqué ; qu'on a prêté à X... plus d'intelligence qu'à Y... ou à tel couple plus d'amour qu'un couple voisin.

En mettant en fait que nous ne sommes ni définissables, ni identifiables, Nathalie Sarraute nous réduit à l'état de « trous d'air sans contours », et nos paroles à des *flatus vocis*, à du vent, à ce que... disent les imbéciles. Elle

sait les risques de désordre et de désarroi que comporte cette vision du monde vécue de toute pensée organisée. Elle accepte, et l'enjeu n'est pas mince, d'être jugée sur cette affirmation terrible de l'inconnaissable.

Mais elle entend que ce jugement n'émane pas seulement de quelques pontifes, comme c'est le cas aujourd'hui. Une bonne partie du livre est

Par  
Bertrand  
Poirot-Delpech

même occupée à dénoncer le pouvoir exorbitant que s'adjugent certaines vedettes du savoir.

UN vague « maître » sert de cible épistémologique. Ses contours sont indistincts, et ce qu'il profère plaiderait plutôt pour sa bêtise : « Debut des morts », répète-t-il en attendant de traverser un propos sur la « Mésarchie ». On le trouve « poseur » et « imbu de lui-même ». Mais il semble qu'il ait « bûlé » naguère une idée préconçue, et que cet exploit lui vaille le respect jusqu'à la fin de ses jours. On le traite en propriétaire de son invention, en seigneur ; on commente sa forme, on se soumet à ses colères et à ses caprices. On tolère qu'il tape du poing, qu'il coupe la parole, et que sa vérité fasse loi.

Une curiosité toute parisiennaise vient d'abord l'esprit : s'agit-il d'un portrait à clé, et si oui, quel mandarin connu peut bien cacher ce potentat « omniscient » au « visage buriné », dont le discours réduit à néant ce que disent les autres, réputés sots ?

La charge pourrait s'appliquer à un certain psychanalyste aux phrases aussi tordues que ses cigares et sans tendresse pour qui ne le réveille pas. N'a-t-il pas prévenu lui-même en 1973, lors de causeries télévisées, donc destinées aux profanes, qu'il s'adressait « à ceux qui s'y connaissent, aux non-tidiots » ?

Plus largement, il est peut-être question de tous les psychanalystes. Freud en tête. Le « maître » du livre est en effet crédité d'avoir « housculé quelques bornes », de s'être « introduit clandestinement là où personne ne s'était aventuré avant lui », mais il est aussi taxé d'avoir « jeté l'analyse sur ceux qui s'efforçaient de servir ses découvertes », et cette double appréciation correspond assez bien, autant qu'on sache, au sentiment de Nathalie Sarraute sur une recherche du « non-dit » pour le moins contiguë à la sienne, sinon concurrente.

LA vérité semble encore au-delà. De même que les *Früher* d'un vieillard pas tel ou tel critique littéraire mais l'ensemble de la rumeur intellectuelle autour des livres, disent les imbéciles s'en prend globalement au pouvoir exorbitant des « docteurs ». « L'ère » d'arsenal de mots savants est jugée plus fatale que les lieux communs à l'investigation de ce qui échappe au langage. L'auteur les soupçonne de s'interposer, d'ensevelir l'essentiel. Elle les compare à un « produit déguisé, tranchant, pointu », hostile à « tout ce qui vit ». Ceux qui les manifestent et se les réservent n'auraient d'autre ambition que de constituer un « monde d'oté » personnel ne puisse s'échapper. Bref, l'ensemble du livre exalte l'émulation floue des « imbéciles » face au bûlé technocratique, les droits et les chances de la connaissance dite naïve, ou vulgaire, contre une science, élitiste et poliro-

sante, la vie du papillon contre l'œuvre de mort de l'entomologiste.

O

U encore : la femme contre l'homme. Si le débat n'est pas porté ouvertement sur ce plan, il s'y trouve placé à demi-mot par le jeu des images, que l'auteur, tel qu'on le connaît, n'a pas laissées au hasard.

Chaque fois qu'il est question des liens entre la réalité et le langage, c'est la même métaphore de rapports amoureux qui se profile — « Les mots se tendent, gonflent, s'épandent, à la mesure d'espaces infinis, de bonheurs sans bornes », — et les sexes y jouent toujours le même rôle : la femme a le mérite d'ouvrir ses parois à l'immensité possible de la vie, tandis que l'homme viole, tranche ou élite, au nom d'une supériorité chimérique de faux Gulliver. L'une garantit les chances d'une humanité sans limites ni maîtres, au lieu que l'autre la fige et se l'approprie. Les « imbéciles » du titre ne seraient autres que les femmes telles que les a cataloguées l'intellectualisme phallosocrat.

Le livre n'a rien, pour autant, d'un manifeste féministe, encore moins anti-homme. S'il y a un procès, c'est celui de toute puissance usurpée, y compris celle des mots par rapport à la vie, et au nom des seuls droits, égaux pour tous, de l'être créateur.

L'appartenance de Nathalie Sarraute à la littérature contemporaine n'est pas de l'ordre de la revanche, mais du rappel général à la modestie devant la réalité comme devant l'acte artistique, le second n'ayant accès à la première que par une espèce d'effraction minutieuse et vite effarouchée. Quelque chose comme un regard de rongeur sous une porte, aussitôt avengé par les lustres de l'inconnu.

En nos temps de palabres préemptoires, il est bon que le roman remette si posément et somptueusement l'aventure humaine à sa vraie place : un casque bien suspendu au-dessus du vide, des mots qui ruissellent doucement dans un poêle au milieu d'un silence d'été.

«disent les imbéciles», de Nathalie Sarraute, Gallimard, 176 pages, 27 F.





Permanence et métamorphose de Jean Lahougue

« LA POLONAISE », de Jean Lahougue, coll. « La Chemise », Gallimard, 226 p., 33 F.

Il est assez remarquable que les fictions élaborées par Jean Lahougue au cours de cinq ou six années, et si diverses, soient toutes sensiblement égales. On ne parle pas ici de « nouvelles », la brièveté, d'ailleurs relative, des textes se déplace dans un espace romanesque : leur tracé n'est pas linéaire mais circulaire ; ils rayonnent et foisonnent. Ils participent aussi de la nature du poème, ce qui était surtout évident dans le premier recueil : dans cet Argos et cet Alphonse hantés de mythes et d'allégories. Avec le second, *La Visite du châtelet*, Jean Lahougue prenait la réalité à revers en la métamorphosant dans une sorte de surréalisme onirique restait présent, bien qu'indolument survillé. Tous ces traits se retrouvent, dans deux des trois nouveaux recueils. Le mot « récit », de toute façon approximatif, ne convient aucunement au premier de ces textes.

Aussi prendrions-nous le livre à rebours. Le troisième nouveau porte un titre peu banal : *« L'Année du Weimar »*. Précisons tout de suite que le Weimar-annéer est un chien de race, plus connu en France sous le nom de gris de Saint-Louis. Le décor : une terrasse de café, l'été, dans une ville, face à un grand arbre (la vraie : le personnage principal) fait l'été en ce qu'il pousse non par la tête comme tous les autres, mais par le pied.

Une dame survient, tenant en laisse le braque de Weimar, aussi vieux que noble. « Sans se retourner contre le tronc, (il) entreprend grotesquement de se « faire à l'air », l'air presque obscène tourné vers le café... » Pour échapper à la fois à la gêne et à une fascination dégoûtée, les consommateurs, soigneusement échantillonnés, cherchent à détourner les yeux et éprouvent soudain les limites du champ de leur regard, ses obstacles, ses périls, ses tentations, ses agressions, avec tout ce qui, dans cet exercice, se révèle et s'exaspère,

jusqu'à trôler le « déchaînement sauvage ». Cependant que le chien a disparu. Les spectateurs se demandent même s'il y en a jamais eu un. Hallucination, fantasme collectif, déchaînement par l'air ?

La réussite est dans ce déroulement en quatre-vingt pages de ce qui tient en quelques minutes, peut-être quelques secondes, comme il en est de nos rêves les plus interminables. Pourtant, il n'y a rien d'autre ici, apparemment, que la réalité, photographiée (en couleurs, et intensifiée : vert et rouge dominants) avec une précision inquiétante, dans un ralenti et un agrandissement implacables.

**Le rêve et le souvenir**

Le rêve est ailleurs. Dans le beau récit central, au titre énigmatique : *Tête de jeune fille et la révolution*. Le « Je » rapproche et vivifie le récit, d'autant que « Je » dit souvent « nous ». L'autre se nomme Anna. Un récit qui pourrait apparaître comme une succession de rêves, mais des rêves racontés — ou plutôt racontés — par le rêveur, qui est donc bien éveillé, et les couds à la réalité de sa veille, sans que la couleur (le fil et l'aiguille de Lahougue sont d'une finesse extrême) soit visible.

Le nom d'Anna n'est pas un hasard : il se retourne et devient le même.

« Anna devait se livrer à des opérations très simples comme si elle avait eu les mains coupées. Elle s'en était tirée d'une façon étonnante et merveilleuse, serrant toutes choses entre ses cuisses, son ventre, ses cuisses et ses seins... » Remarquez que, dans ce corps, ce ne sont pas les mains, c'est la tête qui est coupée. Ce n'est pourtant pas celle de la jeune fille du titre : cette tête charmante et invisible n'est pas devançant, rassurant-voilà, au bout d'une pique. Où est-elle ? Je ne sais. Cherchez-la, comme vous ferez des devinettes-images. Vous y trouverez peut-être aussi la révolution. Celle-ci paraît bien dans deux inscriptions

qui encadrent le récit et dans des numéros, à l'arrière plan, de manifestants qui démolissent des édifices. N'est-elle pas ailleurs ? Au dedans de « Je » ? On l'y surprend. « Au milieu de mes révolutions, de mes traveaux, je... » Et à la fin : « En sorte que ce beau jour, ce jour singulier, ne finit pas. » Révolution perpétuelle. Et le récit se referme sur son lecteur captivé, capturé.

**Un texte-objet.**

Pourtant, il aurait bien cru à la mort du récit en ouvrant le livre dans l'ordre voulu par l'auteur. Avec *La Polonaise*, il ne reste qu'un œil. Ou plutôt un objet froid, mobile ; et l'irruption glacée d'un présent intemporel. « La table par où l'on entre est couverte d'une nappe... » — qui pourrait être celle d'Emmaüs, puisque les mains de Jésus y sont posées. Sur le carrelage luitent ou hollandaient, ses pieds dont la fine veine appelle les reliefs des plaques de Palissy.

Lahougue excelle à entrer dans les tableaux. Ceux qui sont réunis dans cette chambre échantillonnent leurs reflets et leurs objets. Il y a aussi des objets appartenant à eux-mêmes, et d'abord le disque où est gravée la Polonaise (un et mineur, Jésus tente de concorder avec la pianiste qui a enregistré, le disque. Mais ce n'est pas une femme, ce n'est qu'un nom. Points ou non (comment le savoir, il y a les trompes-œil), les objets glissent, tournent en musique, relinquant, l'émotion compacte, se décomposant, se recomposant, à travers ce déplacement de plans, d'arêtes, de solides, de pincesaux lumineux, une géométrie dans l'espace vide.

Certains verront dans ce texte-objet l'aboutissement d'une ascèse. En tout cas, c'est un objet rétro, Jean Lahougue, et il ne cesse de le montrer, à mieux à faire que de relaire ce qui s'est fait il y a vingt ans.

YVES FLORENNE.

«Comment peut-on être juif russe?»

(Suite de la page 19.)

Mêlé aux grands problèmes de l'époque, David ne fait pourtant que se chercher entre les bras des femmes, Claire, Rita, Evita... poursuivi par le souvenir de Nadejda, sa demi-sœur demeurée en Union soviétique et dont il a perdu la trace. Elle l'avait délaissé quand il était enfant : premier amour dont la nostalgie le poursuit. Toute l'action du roman, si action il y a, tend à donner à David les moyens de rejoindre cette Nadejda.

Avec un tel prénom — c'est celui de la femme du poète russe Mandelstam — Jean Blot a consacré un essai — ce personnage féminin, le dernier à apparaître, prend une allure emblématique. Nadejda symbolise le retour à l'origine, l'amour impossible et surtout la littérature. Elle donne au livre une autre portée.

C'est un riche et curieux roman que les Cosmopolites. Il se déploie sur de multiples registres. Tous ses côtés réalistes sont nourris d'autobiographie : Jean Blot, lui-même juif, né à Moscou en 1923, élevé en France et en Angleterre, devenu fonctionnaire international, utilise son expérience.

Psychologique, le roman abonde en caractères fortement marqués. Ces personnages très vivants, on se dit d'abord qu'ils incarnent des mentalités nationales diverses. L'opposition entre le self-control ou l'excentricité britannique et le « complexe odesiste » où se mêlent la pitié de soi, le besoin d'être aimé, l'émotion épidermique et bruyamment manifestée est traitée avec beaucoup d'humour.

Mais on n'en reste pas à cette psychologie des peuples, d'où Jean Blot tire de brillants effets. Les Cosmopolites est un roman sur la quête de soi. Les deux frères, notamment, on les soupçonne vite d'être les réponses opposées au malaise qu'une identité fuyante impose à l'auteur. En face de la difficulté d'être, faut-il se résoudre à porter un masque, comme Edward, fût-il aussi faux que celui du pauvre gentleman ? Car bien entendu ce type est légendaire : « Votre gentleman n'existe pas, les Anglais sont de tous, des névrosés, des alcooliques », dira le plus britannique, le plus excessif et le plus haut en couleur des personnages du roman. Faut-il accepter sa dérive, comme David, pour tout comprendre, tout aimer et finalement tout faire entrer dans la littérature ? Mais, sur le plan romanesque, David, plus inconstant qu'Edward, est un moins bon personnage.

Enfin le roman se déploie sur un registre poétique. L'accord est constamment cherché entre l'homme et le lieu, le paysage, la saison et l'âme. Cela nous vaut de belles évocations de New-York, où les vagues de l'océan apportent l'écho nostalgique du Vieux Monde, de frais pastels anglais, des vues nocturnes de Paris s'ouvrant sur le vide, des images harmonieuses de Genève et de son lac, où glissent des cygnes. Mais c'est la neige, son attente, sa chute silencieuse, son effacement des limites entre le ciel et la terre, qui fait vibrer le mieux la plume de Jean Blot.

A cet ordre poétique doit être rapportée la construction du livre. Elle est circulaire, la dernière scène précédant chronologiquement la première, tandis que dans le cours du roman on saute constamment du présent au

passé ou à l'avenir pour revenir au présent. Cette façon de procéder abolit le temps. C'est un des effets que Jean Blot prête au cosmopolitisme. « A force de courir le monde, la vie devient étrange et plus docile à l'espace qu'au temps. »

Mais cette abolition approfondit aussi la dimension de l'œuvre. Tout incarné, anecdotique et pittoresque qu'il soit, les Cosmopolites ne cesse de tendre vers l'éternel.

JACQUELINE PIATIER.

**Découvrir Cholodenko**

(Suite de la page 19.)

Shad aime Hélène, la maîtresse d'un de ses amis, Paul, dont lui-même, Shad, fut l'amant, et qui a été sauvagement assassiné.

Hélène et Shad jouent. Ils jouent pour le plaisir d'être, ils se donnent les fesses du sexe, compliquant et pimantant leur liaison de scènes mimées, venues tantôt des feuilletons populaires et tantôt des films commerciaux. L'univers de la passion physique se double pour eux d'un divertissement « enfantin » perpétuellement renouvelé. A Venise, Hélène et Shad font la connaissance d'un couple d'Anglais, Ted et Prue, lesquels les invitent à poursuivre les vacances dans un chalet qu'ils possèdent à Greifendorf, en Carinthie. Il résultera de cette vie en commun des révéries singulières.

Ce que vit Shad avec Hélène, cette communion du corps jusqu'à bout de souffle, il va le projeter sur les paysages marins, et l'océan du lac, les monts de Carinthie, le Sauter sous le soleil, la ombre des forêts lui seront autant de révélations à la fois ontologiques et sensuelles : il est Venise et il est la montagne, et il rêve d'être Hélène, les seins d'Hélène, son ventre.

Puis Hélène le quitte, parce qu'elle le juge. Et lui-même va tantôt se jurer de la même façon : « Peu enclin à quitter l'adolescence, l'immaturité à vivre qui peut provenir d'une fatigue innée, de la « cherté », d'une sagesse précocement acquise. » Puis : « A des prétentions littéraires en même temps que des tendances à l'homosexualité. » Tout cela est vrai. Mais vrai de qui ? De Shad, ou du héros nommé Shad dont Shad entreprend d'écrire l'histoire ?

Rien d'abstrait, cependant. Ici, tout révèle et commente la sœur des choses, la beauté des membres nus, les odeurs de l'armure, l'arbre, le crépuscule, le soleil sur le Grand Canal, mais aussi le grain de la peau, le jeu du jour sur la nuque baissée, la femme nue sortant de la baignoire illuminée par l'eau, chaque instant du réel, la touffeur même de ce qui est, trouvent à se loger dans les paragraphes des « États du désir ».

L'idée qui se dessine, au fil des mots enchevêtrés, c'est que la vie ne coïncide jamais avec elle-même, sinon lorsqu'un homme décide de l'écrire. Du coup, parce qu'il écrit la vie, la vie lui est donnée jusqu'à son secret le plus intime, car ce qu'il dit provoque ce qu'il ne possède pas : le bonheur ! Les États du désir ne cessent de faire celui qui l'écrit et d'en appeler à celui qui le lit. Labyrinthe, il est décentré, c'est-à-dire baroque. Il prend place dans la lignée de ces œuvres qui, d'un bout à l'autre de la littérature, nous étonnent par la vivacité de leur questionnement. Et demeurent ainsi, à jamais, troublantes.

HUBERT JUIN.

VIENT DE PARAITRE

- Romans français**
- VLAIN SPIRAUX : *Hier, le monde appelle !* — Une enfance juive de Chézanne. Par l'auteur de *Jeune d'Arc et l'enfant juif*. (Belfond, 230 p., 59 F.)
- ANNE SAUMONT : *De, blanche colombes*. — Des enfants parlent. Système romanesque de l'auteur de *Jeune d'Arc et l'enfant juif*. (Belfond, 152 p., 59 F.)
- Nouvelles**
- CATHERINE D'ETCHEA : *Personnes publiques, mes prières*. — Neuf nouvelles de l'auteur de *Des demeures et des gens*, un précédent recueil qui avait été retenu pour le Goncourt de la Nouvelle 1975 et republié même année le prix de l'Éclat. (La Table ronde, 210 p., 42 F.)
- Poésie**
- MALCOLM LOWRY : *Pour l'amour de la mort*. — Recueil posthume des poèmes de l'auteur d'*Le dessous du volcan*, pour la plupart inédits. Préface de Bernard Noël. Traduction de J.-M. Lucchioni. Gouaches décapées de Julio Pomar. (Éditions de la Différence, 6, place du Marché-Saint-Catherine, Paris ; coll. « Le Millieu », 122 p., 24 F.)
- Critique littéraire**
- CHARLES HAROCHE : *Les Langages du roman*. — Une étude des métamorphoses du langage romanesque, par référence au nouveau roman, puis de Flaubert à Aragon. Par l'auteur de *L'Idée de l'amour dans « Le Fon d'Elis et l'œuvre d'Aragon »*. (Les Éditions françaises réunies, 320 p., 54 F.)
- Histoire**
- RENOIST-MECHIN : *Alexandre le Grand ou le rêve décapité*. (356-323 avant Jésus-Christ). — Premier volume d'une série de sept tomes sous le titre *Le Rêve le plus long de l'histoire* et qui traitent de Cléopâtre, l'empereur Julien, Bonaparte, Lycurgue, Lawrence d'Arabie, etc. (Librairie académique Perrin, 350 p., 55 F.)
- Littérature étrangère**
- THOMAS PINCHON : *Les Franciscains*. — Un nouveau roman par l'auteur américain trop mal connu en Europe à qui l'on doit notamment *V et le Royaume*. Traduit de l'anglais par Michel Douy. (Flon, 186 p., 30 F.)
- Sciences humaines**
- OTTO JESPERSEN : *Nature, évolution et origines du langage*. — Publié en 1922, l'un des grands classiques de la linguistique, traduit pour la première fois en français. Traduit de l'anglais par L. Dubois et A. Hanna. Préface d'André Martinet. (Payot, « Bibliothèque scientifique », 440 p., 90 F.)
- GERARD BLEANDONU : *Dictionnaire de psychiatrie sociale*. — Une
- information systématiquement articulée sur les divers aspects de « l'hygiène mentale ». Préface de G. Daxenne. (Petite Bibliothèque Payot, 288 p., 16,70 F.)
- DRIEK VAN DER STERREN : *Châpé*. — Une étude psychanalytique fondée sur l'examen des tragédies de Sophocle. Préface d'Anna Freud. Préface de Gérard Mordant. Traduit de l'allemand par Lore de Chambard. (GUE, « Le fil rouge », 176 p., 38 F.)
- Essais**
- IRENAUS EIBL-BIESFELD : *Guerre ou paix dans l'homme*. — Pen-on-matriser l'agressivité humaine ? Les réflexions du principal disciple de Konrad Lorenz. Traduit de l'allemand par Denise Mennier. (Stock, coll. « Monde ouvert », 320 p., 80 F.)
- BERNARD CHARLOT : *La Mystification pédagogique*. — L'école et l'éducation ne sont pas « neutres » socialement, ni politiquement — mais par quels mécanismes, et comment, y remédier ? Une nouvelle réflexion sur ces questions essentielles. (Payot, coll. « Tracés », 288 p., 55 F.)
- PIERRE CHAUNU et GEORGES SUFFERT : *La Petite blanche*. — L'hindouisme et le journaliste dialoguent pour savoir « comment éviter le suicide de l'Occident ». (Gallimard, « L'air du temps », 270 p., 57 F.)
- CLAUDE RILLARD et PIERRE GUBERT : *Histoire mythologique du Prospère*. — Les images d'Épinal de l'Histoire de France analysées d'après les manuels de l'enseignement primaire. (Gallimard, coll. « Coup pour coup », 320 p., 59 F.)
- Spiritualité**
- NANCY WILSON ROSS : *Le Monde du Zen*. — Une symbolique des textes bouddhiques, qui constitue une introduction à l'univers multiple de cette pensée. Traduit de l'américain et annoté par Claude Lévi. (Stock, « Le monde ouvert », 312 p., 38 F.)
- Documentaire**
- ADELAIDE BLASQUEZ : *Gestes Lésés*. — Un ouvrage illustré montrant sa vie « sans handicap », au fil des ans, destinée à la poursuite de « l'anti-héros ». (Flon, coll. « Terre humaine », 288 p., 40 F.)
- LAURE CHARPENTIER : *L'Amour en prison*. — L'hindouisme d'une « reconquête » après la chute dans l'alcoolisme et autres ivresses. Sous le nom de Laure Faucher, l'auteur a publié un premier roman semi-autobiographique chez Fayard : *Gigolo*. (Stock, « Elles-mêmes », 215 p., 35 F.)

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**

150 modèles vitrés  
Étroite - Large - Haute - Profonde  
Superposables - juxtaposables  
100 combinaisons d'assemblages  
Spécialité de Rustique  
Meubles contemporains et de style  
Catalogue illustré gratuit

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**  
75014 PARIS 15, rue Froidevaux  
Tél. 01 42 72 23 23

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
NOUVEL ÉDITEUR  
PARIS RIVE GAUCHE

RECHERCHE D'URGENCE  
POUR  
CRÉATION ET ENRICHISSEMENT DE  
NOUVELLES COLLECTIONS

MANUSCRITS REÇUS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAI, THÉÂTRE, LES OUVRAGES REÇUS SONT LUS ET LUS L'ENRICHISSEMENT PAR PRESSÉ RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT. NOTER : L'ARTICLE 49 DE LA LOI DU 11 MARS 1987 SUR LA PROPHÉTIE LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE  
100, RUE AUBERT 75001 PARIS  
Tél. 01 42 72 00 42

**AM**

**IVAN DOUARD**

**Le Rêve le plus long de l'histoire**

**Le Rêve le plus long de l'histoire**

**PAYOT**

OTTO JESPERSEN  
Nature, évolution et origines du langage  
préface d'André Martinet

NOËL MOULOU  
L'analyse et le sens

BERNARD CHARLOT  
La mystification pédagogique

P. B. SCHNEIDER  
Propédeutique d'une psychothérapie

ENID BALINT ET J. S. NORELL  
Six minutes par patient !

**PETITE BIBLIOTHÈQUE PAYOT**

WILHELM REICH  
L'analyse caractérielle

HENRI AGEL  
Métaphysique du cinéma

DR GERARD BLEANDONU  
Dictionnaire de psychiatrie sociale

ERIC OXENSTIERNA  
Les Vikings  
(histoire et civilisation)

■ Little Brown, à Boston, a acquis les droits de publication d'une biographie de Mme Mao Tse-toung. Le document, attendu pour la fin de l'année 1976 est fondé sur un enregistrement, d'une durée de quatre-vingts heures, réalisé peu avant le voyage en Chine de Richard Nixon, alors président des Etats-Unis.

150



LIVRE  
latine

150

# A FRANCFORT

## Dis-moi qui tu édites...

IL était seulement fonction du nombre d'exposants le classement serait acceptable. Avec ses 157 représentants particuliers, la France n'aurait pas, là non plus, de médaille, mais elle pourrait se satisfaire d'une quatrième place derrière l'Allemagne fédérale (1.007), la Grande-Bretagne (401) et les États-Unis (318). Car cette Foire internationale du livre de Francfort, c'est bien un peu les Jeux olympiques de l'édition mondiale. Chacun y vient bien pour voir les autres, se confronter à eux, faire le bilan de ses avantages comme de ses faiblesses, prendre conscience de sa valeur et de sa santé. Seulement, qu'est-ce que la santé en ce domaine ? Le bliffrage d'affaires ou la richesse de la pensée ?

De telles interrogations ne sont pas ici de mise. On laisse à d'autres le soin d'en discuter, ou même d'en décider, ailleurs. A Nice, par exemple, dont les gens sérieux s'occupent comme si la manifestation française de mai apparaissait, dans l'automne du pays de Hesse, simple jeu d'amateurs. Au rendez-vous du Main on est entre professionnels : peu d'auteurs, peu d'attachés de presse, mais des patrons, des directeurs commerciaux, des courtiers, des agents littéraires internationaux. Une fois l'an, à Francfort, ils se jugent, se jaugent, s'épient, s'estiment et s'embrassent tout à la fois. L'exercice est rituel. Comme les rites il peut être cruel. Il ne cho- que plus les habitués : ici aussi on peut être ancien combattant. Il surprend les nouveaux venus. Ces bureaux découvrent brusquement que c'est ici, en six jours, sous ce béton gris, que se mènent les lectures internationales de demain.

Mais d'abord où aller ? Et qui

aborder de tous ces affaires, aux carnets de rendez-vous surchargés, minuscules comme des horaires de chemin de fer, de jour comme de nuit, aux conversations chuchotées comme des confessions ou des oraux d'examen ? Même en se cantonnant sur la Halle 5 — la 6 étant davantage le lieu de l'édition allemande, du libraire allemand, du scolaire, du livre d'art — il faudra bien choisir. Et revenir à son clocher français si l'on est Français. Déjà on y murmure que le président de la République a attiré l'attention par sa lettre d'envoi à M. Chirac, celle où il invitait à une « table ronde » sur le livre, « produit pas comme les autres ». La « table ronde » n'est pas encore table ouverte. M. Jean-Claude Grohens, qui garde la direction du livre au secrétariat d'Etat à la culture, et qui est venu prendre l'air de Francfort, la prépare. M. Yvon Chotard, président du Syndicat national de l'édition, mais aussi patron de France-Empire, confie avec humour ce qu'est maintenant la philosophie de la Foire : « On arrive pour découvrir avec accablant que nous faisons tous la même chose et on repart reconforté d'avoir vu que malgré cela on peut continuer d'être éditeur. »

C'est vrai qu'ils font tous à peu près la même chose, que l'édition occidentale se retrouve, par exemple, avec ses albums de chiens, de chats, de chevaux ; que la nature, les fleurs, les petits et les gros oiseaux se vendent bien. Mais aussi Marx, édité, réédité, analysé, loué ou critiqué ; mais toujours les choses de la vie, qu'elles soient traitées concrètement ou de façon philosophique, pourvu qu'elles n'apparaissent plus fatigamment consensuelles mais discutées, attaquées, agitées même. Voilà pour les courants, les constantes. Restent les modes.

Baseler-Meinhof. C'est que le ter- rorisme est devenu sujet et bon sujet. D. Robespierre à Carlos.

Il y a aussi l'édition militante. C'est en France l'éditeur, l'entre- prise lyonnaise, ou les Editions des femmes ou les Editions sociales. Mais l'étranger n'est pas en reste, y compris aux États-Unis. L'édition en était à son premier Francfort. Bon observa- toire. Et des surprises heureuses : ainsi ces *Mémoires des maîtres ouvriers et artisans en vote de l'union* adressés au roi et à la nation assemblée ont sans peine été vendus en Italie. C'est une curiosité à double titre : pour l'ont, le fac-similé de quatre brochures des années 1789, 1790 et 1793. Pour l'esprit, la décou- verte de la façon dont les futurs cantons révolutionnaires ont été convention collective et l'échelle mobile. Voilà. Une tendance, des tendances. Elles existent aussi pour les sciences humaines Payot, les PUF apparaissent plus acquies- cents, les vendeurs de droites, l'Amérique en ces matières reste méditante pour ce qui n'est pas de ses écoles. Mais elle ne boude pas Lévi-Strauss. La nouvelle vague de l'édition française, type Latès, Belfond, fait plus que se

retrouver. L'un et l'autre savon- rent, comme le dit Jean-Claude Latès, « le plaisir de se sentir devenir vous autorisés dans un milieu autorisé ». Et voilà Claude Klotz (*Achève-moi les Améri- ques*), acheté par l'Amérique. Et voilà cinquante-quatre titres chez Belfond au catalogue 1976-1977.

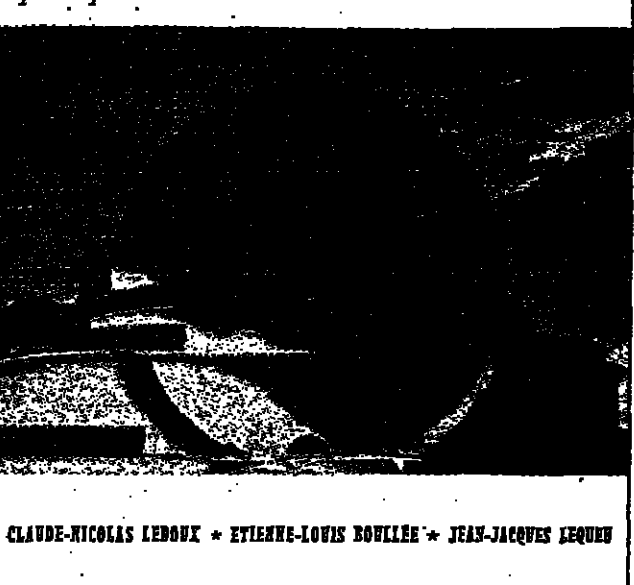
Ainsi va, ainsi est allée la Foire à la française, à l'italienne, à la suédoise, à l'anglo-saxonne, comme à la saxonaise, aux modes de l'Ouest comme à celles de l'Est, au gré des rois comme des lois du marché.

Un milieu de tout cela une silhouette passe : Maurice Nadeau. En clandestin ou en pirate il campe entre les éditions de l'Age d'homme et celles de la Farandole. Il a fixé au mur quelques exemplaires de sa *Quintessence littéraire*. Il en a porté un peu partout. Il a regardé la place encore accordée par Denoël à sa collection des Lettres nouvelles, qui va disparaître en avril 1977. Puis il s'en est allé. Comme un exemple ? Comme un remords ? Non, plus tristement, comme un inconnu dans la maison.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

## La séduction du merveilleux

par Stéphane Cordier



CLAUDE-NICOLAS LEDOUX • ETIENNE-LOUIS BOULLE • JEAN-JACQUES LEQUEN

Ledoux, Boulle, Lequen : des utopistes, certes. Mais aussi, par leur audacieuse nouveauté, des précurseurs dont à deux siècles d'intervalle les dessins, les plans et les textes s'éclaircissent d'une vive lumière.

Cinquante illustrations : Chez les meilleurs libraires : 20 FF/200 FF. Diffusion Nouveaux Quartiers Latins, 78, boulevard Saint-Michel, PARIS.

### Dieux de l'écran et dieux du stade

Où est la mode cette année ? La prostitution ? Ulla, la Lyonnaise, sera bientôt en livre de poche (Collection Marabout). L'Espagne, le Portugal en veulent aussi. Comme ils sont prénoms, chez Hachette, de la *Dérivade*, le livre de Jeanne Cordelier promus déjà à d'autres traductions autrichiennes, allemandes, néerlandaises, finlandaises. Qu'on ne s'y trompe pourtant pas. On achète, comme on vend, plus un sujet qu'un auteur, plus un thème que la façon dont il est exprimé. Alors quoi jouer ? Plutôt que d'acquiescer à l'avouerie ou dans la prédisposition, la sagesse commande d'abord de mesure de proposer. Au Seuil, les souvenirs de Simone Signoret ont désormais le mérite d'exister, et l'on compte bien intéresser l'Amérique au manuscrit remis tout récemment. Grasset, en ce genre d'exercices, caresse le même espoir avec ceux de Jeanne Moreau attendus en France pour mars prochain. Une fois encore un bruit court : Marlène Dietrich, elle aussi, se raconte. Depuis le temps. Si la chose se confirme beaucoup seront sur les rangs. Curd Jürgens, lui, a cassé chez Laffont une version française de son auto- biographie publiée en Allemagne fédérale par Droemer.

Les dieux du stade gardent aussi leur cote. Chez les Suédois on affiche évidemment Björn Borg et sa raquette. Les Finlan- dais ripostent, juste en face, avec le marathonien Alex Virol. Malgré tout, les Français restent méfiants depuis que Mohamed Ali, acheté fort cher en 1975 par Gallimard, n'a pas réussi à être, en librairie, « le plus grand ». Encore qu'il ne faille pas dramatiser : l'éditeur français ne juge pas, lui, qu'il y eût désastre avec soixante-quinze mille exemplaires, nets de retour, éculés, l'Afrique francophone aidant. Robert Laf- font, pour sa part, estime n'avoir pas pris de risque en devenant acquiescent des droits — modiques — d'un Pelé par Pelé. Et puis, il s'est fait plaisir. Ancien foot- ball, il garde l'amour du foot- ball.

### Le temps des veuves

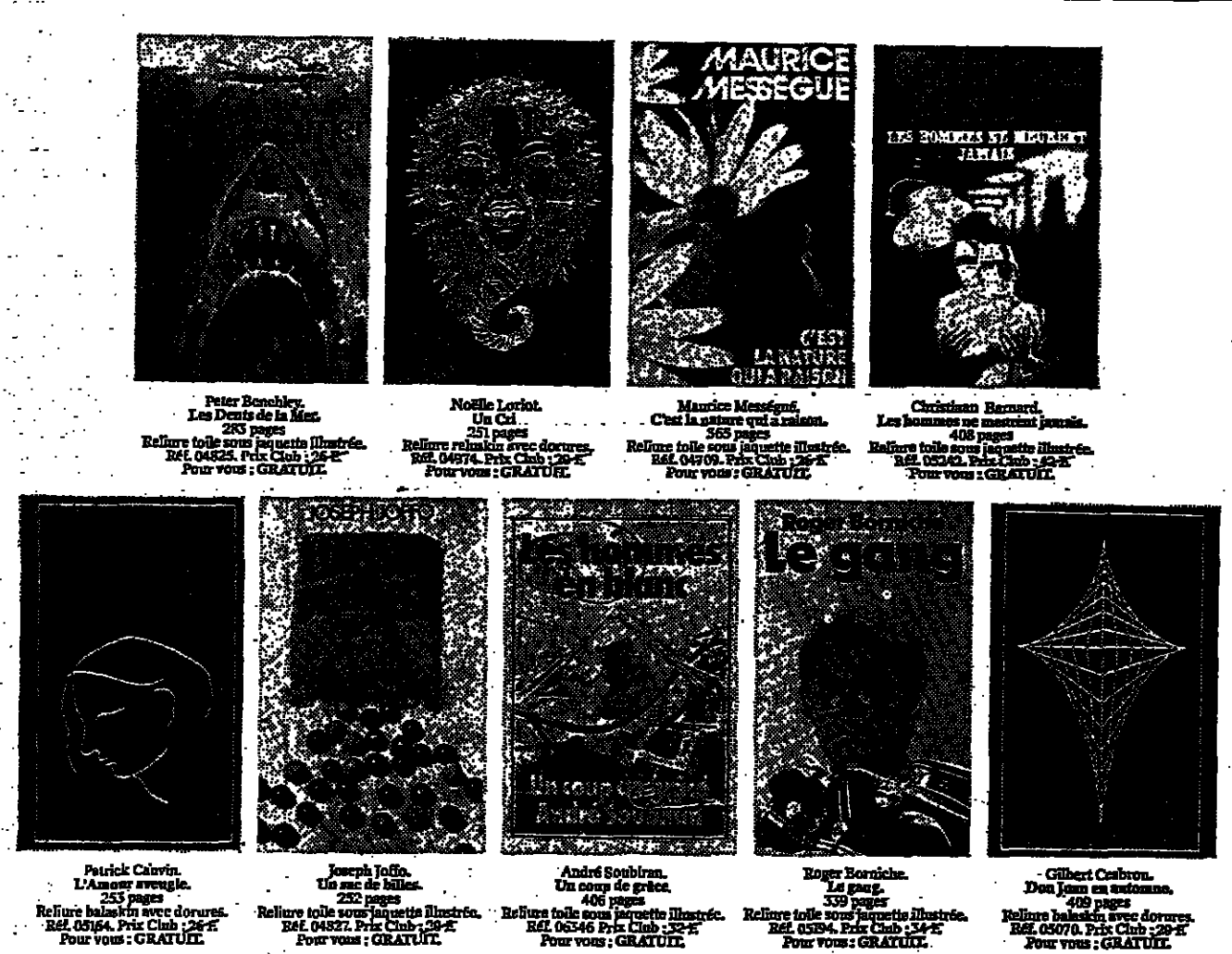
Il n'est pas exotique d'ailleurs qu'aux *Mémoires* de Nixon certains préfèrent ce « Nixon contre Nixon », psychanalyse de l'ancien président par le psychiatre David Abramson et que publie Farrar Straus and Giroux. Beaucoup restent à l'écart de ces agitations circumstancielles, savent même leur résister. Enfin, par exemple, le pastiche semble rester en terre allemande. Pour lui et ses nostalgiques on a cette fois mobilisé les veuves. Chez Ludwig, Lima, celle de Reinhard Heydrich, qui fut patron du ser-

Restent les politiques et la poli- tique, encore qu'en librairie aussi le mot dépasse souvent le chose. Payard à les siens, Jean Monnet, dont l'Europe — c'est la moindre des choses — et l'Amérique ven- dent, publient les tout récents *Mémoires*. Et Valéry Giscard d'Estaing, avec sa *Démocratie française* à paraître en octobre. Le livre d'un chef d'Etat en exer- cice devrait allécher. Il allèche. Huit éditeurs allemands se sont inscrits, six Italiens et des Amé- ricains, des Anglais, des Espa- gnols, des Portugais. Hélas ! Faute d'un manuscrit permettant de juger, tous ont pris le parti d'attendre pour voir. Alors le président français attendra, lui aussi, pour connaître son au- dience internationale d'auteur, tout comme son « camarade d'écri- re » Pierre Bellemare, dont *Les Histoires extraordinaires* doivent compter un deuxième volume, et que l'on traitera seulement pour l'ensemble. Flammarion, lui, a fait affaire depuis longtemps pour François Mitterrand : *Devenu* « Sprun und Weigen », la *Poésie et le Crin* est annoncé comme le best-seller de l'éditeur muni- chois Tüdel, qui le mettra en librairie en novembre sous une couverture jaune et noir qui n'est pas d'une folle gaieté.

Et Nixon ? Depuis deux bonnes années la Foire parle de ses *Mémoires*. Il est vrai qu'en 1974 il était bien précisé qu'il n'exis- tait qu'un projet ou en souhait. Cette année ils ont pris du corps. Les plus réservés parlent de l'exis- tence d'un synopsis. Les opini- mistes ont écrit, au milieu de belles et bonnes pages dans lesquelles il faudra tailler. En tout cas une chose est sûre : pour 100.000 dol- lars les éditions Alain Stanké, de Montréal, sont désormais propé- taires des droits de publication en langue française. Diffuseront-elles directement en France ?

Il y a eu avec Grasset des négociations. Il fut même dit, un soir, qu'elles avaient été conclu- tes. Le lendemain Grasset admet- tait les entreprises mais démentait l'issue positive. Petite histoire, petites histoires.

vice de sécurité de Hitler, chez Fritz Molden, Lubke, celui du gé- néral Jödl. Il faudrait adjoindre, dit-on, Mmes Baldur von Schirach et Kessling, qui auraient des choses à dire, la première sur l'ancien maître des Jeunesses hitlériennes, l'autre sur le Canlier de la Nor- vège. Les Français n'ont pas paru pour l'heure, silencieusement, en revanche d'un « Hitler's children » (Les enfants de Hitler), de Jürgen Becker, édité aux États-Unis par Lippincott, ces enfants de Hitler, les jeunes gens de la jeunesse



## Voici 9 grands succès. Nous vous en offrons deux gratuitement.

En recevant gratuitement les 2 livres de votre choix, vous recevrez automatiquement un membre du Club Pour Vous-Hachette. C'est un Club de livres qui, pour un droit d'inscription unique de 9,50 F seulement, vous fait bénéficier des avantages suivants :

- Un abonnement gratuit à une luxueuse revue trimestrielle présentant 120 livres pour tous les goûts et tous les âges.
- Un choix de livres reliés sous jaquettes exécutives proposés à des prix inférieurs à ceux des éditions ou achetés au commerce.
- Un comité de lecture composé d'écrivains prestigieux (Maurice Bazin, Françoise Mallet-Joris, Claude Mauriac, André Frossard, Robert Sabatier) vous conseille et vous guide dans vos lectures.
- Vous faites d'importantes économies tout en vous constituant une bibliothèque de qualité.

Vous pouvez, enfin, bénéficier d'offres spéciales à prix super-réduits sur les disques et autres articles de loisir et de cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

Mais, dès maintenant, pour recevoir vos deux livres gratuits, découpez le bon ci-dessous, inscrivez-y les titres choisis et renvoyez-le sous enveloppe affranchie au Club Pour Vous-Hachette - B.P. 50 - 77210 Avon.

Inscrivez ci-dessous les 2 titres choisis

Votre 1 <sup>er</sup> livre gratuit	Votre 2 <sup>e</sup> livre gratuit
Titre _____ Réf. _____ GRATUIT	Titre _____ Réf. _____ GRATUIT

**Bon pour adhérer au Club Pour Vous-Hachette et recevoir 2 livres gratuits.**

A découper et à renvoyer au Club Pour Vous-Hachette - B.P. 50 - 77210 Avon.

Je soussigné(e) ci-dessus, je reconnais avoir lu et apprécié les livres offerts et m'engage à les garder précieusement. Je m'engage à renvoyer au Club Pour Vous-Hachette, sous enveloppe affranchie, le bon ci-dessous, pour me faire bénéficier de vos offres et de vos conseils.

Je déclare avoir lu et apprécié les livres offerts et m'engage à les garder précieusement. Je m'engage à renvoyer au Club Pour Vous-Hachette, sous enveloppe affranchie, le bon ci-dessous, pour me faire bénéficier de vos offres et de vos conseils.

Je déclare avoir lu et apprécié les livres offerts et m'engage à les garder précieusement. Je m'engage à renvoyer au Club Pour Vous-Hachette, sous enveloppe affranchie, le bon ci-dessous, pour me faire bénéficier de vos offres et de vos conseils.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

Club Pour Vous-Hachette B.P. 50 - 77210 AVON.

# LE CLÉZIO ET LES MAYA

**L**ONGTEMPS ignorées, confinées naguère au cercle restreint des spécialistes, les cultures de l'Amérique précolombienne sont aujourd'hui en voie d'être redécouvertes. Comme si quelques bizarreries de l'histoire nous rendaient soudain plus proches ces textes souvent étranges. Comme si, peut-être, ils répon-

daient à certaines de nos interrogations, de nos angoisses ou de nos hantises.

J.-M.-G. Le Clézio présente aujourd'hui, aux éditions Gallimard, « Les Prophéties du Chilam Balam ». Vous des rares recueils qui aient survécu au naufrage de la culture maya.

et qui était jusqu'à présent inédit en français. Jacques Soustelle, familier depuis de longues années des civilisations américaines, situe ces documents dans leur contexte historique, tandis que François Boté explique pourquoi Le Clézio, romancier, s'est attaché à ce travail d'érudit.

D'autre part Gilles Lapouge présente les recherches ethnologiques de Michel Perrin, reconstituant la mythologie des Goajiro. Bien qu'il s'agisse là d'une toute autre époque, le même phénomène d'« érosion culturelle » s'y retrouve. Ne serait-ce pas, finalement, ce qui fascine certains de nos contemporains ?

## « LES PROPHÉTIES DU CHILAM BALAM »

### Des textes sauvés du cataclysme

★ LES PROPHÉTIES DU CHILAM BALAM, version et présentation de J.-M.-G. Le Clézio, Gallimard, coll. « Le Chemin », 210 p., 29 F.

**L**E « Prêtre-Jaguar » — « Chilam Balam », — c'est, selon l'interprétation du grand mayiste Sylvanus Morley, « le prophète qui révèle les choses secrètes ». Sous ce vocable sont groupées une dizaine de recueils de prophéties, de chroniques historiques, de préceptes rituels, écrits au Yucatán, en langue maya mais en caractères latins, pendant le siècle qui a suivi la conquête de la péninsule par les Espagnols : pauvres manuscrits, copiés et recopiés sur

de chétifs cahiers, témoignages étonnants d'un effort passionné de ce qui restait de l'intelligence autochtone pour sauver quelque chose d'un immense naufrage.

Et quel naufrage ! La civilisation maya classique a fleuri pendant six siècles environ : les stèles datées s'échelonnent entre 291 et 909 de notre ère. Au Yucatán, l'invasion des Mexicains venus du Nord a provoqué une renaissance — l'éclat de Chichén-Itzá en témoigne — qui a duré deux cent cinquante ans. Puis a commencé, d'abord avec la tyrannie de Mayapán, ensuite au milieu de rivalités et de luttes im-

placables, le déclin apparentement irrésistible qui, plus que la force espagnole, a livré aux hommes d'Europe une terre maya désolée.

#### Une extraordinaire ténacité

Pendant tout ce temps — depuis le règne de Djalétién jusqu'à celui de Philippe II, — des centaines de stèles avaient été érigées, des milliers et des milliers de caractères hiéroglyphiques gravés sur les murailles des palais et des temples, et les scribes avaient patiemment tracé et peint, sur le papier d'écorce ou sur le parchemin, les tablettes et les signes de l'écriture. La civilisation maya, comme toutes celles du Mexique, vénérait ses livres. Or, de tout cela, que reste-t-il ? Les inscriptions dont nous ne disposons qu'une faible part : trois livres (je dis bien : trois) dont un à Paris, un à Madrid et un à Dresde ; tous les manuscrits, réputés œuvres diaboliques, ont été détruits, jetés au feu. Aussi est-il presque miraculeux que, ayant reçu des envahisseurs le système alphabétique qui s'adaptait facilement à leur langue, des Maya instruits, au seizième siècle, aient pieusement recueilli ce que la tradition leur a transmis. Qu'aujourd'hui J.-M.-G. Le Clézio ouvre aux lecteurs d'expression française la porte qui conduit à ce trésor caché, c'est ce dont il convient de le remercier. Et cela d'autant plus vivement que — la belle introduction qu'il a écrite le démontre — il s'est efforcé de comprendre de l'intérieur, avec une profonde sympathie humaine, le message que portent ces livres sauvés du cataclysme.

#### LES CHEMINS DU SACRÉ

« **J**e ne sais pas trop comment cela est possible, mais c'est ainsi : je suis un Indien », confiait Le Clézio, en 1971, dans un essai intitulé *Hai* (1). Ces dernières années, il a fait de nombreux séjours au Mexique et au Panama. Il a vu, dans le même livre, ignorer comment se cultive le maïs ou comment se talle une pirogue. Mais, il s'est trouvé une « famille », au cours de ses voyages : dans les Indes qu'il rencontrait, il a vu des « pères », des « frères », des « sœurs ».

Voyages initiatiques, « voyages de l'autre côté » : Le Clézio allait chercher, parmi les communautés indiennes, une autre manière de voir, de vivre, une autre façon d'habiter le monde, et un savoir primordial que la société marchande a oublié. D'où l'intérêt qu'il a porté à la civilisation maya et aux Prophéties du Chilam Balam. « Les vrais livres sont magiques, écrit-il dans la préface qu'il a donnée à cet ouvrage. Ils viennent de l'autre bout du temps, denses, parallèles à des stèles. Ils sont chargés de symboles et de signes, comme écrits à l'intérieur d'un rêve, entre les passages noirs de l'oubli. Car ils sont le rêve qu'a fait un peuple, avant de retourner au sommeil, et ce qui est écrit sur ces pages parvient jusqu'à nous à demi effacé, phrases énigmatiques qui résonnent dans toute la profondeur de l'origine du langage. » Il ajoute, plus loin, que « la seule passion » des Mayas « fut la connaissance de l'éternité ».

Changer de regard, retrouver le monde, guérir la vie : pour y parvenir, Le Clézio s'est-il aventuré sur les chemins du sacré ? — F. B.

(1) *Skira*. Coll. « Les sentiers de la création ».



rique autochtone, à élargir notre vision de l'humanité.

Les scribes, les magiciens, les sages indiens qui, sous l'invocation du Prêtre-Jaguar, dans le secret et dans la crainte, ont hâtivement ar-

JACQUES SOUSTELLE.

#### UNE MYTHOLOGIE EN RUINE

★ LE CHEMIN DES INDIENS MORTS, de Michel Perrin. Payot, 228 p., 53,50 F.

**C**HÉMENT-ILS encore le long de la Voie lactée, les Indiens morts de cette société goajiro qui grouille aux confins du Venezuela et de la Colombie, cinquante mille personnes ? Ou à quelque raison d'en douter après la lecture de beau livre de Michel Perrin : aujourd'hui, ce chemin du ciel, qui est chemin de la mort, a plié l'air d'être ensablé, fermé ou interdit puisque l'ethnologie n'a pu en vérifier l'existence et le tracé qu'en questionnant les plus vénérables des Indiens, ces vieillards dont la mémoire est pareille à une bibliothèque. Les autres, les jeunes, ceux qui portent des blue-jeans et qui rôdent aux abords des villes, ne connaissent même plus le nom des étoiles. Si on les interroge, ils rient.

C'est dire que Michel Perrin n'a réussi à reconstituer la mythologie goajiro qu'au prix d'un travail long et raffiné. Et encore les récits qu'il a recueillis, et qui sont nombreux, forment-ils moins un ensemble complet qu'un puzzle dont certaines pièces manquent, dont les contours s'effaillent. C'est un sage parti : mieux s'abstenir, avec une mythologie faite d'énigmes et de superbes accents. C'est qu'elle est baignée par la mer, dont elle croque les secrets. Nous aurons, par exemple, que la vie prend fin quand un homme rêve sa propre mort. Le lendemain matin, le rêveur est devenu un *polajo*. Il habite dans le pays des morts qu'il a rejoint en empruntant la Voie lactée. A de rares occasions, cette Voie lactée peut se parcourir en sens contraire : le plus beau des récits (complet, celui-ci, et parfait) nous dit comment une Hurdy-hurdy indienne, bouleversée par les supplications de son époux, a accepté de revenir sur la terre des vivants.

Michel Perrin analyse les structures obscures de ces récits, mais il leur demande aussi d'élucider l'histoire du peuple goajiro. Ainsi reconnaît-il que les mythes ont pu s'adapter au premier choc de la modernité, après la conquête espagnole. Par exemple, si la majorité des récits présentent des Indiens chasseurs et pêcheurs, il en est pour des Indiens « post-colombiens », c'est-à-dire un élève. Même, les Goajiros ont façonné des mythes expliquant l'origine de la vache ou du cheval : manière d'affirmer que le bétail domestique est indigène et non point européen comme le disent ces menteurs d'Espagnols.

#### Mort des légendes

La mythologie a ainsi aidé les Indiens à soutenir le défi occidental. Il est vrai que, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, la présence espagnole, dans cette zone, était assez légère : les rares novations pouvaient aisément être intégrées dans le tissu assez lâche des récits. Depuis 1900, en revanche, l'Occident se rampe. Il met les bouches doubles : ces collines roides, ces grandes plaines à l'abandon, assombries de cactus-candélabres, ces sentiers de poussière sur lesquels courent de vieilles indiennes fardées d'ocre, de rouge et de noir, tout ce qui compose enfin l'image méditerranéenne du peuple goajiro est menacé par les triomphes de la culture blanche. Le corpus mythique qui avait masqué une si belle résistance cède et s'effondre devant les violences de la civilisation industrielle. Demeurent des bribes et des loques, des morceaux de récit, encore admirables, mais mutilés, que Michel Perrin nous offre ici, comme on offre un trésor.

GILLES LAPOUGE.

UN PROGRES DANS LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE.

## Le couplé gagnant...

Une étude de la SOFRES le prouve. Réalisée sur un échantillon de 6.000 personnes, cette étude a dégagé les effets cumulatifs de la Télévision et de Télé 7 Jours dans le cas de lancement d'un produit (Téfal, Justaucorps), de création d'une identité de marque ou de gamme (Bissell, Magit), de consolidation d'un positionnement de leader (Soupline, Teisseire), d'identification d'un nouveau condition-

nement (Solitaire), de stimulation de la demande consommateurs (Cadbury).

Les résultats sont nets : l'efficacité de la communication est considérablement renforcée. À budget égal, en répartissant l'investissement entre la TV (50%) et Télé 7 Jours (20%).

Les chiffres sont là. Nous les avons réunis dans une brochure. Demandez-la à Télé 7 Jours.

Télé 7 Jours, c'est déjà un média.

Qu'est-ce qui fait lire les Français ?

### LE LIVRE et L'INFORMATION

Une enquête conçue et réalisée par l'Association des Attachés de Presse de l'Édition. Envoi franco contre 45 F par chèque à l'Association des attachés de presse de l'édition, 117, boulevard Saint-Germain, Paris 75006.

EN LIBRAIRIE  
L'intégrale des poèmes et chansons de  
**GUY BÉART**  
280 pages ÉDITIONS SEGHERS

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



هكذا بين الرجل



**"Mon patron m'a offert  
une Marguerite.  
Pour se faire pardonner ses erreurs, dit-il"**

La Marguerite, c'est le summum de la Xerox 800. La machine à copier la mémoire de Rank Xerox. Signe particulier : technique brevetée, les copies, ou celles de vos originaux, avec la Xerox 800, sont les seules non enregistrées. Le son, les couleurs,

on revient en arrière, on recrée, on passe sur les pages 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

un nouveau système de frappe en forme de marguerite, comparable à aucun autre des existants. Voici un bon conseil : si votre patron vous propose une Marguerite, acceptez, c'est une proposition très séduisante.

La Marguerite est au Stand B-34 - Niveau 1<sup>er</sup>

**CHATELAIN** **RANK XEROX**







Jeudi 150

# MÉDECINE

## LES ENTRETIENS DE BICHAT ONT TRENTE ANS

Dix mille médecins sont attendus du 24 septembre au 3 octobre

Les Entretiens de Bichat ont trente ans. Du 24 septembre au 3 octobre, quelque dix mille médecins français et étrangers vont, une nouvelle fois, se retrouver à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (105, boulevard de l'Hôpital, 75 013 Paris), pour partager leurs connaissances et leur expérience, dans le cadre d'une formation post-universitaire devenue aujourd'hui une tradition.

La session 1976 comprendra près de trente « tables rondes », quatre débats d'actualité (responsabilité médicale et contraception, accidents domestiques chez l'enfant, observations des prescriptions médicamenteuses, les rhumatismes), deux séances de « film-débat » et d'innombrables communications portant sur tous les domaines de la chirurgie, de la médecine et des spécialités (notamment la pédiatrie, la gynécologie et la stomatologie-odontologie).

Dimanche 26 septembre, le comité des Entretiens organise à 15 heures un concert donné par l'orchestre à cordes de la garde républicaine en l'église Saint-Louis de la Salpêtrière, suivi à 18 h. 30 de l'inauguration de l'exposition Electrons (1), qui retrace l'histoire de l'électricité appliquée à la médecine, depuis le poison-torpille jusqu'au stimulateur cardiaque. Ce même jour, à 17 heures, se succède-

Pour participer aux Entretiens de Bichat, il suffit de souscrire à l'un des quatre volumes qui seront publiés à l'issue de la rencontre : médecine, thérapeutique, chirurgie et spécialités, odontologie et stomatologie. La souscription donne droit à une carte d'entrée permanente, valable à l'entrée des amphithéâtres. Elle donne aussi accès au parking prévu dans l'enceinte même de l'hôpital de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Un service de liaison automobile assurera le transport des congressistes de la Salpêtrière jusqu'à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (entre 9 heures et 13 heures et de 14 heures à 18 h. 30).

(1) Cette exposition sera ouverte pendant toute la durée des Entretiens. Entrée libre. Des films médicaux d'actualité seront présentés le matin, à midi et le soir, en dehors des heures de conférences. L'horaire détaillé de ces séances de projection est publié dans le programme des Entretiens. Informations : du 2 septembre 1976, et figurera dans le programme de finit versé à chaque participant lors de l'ouverture des Entretiens.

## LA MISSION DE VIKING-2

### Le pôle nord de Mars est recouvert de glace

Au fur et à mesure que la mission Viking se déroule, l'image qu'on peut se faire de Mars change profondément. La planète apparaissait autrefois comme un désert rocaillieux et desséché, entouré d'une atmosphère ténue de gaz carbonique ; pas trace d'eau dans tout cela. Les calottes blanches qui recouvrent les pôles étaient une fine couche de neige carbonique : vers - 125° Celsius, à la pression régnant sur Mars, le gaz carbonique se condense, et l'on supposait pour les pôles des températures bien plus basses.

Les premiers prélèvements de sol par Viking-1 ont montré qu'il contenait bien plus d'eau

que prévu. Faiblement liés aux sols minéraux présents dans le sol, cette eau se dégage en abondance dès qu'on chauffe l'échantillon de sol, au point de saturer certains détecteurs.

### Une découverte importante

C'est maintenant le pôle nord de Mars qui est recouvert de glace : la découverte en a été faite par le compartiment orbital de Viking-2, qui survole la calotte polaire. Dans cette période d'été martien, la température de la calotte est bien plus haute qu'on ne le pensait : on a enregistré - 76° Celsius. Du coup, il est exclu qu'il s'agisse de neige carbonique ; seule de l'eau peut rester « glacée » à cette température. Des mesures faites au spectromètre à infrarouges ont confirmé qu'il s'agit bien d'eau, et l'épaisseur de la calotte pourrait être de plusieurs centaines de mètres.

Cette découverte est importante car elle confirme que les traces de rivières relevées sur Mars sont bien... des traces de rivières. Il y a en outre la surface de la planète rouge, de l'eau en abondance qui s'est condensée aux pôles ou fixée dans le sol quand l'atmosphère de Mars, insuffisamment retenue par la trop faible pesanteur martienne, s'est pour l'essentiel dispersée dans l'espace. Seuls y sont restés les gaz suffisamment lourds : du gaz carbonique pour l'essentiel, un peu d'argon, et autre découverte faite par Viking-2, des traces de krypton et de xénon. — M. A.

## SOVOUZ-22 EST REVENU SUR TERRE

Conformément aux prévisions (le Monde du 23 septembre), le vaisseau spatial Sovouz-22, après un vol de huit jours, s'est posé, le jeudi 23 septembre, sur le territoire soviétique. L'atterrissage a eu lieu à 9 h. 42, à 150 kilomètres de Tselinograd, au Kazakhstan.

Les deux cosmonautes, Valéry Bykovski et Vladimir Akossov, ont réalisé des séries de photos des territoires est-allemands et soviétiques en utilisant une caméra construite spécialement à cet effet par l'Allemagne de l'Est.

# SCIENCES

## LE CANADA INTERDIT LA DIFFUSION A L'ÉTRANGER DES INFORMATIONS SUR LES VENTES D'URANIUM

Le gouvernement canadien a interdit que les informations relatives aux transactions commerciales sur l'uranium, conclues au Canada entre 1972 et 1975, sortent du territoire national. Le ministre fédéral de l'énergie, M. Alastair Gillespie, a expliqué que cette mesure est une réponse aux assignations à comparaitre émises aux États-Unis et expédiées à plusieurs dirigeants de sociétés américaines exploitant ou transformant de l'uranium au Canada dans le cadre d'une enquête sur un présumé cartel mondial des producteurs d'uranium entre 1972 et 1975. « Nous ne pouvons accepter l'extraterritorialité des lois américaines », a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

[Cette décision fait suite à un procès qui a lieu aux États-Unis. L'action en justice concerne un cartel de l'uranium qui aurait regroupé, entre 1972 et 1975, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Afrique du Sud et la France (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre 1976). Le Canada, comme d'ailleurs la France, ont affirmé que ce cartel n'existait pas. Rendre secrètes les transactions sur l'uranium n'est certainement pas le meilleur moyen de prouver sa bonne foi.]

## OUTRE-MER

### LA SOUFRIÈRE A CONNU UN REGAIN D'ACTIVITÉ

Pointe-à-Pitre (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.J.). — Le jour même où M. Olivier Stin, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, arrivait à la Guadeloupe pour faire un nouveau point de la situation, le volcan de la Soufrière a connu un fort regain d'activité. A partir de 6 h. 15 heure locale (12 h. 15 heure de Paris), mercredi 22 septembre, un tremor (c'est-à-dire une suite ininterrompue de petits séismes), a été enregistré pendant dix-neuf minutes. Ce phénomène sismique a été accompagné d'une très importante émission de poussière. Après s'être élevée en haut panache au-dessus du volcan, la poussière a formé un nuage noir qui a recouvert les villes de Saint-Claude et de Baillif. Devant cette recrudescence spectaculaire de l'activité de la Soufrière, le préfet de la Guadeloupe a ordonné l'évacuation immédiate de la zone jugée dangereuse par les personnes autorisées à s'y rendre dans la journée.

[Le tremor de mercredi est le plus long qui ait jamais été enregistré à la Soufrière. Il s'est produit huit jours après la crise du 14 septembre, qui elle-même avait eu lieu quinze jours après celle du 30 août.]

## DÉFENSE

### DEUX SOLDATS ALLEMANDS TUÉS PAR UNE EXPLOSION DE MISSILES

Deux soldats ouest-allemands ont été tués et trois autres blessés par l'explosion de trois missiles « Hawk » dans une base militaire à Krenpel, près de Bremerhaven, dans le nord de l'Allemagne. Les trois missiles étaient sur leur engin-porteur au moment de l'explosion et les deux soldats qui travaillaient dessus ont été tués sur le coup. On ignore encore les circonstances de cette explosion. Les missiles « Hawk » sont des engins anti-aériens appartenant au système de défense aérien de l'OTAN. — (A.F.P.)

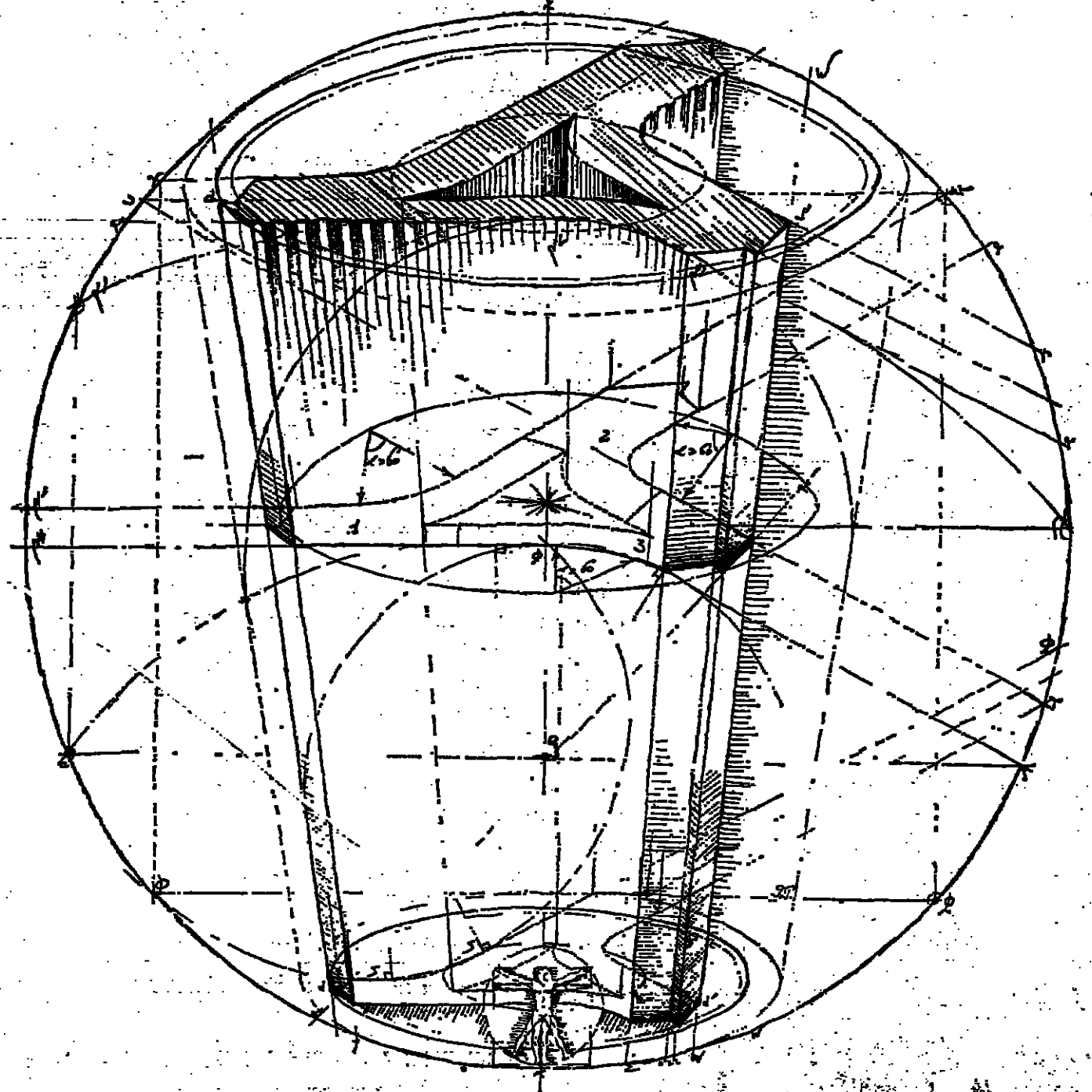
● Les jeunes gens nés en octobre, novembre, décembre 1958 sont tenus de se faire recenser à la mairie de leur domicile au plus tard le 31 octobre 1976. Cette démarche peut être effectuée par les intéressés eux-mêmes ou par leur représentant légal. Les jeunes Français doivent accomplir cette formalité en temps voulu, sous peine de perdre le bénéfice des possibilités de dispense ou de choix de la date d'appel qui leur sont offertes par le code du service national. Les jeunes Français qui, nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1958, auraient omis ou négligé de se faire recenser doivent se faire connaître d'urgence à la mairie de leur domicile.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Fauré, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé par : J. de la Harpe & Co, 1, rue de la Harpe, PARIS-IV.

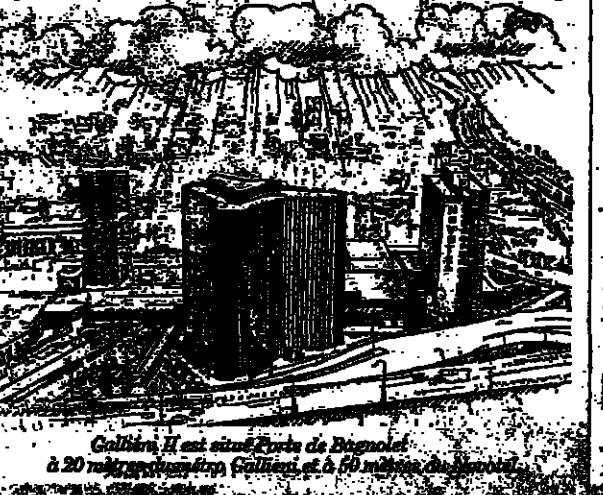
Reproduction interdite de tous droits réservés. Toute réimpression sans autorisation est formellement interdite. Les renseignements et publications : 20 5757.

# L'espace parfait.

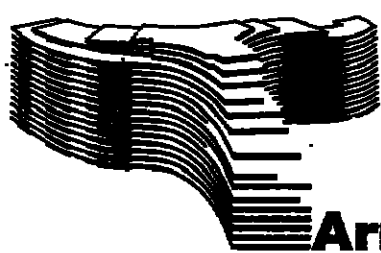


Celui en forme de tripode, Gallieni II offre des plateaux de 1100 m<sup>2</sup> divisés sur 21 étages. Cette conception originale conduit à trois avantages fondamentaux :  
M<sup>2</sup> de bureau loué — m<sup>2</sup> plein jour.  
Grâce à une architecture originale de l'insolable, les bureaux de Gallieni II ont une profondeur de 5 m et sont tous en plein jour. On obtient l'utilisation maximale de l'espace tout en conservant l'équilibre thermique et acoustique des bureaux parois.  
M<sup>2</sup> de bureau loué — m<sup>2</sup> fonctionnel.  
Contrairement à l'architecture rectangulaire des tours de bureaux, la conception en étoile de Gallieni II permet d'éviter les gaspillages d'espace. Les traces de l'ancien (1950 m<sup>2</sup>) ont été conservées et complétées à partir de 9 m<sup>2</sup>. A Gallieni II, un plateau de 1076 m<sup>2</sup> accueille les personnes dans le plus grand confort en pleine lumière du jour.  
M<sup>2</sup> de bureau loué — m<sup>2</sup> indépendant.  
Chacun des plateaux de Gallieni II est divisible en lots totalement indépendants de 336, 354, 396 m<sup>2</sup>. Chaque lot dispose d'accès, de circulation et de blocs sanitaires entièrement privés.  
A Gallieni II, chaque m<sup>2</sup> loué est un m<sup>2</sup> raffiné.  
Loyer de base : 217 F HT le m<sup>2</sup>.  
A Gallieni II, le loyer de base commence à 217 F HT le m<sup>2</sup>.

En outre, le montant des charges qui s'ajoute au loyer permet d'obtenir un coût total qui est à ce jour parmi les plus compétitifs du marché parisien. Cette compétitivité n'est pas artificielle, c'est le parti architectural profondément original de Gallieni II qui la rend possible.  
Des équipements de haute qualité.  
Gallieni II est équipé de tous les équipements de qualité : air conditionné, chauffage central, ascenseurs à sélection directe, ascenseurs à destination, ascenseurs à destination, ascenseurs à destination. Ces équipements ont été sélectionnés en fonction de leur efficacité et de leur coût de leur utilisation.  
Accès immédiat au métro et péage.  
Gallieni II est à la porte de Bagneux : le métro Gallieni est à 100 m (ligne 13) en liaison directe avec St-Lazare. L'accès immédiat au métro permet d'atteindre les bureaux de Bagneux en 10 minutes sans avoir à traverser les ponts de Bagneux. Gallieni II est juste à côté du centre commercial de la Porte de Bagneux et de sa galerie marchande. Le Village est à 50 mètres. Opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> avril 1976, Gallieni II est déjà occupé à 80 % et fonctionne parfaitement.  
Pour tous renseignements sur Gallieni II, téléphoner à : 260.31.03, 1 et 2, rue des Pyramides - 75001 Paris.



Gallieni II, l'espace parfait de vos nouveaux bureaux. 260.31.03.



**Armonial**  
tout ce que vous aimez  
pour 5900 F le m<sup>2</sup>

au cœur de Paris  
des appartements spacieux  
à double exposition  
dans une architecture de grande classe  
aérée par des espaces verts  
à 100 mètres du métro (Cambronne, Ségur)  
tout proche des rues commerçantes

Du studio au 5 pièces.  
Appartement témoin : 34, rue Miollis  
Paris 15<sup>e</sup>

Renseignements et vente sur place  
tous les jours de 14 h à 19 h,  
et samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

\* loggia et balcon pondérés à 50%,  
terrasse pondérée à 35%.



SEFMO LAHEVIN GEPIC ALM 98.98

Année 1976-1977  
**PRÉPARATION  
AUX EXAMENS D'ÉTAT  
D.E.C.S.**  
Problèmes - Certificats économiques,  
Juridique, Comptable,  
S.T.S.  
Secrétariat de Direction  
Coursiers internationaux  
Stages de perfectionnement :  
• Direction d'entreprise  
• Droit des affaires  
• Perfectionnement pour aides  
comptables  
• Secrétariat - Sténodactylo  
• Cours de langues  
**asprofor**  
130, rue de St-Henri - 75008 PARIS  
Tél. : 368.12.77

**SC.P.O.**

Préparation annuelle sur place ou  
par correspondance :  
• Examens d'entrée 1<sup>re</sup> année ;  
• Examens d'entrée 2<sup>e</sup> année ;  
• Examens en cours d'A.P. ;  
• Concours S.T.A.  
**3 CENTRES** : Mairie - Hôtel  
Saint-Pierre  
**CEPES**  
Compagnon libre de professeurs  
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly  
Tél. : 222-54-64 ou 743-79-13

Pour suivre à la radio  
les cours d'Anglais  
de la BBC  
**A L'ÉCOUTE DE LONDRES**  
Textes et explications en Français  
Abonnement 12 mois par an, 50 F  
Spécimen gratuit sur demande  
à EDITIONS-DISQUES BBCFM  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

— La REGENCY est une école  
liée à un hôtel situé face  
à la mer.  
— Ouvert toute l'année.  
— Pas de limite d'âge.  
— Classes de 9 élèves en  
moyenne, 7 heures d'études  
par jour.  
— École reconnue par le mi-  
nistère de l'Éducation de  
Grande-Bretagne.  
— Examens de Cambridge et  
Chambre de Commerce de  
Londres.  
— Sauna, piscine couverte,  
discothèque.  
**REGENCY, RAMSGATE**  
**KENT, G.B.**  
Tél. THANEY 512-12  
ou Mme BOUILLON  
4, rue de la Persévérance  
95 EAUBONNE - FRANCE  
Tél. 959-26-33 en soirée.

## ÉDUCATION

UNE MATERNELLE « SAUVAGE » EN SEINE-ET-MARNE

### La révolte tranquille des parents d'Orthis

Des classes maternelles « sauvages » fonctionnant dans deux communes de Seine-et-Marne. A Carnetin, la classe a été ouverte sur l'initiative du maire et de parents d'élèves pour protester contre le refus de la municipalité voisine de Thoiry de continuer à scolariser les enfants de Carnetin.

A Orthis, la classe est instal-

lée à la mairie, mais sur la seule initiative de parents qui demandent la construction d'une école.

« Orthis : se mairie... occupée. Sa classe... sauvage ». Ces indications, qui ne figurent sur aucun guide touristique, accueillent le visiteur à l'entrée du village. Le mouvement des « parents en lutte », qui assurent le fonctionnement d'une classe maternelle sauvage à la mairie depuis le 18 septembre, est certes destiné à attirer l'attention sur les difficultés scolaires de la commune. Mais il révèle aussi un malaise lié en grande partie à un style de vie — ni ville, ni banlieue, ni village — où les réalités ont détruit bien des illusions.

Situé au nord de la Seine-et-Marne, à quelques kilomètres de Roissy-en-France, Orthis n'a plus du village que l'église, quelques fermes, la mairie et sa « petite école » attenante, aujourd'hui désaffectée, et où s'est installée la « classe sauvage ». Tout autour, les champs se sont couverts de « maisons individuelles », séparées les unes des autres par de petits carrés de pelouse. On y distingue ainsi quatre hameaux de « H.L.M. horizontaux » : les Huants, la Jalaise, Guincourt et Beauré. Chacun d'entre eux regroupe environ cent vingt pavillons, à l'exception du plus récent, qui n'en compte pas moins de six cents. Au total, quelque quatre mille habitants : en majorité des jeunes couples avec des enfants, qui savent les joies de l'accèsion à la propriété dans la ZAC (zone d'aménagement concerté) d'Orthis. La mise en place des équipements collectifs, notamment — à l'exception des terrains de tennis promis par les publicités — ne semble pas avoir suivi la construction des habitations qui, elle, est en voie d'achèvement.

Les difficultés de scolarisation dans les écoles maternelles ont cristallisé le mécontentement. « Il y a quatre ans que nous nous battons », explique la présidente de l'association de parents d'élèves (adhésée à la fédération C.E.S.), « mais cette fois c'est trop ». Quatre-vingt-trois enfants nés en 1973 n'ont pu être scolarisés, estime-t-elle. Ceux des Huants et de la Jalaise sont accueillis dans une école maternelle préfabriquée construite provisoirement il y a cinq ans et jugée insalubre par les parents, qui demandent sa reconstruction en « dur ». Ils ont, en outre, refusé la proposition du maire d'habiller une classe dans le petit centre culturel de la Jalaise : « On ne met pas la culture en balance avec l'éducation ».

Enfin, faute d'un nombre suffisant de places à Beauré, une cinquantaine d'enfants de ce hameau, nés entre 1971 et 1973 ont été affectés dans les écoles de Guincourt et des Huants, à 2 ou 3 kilomètres de leur domicile, sans bénéficier du transport scolaire. « On m'a proposé, témoigne une jeune femme, de déplacer un de mes enfants, déjà scolarisé en primaire à Beauré, pour qu'il puisse amener son petit frère à la maternelle ». Les parents demandent donc la construction d'une école préfabriquée à Beauré, provisoirement. Mais ils refusent la prise en charge des travaux par la municipalité, qui se traduirait par l'augmentation des impôts locaux : « L'État et le promoteur doivent payer », estiment-ils.

La trentaine d'enfants de l'école sauvage ne soupçonnent guère la complexité de leur situation. Entre les jeux et les dessins, un professeur du C.E.S. d'Orthis vient, pendant ses moments de loisir, danser avec eux ou organiser des spectacles de marionnettes. Il a beaucoup de succès auprès des enfants.

Au cours d'une assemblée générale, les parents ont décidé, le mardi 21 septembre, de prolonger la classe sauvage jusqu'à la fin de la semaine et d'entreprendre de nouvelles démarches auprès du maire et de l'administration.

A l'inspection académique, on considère le problème comme réglé : un poste d'institutrice supplémentaire a été accordé. Pour les parents, cela ne suffit pas. S'ils ne présentaient pas la classe toute l'année, ils sont

d'autant moins décidés à abandonner l'action qu'ils ont encouragée par le Syndicat national des instituteurs, le parti communiste et le parti socialiste. A quelques mois des élections municipales, l'école est généralement un bon thème de mobilisation.

Dans le village, ils ont aussi le soutien d'une partie de la population. Des commerçants leur consentent des réductions, qui permettent de proposer aux enfants de l'école sauvage des repas conviviaux, à 5 francs, goûter compris. Quelle que soit, d'autre part, l'issue de la « lutte », qui est plutôt une révolte tranquille — celle-ci aura eu le mérite de créer des liens nouveaux entre certains habitants d'Orthis, et notamment parmi les femmes.

CATHERINE ARDITTI.

• Manifestations de maîtres auxiliaires et d'enseignants à Paris et à Nice. — A Paris, trois cents maîtres auxiliaires ont manifesté mercredi 22 septembre du métro Rue du Bac aux abords du ministère de l'Éducation, où une délégation a été reçue, pour protester contre le chômage qui frappe un certain nombre d'entre eux. Au même moment, une autre manifestation regroupait à Nice près de trois cents enseignants qui réclamaient aussi des créations de postes.

• Grève au C.E.S. Guillaume-Budé de Yerres (Essonne) depuis lundi 20 septembre. Les enseignants protestent contre l'insuffisance du nombre des professeurs et contre la surcharge des classes en sixième. Au C.E.S. Albert-Camus de Besançon, nous indique notre correspondant, une grève de l'ensemble des personnels a eu lieu mardi 21 avec l'appui des parents pour protester contre la diminution des effectifs du personnel, l'exiguïté et le mauvais état des locaux.

• M. M'Bow reçu par le pape. — M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur de l'UNESCO, qui se trouve depuis plusieurs jours à Venise et assiste aux spectacles et aux cérémonies organisées par l'UNESCO pour recueillir de l'argent pour la restauration de la ville, devait être reçu par le pape Paul VI ce jeudi 23 septembre. — (A.F.P.)

(Publital)

## PISTONS HYDRAULIQUES ET GRUES C.O.M.A. CONSTRUCTION DE MACHINES ET D'APPAREILS OLEODYNAMIQUES

Notre entreprise, de construction de grues hydrauliques pour camions est l'une des plus importantes d'Italie. Notre production se caractérise par sa technique d'avant-garde. Sa gamme est complète et va de 2 à 36 tonnes/mètre : c'est un motif certain de succès commercial.

Dans le cadre d'une restructuration de notre réseau de vente dans les pays d'Europe occidentale, nous désirons prendre contact avec d'importantes organisations pour l'importation et la distribution de nos grues hydrauliques en France. Notre proposition vous intéresse ? Adressez-vous à : C.O.M.A. - Via Emilia 233 - CASTELBOLOGNESE (Ravenna).

COMMENCEZ VOTRE RENTRÉE EN CORÉE  
UN DES MARCHÉS  
LES PLUS ACTIFS

## FOIRE COMMERCIALE DE SÉOUL

du 4 octobre au 6 novembre 1976

Tous les produits coréens à votre portée

Joignez-vous au voyage d'affaires qu'organise :  
LE CENTRE CORÉEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
(KOREA TRADE CENTER)  
49, avenue Kléber 75116 Paris - Tél. : 720-95-17 - Téléc. : 610-675

## PRIX CHOIX STOCK

### MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS  
EXTRAS  
MOQUETTE  
VELOURS

29 F le m<sup>2</sup>

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE  
À LA PORTEE DE TOUS

MOQUETTE  
BOUCLEE

15 F le m<sup>2</sup>

100 rouleaux  
fin de série, g<sup>ra</sup>  
largeur décorée  
DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE  
UNE QUALITE  
EXCEPTIONNELLE  
A UN PRIX  
TRES BAS

TAPIS  
AIGUILLETE

8 F 95 le m<sup>2</sup>

4m de large sur mousse

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun, Mar, Mer, Jeu, Ven, 9 h-21 h, Sam, Dim, Fêtes 9 h-20 h

SAINT-DENIS : 73, rue de la République  
Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5<sup>e</sup> arr. Pte des Lilas  
Tél. : 858.16.45

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

COIGNIERES : 101, rue de la République  
Tél. : 401.73.12

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd. de La Villette, M<sup>re</sup> Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 263.00.79

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Prés. gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5.  
Tél. : 368.44.70

SURESNES : 25, av. de la République, RN 19. Tél. : 330.17.79

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz  
Tél. : 584.72.38

PARIS 14<sup>e</sup> : 80, bd. Jourdan

50 m. Pont d'Orléans - Tél. : 441.03.72

PARIS 16<sup>e</sup> : 101, rue de la République

Tél. : 401.73.12

150



# CARNET

## Naissances

— Pierre, Nobouko et Philippe Mbaye.  
M. et Mme Robert Chabert.  
Le docteur Guy et Gabie-Claude Béchard et leurs enfants.  
Le docteur Joëlle Chabert.  
24 leur nombreux-famille.  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme veuve MOISE CHEFFET,  
née Esther, Célestine Lelouch,  
retraite  
de l'administration pénitentiaire,  
décédée subitement le 2 septembre  
1976 à l'âge de soixante-  
quatre ans.  
L'inhumation définitive, ainsi que  
celle de son défunt époux, aura lieu  
au cimetière de Bar-Besand (Mont  
des Oliviers), à Jérusalem.  
Le levé des corps se fera, à  
8 h. 30, le 27 septembre 1976, au  
repositoir des Pompes funèbres gé-  
néral, 38, rue de la Barre, à Deuil-  
la-Barre (91870).  
Adresse : R.A.P., 91705 Fleury-  
Mérogis.

## Mariages

— Monique Gilbert et Jacques Anjoran.  
ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 10 septembre 1976.  
23, rue du Docteur-Finlay,  
75013 Paris.  
— Rues du Jem-de-Boulet,  
92730 Neuilly-sur-Seine-Martin.

## Décès

**Professeur VIC-DUPONT**  
Nous apprenons le décès du  
professeur Victor-Nicolas  
VIC-DUPONT.

médical des hôpitaux de Paris,  
survécu le 22 septembre dans son  
propre service de l'hôpital Claude-  
Bernard, après quarante jours de  
sérieuse maladie.  
Les obsèques du professeur Vic-  
Dupont auront lieu, par dérogation  
spéciale du ministre de la Santé,  
le lundi 27 septembre, à 15 heures,  
en la chapelle Saint-Louis des Inva-  
lides. L'inhumation suivra dans le  
caveau de famille, au cimetière du  
Rémilly-Sicéte.  
Né le 12 septembre 1929 à Charnay  
(Yonne), Victor-Nicolas Vic-Dupont  
avait participé activement à la Résistance  
et était titulaire de nombreuses décorations  
françaises et étrangères, notamment la  
croix de guerre 1939-1945, avec quatre  
barreaux, la médaille de la Résistance et  
le Military Cross. Il était commandeur  
de la Légion d'honneur. Son œuvre, consi-  
dérable, s'est déployée à la fois dans la  
lutte contre les maladies infectieuses et  
dans les techniques de réanimation, sa-  
vantes notamment pour les polémony-  
tiques. Il était titulaire de la première chaire  
créée de réanimation médicale.

— Emile, 51800 Rilly-la-Montagne.  
Mme Bajielle, son fils, sa femme,  
ses amis,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Alain BAJIELLE,  
dans sa quarante-deuxième année,  
survécu à Reims le 22 septembre  
1976.

— Mme Pierre Cabanis,  
Mlle Suzanne Cabanis,  
M. et Mme Jean Cabanis, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M. et Mme André Cabanis, leurs  
enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Pierre CABANIS,  
professeur honoraire au lycée Talma,  
officier de la Légion d'honneur,  
survécu à Marseille, le 15 septembre,  
dans sa quatre-vingt-cinquième  
année.  
Les obsèques ont eu lieu à Mar-  
seille dans l'intimité le 17 septembre.  
97, rue Breteuil, 13006 Marseille.  
La Couronne-Croix,  
13500 Martignes.  
55, avenue du Maine, 75014 Paris.

— Mme Jean Carpentier,  
M. et Mme Henri Carpentier et  
leurs enfants,  
M. et Mme Jean-Louis Carpentier  
et leurs enfants,  
M. et Mme Yves Carpentier et  
leurs enfants,  
M. et Mme Marc Attala et leurs  
enfants,  
M. et Mme Franck Carpentier,  
Les familles Casella, Cornier,  
Dejarnac, Delord, Dufau, Gréning,  
Humbert, Monnier, Poyanne,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Jean CARPENTIER,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
leur époux, père, grand-père, frère  
et allié, rappelé à Dieu le 17 sep-  
tembre 1976 à l'âge de soixante-dix-  
huit ans.  
La cérémonie religieuse a été cé-  
lébrée le 20 septembre 1976 en la  
chapelle du cimetière protestant de  
Bordeaux.

— Saigneur, accorde-moi d'al-  
mer !  
1, rue du Lycée, 64200 Biarritz.

— Mlle Anna, Marie - Louise,  
Janine Poncin,  
M. et Mme Raymond Gant,  
M. et Mme Maurice Poncin,  
Et leur famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Henri PONCIN,  
née Léontine Eugène,  
survécue le 19 septembre 1976 en son  
domicile.  
La cérémonie religieuse aura lieu  
le vendredi 24 septembre, à 14 heu-  
res, en l'église François-Xavier.

— Mlle Montigny-Méte,  
Il a plu à Dieu de rappeler à Lui  
M. Raymond FOMMERE,  
président-directeur général  
des Editions « Le Lorrain »,  
Lieutenant-colonel en retraite,  
croix de guerre 1939-1945,  
décédé à Montigny-Méte le  
21 septembre 1976 à l'âge de soixante  
et un ans, après des souffrances de  
longue durée.  
La messe d'adieu aura lieu  
le jeudi 24 septembre 1976 à

15 heures, en l'église Notre-Dame de  
Méte.  
De la part de :  
Mme Raymond Fommere, née  
Marie-Antoinette Wolland, son  
épouse,  
Mlle Suzanne Fommere, sa sœur,  
La docteur Marie-José Fommere,  
M. Jean-Louis Bédal, Mme, née  
Elizabeth Fommere, et leurs enfants  
Bénédict et Antoine,  
M. et Mme François Fommere,  
Mlle Geneviève et Céline Fom-  
mère, ses enfants et petits-enfants,  
Et de toute la famille.  
103, rue de Pont-A-Mousson,  
57000 Montigny-Méte.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Eugène Beaudouin,  
M. Jean L'Esclapart,  
Et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Jeanne RAMEL-CAIS,  
leur mère et grand-mère, survécue  
le 21 septembre 1976, à Paris-19,  
38, rue de l'Yvette.  
Les obsèques auront lieu, en  
l'église Saint-Michel de Courdes-sur-  
Ciel (77200), le vendredi 24 septem-  
bre 1976, à 14 h. 30.

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survécue le 18 septembre, dans sa  
quatre-vingt-cinqième année,  
le 18 septembre, à Paris (70).  
Les obsèques auront lieu le  
24, rue Médiane, 75006 Paris.  
« J'ai combattu le bon combat,  
j'ai échoué la course, j'ai gardé  
la foi. »  
(II Thim. IV-7.)

— M. et Mme Fernand Scherer  
et leurs enfants, Bruno, Olivier, Ri-  
sabeth, Catherine,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme Maurice SCHERER,  
née Yvonne Guesard,  
chevalier de l'Ordre national  
du Mérite,  
survéc

**THEATRE DE L'ŒUVRE**

**LE SCENARIO**

de **Jean Anouilh**

**DANIEL JACQUES GELIN • JACQUES FABBRI**

Scen. BARNEY - Sylvia FAURE - Alexandre GRECO - Sabine AZEMA - J. Simon PREVOST - Karine LAFABRIE - Jean AMOS Florence BLIN

**MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE**

**THEATRE DES AMANDIERS**

DIRECTION: PIERRE DEBAUCHE

7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

**LE TARTUFFE**

de **MOULIERE**

mise en scène: **Roger PLANCHON T.N.P**

28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION: 204.18.81

PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

**Cie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS**

**Ventes aux enchères publiques**

**DROUOT - RIVE GAUCHE**

**GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE**

**75007 PARIS - Tél.: 544-38-72 - Téléc 270.906**

**LUNDI 27 SEPTEMBRE (Exposition vendredi 24)**

S. 28. - Bons meubles. M. Pechetean.

**MARDI 28 SEPTEMBRE (Exposition lundi 27)**

S. 4. - Objets de vitrine. Meub. de style. S.C.P. Contard, Nicolas S. 12. - Art 1900. Art Déco.

**MERCREDI 29 SEPTEMBRE (Exposition mardi 28)**

S. 2. - Bon mob. S.C.P. Laurin, Guilleux, Bartheaud, Tailleux. S. 14. - Livres. Obj. de vitrine. Bons meub. de style. M. Godeau, Solant, Audap.

**JEUDI 30 SEPTEMBRE (Exposition mercredi 29)**

S. 9. - Bij. anc. et mod. Orfèr. Meub. de style. M. Morelle, MM. Bouteau, Déchant.

**VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE (Exposition jeudi 30 septembre)**

S. 1. - Bon mobilier rustique et de style. M. Delorme. S. 3. - Timbr. Bronz. Sigas et meub. rust. et de style. M. Oger. S. 8. - Collect. bois et caisses.

Etudes annonçant les ventes de la semaine:

- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 673-99-78
- BOISGRAND, de HECHEKRE, 2, rue de Provence (75001), 770-51-36
- CHAMPETIER, DE RIBES, RIBES, MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-00-45
- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 535-85-44
- DELORE, 3, rue de Fenchelère (75008), 265-97-53
- DEURENBERG, 282, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-43
- GODEAU, SOLANT, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53
- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUX (anciennement REIMS, LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11
- MICHAUD, 21, rue de Longchamp (75016), 535-74-84
- MORELLI, 50, rue Sainte-Anne (75002), 745-15-57
- OGER, 22, rue Drouot (75009), 523-39-56
- PRECHETEAU, 18, rue Grange-Batelière (75009), 770-88-38

**DU 13 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE**

**PALAIS DES CONGRES**

Porte Maillot

75017 Paris - Tél: 758.27.78

l'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels (A.L.A.P.) et les Spectacles LUMBROSO présentent le

**BALLET MOÏSSEÏEV**

ENSEMBLE OFFICIEL DE DANSES POPULAIRES DE L'U.R.S.S.

**SOIREE A 20 H 45**

les mardis - mercredis - jeudis - vendredis et samedis et exceptionnellement les lundis 15 et 22 Novembre

**MATINÉES**

16 H 30 les samedis 17 H les dimanches

location ouverte toutes agences

location par correspondance retourner de bon au C.L.P. - Palais des Congrès - Direction Spectacles BP n° 7 - Porte Maillot

75017 PARIS accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 virements éligibles à l'ordre du C.L.P. - Palais des Congrès (joindre une enveloppe timbrée à votre nom).

TARIFS	DATES	heures
1 <sup>re</sup> série : 50 F	1 <sup>er</sup> choix	heure
2 <sup>de</sup> série : 50 F	2 <sup>de</sup> choix	heure
3 <sup>de</sup> série : 40 F	3 <sup>de</sup> choix	heure
4 <sup>de</sup> série : 30 F	4 <sup>de</sup> choix	heure

Nom ..... Adresse ..... Localité ..... Tél. ....

Départ ..... Nombre ..... Prix .....

## ARTS ET SPECTACLES

### Variétés

#### La rentrée de Guy Béart

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le temps joue pour Guy Béart. Parce que s'il a actualisé lui-même de nombreuses chansons folkloriques (*Vive la rose*), ses propres chansons, qui sont « de notre monde en filigrane, de notre monde en miroir » et qui peuvent être chantées par n'importe qui se « folklorisent » presque aussitôt écrites, et certaines deviennent anonymes comme toute chanson populaire, entrent dans le patrimoine français. Il y a bien ainsi une vingtaine de chansons que les Français fredonnent sans savoir qu'elles ont été écrites par Béart.

Quand les gens chantent dans la rue, chez eux ou dans leur mémoire, ils chantent neutre. La voix de Béart aussi est neutre. Elle se veut la voix de tout le monde, celle d'un anonyme du vingtième siècle. Béart chante doux, mais comme il le dit lui-même, il pense « dur ». Les mots sont passionnés, inspirés par des événements, des choses vues ou vécues, mais n'expriment jamais une violence verbale. Ses chansons forment parfois des histoires terribles, posent des décors effrayants (« Le ciel est de fer entre deux chemins »), apportent une information à chaque vers, voire à chaque mot, mais tout est dit, tout est donné à la manière des poètes qui transmettent les choses horribles d'une voix enfantine ou à la manière de cette berceuse africaine que cite volontiers Béart :

Ne pleure pas mon enfant  
Je sais que tu es laid  
Ne pleure pas mon enfant  
Y'a rien à manger.

Béart n'a pas besoin d'emphase apparente. Il chante sans la caricature. Et le fait qu'il ne se préoccupe pas outre mesure de l'habillage confectionné habituellement par l'arrangeur, qu'il préfère laisser les musiciens qui l'accompagnent prendre plaisir à jouer, accentue encore le côté naturel, l'absence d'artifice du chanteur, souligne son authenticité.

Deux chansons de Béart ne se ressemblent pas. On le voit bien à la relecture de ses chansons, dans l'ouvrage publié chez Seghers, ou à l'écoute de ses textes dits avec simplicité par Renaud et Baraqui, notamment cette histoire d'une femme déjà « noyée à demi par la nuit », dont la « parole était violente » et qui va mourir un jour à l'Hôtel-Dieu.

« (...) D'une main qui pleurerait de l'encre sur la mort, il fallait remplir quelques fiches. Moi, je pris le mètre, l'hôpital prit son corps : Ni lui ni elle n'étaient riches. Je revins chaque fois dans les moments permis, j'apportais quelques friandises. Elle me grimaçait un sourire à demi, De l'eau tombait sur sa chemise. Elle ne bougeait plus, alors elle a fait froid :

On avait ouvert la fenêtre, Une infirmière neutre aux gestes [maladroits]. En son Hôtel, Dieu n'est pas maître. La mère m'embrassa sur la main, [me bûnt]. Et moi je ne pouvais rien dire, En murmurant : « Allons c'est fini, c'est fini, Toujours dans un demi-courant. (...) A la Comédie des Champs-Élysées, où il s'est installé pour quarante récétaux et en se faisant accompagner

par un groupe, Béart chante une dizaine de chansons nouvelles (A Amsterdam, Tourbillonneuse, Les enfants de bourgeois, qui jouent à la vie dure, à la rêche, à l'aventure, qui jouent avec les mots, causent parfois quelques anneaux des choses mais « à force de jouer on est l'espérance ») et d'autres, « anciennes », dont on ne sait plus si elles datent vraiment d'hier, si elles ont été écrites il y a trois, dix ou vingt ans.

**CLAUDE FLAUTER.**

\* Comédie des Champs-Élysées, 20 h 45.

\* Guy Béart, *Conteurs et conteurs du temps*, 280 p., Seghers éd.

\* Textes dits par Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, disque Temporal.

### En bref

#### Concerts

##### Teresa Llacuna

Blonde ambassadrice de l'Espagne, Teresa Llacuna proposait des œuvres éclatantes de son pays pour l'avant-dernière soirée du Festival estival, mercredi, à Chopin-Playel. Et l'on retrouvait avec bonheur des pages souveraines que les pianistes ignorent ou dédaignent, on ne sait pourquoi, telles les *Danzas españolas* de Granados, rustiques et mondiales tour à tour. Une âme solitaire s'y lamentait au milieu des rythmes âpres et souples, avec cette poésie nostalgique, raffinée, qu'on a justement rapprochée de celle de Chopin.

Teresa Llacuna n'ignore pas cette mélancolie, ni celle qui se mêle au rêve d'Albéniz dans *Evocación*. Son beau jeu vigoureux point *El Puerto* et la *Fête Dieu à Séville* dans une lumière aveuglante où l'on souhaiterait discerner davantage, peut-être, la malice et la gaieté.

Elle semble surtout proche de de Falla, avec cette rigueur absolue qu'elle fait jaillir déjà de l'atmosphère *Andaluz* et qui s'exprime pleinement dans son interprétation toute de force lyrique de la *Fantasia Barroca*, écrite à la gloire de l'Andalousie romaine, âpre, rude, parfois désolée, où les harmonies guitaresques sont transfigurées dans la plus grande dimension pianistique. Un chef-d'œuvre finement et soigneusement écrit, bati sur la roc, avant les inévitables et populaires *Danzas* de *El muerter* et *Danza del feu*. — J. L.

\* Pour le centenaire de de Falla, Teresa Llacuna a gravé l'intégrale de son œuvre pour piano seul (S.M.I., 065-15007).

Le Centre culturel américain, 2, rue du Dragon, organise le 1<sup>er</sup> octobre, à 12 heures, un entretien public avec Richard Foreman, Alain Robbe-Grillet, Marie-Béatrice Kermine et le 7 octobre, également à 12 heures, avec Robert Wilson, Philip Glass, Daniel Caux, à l'occasion de la présentation par le Festival d'automne du « Livre des splendeurs » (aux Bouffes-du-Nord) et de « *Manhattan on the Beach* » (à l'Opéra-Comique), à partir du 4 octobre.

UGC NORMANDIE VO • UGC ORÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO.  
REX VF • CINÉMONDE OPÉRA VF • GLICHY-PATRÉ VF • BRETAGNE VF  
LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • UGC GODELINS VF

le nouveau film de DINO RISI

**la CARRIÈRE d'une FEMME de CHAMBRE**

AGOSTINA BELLI  
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI

COCHI PONZONI

VILLENEUVE Arlet • SARGELLES Flanades • MONTREUIL Mélie  
PANTIN Garrefour • AULNAY Parlor • PARLY II • ORSAY Uis 2  
ST-GERMAIN GZL • PORT NOGENT Arlet • ARGENTEUIL Alpha

### Cinéma

#### Un éléphant ça trompe énormément

d'Yves Robert

Sur l'humilité, Jean-Loup Debadie, scénariste humoriste, est inimitable. STI n'y avait eu Vincent, François, Paul et les autres, le film de Claude Sautet dont il était le coscuteur, l'histoire qu'il a écrite pour Yves Robert aurait pu s'intituler *Étienne, Simon, Daniel, Bouly et les autres*. Les personnages de ces deux films, en effet, se ressemblent : même milieu social, même maturité adolescente, même joie enfantine à se retrouver ensemble. À communier dans des herbes folles et des engueulades homériques, même complicité fraternelle, lorsque surgissent les coups durs ou les coups de folie.

Une différence pourtant : à la grande sous-jacente, qui colore le film de Sautet, fait place ici une bonne humeur constante. Non que les problèmes qu'affrontent les héros de *Un éléphant ça trompe...* soient sans importance, ni que la tendresse et parfois la mélancolie soient absentes du film, mais parce que, en toutes circonstances, Yves Robert a choisi de nous faire rire.

Prenons, par exemple, le cas de Bouly. Le jour où ce dragueur invétéré, à la fois et si content de lui, découvre que sa femme a quitté le domicile conjugal en emportant meubles et enfants, ses larmes et ses imprécations dépassent tellement la commune mesure que ses amis eux-mêmes ont du mal à garder leur

serieux. Quant à Étienne, haut fonctionnaire quelques peu schématisé et mari jusqu'à l'irréprochable, son aventure avec une coquette de rêve, rencontrée par hasard, tient davantage de la partie de cache-cache ou du staséoplasme sentimental que de la classique « love story » d'un quidam égaré assoté par le démon de midi.

Les malheurs de Bouly et les frasques d'Étienne sont les deux pôles d'un récit qui raconte moins une histoire que des histoires, et qui va allègrement son chemin à travers une suite de sketches et de gags dont chaque personnage est à tour de rôle le héros. Certains de ces sketches sont très drôles (les rapports d'Étienne avec son inséparable sœur et ceux de son indigent épouse avec un étudiant transi d'amour). D'autres semblent plus conventionnels (les querelles qui opposent Simon-le-pessimiste à une mère abusive). D'autres, enfin, demeurent elliptiques (quand il s'agit de nous laisser entendre quel secret dissimule l'exubérance et l'apparente joie de vivre de Daniel).

Dans un film de ce genre, l'importance des acteurs est primordiale. La composition de Jean Rochefort en grand bourgeois lancé sur les sentiers de la débâche est particulièrement savoureuse. Mais les bouffonneries de Guy Bedos (Simon), les piqueries de Claude Brasseur (Daniel), les désespoirs pachydermiques de Victor Lanoux (Bouly) ne sont pas moins divertissants. Encore fallait-il que ces comédiens ne se gênent pas les uns les autres, n'empêchent pas sur le « territoire » du voisin, ils y sont parvenus et c'est finalement à l'homogénéité de leur quatuor qu'un éléphant... doit le plus sûr de son efficacité.

Le film s'achève sur une séquence irréalisable dont Rochefort, cette fois, est le héros solitaire. Chassé du lit — difficilement atteint — de sa bien-aimée par l'arrivée d'un mari ignoré, Étienne se désolait sur une comédie située au septième étage de l'immeuble. Le foule ayant donné l'alerte, la police, les pompiers et la télévision surviennent. Si bien que c'est sous les yeux de la France entière (et de sa famille) qu'Étienne se décide à se jeter (sans risques, grâce aux pompiers) dans la vide.

Chute plaisante pour un mari si soucieux de préserver le mystère de son aventure. Mais chute superbe pour ce joli film qui ne cherche qu'à parler gaiement de ces choses sérieuses que sont le tennis, l'amour des femmes et le mensonge.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Gaumont-Théâtre, Saint-Germain-Studio, Drouot, Lumière, Montparnasse-Palace, Convention, Victor-Hugo, Wepler-Palace, Gaumont-Cambetta.

### LE PALMARÈS DU FESTIVAL DE SAINT-SÉBASTIEN

La « coquille d'or » du vingt-quatrième Festival international du film de Saint-Sébastien a été décernée à la comédie musicale soviétique de Emil Lotmanov *Les Gitanes* sous le ciel. Costa, co-scénariste, du français Jean-Charles Tacchella et Opiada d'un élém, de l'Allemand de l'Ouest Volker Jasty, se sont partagés la « coquille d'argent ». Le prix du meilleur court métrage a été attribué au Yougoslave Milan Klemenovic pour *Ouverture 2012*.

**OSCAR**

**BARRY LYNDON**

un film de **STANLEY KUBRICK**

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES • GAUMONT RIVE GAUCHE • IMPÉRIAL • GAUMONT SUD • GAUMONT 2001 • HAUTEVILLE • 14 h • 17 h 30 • 21 h • 22 h 30 • 12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30

**RECAMIER**

**TOUT CONTRE UN PETIT BOIS**

de JEAN-MICHEL RIBES

avec FRANÇOISE CHRISTOPHE MICHELLE MARQUIS ROLAND BLANCHE STEPHANE BOUY

**BOURSEILLER**

CONCORDE PATHE • LE FRANÇAIS • CARAVELLE PATHE  
MONTPARNASSE 83 • CONVENTION GAUMONT • CLUNY PALACE  
LA FAUVETTE • QUINTEITE • MAYFAIR

ROBERT RAYMOND HAKIM

SYLVIA KRISTEL  
JOE DALLESSANDRO

WALERIAN BOROWCZYK

**LA MARGE**

ANDRÉ PILYRE DE MANDIARGUES

THIAIS Belle Épine • VÉLIZY • ASNIERES Tricycle  
CHAMPIGNY Pathé • ÉVRY Gaumont • PARLY II • GERGY PONTISE  
ENGHIEN Marty • PARINOR • LES NUREAUX Le Club

Je m'inscris









# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés",	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés",	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux

**proximité amiens**  
Vous êtes Ingénieur AM et, après cinq à dix ans d'expérience en production, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. Diriger et coordonner l'action de plusieurs ateliers, savoir organiser le travail, veiller à la productivité, s'imposer en souplesse et avec fermeté, voilà vos atouts pour devenir le **chef d'exploitation du groupement coopératif de vente par catalogue**.  
Vous dirigez 220 collaborateurs, gérez 40 000 m<sup>2</sup> d'entrepôt, traitez 80 000 références en constant renouvellement. Cela implique l'utilisation de techniques informatiques mais aussi le souci du service.  
Écrire à J. THILLY, réf. 3104 LM.

**ALEXANDRETTIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - NICE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

**ALUMINIUM PECHINEY**  
recherche  
**INGENIEURS DEBUTANTS**  
FORMATION GRANDES ECOLES  
pour ses fabrications  
ALUMINE et ALUMINIUM  
Usines ALPES-MIDI-PYRENEES  
Les candidats devront accepter l'éventualité d'un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou Outre-Mer dans quelques années.  
Larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.  
Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ ÉLECTRO-MÉCANIQUE DE BASSE-NORMANDIE**  
recherche  
**INGÉNIEUR**  
DIPLOMÉ ÉLECTRO-MÉCANICIEN  
5 ans d'expérience Fabrication et Méthodes  
Poste à pourvoir : **INGÉNIEUR MÉTHODES DIRECTEUR ATELIERS DE FABRICATION MÉCANIQUE IMPORTATION**  
Écrire avec curriculum vitae et photo à M. GEY, 25, rue de Mamez - 61000 ALLENÇON, qui transmet.

**TRAVAUX PUBLICS**  
Groupe Français de tout premier plan  
recherche pour sa  
DIRECTION RÉGIONALE DE ROUEN  
**Chef du service électrique et instrumentation**  
Ingénieur ou équivalent, forte expérience requise en installations industrielles.  
Adr. C.V., prêtant, photo s/réf. 7618 à :

**LAMCO**  
Conseils d'Entreprises  
78 Champs-Élysées 75008

**JURISTE D'ENTREPRISE**  
Licence en droit  
Formation comptable (DECG ou équivalent) appréciée.  
Expérience 5 à 10 ans.  
Proche de la Direction Générale, il aura pour mission d'assurer et de conseiller les Ets de la Société et les filiales du groupe en matière d'application du droit des sociétés, de la fiscalité, des contrats, de la législation sociale.  
Il sera également chargé au sein du groupe de l'étude et du suivi des contentieux importants.  
Ecr. avec C.V. et présentations : Ets GUTOMARCEL Service Juridique, B.P. 235, 55000 VANNES CEDEX.

**IPTE COLLECTIVITE LOCALE**  
recherche  
pour centre d'animation jeunesse  
avec hébergement SUD-EST.  
1. **DIRECTEUR**  
POUR POSTE A L'ANNÉE  
(AGE 30 min.)  
Expérience animation et gestion.  
Responsabilité sportive.  
DIPLOME SOUHAITE  
Directeur de Centre de vacances  
et de loisir.  
Adr. C.V. prêtant s/réf. 48081.  
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue  
Réaumur, Paris-2, qui transmet.

**IMPORT. CARTONNAGE**  
recherche  
pour centre d'animation jeunesse  
avec hébergement SUD-EST.  
2. **DIRECTEUR**  
POUR POSTE A L'ANNÉE  
(AGE 30 min.)  
Expérience animation et gestion.  
Responsabilité sportive.  
DIPLOME SOUHAITE  
Directeur de Centre de vacances  
et de loisir.  
Adr. C.V. prêtant s/réf. 48081.  
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue  
Réaumur, Paris-2, qui transmet.

## offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Bien implanté dans la diffusion d'équipements d'électronique médicale destinés aux Etablissements hospitaliers  
**KONTRON S.A.**  
recherche :  
pour lui confier la promotion d'une nouvelle gamme de produits hautement performants,  
**UN CHEF DE PRODUITS**  
rattaché directement au Directeur du Département, le candidat retenu devra :  
• définir la stratégie commerciale,  
• organiser les démonstrations et présentations dans toute la France, introduire les produits auprès du réseau commercial qu'il appuiera dans des négociations importantes.  
Une formation supérieure, la pratique de l'anglais et une solide expérience commerciale nous paraissent nécessaires.  
Adresser C.V. avec photo sous référence CPM à KONTRON S.A. - 15, rue du Dôme 92100 BOULOGNE.

**FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
mondialement implantée, fabricant et commercialisant ses produits de haute technologie utilisés dans la composition de matériel propre aux industries de pointe, recherche pour son Siège proche banlieue Ouest :  
**3 ingénieurs commerciaux**  
Formation Ingénieur Grande Ecole d'Électricité ou d'Électronique.  
Ils auront pour mission la prospection et la négociation de contrats auprès des industries électroniques professionnelles, de l'Électricité de France, du Gaz de France, des Installateurs.  
Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable (formation assurée en Europe ou aux U.S.A.).  
Nous pensons que les candidats doivent faire la preuve de leur compétence technique et de leur dynamisme commercial.  
Une expérience industrielle d'au moins trois années est souhaitée.  
Leur promotion est assurée, en France ou à l'étranger. Les conditions de travail et les perspectives de carrière sont susceptibles de satisfaire les plus exigeants. Salaire élevé, nombreux avantages dont voiture de fonction.  
La Société est en constante progression dans l'augmentation du C.A. comme dans la diversification des produits grâce à des Centres de Recherches extrêmement efficaces aux U.S.A. et en Europe.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 76672, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion, le Département d'Électronique Médicale de  
**KONTRON S.A.**  
crée le poste de  
**directeur assistance technique**  
Le candidat retenu :  
• assurera la mise en place d'un service structuré répondant aux besoins d'une clientèle hospitalière qui attache une importance primordiale à la fiabilité des produits.  
• aura la charge des travaux de mise au point avant livraison et de coordination des Agences régionales établies dans les principales villes de France.  
Une solide formation en électronique, des qualités d'organisation, la pratique de l'anglais et une expérience d'assistance technique sont nécessaires.  
Adresser C.V. avec photo sous référence DAT à KONTRON S.A. 15, rue du Dôme 92100 Boulogne.

Nous sommes un solide Groupe Français de Travaux Publics  
Le patron d'un chantier portuaire en  
**AFRIQUE DU NORD**  
cherche son  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF**  
En liaison avec le siège social en métropole, il dirige les services comptables et financiers du chantier ; il règle les problèmes du personnel expatrié et local.  
Il assure de bonnes relations avec les administrations locales et les clients.  
C'est un homme de formation supérieure, Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur. Il a surtout une expérience de 4 ans minimum d'un poste similaire.  
Logement et véhicule sont fournis par l'entreprise.  
Les candidats intéressés adressent un dossier sous réf. 76154 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE**  
(200 personnes)  
recherche  
**CHEF DÉPARTEMENT TECHNIQUE**  
Chargé de la direction d'une équipe d'ingénieurs pour étude et développement de matériels électroniques professionnels.  
Adresser C.V. détaillé à G.C.P. sous le numéro 469, 25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

Recherchons pour  
**CONSEILS ET INTERVENTIONS**  
dans entreprises industrielles moyennes (P.M.I.)  
**CADRE**  
formation supérieure ayant expérience concrète d'entreprise (3 ans), expérience formateur.  
SPÉCIALISTE :  
Commercialisation des produits - Marketing  
Écrire sous n° 78185 B à BLEU Publité, 17, rue Lebel - 93000 Vincennes, qui transmettra.

• VOUS AIMEZ LES RESPONSABILITÉS  
• VOUS AVEZ LE SENS DE LA VENTE  
• VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE  
Nous vous offrons un poste de  
**RESPONSABLE DE PROGRAMME**  
(IMMOBILIER)  
chez un Important Promoteur-Constructeur  
Fixe + commissions + primes + frais.  
Adresser C.V. manuscrit et photo sous n° 74998, CONTEXTE Publité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**  
Centrale ou Ponts et Chaussées  
35 ans environ, ayant une bonne connaissance de la préfabrication lourde, sachant animer des réunions de travail, ayant l'esprit d'analyse et de synthèse et le sens de la rédaction de textes officiels.  
Adr. C.V. et présentations au C.S.T.E. 4, av. du Recteur Polinard 75016 PARIS

**BANQUE DE BOSTON**  
recherche  
**ATTACHÉ DE DIRECTION**  
- 3 ans d'expérience minimum dans une banque.  
- Formation universitaire supérieure complétée si possible par un M.A. d'une université américaine.  
- Connaissance de tous les mécanismes de crédit à court et moyen termes.  
- Goût des contacts commerciaux.  
- Espoir clair et réaliste.  
- Bilingue anglais-français.  
Envoyer C.V. Service du Personnel, 104, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Importante Société de Distribution à CASABLANCA  
**Matériel de Bureau et Papeterie**  
recherche  
**DIRECTEUR FINANCIER**  
Rattaché au Président-Directeur Général, il aura la responsabilité de tous les problèmes de gestion, comptabilité, trésorerie et finances.  
Ce poste de haut niveau s'adresse à des candidats diplômés d'une Ecole Supérieure de Gestion (E.S.G.), E.S.E.C., SUP de CO, E.C.N.C., CENTRALE, connaissant l'information et ayant une expérience de 8 ans minimum dans un secteur comptable et financier.  
Envoyer C.V. détaillé et prêtant s/réf. 319, à : SWERTS, B.P. 235, 75241 PARIS CEDEX 09, q. fr.

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES**  
recherche  
**CHEFS D'AGENCE**  
- Région Sud Paris (Etampes)  
- Département de l'Eure (Vernon)  
- Rompez aux différents aspects du cycle de construction appliqué à la maison individuelle, il est aussi bon négociateur technique et commercial que bon gestionnaire.  
C'est un véritable Chef d'Entreprise intéressé aux résultats de son Agence.  
Rémunération non inférieure à 72.000 F par an + indemnité + intéressement.  
Postion Cadre.  
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 48086 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui transmettra.

**FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS**  
proche banlieue SUD-EST PARIS  
recherche  
pour son service EXPORTATION  
**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
- Environ 30 ans ;  
- Cadre ayant si possible expérience commerciale dans les pays de l'Est ;  
- Allemand-anglais courant ;  
- Se verra confier progressivement responsabilité du marché des pays de l'Est ;  
- Sans rattaché au Directeur exportations.  
Envoyer cur. vitae et présentations à n° 76773, CONTEXTE Publ., 20, av Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**BANQUE PRIVEE**  
recherche pour la prospection et l'entretien d'une clientèle de professionnels, titulaires et de commerçants  
**excellent démarcheur**  
Le poste est à pourvoir en Agence parisienne et exige :  
- une très bonne présentation ;  
- le don et l'habitude des contacts humains ;  
- la connaissance des placements et autres produits bancaires déjà acquis par la pratique du poste.  
Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire annuel désiré sous référence 7315 à  
OF Organisation et Publicité, 104, Champs-Élysées, 75008 Paris.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE MULTINATIONALE**  
Leader Mondial dans un secteur d'Équipements de pointe destinés à l'Industrie du  
**pétrole off-shore**  
PARIS. DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER  
**ingénieurs technico-commerciaux**  
Possibilité de carrière exceptionnelle dans un groupe en très forte expansion pour des candidats :  
• Diplômés de Grandes Ecoles à dominante mécanique  
• Ayant l'expérience de la négociation de marchés importants, le goût de la vente et des contacts internationaux.  
• Agés de 30 ans minimum. Anglais impératif.  
Préférence sera donnée aux candidats connaissant l'industrie pétrolière.  
Toutes informations sur cette offre seront données conditionnellement en télécopie du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 16h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.  
RÉFÉRENCE 883  
65, avenue de Wagram 75017 Paris

**GROUPE INTERNATIONAL DE VENTE PAR COURTAGE**  
cherche  
**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
ayant grande expérience de la conduite d'un réseau de courtage, capable d'animer et de motiver un réseau, tant en France qu'à l'étranger.  
Nous offrons position intéressante avec un champ d'activité étendu.  
Débutant s'abstenir.  
Prévoir faire offres avec C.V., références et prêt. sous chiffrage A. 16 - 5882.  
PUBLIMOTAS, CH-1311 GENEVE 2.

**PRESIDENT IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPRIMERIE**  
équipée de façon moderne  
cherche  
**adjoint direct**  
Capable d'assurer la Direction Générale dans toutes les activités de management.  
Une connaissance approfondie du métier est indispensable, ainsi que l'habitude de la conduite des hommes et des structures financières.  
Si vous répondez à ces critères, écrivez à CAPIC, 18 rue Volney, 75002 Paris, en envoyant C.V. deux références et échantillon sous numéro 76067.  
Demande absolue sursis.





**constructions neuves**

## bureaux

navillons

**proprietás**

est  
e at d'ang  
part, vd  
CARACT.  
tout cit,  
au total,  
vge, grand  
ir. a/terr.  
en cours  
95.000 F.  
11 heures  
URGENT.  
III<sup>e</sup> siècle  
uvre bon

ertes, Vue  
 à proxi-  
 CIN, 8, bd  
 IT-REMY-  
 ph. : (90)  
 et MAI-  
 village bd  
 E CLAS-  
 2, 8 ch.,  
 ces, parc  
 ennaires.  
 RRASSE  
 90 Orpi

100 m<sup>2</sup> terr.  
 t. él. ch.  
 URGET  
 5 terr.  
 0 pièces.  
 PROPRIETE  
 terr. env.  
 ménages.  
 PROP.  
 s et demi  
 res.  
 CHE-SUR-  
 1860 en  
 pièces.  
 maison

blique  
 LYON  
 1 - Salle  
 standing.  
 plusieurs  
 267-36-29  
 eille Ppté  
 part. par.  
 2 salons.  
 te, office,  
 5 chbres,  
 etc.  
 ner au :

parc de  
3 chbres,  
prenable.  
909-52-32

ma sur  
p. pples.  
tel., gar.  
-26 soir.

---

MELUN,  
TE 4 à  
nalisation  
COFIF,  
ELUN.

---

erbes

**ELLE**  
N ETAT  
village,  
et élect.  
ls. Belle  
os. plein  
ossible).  
Marseille  
-11-59.  
bons.

---

**QUEST**

**STUEE**  
**ULEURS**  
 ré  
 Espagne  
 loggia,  
 garden.  
**PARC**  
**SUR**  
**BOISE**  
 8-32-83  
 8-33-24  
 ante  
**ETE**  
 , chemi-

bains  
 az. Joli  
 ab. Prix  
 NDEAU-  
 Cope-  
 L. 620

---

ropriété  
 », 7 p.  
 ardiens.  
 UE  
 -49  
 -83  
 aris 8°.

J. Belle  
 séjour.  
 s avec  
 2 wc,  
 d. (très  
 in clos,  
 lité.  
 St-Louis  
 dirn.

ES  
pailles, salon  
coutures,  
ornements  
rr.-culs.  
ss, 2 s.  
nagesab.  
chauff.  
i atten.  
pièces  
p., c.  
occabls.  
RED.

rs (28).  
31  
entre  
privée.  
ppales  
000 F.  
k-end  
DENT.  
ARNE

00 m2,  
b. toll.  
inspect.  
86-02-02

HA.  
ans.  
000 F.  
nnel.  
privac.  
ande :  
ROSSE  
8-22-39.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

# PRETS IMMOBILIERS.

## AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

**D**ès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent. C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans. Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder en détail. Sachez simplement que les Caisses d'Epargne prêtent. Et que les prêts de l'Eureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret. **Le taux des prêts de l'Eureuil est parmi les plus bas du marché.** Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Eureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F ailleurs. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Eureuil. **Tout le monde peut demander un prêt de l'Eureuil.** Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Epargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement. **Les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil : sans épargne.** Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Eureuil sont différents des formules du type Epargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillerons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous. En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Epargne de l'Eureuil la plus proche de chez vous. Parce que l'Eureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



### L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Epargne :

PARIS - 21 rue Etienne Marcel - 75002 PARIS - Tél : 236 63.94 - 236 66.93 - 236 67.16 - 236 65.47	MANTES-LA-JOLIE 78203 - Tél : 477 01.43	VERSAILLES 78000 - Tél : 950 92.05
COULOMMIERS 77120 - Tél : 403 02.03	MEULAN 78250 - Tél : 474 01.14	CORREILLES-LES-BAINS 91103
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél : 422 27.05	POISSY 78302 - Tél : 979 25.56	Tél : 088 92.90 +
MEAUX 77101 - Tél : 434 00.35	RAMBOUILLET 78120 - Tél : 483 85.45	DOURDAN 91410 - Tél : 492 73.79
MELUN CEDEX 77004 - Tél : 437 05.48	SAINT-GERMAIN CEDEX 78103 - Tél : 973 38.73	ETAMPES 91150 - Tél : 494 00.35
MONTREAU 77130 - Tél : 432 01.30		CEDEX 91150 - Tél : 031 00.88
PROVINS CEDEX 77160 - Tél : 400 01.21		

## AUTOMOBILE

### L'italienne de chez Renault

La Renault 14 a reçu le Grand Prix 1976 de l'Institut français de l'esthétique industrielle, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue mardi à l'Uasaco, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, et de M. Vernier-Pellier, directeur général de la Régie.

C'est la première fois que le Prix d'esthétique industrielle, créé il y a vingt-trois ans pour promouvoir une production mieux conçue, est décerné à une automobile. On aurait plutôt pu le donner à la R 12, qui est une fort belle voiture, mais cela aurait été un peu injuste. M. Barre présente son plan d'audace et annonce une augmentation substantielle du prix du carburant. La R 14, les spécialistes de l'automobile la tiennent pour une bonne voiture, mais son esthétique les a laissés perplexes. Justement, une Renault qui n'est ni utilitaire, comme la R 4, ni laide comme la R 5, ni faussement volumineuse comme la R 12, ni intelligente et rationnelle comme la R 5...

Avec la R 14, c'est le maniérisme qui entre chez Renault : formes courtes et douces, galbes convexes et concaves qui lissent la peau de la tôle sur le châssis. Elle a une taille de guêpe et, proportionnellement, un arrière de pachyderme. C'est la plus « désignée » des voitures de la Régie. L'italienne de chez Renault.

Or le renouvellement du style Renault, les Français ont appris à le connaître depuis 1945 : c'est l'utile et le fonctionnel pour le plus grand nombre, devenu au fil des ans plus élaboré. Ces dernières années, ce fut l'invention de cette cinquième ou troisième porte du hayon arrière. Soudain, Renault faisait entrer dans le domaine de l'automobile, qui en était encore à l'« âge infantile » d'instrument de représentation de son propriétaire, un facteur utilitaire pour ainsi dire dévalorisant. Elle fut accueillie froidement, puis acceptée et, ensuite, copiée.

Avec sa cinquième porte, qui inscrivait à l'arrière toute la puissance de cette traction avant, on peut dire que la R 14 est une italienne bien française. Française car de tous les produits industriels, l'automobile est sans doute avec l'architecture des grandes tours une des rares à véhiculer les particularités du goût. Ce sont deux produits de la technique où entre une certaine part de création sensible et imaginaire. A preuve, les Italiens qui excellent dans le « design » de l'architecture contemporaine, font merveille dans la carrosserie automobile. Ils produisent beaucoup de voitures-éclatées qui intègrent logiquement l'aérodynamisme et le style. Le « design » des voitures ne relève pas du processus rationnel.

Aujourd'hui, chez Renault aussi on parle de « sculpture » de formes, d'expression de la ligne, immobilière ou en marche, la forme d'une voiture doit « parler ». Mais dans le domaine du « design », tous les langages ne sont pas forcément siobres. Souvent un effet de style n'est qu'une manière plus ou moins élégante de dissimuler une lacune.

On peut donc se demander pourquoi la Régie n'a pas « extrapolé » la si intelligemment sobre R 5 pour en faire un modèle plus grand. Cela s'est révélé impossible. La R 5 est une machine « fermée », changez ses proportions, son harmonie au défaut. Elle est un exemple du « design » de premier ordre. D'où la conception de cet autre modèle qui permet de prendre place parmi la clientèle de l'auto-objet encombré.

La publicité l'a appelée l'« auto du bonheur ». C'est affreux de goût, c'est plus dans le dessin et moins dans l'usage que la Régie a innové. Mais ce prix d'esthétique marque sans doute un tournant chez Renault, où l'on admet aujourd'hui que le « design » comptera de plus en plus dans la conception des voitures à venir. Après avoir surtout construit des « machines à rouler », elle envisage de créer aussi des « machines à regarder ». Mais la fonction du plus beau, argument souvent déterminant en économie de consommation, ne saurait être une qualité ajoutée. Elle doit découler de la totalité de la conception.

Ainsi, chez Renault, l'ère du « progrès » des formes commence avec la R 14. Mais c'est peut-être dans le fond que le concept automobile a besoin d'avancer.

JACQUES MICHEL

### Matra-Simca Bagheera : le changement dans la silhouette

Ce que l'on retiendra, surtout des Matra-Simca Bagheera 1977 se trouve dans la silhouette que modifient un nouveau dessin du pavillon, des pare-chocs développés et montés haut, un nouveau capot et de la surface vitrée en plus.

Un observateur perspicace notera en outre que les Bagheera d'aujourd'hui font 3 centimètres de plus en longueur, 4 centimètres de plus en hauteur, que 10 décimètres cubes supplémentaires sont donnés pour casser la valise, qui ne tenait pas dans le coffre maintenant entièrement tôle et donc, plus étanche.

Assis et volant en main, ce qui saute aux yeux, ce sont les marquages en rouge sur fond noir des indications du tableau de bord.

Les autres modifications sont plus discrètes : rapports de boîte allongés, démultiplication de la direction modifiée, poids total supérieur de 30 kilos, répartition différente des masses, nouvelles barres de torsion. Ces innovations se répercutent, elles, à la conduite, toujours aussi sûre mais différente, plus sage, ce qui paradoxalement réclame peut-être plus d'attention de la part du conducteur, tenté, avec moins de décibels dans les oreilles, d'en faire plus que n'autorise la voiture.

Les deux moteurs disponibles sont les mêmes que ceux qui équipaient les Bagheera première génération : en 7 CV pour le modèle de base, en 8 CV pour la « S ». Troisième version, la Bagheera « Courrèges » bénéficie de petits raffinements d'équipement supplémentaires, et pour toute la

gamme les prix sont modifiés : 37 300 F, 40 730 F, et 43 510 F. — C. L.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75227 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23

A B O N N E M E N T S  
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
et COMMUNAUTE (sauf Algérie)  
30 F 100 F 232 F 380 F

TOUS PAYS ETRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
165 F 210 F 485 F 680 F

ETRANGER  
(par messagerie)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
115 F 210 F 307 F 400 F

II. - TUNISIE  
125 F 231 F 337 F 448 F

Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) ou par mandat bien jointure de chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (doivent être envoyés au moins deux semaines avant leur départ).

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Ne vous contentez pas  
de l'avis des autres, allez chez  
votre concessionnaire Peugeot  
essayer les nouvelles 104.**

Peugeot fait confiance à

A partir de 19 950 F I.C.I. en main. J. Tarif au 12/07/76.

Comparez entre elles les  
trois nouvelles berlines 5 portes  
5 places, la 104 GL 5 CV, la 104  
GL 6 CV, la 104 SL 6 CV, qui  
savent s'y prendre différemment  
pour vous mettre à l'aise partout.

**PEUGEOT**  
Nouvelles 104.  
Soyez à l'aise partout.

سازا به حال دل



OBILE  
chez Ren

سكنا في المنزل

# POLICE

## M. PINAUD DEVIENT CHEF DES C.R.S.

Sur décision de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'interieur, M. Roger Gros, chef du service des compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.), assurera désormais les fonctions de chef du service central des sports de la police nationale, service nouvellement créé. M. Gros sera remplacé à la tête des C.R.S. par M. Robert Pinaud, qui était son adjoint depuis trois années.

Le service central des sports de la police nationale a été créé pour permettre une animation rationnelle du sport policier. M. Gros est chargé d'étudier les actions à mener afin de développer le sport au niveau des différents services.

Né en 1923 à La Ferté-Hauterive (Allier), M. Robert Pinaud, ancien élève de l'école nationale supérieure de police de Saint-Cyr-la-Fontaine, a fait sa carrière dans les C.R.S. où il fut successivement officier à la 121<sup>e</sup> à La Rochelle, officier de paix principal puis commandant à l'escadron des C.R.S. à Paris, qu'il quitta en 1969 pour prendre le commandement de la C.R.S. n° 5 à Massy (Seine-et-Oise). M. Pinaud est nommé en 1973 commandant de groupement à Paris, où il exerce depuis cette date les fonctions d'adjoint au chef de service des C.R.S.

## L'AFFAIRE DE VATHAIRE

### Quatre heures d'audition pour Mme Bernadette Roels

Cinq jours après avoir interrogé M. Hervé de Vathaire («le Monde» daté 19-20 septembre), M. François Petot, juge d'instruction, a entendu, le 22 septembre, au palais de justice de Paris, durant près de quatre heures, Mme Bernadette Roels, trente-six ans, l'amie du directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault.

Mme Roels avait déjà été longuement interrogée par la police au mois de juillet après la disparition de M. de Vathaire. Après que ce dernier eut été dérobé, le 6 juillet, 8 millions de francs sur le compte de M. Marcel Dassault, elle avait rejoint, à Divonne-les-Bains (Ain), M. de Vathaire, qui se trouvait en compagnie de Jean Kay («le Monde» du 15 septembre). Puis elle était revenue à Paris, avec une lettre rédigée par M. de Vathaire et dans laquelle celui-ci accusait Jean Kay de s'être emparé des 8 millions de francs et du dossier établi sur certaines opérations financières du groupe Dassault. M. de Vathaire avait également remis à Mme Roels un résumé en seize pages de ce dossier.

## A Metz INCIDENTS APRÈS LA CONdamnATION D'UN INSOUMIS A DEUX ANS DE PRISON

Le tribunal permanent des forces armées de Metz a condamné, mardi 21 septembre, à deux ans de prison pour insoumission, M. Jean-Luc Stute, vingt-trois ans, originaire de Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle). Membre de l'I.C.L.I. (Insoumission collective internationale), M. Jean-Luc Stute avait été arrêté puis incarcéré le 3 février à l'occasion du procès de M. Jean-Louis Soulié.

An terme de ce procès, qui vit défiler une vingtaine de témoins, le père du condamné, M. Bernard Stute, voulut rendre son livret militaire, ainsi que celui de son beau-frère. Le tribunal ayant refusé de les prendre, il déchira les fascicules, ce qui donna lieu à de vifs incidents. Expulsé une première fois de la salle d'audience, puis de la cour du T.P.F.A., le public qui manifestait fut l'objet, à la sortie, de nombreuses vérifications d'identité.

## Deux étudiants sont inculpés au titre de la loi «anti-casseurs»

De notre correspondant

Brest. — M. Goulllette, doyen des juges d'instruction à Brest, a inculpé, mercredi 22 septembre, en vertu de la loi «anti-casseurs» deux étudiants à qui il est reproché leur participation à une manifestation contre la réforme du second cycle de l'enseignement supérieur.

Les faits remontent au 7 avril 1976. Ce jour-là, un groupe d'étudiants avaient envahi la gare de Brest, empêché le départ d'un train de voyageurs à destination de Paris et tracé des inscriptions hostiles à la réforme et au pouvoir. L'un des étudiants inculpés est M. Jean-Paul Cam, ancien président de l'Association générale des étudiants de Brest, affiliée à l'U.N.E.F. Il est poursuivi pour «dégradation de biens, en l'espèce de wagons de la S.N.C.F., du fait d'une action concertée menée à force ouverte contre un groupe».

VAGAB a protesté contre cette inculpation, d'autant plus qu'à l'époque de la manifestation elle avait exprimé publiquement son désaccord à une marche sur la gare. Le second étudiant, visé par la même inculpation, est un militant de la Ligue révolutionnaire, M. Pierre Le Goff, accusé en outre d'avoir été l'organisateur de la manifestation.

● Maria Syrgos confirme qu'elle avait été violée par un policier. — Interrogée, mercredi 22 septembre, par M. Alain Verrier, juge d'instruction à Paris, Maria Syrgos a renouvelé les déclarations qu'elle avait déjà faites à la prison de Fleury-Mérogis à son avest gras, afin d'exposer les motifs qui l'ont poussée, le 12 août dernier, à blesser mortellement un policier, l'inspecteur Jean Rénard dans le commissariat du treizième arrondissement.

La jeune fille a confirmé qu'elle voulait se venger du policier, qui l'interrogeait, un an auparavant, sur un vol commis dans un magasin, avait abusé d'elle en menaçant de la faire expulser.

# SOCIÉTÉ

## DANS LA LOIRE

### Protestations contre une cérémonie à la mémoire de Mgr Mayol de Lupé

Mercredi 22 septembre, à l'ouverture de la deuxième journée du conseil général de la Loire, présidée par M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, M. Thé Vial-Massat, conseiller général de Firminy (P.O.), a fait état d'une information émanant du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, selon laquelle, dimanche prochain, à Lupé, petite commune du canton de Péussin (Loire), est prévue une journée-pèlerinage «à la mémoire du comte Mayol de Lupé», qui fut amant de la légion des volontaires contre le bolchevisme et de la division SS Charlemagne.

Selon la convocation reproduite par le M.R.A.P., présidant un défilé à Lupé, le samedi 27, à 13 heures, d'un «repas de l'unité», une messe sera dite «pour le repos de l'âme de Mgr le comte Mayol de Lupé et de ses amis morts dans les combats. Les camps, les prisons, les fusillés par les pelotons d'exécution, morts fidèles à leurs idées, à notre idéal».

M. Vial-Massat a demandé au préfet d'interdire cette manifestation après avoir exprimé sa désapprobation des organisations de la Résistance, qui considèrent que cette réunion prône une insurrection et se prépare à la répression.

De son côté, la Fédération nationale des déportés et internés résistants de la Loire s'est associée à cette protestation. Ce n'est pas la première fois qu'une telle manifestation annuelle se déroule à Lupé, dans le cadre de la propriété privée de la famille Mayol, jusqu'à présent mais elle avait échappé à toute publicité.

# SPORTS

## CYCLISME

### Paris-Bruxelles : Gimondi, à trente-quatre ans...

De notre envoyé spécial

Alseberg. — Paris-Bruxelles, ou, plus exactement, Senlis-Alseberg, a été commencé, mercredi 22 septembre, par une longue échappée de trois coureurs : le Néerlandais Den Hertog, le Luxembourgeois Gilson et le Luxembourgeois Gilson, qui ont pris jusqu'à vingt minutes d'avance sur un peloton indifférent.

Cette épreuve défigurée, qui fut autrefois une classique de large audience, justifiait ainsi certaines craintes. Elle n'était, en somme, qu'une simple séance d'entraînement en vue de Paris-Tours (Tours-Vernailles). De toute évidence, elle s'adressait à des hommes fatigués par une saison trop dense, reboutés de surcroît, par une distance excessive. Quatre-vingt-six des cent vingt-sept partants jugèrent inutile d'effectuer la totalité des 312 kilomètres, et parmi les rescapés qui avaient atteint Alseberg beaucoup renoncèrent à accomplir les deux tours supplémentaires du circuit accidenté de Rhode-Saint-Genèse.

La réussite des attaquants eût été à la fois sympathique et décevante. Sympathique dans la mesure où elle aurait sanctionné la victoire des audacieux sur les attentistes. Décevante parce qu'elle aurait été acquise en l'absence d'une véritable opposition. Sans exception, Paris-Bruxelles se joue en territoire belge, sur les routes du Borinage, et une avance d'un quart d'heure au passage de la frontière — 100 kilomètres de l'arrivée — n'assure pas une marge de sécurité suffisante à des coureurs qui ont laissé une partie de leurs forces dans un combat difficile. Quand le peloton trouve sa vitesse, le crocodile, il compte le terrain plus vite qu'il ne l'a perdu : il absorbe Den Hertog et Gilson (qui avaient lâché Hauvieux) à 25 kilomètres du but, ce qui revient à dire qu'il réalisait un écart de quinze minutes en l'espace de 65 kilomètres.

### Dix ans plus tard

Dès lors, l'affrontement change d'aspect et de signification, les «pêcheurs» prenant le relais des marathoniens. En la circonstance, Felice Gimondi se révèle le mieux inspiré, le plus efficace, et gagna pour avoir surpris Masetti ainsi que Kuiper au bon endroit.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette victoire inattendue de Gimondi, c'est qu'elle survient dix ans tout juste après son premier succès dans le monde. Paris-Bruxelles et qu'elle coïncide avec une défaillance assez préoccupante de Merckx, contraint à l'abandon dans les derniers kilomètres. Elle confirme, avec le recul, la haute valeur des routiers de la précédente génération et donne à penser que, dans le temps où l'on vantait la super-classe du super-Merckx à grands renforts de superlatifs, on sous-estimait peut-être ses principales adversaires, en particulier Gimondi, qui restait dix ans, quatre ans, un exemple pour les jeunes professionnels.

JACQUES AUGENDRE

# Le Doge: le m<sup>2</sup> qui a le plus de charme à Paris.



A Paris, il y a des quartiers tumultueux et les quartiers où l'on trouve encore des artisans, des petits bistrot, comme au bord du Canal de l'Ourcq.

Là, un immeuble sans conformisme, le Doge, y a pris une place de choix. Face à ses propres jardins, tout près des Buttes Chaumont, pas trop loin du périphérique et des grands magasins.



Le Doge : une architecture en relief, aux façades majestueuses et pures. L'ensemble formé de 3 immeubles, respectueux du quartier, regarde les péniches éclusées. Quel charme!

Et quel charme. A l'entrée, les halls sont fleuris, tous décorés d'œuvres de Briard. A partir du 2<sup>e</sup> étage tous les living ont leurs balcons plongeant soit sur le jardin, soit sur le canal. Tandis que les larges baies à l'italienne inondent de lumière les intérieurs.

Les appartements sont bien faits. Pas de surfait du solide. Les planchers comme les murs sont épais. Du solide soigné : des salles de bains couvertes de grès émaillé, doux aux pieds. Des chambres habillées de papier de soie, des moquettes tendres avec thibaudes.

Le Doge a déjà pris vie. Les 3/4 des appartements sont habités. Il reste des studios (entièrement équipés), des 2, 3, 4 et 5 pièces disponibles immédiatement. Visitez-les.

Le m<sup>2</sup> à 4300 F c'est rare dans un coin de Paris qui a autant de charme. C'est unique pour une construction aussi sobre.

Renseignements et vente sur place, les lundis, mercredis, jeudis et samedis de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Et les vendredis et dimanches de 14 h à 19 h. Tél. 60738.55. 18, quai de la Marne, 75019 Paris.

Et à **sivegi**  
15, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.  
Tél. : 260.30.00.



Pour recevoir une documentation gratuite sur le Doge, nous retourner ce bon.

Nom \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Investissement ☐ Résidence principale ☐



Livraison immédiate. 4300 F le m<sup>2</sup>

Amica Bagheer

Le Bile

EURO  
M. V. 104  
à l'aise pour

# marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet

12, avenue victoria, paris 1<sup>er</sup> - 233.71.06

A VENDRE LE MARDI 28 SEPTEMBRE 1976 A 14 H 30

## AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

LOCAL - 15 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE

PARIS 75008, rue Lavoisier, 25.  
• Rez-de-chaussée : une pièce, cuisine.  
• Mise à prix : 10 000 F • Consignation pour enchérir : 4 000 F.

APARTEMENT - 65 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE

PARIS 75012, cours de Vincennes, 12-14.  
• Cinquième étage : entrée, deux chambres, salon, cave.  
• Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
Visites : Tél. 344.19.30, Mme GUITON.

M<sup>me</sup> R. CAUCHEFER et R. LIVIAN, 29, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30.

APARTEMENT - 31 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE

PARIS 75017, rue Legendre, 171.  
• Cinquième étage : deux pièces et cave.  
• Mise à prix : 70 000 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
Visite les lundi et samedi de 11 à 18 heures.  
S'adresser à la gardienne au 167.  
M<sup>me</sup> J. CHALLIN, M. DALLOT, 26, bd Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. 770.52.66.

APARTEMENT - 67 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE

PARIS 75017, rue Pierre-Duport, 48.  
• Sixième étage • Trois pièces, balcon, terrasse, cave, chambre de service.  
• Mise à prix : 357 500 F • Consignation pour enchérir : 45 000 F.  
Visites : Tél. 622.03.10 poste 97.  
M<sup>me</sup> R. DELOUIS, 5, rue Logezbach, 75017 Paris. Tél. 622.03.10.

TERRAIN - 398 M<sup>2</sup> LIBRE

PARIS 75022, av. A. Bidard, 60 - rue G. Courbet, 2-4.  
• Terrain avec construction à usage de garage.  
• Mise à prix : 75 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.  
Visites : Tél. 07.17.44.  
M<sup>me</sup> A. PINEAU, 42, rue Vignon, 75009 Paris. Tél. 07.17.44.

PAVILLON SUR 1213 M<sup>2</sup>

SAINT-GERMAIN-DES-LOYES 75006, rue Paradis, 37.  
• Construction début du siècle en bon état • Couverture indolite • Travaux récents : carrelage, parquet, vitraux et enluminures, jardi, garage.  
• Le tout dans un environnement.  
• Loyer 42 000 F.  
• Mise à prix : 1 450 000 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : Vendredi de 14 h à 18 h.  
M<sup>me</sup> J. GODET, 49, rue des Petites-Écoles, 75010 Paris. Tél. 770.22.30.

ENSEMBLE INDUSTRIEL SUR 10 200 M<sup>2</sup>

VITRY-SUR-SEINE 94400, quai Jules-Guesde, 18.  
• Parcelle 7350 m.  
• Plusieurs bâtiments en bon état, couverture tuile, à usage d'atelier de mécanique, de magasin et de bureaux, certains situés sur sous-sol à fondation spéciale.  
• Cours et chemins entre et autour des bâtiments.  
• Force électrique autonome • Transformateur • Parc à charbon • Hangar.  
• Accès direct à voie ferrée avec la S.N.C.F.  
• Mise à prix : 2 200 000 F • Consignation pour enchérir : 500 000 F.  
Visites : M. MAESTRI, uniquement le matin, Tél. 77.06.06.  
OFFICE NOTARIAL, 54, avenue Victor-Hugo, 75010 Paris. Tél. 50.15.50.

A VENDRE LE MARDI 5 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

## AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

7 APPARTEMENTS

PARIS 75012, rue de Madagascar, 5-7-8 et 9.  
• Immeuble pierre de taille • Ravagé récemment • Quartier calme près du bois de Vincennes.

APARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Cinquième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 128 F.  
• Mise à prix : 39 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 43 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Premier étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 278 F.  
• Mise à prix : 68 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 43 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage • Chambre, séjour, cave.  
• Loyer : 1 516 F.  
• Mise à prix : 68 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 37 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Cinquième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 182 F.  
• Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Sixième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 428 F.  
• Mise à prix : 37 700 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 37 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Premier étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 558 F.  
• Mise à prix : 59 200 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage • Chambre, séjour, débarras, cave.  
• Loyer : 1 064 F.  
• Mise à prix : 40 800 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

Visites : M. PERREY - Tél. : 265-44-94.  
M<sup>me</sup> P. CHARDON, notaire, 63, bd Haussmann, Paris 75008 - Tél. : 265.48.00.

2 APPARTEMENTS

PARIS 75005, rue St-Georges, 31.  
• Bel immeuble bourgeois, Second Empire, Angle rue St-Lazare.  
• Quartier Notre-Dame-de-Lorette.

APARTEMENT - 53 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Cinquième étage • Chambre, séjour, entrée, cave.  
• Loyer : 3 520 F.  
• Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.

APARTEMENT - 49 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Cinquième étage • Chambre, séjour, entrée, cave.  
• Loyer : 2 572 F.  
• Mise à prix : 90 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.

Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01 - 343.48.15.

STUDIO ET BOUTIQUE

PARIS 75003, rue Voltaire, 6.  
• Bon immeuble élevé sur terre-plein.

STUDIO - 20 M<sup>2</sup> LIBRE

• Deuxième étage • Cuisine et chambre.  
• Mise à prix : 75 000 F • Consignation pour enchérir : 15 000 F.

BOUTIQUE - 29 M<sup>2</sup> LIBRE

• Boutiques 29 m<sup>2</sup> • Antre-Boutique 14 m<sup>2</sup> et Cours 8 m<sup>2</sup>.  
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.  
Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.49.01 - 343.48.15.

7 APPARTEMENTS ET ATELIER

PARIS 75011, rue de Meudon-Joly, 18.  
• Immeuble récemment rénové. Parcs, couronnes en bon état.

APARTEMENT - 31 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Premier étage • Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 354 F.  
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Premier étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.  
• Loyer : 654 F.  
• Mise à prix : 35 000 F • Consignation pour enchérir : 7 000 F.

APARTEMENT - 22 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Premier étage • Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 590 F.  
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 23 M<sup>2</sup> - 1 PIECE

• Troisième étage • Entrée, chambre, cave.  
• Loyer : 650 F.  
• Mise à prix : 20 000 F • Consignation pour enchérir : 4 000 F.

APARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Cinquième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.  
• Loyer : 1 716 F.  
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 26 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage • Entrée, séjour, chambre, deux caves.  
• Loyer : 654 F.  
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APARTEMENT - 53 M<sup>2</sup> - 3 PIECES

• Deuxième étage • Entrée, séjour, deux chambres, deux caves.  
• Loyer : 2 022 F.  
• Mise à prix : 55 000 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

ATELIER ET UNE PIECE - 44 M<sup>2</sup> LIBRE

• Rez-de-chaussée avec deux caves.  
• Mise à prix : 80 000 F • Consignation pour enchérir : 18 000 F.

Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01 - 343.48.15.  
M<sup>me</sup> J. BAILLOUX, notaire, 77800 Quincy-Voisins - Tél. : 004.03.03.  
M<sup>me</sup> D. ADER, P. BOCHET, 228, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 544.38.70.

A VENDRE LE MARDI 12 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

## AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

APARTEMENT et JARDIN PARIS 18<sup>e</sup>

2 CHAMBRES DE SERVICE LIBRE

3, Place de Ternes - Immeuble ancien - Rez-de-chaussée : Cuisine, cave et jardin de 107 m<sup>2</sup>.  
• Mise à prix : 254 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.

2 PIECES ET TERRAIN LIBRE

• Rez-de-chaussée • Rez-de-chaussée : Cuisine, cave et jardin de 107 m<sup>2</sup>.  
• Mise à prix : 254 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.

CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE

• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE

• Mise à prix : 40 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.

2 PIECES ET BALCON LIBRE PARIS 6<sup>e</sup>

3, rue des Beaux-Arts - Immeuble ancien.  
• Cinquième étage, deux chambres - Sixième étage, débarras - cave.  
• Mise à prix : 180 000 F • Consignation pour enchérir : 35 000 F.

Visites : sur place Mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.  
M<sup>me</sup> J. MANOT de la QUERANTONNAIS, G. BELLARGENT, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS - Tél. 260.31.12.

IMMEUBLE COMMERCIAL LIBRE PARIS 2<sup>e</sup>

29 et 31, Passage Choiseul et 38, 38, rue Daumesnil.  
• Sur cave, rez-de-chaussée comprenant grande boutique. Deux étages de deux pièces chacun. Cuisine, Troisième étage (laboratoire).  
• Superficie 120 m<sup>2</sup>. Construction 1860.  
• Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.

Visites : Lundi et vendredi de 14 h à 17 h.  
M<sup>me</sup> M. PICHON, 8, Boulevard de Sébastopol, Paris 4<sup>e</sup>, Tél. 277.76.10.

13 APPARTEMENTS PARIS 20<sup>e</sup>

138-141, rue Pajol - Immeuble rénové - Bon aspect.

3 PIECES LOUE

• Rez-de-chaussée - 51 m<sup>2</sup>. Entrée, séjour, 2 chambres, cave.  
• Loyer : 1 257 F.  
• Mise à prix : 51 000 F.

1 PIECE LIBRE

• Rez-de-chaussée - 12 m<sup>2</sup>. Une pièce, cuisine, cave.  
• Mise à prix : 25 000 F.

1 PIECE LOUE

• Rez-de-chaussée - 24 m<sup>2</sup>. Une pièce, cuisine, salle d'eau, cave.  
• Loyer : 1 332 F.  
• Mise à prix : 24 000 F.

2 PIECES LOUE

• Premier étage - 38 m<sup>2</sup>. Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 718 F.  
• Mise à prix : 36 000 F.

4 PIECES LOUE

• Premier étage - 13 m<sup>2</sup>. Une pièce, cave.  
• Loyer : 881 F.  
• Mise à prix : 13 000 F.

1 PIECE LOUE

• Premier étage - 13 m<sup>2</sup>. Une pièce, cave.  
• Loyer : 1 413 F.  
• Mise à prix : 13 000 F.

1 PIECE LOUE

• Deuxième étage - 20 m<sup>2</sup>. Une pièce, cuisine, cave.  
• Loyer : 1 696 F.  
• Mise à prix : 20 000 F.

STUDIO LIBRE PARIS 16<sup>e</sup>

42, rue de l'Assommoir - Immeuble récent.  
• Cinquième étage - 31 m<sup>2</sup>. Séjour, parloir, cave.  
• Mise à prix : 330 000 F • Consignation pour enchérir : 30 000 F.

Visites : Mercredi et Vendredi de 14 h à 17 h.

4 PIECES LIBRE CLICHY 92110

3 Allées Léon Gambetta - Résidence récente - Immeuble récent.  
• Premier étage - 97 m<sup>2</sup>. 4 pièces principales, cave.  
• Mise à prix : 150 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.

Visites : Jeudi et Samedi de 10 à 12 h et sur rendez-vous.  
M<sup>me</sup> A. ESCHBACH, 31, r. Poussin 75016 PARIS. Tél. : 651.67.00.

APARTEMENT ET BOUTIQUE LOUE CLICHY 92113

34, rue de Paris.  
• Rez-de-chaussée. Boutique - arrière boutique, premier étage. Entrée, séjour, chambre, cave, cuisine en sous-sol.  
• Loyer : 8 280 F.  
• Mise à prix : 51 300 F • Consignation pour enchérir : 14 000 F.

2 PAVILLONS LOUE CLICHY 92113

34, rue de Paris et villa Enfil.  
• L'un des pavillons sur cave - parloir sur terrain plat, l'autre en l'écadé sur la rue. A la suite bâtiments divers à usage de remises. Cour couverte entre les bâtiments.  
• Loyer : 11 210 F.  
• Mise à prix : 94 000 F • Consignation pour enchérir : 24 000 F.

Visites : sur place.  
M<sup>me</sup> R. GRATEBAND, 74, Bd Jean-Jaures 92113 CLICHY. Tél. : 07.07.10.

5 PIECES LIBRE CHARENTON 94220

18, rue Arthur Croquet.  
• Sixième étage - Cinq pièces principales - cave.  
• Mise à prix : 180 000 F • Consignation pour enchérir : 36 000 F.

Visites : sur rendez-vous. Tél. : 334.18.30.  
M<sup>me</sup> CAUCHEFER ET LIVIAN, 29, Av. de Saint-Mandé 75012 PARIS. Tél. : 344.19.30.

2 PIECES LIBRE NEUILLY 92200

12, rue Chantre - bon standing - Immeuble 1938.  
• Cinquième étage - 40 m<sup>2</sup>. Séjour, chambre.  
• Loyer à prix : 150 000 F • Consignation pour enchérir : 18 000 F.

Visites : s'adresser au cabinet.  
M<sup>me</sup> R. PRUD'HOMME, 50, rue Etienne Marcel 75002 PARIS. Tél. : 251.18.30.

BATIMENT EN CONSTRUCTION LIBRE LE MUY 93490

• Premier étage, appartement de 102 m<sup>2</sup> - Rez-de-chaussée, garage, bureau, trois magasins, entrée - Superficie totale 410 m<sup>2</sup>.  
• Mise à prix : 88 100 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.

Visites : M<sup>me</sup> FERTÉ, notaire au MUY. Tél. : (01) 44.48.17.

OFFICE NOTARIAL DE MEUDON

2016, rue Le Corbeiller, 92100 MEUDON. Tél. : 027.75.03.

SANS MISE A PRIX

STUDIO LIBRE PARIS 6<sup>e</sup>

4, rue Carlier - Quartier Saint-Sulpice.  
• Cinquième étage - 20 m<sup>2</sup>. Coin-cuisine, salle de bains, moquette.  
• Consignation pour enchérir : 15 000 F.

Visites : à compter du 25/9 les Samedi et lundi de 10 à 12 h et de 14 à 16 h, le mercredi de 10 h à 12 h.  
M<sup>me</sup> M. REGENT, 12, rue du 4 Septembre 75002 PARIS. Tél. : 742.29.70.

4 PIECES LIBRE PARIS 16<sup>e</sup>

1, Villa Chantre - Quartier Chantre.  
• Deuxième étage - 75 m<sup>2</sup>. Balcon, salle à manger, chambre, cave.  
• Consignation pour enchérir : 40 000 F.

Visites : Mardi, jeudi, vendredi de 14 h à 17 h.  
M<sup>me</sup> A. ESCHBACH, 31, rue Poussin 75016 PARIS. Tél. : 651.67.00.

Coupon-réponse à détacher et à adresser à :

marché immobilier des notaires

12, avenue victoria, 75001 paris

Je désire recevoir régulièrement et gratuitement

vos programmes de ventes au Châtelet

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LE DIMANCHE LE PLUS LONG...

### Retour à l'heure d'hiver le 26 septembre

Le dimanche 26 septembre 1976 sera le jour le plus long de l'année : vingt-cinq heures. En effet, ce jour sera celui du retour à l'heure d'hiver : à 1 heure du matin, dans la nuit de samedi à dimanche, l'heure légale sera ramenée à 0 heure.

L'expérience sera reconduite en 1977 : le « Journal officiel » du jeudi 23 septembre publie un décret relatif à l'heure légale en 1977, au terme de celui-ci, l'heure légale sera avancée d'une heure, du dimanche 3 avril 1977 à 2 heures (dimanche 3 avril 1977 à 1 heure en temps universel) au dimanche 25 septembre 1977 à 3 heures (dimanche 25 septembre 1977 à 1 heure en temps universel).

Avant même de connaître les dispositions que le gouvernement entendait prendre pour juguler l'inflation et faire entrer l'économie française dans une période de rigueur, l'Agence pour les économies d'énergie avait fait savoir que l'opération heure d'été serait de nouveau tentée pour l'année 1977.

En effet, les économies d'énergie pouvant être obtenues grâce à cette mesure avaient été estimées par l'Agence à 1 % de la consommation d'électricité, soit pour la collectivité une économie de 300 000 tonnes de pétrole. D'après les résultats actuellement disponibles, et notamment les courbes journalières de consommation d'électricité, cette prévision semble devoir se réaliser. Le changement s'est traduit par un meilleur centrage du jour sur la moyenne des activités humaines : il en a résulté que chacun a pu profiter d'une heure supplémentaire de jour le soir, et, par conséquent, a économisé une heure d'éclairage.

Mais cette mesure, qui a très sensiblement bouleversé les habitudes des Français, comment s'est-elle ressentie par les individus ? Si l'on en croit un sondage, 80 % des personnes interrogées ont dit n'avoir éprouvé aucune difficulté à s'adapter aux nouveaux horaires, et 67 % se déclarent favorables à la reprise de l'heure d'été en 1977. Sur un plan plus général, le retardement d'horaires d'une heure que nous avons vécu pendant quatre mois a été la mesure la plus populaire en matière d'économie d'énergie. Un autre sondage l'a placée en première place, loin devant la réduction de vitesse automobile ou la baisse de la

température dans les appartements et les locaux publics.

Mais des difficultés ont pu surgir quand même dans certaines professions, les agriculteurs, par exemple, et notamment en raison du « non-alignement » de nos voisins européens sur cette mesure. En Europe, seule la Grande-Bretagne a pris des positions semblables. Cependant, dès l'année prochaine, les trois pays du Benelux suivront l'exemple français. Il est vrai que certaines entreprises étrangères ont déjà pris des initiatives semblables aux nôtres. Ainsi, la télévision belge devait décider, pendant l'été 1976, de retarder ses programmes, considérant que notre décalage horaire constituait une concurrence qui faussait sérieusement la balance des échanges.

Et les transports ? Le changement d'heure légale dans la nuit du 25 au 26 septembre coïncidera avec la mise en vigueur du service d'hiver des trains de voyageurs, dont les horaires sont publiés dans l'Indicateur officiel de la S.N.C.F. récemment paru. Seul dans la banlieue de Paris, les trains circulent dans la nuit du 25 au 26 septembre, seront retardés en cours de route de manière à circuler à l'heure d'hiver. En revanche, les trains de banlieue circuleront suivant l'heure d'été jusqu'à la fin du service de la soirée du 25 septembre.

A l'air France, le passage de l'heure d'été à l'heure d'hiver devrait se faire sans trop de problèmes : une heure de plus ou de moins n'est qu'une incalculable dans la vie publique. Mais cette tendance n'a pas réussi, malgré une campagne électorale menée depuis le mois de mai, à rallier sur le pont de M. Labbé l'ensemble du groupe patronal lorrain, fort de vingt-huit membres. Aussi ce groupe arrive-t-il, fait sans précédent, divisé.

La situation est d'autant plus confuse que M. Zlati, qui entend aujourd'hui briguer un second mandat, avait été en janvier 1976 le candidat de l'Union patronale lorraine. De toute évidence, le scrutin devrait être très serré. En effet, le C.R.S. de Lorraine, qui compte soixante-cinq membres, n'a jamais vu en séance plus de cinquante-sept présents. Les représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. (au nombre de huit) ayant toujours refusé de siéger.

De plus, aux discussions patronales s'ajoutent les événements politiques. En janvier 1977, le conseil régional de Lorraine élira son président. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déjà annoncé qu'il serait candidat à un deuxième mandat. M. Pierre Messmer pourrait présenter contre lui. Il annoncerait officiellement sa décision au début de novembre.

En Lorraine, il est une habitude qui veut que pour respecter l'équilibre entre le Nord et le Sud de la région le président du conseil régional et celui du comité économique et social n'appartiennent pas au même département. En d'autres termes, un certain nombre de gaullistes soutiennent officiellement M. Labbé (Meurthe-et-Moselle), pensant qu'une victoire de ce dernier au C.R.S. faciliterait la tâche de M. Messmer au conseil régional et donc la défaite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Le second candidat est M. Bernard Labbé, P.D.G. de Châtillon-Gorcy, président des forges de Gorcy, administrateur de différentes sociétés, dont Deminord-Est Longwy, président de Lorcet, maire de Gorcy (Meurthe-et-Moselle). Son objectif déclaré est de redonner à cette assemblée un rôle à la mesure du poids que représentent l'industrie

et le commerce en Lorraine. Il est apparemment soutenu par une partie du patronat qui semble bien décidé, comme l'avait souhaité M. Ceyras il y a quelques mois, à jouer un rôle plus important dans la vie publique. Mais cette tendance n'a pas réussi, malgré une campagne électorale menée depuis le mois de mai, à rallier sur le pont de M. Labbé l'ensemble du groupe patronal lorrain, fort de vingt-huit membres. Aussi ce groupe arrive-t-il, fait sans précédent, divisé.

La situation est d'autant plus confuse que M. Zlati, qui entend aujourd'hui briguer un second mandat, avait été en janvier 1976 le candidat de l'Union patronale lorraine. De toute évidence, le scrutin devrait être très serré. En effet, le C.R.S. de Lorraine, qui compte soixante-cinq membres, n'a jamais vu en séance plus de cinquante-sept présents. Les représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. (au nombre de huit) ayant toujours refusé de siéger.

De plus, aux discussions patronales s'ajoutent les événements politiques. En janvier 1977, le conseil régional de Lorraine élira son président. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déjà annoncé qu'il serait candidat à un deuxième mandat. M. Pierre Messmer pourrait présenter contre lui. Il annoncerait officiellement sa décision au début de novembre.

En Lorraine, il est une habitude qui veut que pour respecter l'équilibre entre le Nord et le Sud de la région le président du conseil régional et celui du comité économique et social n'appartiennent pas au même département. En d'autres termes, un certain nombre de gaullistes soutiennent officiellement M. Labbé (Meurthe-et-Moselle), pensant qu'une victoire de ce dernier au C.R.S. faciliterait la tâche de M. Messmer au conseil régional et donc la défaite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Le second candidat est M. Bernard Labbé, P.D.G. de Châtillon-Gorcy, président des forges de Gorcy, administrateur de différentes sociétés, dont Deminord-Est Longwy, président de Lorcet, maire de Gorcy (Meurthe-et-Moselle). Son objectif déclaré est de redonner à cette assemblée un rôle à la mesure du poids que représentent l'industrie

### Île-de-France

DES PASSERELLES  
CONTESTÉES...

Pour protester contre la construction de deux passerelles au-dessus de la rue du Commandant-Monchett, dans le 34<sup>e</sup> arrondissement de Paris, reliant la terrasse Modigliani de l'ensemble Matine-Montparnasse à la dalle supportant notamment l'hôtel Esplanade, l'association des locataires de Matine-Montparnasse organise deux manifestations, le samedi 25 septembre et le jeudi 23 octobre.

« En nous imposant un va-et-vient continu, ces passerelles seraient un facteur d'insécurité sur la terrasse Modigliani, où nos enfants ne sont que tolérés », affirme l'association, qui ajoute : « La traversée de la rue du Commandant-Monchett est très dangereuse. Les passerelles ne résoudront rien. Des passages étagés, des deux ponts sur cette artère et un véritable plan de circulation pour le quartier seraient plus utiles. »

• UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE PARIS. — Le Conseil de Paris est convoqué, par arrêté préfectoral, en session extraordinaire du lundi 4 octobre au vendredi 8 octobre. L'assemblée parisienne donnera son avis sur le schéma directeur de la capitale et le plan d'occupation des sols de Paris. Elle examinera des dossiers concernant l'aménagement des Halles, du secteur de La Villette et des bois de Vincennes et de Boulogne.

• LE BOIS NOTRE-DAME S'ÉCARTILLE. — Selon M. Claude Romeo, conseiller général (P.C.) du Val-de-Marne, 2,6 millions de francs viennent d'être déboursés pour l'aménagement du Bois Notre-Dame. Finalement, des incendies avaient dévasté, au printemps dernier, 500 hectares de cette forêt de l'est du Val-de-Marne. Les pompiers s'étaient plaints de ne pouvoir accéder aux foyers d'incendie en raison de l'absence de chemins forestiers.

Après avoir irrigué la terre,  
nous avons fabriqué des machines pour la travailler.  
Puis des moteurs pour ces machines.  
Puis de l'acier pour ces moteurs.

### Et puis, Kubota s'est implanté en France.

L'expérience Kubota, c'est l'expérience d'un des plus grands groupes industriels du monde.

C'est au Japon que tout a commencé. Au Japon, et puis dans toute l'Asie du Sud-Est, grâce à nos systèmes d'irrigation, nous avons contribué à la fertilisation de terres nouvelles.

Au cours des années, notre expérience des sols, des techniques agricoles s'est développée.

Nos ingénieurs, nos techniciens ont créé, mis au point des machines, des outils, des structures adaptées à tous les problèmes.

Très vite notre expérience industrielle s'est étendue à d'autres secteurs. En plus de notre vocation initiale, nous nous sommes diversifiés tant vers la fabrication de matériels de travaux publics, d'outils de

précision que vers la production d'acier et d'implantation d'usines.

Un exemple. Nous sommes devenus le 1<sup>er</sup> constructeur de moteurs diesels en Asie. Nous sommes aussi le 5<sup>e</sup> constructeur mondial de tracteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

Et quand un grand groupe japonais s'implante en France, il se passe toujours quelque chose.

Notre carte de visite, c'est un mini-tracteur, spécialement conçu pour les résidences secondaires.

Un mini-tracteur qui porte l'empreinte de la technique et de l'expérience de Kubota.

Cette empreinte que bientôt le monde agricole français découvrira à son tour au travers de toute la gamme des engins Kubota, le 1<sup>er</sup> du tracteur au Japon.



Le mini-tracteur Kubota, le 1<sup>er</sup> du tracteur au Japon.

Vous avez une maison de campagne, un peu de terrain. Alors voilà le 1<sup>er</sup> du tracteur. C'est le vrai tracteur fabriqué au Japon par Kubota.

Avec ses accessoires, il peut tout faire. Et en plus, il est petit, 6 vitesses avant, 2 vitesses arrière. Son moteur est le plus petit bicylindre diesel du monde.

Avec un service après-vente japonais. Vous voulez l'essayer ? Vous téléphonez au 982.99.40 et nous venons vous le présenter chez vous, un week-end. À domicile. Alors ?

**KUBOTA**

Au Japon, nous sommes le 1<sup>er</sup> du tracteur.

Kubota Tractor Europe, 2 et 4 rue Guy-Moquet Zone Industrielle 95100 Argenteuil  
Téléphone: 982.99.40 - Téléc: 695.392 F

### Lorraine

### Le patronat est divisé avant l'élection à la présidence du comité économique

De notre correspondant

Metz. — Le conseil économique et social de Lorraine se réunira, le vendredi 24 septembre, à Metz, pour procéder au renouvellement de son bureau et élire son président.

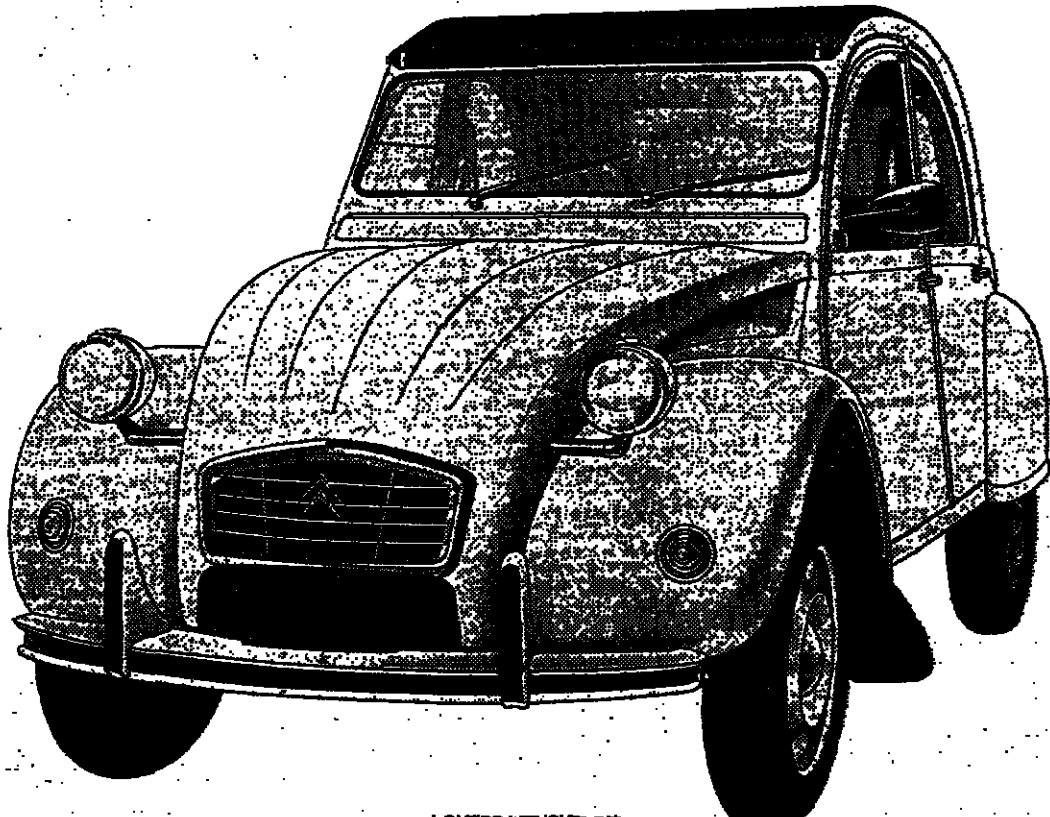
Deux hommes ont déjà fait acte de candidature, dont M. Maurice Halff, président sortant, président honoraire des Bénévoles du bassin de Lorraine, qui est à la tête de cette assemblée depuis le 14 janvier 1974. M. Halff, qui est âgé de soixante-deux ans, a été président des B.B.L. de 1964 à 1974, incarnant un courant que l'on peut qualifier de « modérateur ». L'objectif essentiel des partisans de cette tendance au sein du C.R.S. de Lorraine est d'éviter à cette assemblée de s'engager par trop dans la vie politique passablement agitée en Lorraine, et cela à quelques mois des municipales et à un peu plus d'un an des législatives.

Le second candidat est M. Bernard Labbé, P.D.G. de Châtillon-Gorcy, président des forges de Gorcy, administrateur de différentes sociétés, dont Deminord-Est Longwy, président de Lorcet, maire de Gorcy (Meurthe-et-Moselle). Son objectif déclaré est de redonner à cette assemblée un rôle à la mesure du poids que représentent l'industrie

et le commerce en Lorraine. Il est apparemment soutenu par une partie du patronat qui semble bien décidé, comme l'avait souhaité M. Ceyras il y a quelques mois, à jouer un rôle plus important dans la vie publique. Mais cette tendance n'a pas réussi, malgré une campagne électorale menée depuis le mois de mai, à rallier sur le pont de M. Labbé l'ensemble du groupe patronal lorrain, fort de vingt-huit membres. Aussi ce groupe arrive-t-il, fait sans précédent, divisé.

De plus, aux discussions patronales s'ajoutent les événements politiques. En janvier 1977, le conseil régional de Lorraine élira son président. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déjà annoncé qu'il serait candidat à un deuxième mandat. M. Pierre Messmer pourrait présenter contre lui. Il annoncerait officiellement sa décision au début de novembre.

## UNE 2CV NEUVE AVEC 430 F\*



	1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	4 <sup>e</sup> année
2 CV Spécial	429,26 F	375,92 F	327,66 F	279,40 F
2 CV 4	459,68 F	402,56 F	350,88 F	299,20 F
2 CV 6	486,72 F	426,24 F	371,52 F	316,80 F

\* Tarif au 1.7.76 - Carte grise en sus.

Incroyable mais vrai, avec Ecoplan il suffit de 430 F pour partir au volant d'une 2 CV Spécial neuve, sans aucun dépôt de garantie. Vous paierez simplement sur 4 ans des loyers mensuels dégressifs (voir tableau ci-dessus). Maintenant, vous pouvez choisir aussi la formule qui consiste à verser au départ un dépôt de garantie remboursable qui vous permettra de payer des mensuels

plus faibles, ou encore celle qui limite la durée du contrat entre 1 et 3 ans. Avec Ecoplan vous pouvez disposer, quelle que soit la formule, de tous les modèles de la gamme Citroën et vous pouvez bien sûr choisir d'autres modalités financières. Avec Ecoplan, Citroën met la voiture neuve à la portée de tous. Pour tous renseignements complémentaires, consultez votre concessionnaire Citroën.

**EKOPLAN**

LOCATION LONGUE DURÉE

MARQUE DÉPOSÉE

CITROËN

CITROËN et TOTAL

L'ÉDITION 1976 EST PARUE

**MEMENTO PRATIQUE FRANCIS LEFEBVRE**

**SOCIAL**

Prix 86 francs - Franco 91 francs. 830 pages.

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE  
15, rue Viala - 75017 Paris  
Tél. : 756.15.20

**BOURSE DU BRILLANT**  
communiqué

**MARCHÉ DU BRILLANT**  
Prix d'un brillant rond spécimen  
BLANC EXCEPTIONNEL  
1 CARAT

23 septembre : 47 196 F T.T.C.  
commission 4,30 % +

**M. GÉRARD, JOAILLIERS**  
8, avenue Montaigne - Paris (8<sup>e</sup>)  
Tél. 339-33-95

## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

### COLLOQUES ET CONGRÈS

#### AUX 44<sup>ES</sup> ASSISES DES BUREAUX D'AIDE SOCIALE

### M. René Lenoir souhaite « personnaliser » la prise en charge des familles déshéritées

L'action préventive des bureaux d'aide sociale (B.A.S.), leur mission en milieu rural et leurs nouvelles tâches socio-culturelles auprès des familles et des personnes âgées : tels sont les principaux thèmes des 44<sup>es</sup> assises de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale, rassemblées du 21 au 23 septembre à Besançon.

Besançon. — Cinquante ans après la création, à Roubaix, de la première association des bureaux de bienfaisance, réunis en 1933 aux services de l'assistance obligatoire, les gestionnaires de l'aide sociale se demandent comment « mieux administrer le droit des pauvres ». M. Avinée, président de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale, et Rivot, conseiller chargé de l'action sociale à Besançon, ont souligné la multiplication des tâches qui attendent les B.A.S. dans le cadre communal. Ils se sont félicités que les bureaux d'aide sociale puissent se transformer bientôt en centres communaux d'action sociale et médico-sociale, afin d'assurer « une véritable sym-

#### De notre envoyé spécial

« biose » entre les élus locaux et tous les agents sociaux des secteurs publics ou privés. M. René Lenoir a préconisé, pour sa part, que ces centres prennent une forme intercommunale et a constaté « le développement extraordinaire rapide de certains secteurs de l'action sociale », telle l'animation du troisième âge. « Prochainement, a-t-il rappelé, la généralisation de la sécurité sociale marquera une nouvelle étape importante dans la systématisation des garanties accordées à chacun par la solidarité nationale. » Déplorant que l'on en vienne

à tout attendre de l'Etat et que l'on s'appuie de plus en plus sur « des mécanismes bureaucratiques et impersonnels, dont on se plaint amèrement par ailleurs », il a estimé que « la socialisation de plus en plus poussée du système de protection sociale ne pouvait que se ralentir, si les droits essentiels étant désormais garantis dans les domaines les plus variés ».

En revanche, il serait excessif, selon M. Lenoir, de croire que la reconnaissance de nouvelles prestations légales puisse réduire considérablement les prérogatives des B.A.S. lors de l'instruction des dossiers. L'aide médicale, pour ce qui trait à la prise en charge du tiers payant et du ticket modérateur, l'aide sociale à l'enfance, l'aide à l'hébergement des personnes âgées, subsistent, et les cotisations à l'assurance volontaire restent couvertes en tant que de besoin par l'aide sociale. M. Lenoir a souhaité que s'exerce par le canal des B.A.S. dont mille neuf cents sont fédérés au sein de l'Union, une « gestion personnalisée » des familles déshéritées, la loi du 19 novembre 1974 et le décret du 16 juin 1976 assurant désormais des possibilités d'hébergement et de réinsertion sociale à tous les membres d'une famille inadaptée. Il a annoncé son intention de déposer un projet de loi étendant les pouvoirs des B.A.S. pour la gestion des établissements qui ne dépasseraient pas deux cents lits.

A propos de l'action en milieu rural, un rapport présenté par M. Weisch, administrateur, du B.A.S. de Mergnac, note que si les ruraux ont plus nettement conscience de ce que leur manque par rapport aux citadins. En outre, la diminution des populations campagnes crée de nouvelles formes d'isolement pour ceux qui restent. Là aussi, il faudra donc innover.

Interrogé par des journalistes régionaux sur la tentative de suicide d'une personne handicapée à Nancy (le Monde du 22 septembre), M. René Lenoir a répété que la tâche d'accueil, d'information et d'orientation était « essentielle dans notre société complexe ». « Si vous ne réussissez pas à mettre un autre derrière chaque guichet, vous pousserez au découragement ceux qui sont les moins aptes à forcer les portes. »

Au cours de cette journée d'ouverture du congrès, aucune allusion n'avait été faite au plan Barre et aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité sociale. — J. B.

### FAITS ET CHIFFRES

● **PLUSIEURS CENTAINES DE CHAUFFEURS DE TAXI** ont manifesté au volant de leurs véhicules le mercredi 22 septembre, de 15 heures à 18 h. 30, de la place de la République à la rue de Rivoli à Paris, où ils se sont dispersés devant le ministère des finances. Les manifestants, qui appartenaient à la C.G.T. et à la C.F.T.C., veulent obtenir le relèvement des tarifs de 10 %, un salaire fixé à 10 % de la recette, l'achat des véhicules hors T.V.A. et une détaxe de 50 % sur le prix public du carburant.

Déjà, les 29 juin et 22 juillet derniers, les chauffeurs de taxi étaient « descendus dans la rue » pour les mêmes raisons.

● **LICENCIEMENTS ET DÉBRAYAGES DANS UNE IM-PRIMERIE DE MULHOUSE.** — Une quarantaine d'ouvriers de l'imprimerie Arts graphiques D.M.C. de Mulhouse (Haut-Rhin) vont être licenciés pour raisons économiques. Selon la direction, ces salariés, spécialisés dans le brochage et la reliure, pourraient être reclassés dans les filières D.M.C., une fabrique de fils textiles qui appartient au groupe, à Mulhouse. Qualifiant de « manœuvre déqualifiée » ce projet de reclassement dans une branche où les salaires sont peu élevés et les conditions de travail pénibles, la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) a organisé dès mardi 21 septembre des débrayages dans l'entreprise.

### AFFAIRES

#### En Grande-Bretagne

#### LE FONDATEUR DU GROUPE SLATER WALKER EST ASSIGNE EN JUSTICE

Les autorités britanniques ont lancé quinze assignations en justice contre M. Jim Slater, l'ancien fondateur du conglomérat financier Slater Walker.

M. Slater, qui a démissionné en octobre 1975 de son poste de président, est soupçonné d'avoir contrevenu à la loi sur les sociétés en achetant notamment, en Bourse, des actions de ses propres sociétés.

D'autre part, Singapour a demandé au gouvernement britannique l'extradition de M. Slater afin qu'il soit traduit en justice. Le gouvernement de Singapour aurait découvert des irrégularités dans les opérations financières de la filiale du groupe Slater pour l'Extrême-Orient, la Haw Pao Brothers International.

Le groupe Slater Walker a connu officiellement ses premières difficultés à l'automne 1974. Un an plus tard, c'était la suppression du dividende et le remplacement à la tête du groupe de Jim Slater par M. James Goldsmith, autre fondateur d'un vaste empire industriel et financier. — (A.F.P.)

● **LA FÉDÉRATION NATIONALE DES BOISSONS ASSURÉES**, dans un communiqué que la « profession n'a pas bénéficié », comme certains le prétendent, « à tort de la sécheresse ». Les résultats d'exploitation sont « moyens » et dans certains cas « mauvais », estime la fédération, en constatant que les ventes ont progressé de 3 à 8 % dans les régions les plus affectées, mais qu'elles ont baissé dans le Midi.

La Fédération fait également état de coûts d'exploitation « anormaux », comme l'utilisation de main-d'œuvre supplémentaire à faible rendement, de difficultés de transport ou de rupture de stocks.

Pour louer une voiture en Turquie, réservez chez

**europcar** ©  
645.21.25

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### UNIBAIL

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 1976

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 septembre 1976 et a examiné les comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours.

Les recettes consolidées (I.T.) s'élevaient à 30 000 000 F contre 28 000 000 F pour les six premiers mois de 1975, marquant ainsi une progression de 7,14 %.

Pour cette même période, la bénéfice d'exploitation s'élevait à 11 700 000 F contre 10 000 000 F en 1975, tandis que les amortissements et provisions s'élevaient à 6 712 701 F contre 6 000 000 F.

Compte tenu des éléments d'A/R connus et des prévisions de résultats établies pour le second semestre, le dividende devrait, sous réserve d'approbation ultérieure, marquer une nouvelle progression.

Enfin, les engagements nouveaux pris aux termes de contrats de crédit-bail ont été de 16 millions. Avec les négociations en cours actuellement d'obtenir avant la fin de l'année, la production de 1976 devrait atteindre 50 millions de francs, approchant le plafond d'encours autorisé au 31 décembre 1976 par la réglementation du crédit.

#### legrand

+ 30 %

A structure comparable, les ventes du groupe Legrand ont augmenté de 30 % au cours des huit premiers mois de l'exercice 1976. La progression des exportations est de l'ordre de 40 %.

Malgré l'utilisation à plein des capacités de production, le carnet de commandes demeure extrêmement important et devrait assurer, pour l'exercice, une progression du chiffre d'affaires annuel supérieure à 25 %.

#### Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale

Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

**ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS**

— Formation de Cadres responsables des transports

**ENOES**

62 r. Miromesnil 75008 Paris  
Tél. 522.10.37 - 15.07 - 26.76

### LA CHINE : UNE GRANDE PREMIÈRE

DANAE, premier navire de croisière à faire escale en République Populaire de Chine, à Whampoa (excursion à Canton).

La Grande Route des Epices et de la Chine en 89 jours, ou le parcours de votre choix :

**La Mer Rouge :**  
de Gènes à Bahrein — Suez, Abu Dhabi, Bushire...  
du 8 au 29 janvier 1977

**La Route des Indes :**  
de Bahrein à Bangkok — Bombay, Colombo, Singapour...  
du 29 janvier au 19 février 1977

**La Chine :**  
de Bangkok à Djakarta — Hong Kong, Whampoa (Canton), Bali...  
du 19 février au 12 mars 1977

**L'Océan Indien :**  
de Djakarta à Gènes — les Îles Seychelles, Mombassa, Port Said  
du 12 mars au 6 avril 1977

**CARRAS**

Pour tous renseignements :  
Votre agence de voyages ou l'agent général CARRAS  
Voyages MATHEZ : 14, avenue de Verdun 06 NICE, Tél. 88.52.64  
VIAZUR : 15, rue de Bassano 75016 PARIS, Tél. 723.55.34



Un bénéfice record réalisé sur un chiffre de ventes mondial de 956 millions de livres

	1975/76	1974/75
	(en millions de livres)	
Chiffre d'affaires	956	807
Bénéfice d'exploitation	156	144
Bénéfice avant impôt	74,4	65,4
Dividende par action ordinaire de 25p	5,987	5,525
Bénéfice par action	28,2	23,6
	(en pence)	

Thorn Electrical Industries est une société d'importance mondiale avec quatre secteurs distincts d'activité, Télévision & Son, Éclairage, Appareils Electro-Ménagers et Industrie Mécanique. La Société a 80 usines principales et emploie près de 80 000 personnes dans les diverses parties du globe.

Son chiffre d'affaires pour l'exercice clos au 31 mars 1976 s'est élevé à 956 millions de livres, dont 30 % ont été réalisés en dehors du Royaume-Uni. Le bénéfice, également un chiffre record, a dépassé 74 millions de livres avant impôt. Pour l'exercice en cours, tout laisse prévoir que les ventes franchiront le seuil du milliard de livres et les bénéfices devraient enregistrer une nouvelle progression, parti culièrement à l'étranger.

La Société a des assises financières très solides et Sir Jules Thorn estime que, pour un certain temps, elle pourra financer son ambitieux programme d'investissement sur ses ressources existantes.

#### THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LIMITED

THORN HOUSE, UPPER SAINT MARTIN'S LANE, LONDRES, WC2H 9ED.

Clarkson France SA  
33 Rue de la Breche aux Loups, Paris 12

Schwelm & Towler  
9 Avenue d'Antennes, 94 Saint-Maur

Evershed et Vignolas France SA  
11 Allée Victor Hugo, 93 Le Raincy

Société Kenwood France SA  
14 et 16 Avenue de Stalingrad 94280 Fresnes

Thorn Electrique SA  
26 Rue de la Basse, 69625, Villeurbanne

### RÉPUBLIQUE DU NIGER

#### SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ

Lignes et Postes associés  
à l'aménagement d'ANOU-ARAREN

#### AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

La Société Nigérienne d'Électricité (NIGEELEC) compte lancer prochainement un appel d'offres pour la réalisation des lignes et postes haute tension et moyenne tension associés à l'aménagement thermique d'ANOU-ARAREN près d'AGADES. Les études et le contrôle des travaux sont confiés à ELEC-TRICITE DE FRANCE - DIRECTION DES AFFAIRES EXTERIEURES ET DE LA COOPÉRATION (E.D.F.-DAFECO).

Les équipements comprendront :

- une ligne 132 kV de 180 km reliant le site d'ANOU-ARAREN au centre de consommation d'AKOKAN,
- un poste 132 kV à ANOU-ARAREN,
- un poste 132/20 kV à AKOKAN,
- une ligne 20 kV de 45 km reliant le site d'ANOU-ARAREN à la ville d'AGADES.

La totalité des travaux de génie civil, des fournitures de matériel et des prestations de transport, de montage et de mise en service devra faire l'objet d'une proposition unique. Cette offre pourra être accompagnée d'une proposition de financement par les soumissionnaires ou par les institutions financières du pays dont ces soumissionnaires sont ressortissants.

Les sociétés ou groupements qui seraient intéressés sont priés de se faire connaître à :

#### SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ

Boîte Postale 202  
NIAMEY - République du NIGER

ainsi qu'à :

E.D.F.-DAFECO  
68, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
PARIS (8<sup>e</sup>)

avant le 15 octobre 1976 en indiquant leurs références en matière d'installations analogues complètes livrées en ordre de marche, notamment en pays tropicaux.

Les constructeurs agréés recevront un dossier d'appel d'offres qui leur sera adressé dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1976 et devront remettre leur proposition au plus tard le 1<sup>er</sup> février 1977.



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
22 SEPTEMBRE

## Vif redressement

Un sensible redressement des cours s'est opéré ce mercredi à la Bourse de Paris où, pour la dernière séance du mois, le marché était le jour de la liquidation. Les valeurs françaises ont été particulièrement traitées.

La plupart des compartiments de la cote, hormis les automobiles (Peugeot et Citroën), ont bénéficié du mouvement de hausse. Ce sont toutefois les valeurs habituelles qui ont enregistré les plus fortes progressions : Signaux (+ 5 %), S.N. Bull. D.E. Radioélectronique, Bouygues, Carrefour (+ 4,5 %), Esso, Michelin, Roussel-Uclaf, U.C.S., L.M.T., Lagardère, Pétroles 22 P. Club Méditerranée, J. Boré, Moulins, Chiers (+ 3,5 %), etc. Les services bancaires ont été cotés de 40 à 60 millions de francs contre 30 à 40 millions en fin août.

Outre les organismes de placements collectifs, responsables pour une bonne part de la certaine recrudescence des ordres d'achat, il est certain que les opérateurs étrangers, aussi bien que français, ont joué le plan barre ; ces modalités favorables à l'épargne et son succès éventuel, susceptible de se répercuter sur le comportement du franc.

A quelques heures de la présentation publique de ce plan de combat, le mouvement circulant autour de la corbeille élargie, en tout cas, nettement moins alarmiste que les jours précédents. Le premier ministre vient-il de retrouver la totalité du capital confiance dont il semblait dépourvu après des boursiers des sautonnements ? Les séances suivantes, et notamment celle de jeudi, apporteront sans doute la réponse.

Aux valeurs étrangères, la forte hausse de Wall Street a favorablement influencé les américaines. Peu de changements sur le marché de la bourse où le titre gagné 70 F à 19 050 F et le napoleon perdu 0,50 F à 228 F.

LONDRES  
22 SEPTEMBRE

## Repli

La reprise amorcée depuis trois jours a fait place à un repli en raison de la nouvelle baisse de la livre et d'un gros appel en capital de la compagnie d'assurances General Accident. Hausse des mines d'or.

VALEURS	Cours	Précéd.
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16
Wm. Lister 3 1/2 %	25 3/16	25 1/16

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**VALLOUREC.** — Après impôts, amortissements et provisions divers, le résultat net de l'exercice 1975 de la société s'élève à 40,54 millions de francs contre 30,25 millions en fin août.

**BANQUE DUPONT ET SCALBERT.** — Ces deux établissements bancaires du Nord de la France, qui font partie du groupe du C.I.C. ont fusionné, la partie d'échange étant faite à deux actions Banque Dupont pour cinq actions Banque Scalbert.

**CHATELON - COMMENTRY-BLACHE.** — Après apports de ses actions par la Société des Baux Aluminaux de la Chaux et la Compagnie, cette dernière prendra la dénomination de Compagnie Industrielle Chaux-Châlon. M. Claude Echevarry, ancien président de L.M.T., qui a cédé sa place à Bouygues, est entré au conseil d'administration de la société. M. Echevarry, est entré au conseil d'administration de la société.

**GRUPPO THOMSON.** — Les résultats consolidés du groupe, y compris le C.S.P., devaient augmenter de 30 % cette année.

**DOCKES DU NORD-MIDI.** — Offres publiques d'achat en cash de la société : les établissements Chaux, filiale à 100 % de Com. d'Industrie, par ses actions du Nord (100 F, dernier cours coté), qui, en contrepartie, offrent 30 F par action. Le montant de l'opération s'élève à 300 millions de francs, cette dernière société rachetant à 400 F (contre 175 F, le titre S.A.M.I. 200 F, 140 F (contre 120 F) le titre S.A.M.I. 140 F).

Taux du marché monétaire : 9 %.

NEW-YORK  
22 SEPTEMBRE

## Consolidation

À l'issue d'une séance très animée (33 millions de titres ont été échangés contre 30,5 millions précédemment), la très forte hausse de mardi a été consolidée mercredi. En effet, l'indice Dow Jones a gagné 0,74 point à 1 014,05, après avoir progressé de 7 points, les fluctuations ayant été assez amples. Les investisseurs se sont affrontés en une lutte acharnée, la diminution des taux d'intérêt, qui avait déclenché l'avance de la veille, et l'annonce d'un excédent de la balance des paiements ont été contrebalancés par la détermination des nouvelles commandes de biens durables au mois d'octobre, phénomène qui constitue le moteur principal de l'économie et qui a entraîné des ventes de dévaluer.

Outre ces craintes, les prises de bénéfices, inévitables après une hausse de 34 points de l'indice en quatre semaines, ont pesé sur la cote. Général de Du Pont de Nemours, Eastman Kodak, mais progressivement.

VALEURS	Cours	Précéd.
Alcoa	68 1/4	68 1/4
A.T.T.	62 1/4	62 1/4
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 1/2

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar en yen : 237,25

## INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 à 14.12.1974)  
Valeurs françaises : 85,5  
Valeurs étrangères : 105,5  
C. DES AGENTS DE CHANGE  
Indice général : 65,7  
Indice des valeurs : 65,2

## BOURSE DE PARIS - 22 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.
3 %	49 50	2 3/4
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8
5 %	102 50	3 1/8

## MARCHÉ A TERME

Le changeur s'applique à décrire, à titre informatif, de préférence, après la clôture, la cotation des valeurs avant l'effet de transaction sur 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Les cours. Elles sont corrigées de la dernière date à la première édition.					cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de Paris-midi.																			
Compensation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compensation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compensation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compensation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compensation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
691	4,30 % 1979	158,7	159,1	159,2	585	De St. East	161	162	162	150	Older-Cory	151	150	150	585	T.R.L.	500	507	508	276	Am. Electric	270	277	277
100	C.I.E. 3 %	158,2	159	159,9	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	95	Off-Par-Bas	94	95	95	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
100	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L. L. L.	500	507	508	276	Am. Motors	270	277	277
329	Algerie C.A.	395	402	403	106	De L. L. L. L. L.	161	162	162	100	Paris-Franco	100	100	100	585	W. L.								

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2411. LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

12. POLITIQUE
13. AFRIQUE
- 14-15. EUROPE
  - SUÈDE : le résultat des élections.
  - ESPAGNE : le général Melillo est nommé premier vice-président du gouvernement.
16. AMÉRIQUES
  - CHILI : la justice repousse les accusations portées contre elle après l'assassinat de M. Letelier.
16. ASIE
  - JAPON : la réaction de Moscou dans l'affaire du Mig-25.
16. PROCHE-ORIENT
  - Deux personnalités israéliennes ont été assassinées à Paris un représentant de l'O.L.P.

### LE MONDE DES LIVRES

Pages 19 à 24

LE FEUILLETON de B. Polrot-Delpech : « disent les imbéciles », de Nathalie Sarraute.

LA SAISON DU ROMAN : J. Biot, Cholevsky, D. Guille, J.-F. Josselin, J. Lemaître.

LES SIX JOURS DU LIVRE A FAIRE : La foire à l'heure latine.

LE CLESTO ET LES MAYA : Des textes sautés du calendrier.

### 26. ENQUÊTE

— « Le prix de la santé » (IV), par le docteur Escoffier-Lambotte.

### 27. SCIENCES

— La calotte polaire de Mars est glacée.

### 27. MÉDECINE

— Les Entrevues de Nîmes ont freiné.

### 28. ÉDUCATION

— Une maternelle sauvage en Seine-et-Marne.

### 29-30. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Un éléphant, ça trompe énormément.

— THÉÂTRE : La Sagouine.

### 37. JUSTICE

— Deux étudiants inculpés au titre de la loi anti-casseurs.

### 37. SPORTS

— L'affaire de Vothaire.

### 39. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— A PROPOS DE... les aiguilles tournant dans la nuit de samedi à dimanche.

### 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Aux 44<sup>e</sup> usines des bureaux d'ordre social, M. René Lenoir souhaite « personnaliser » la prise en charge des familles déshéritées.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (33)  
Annonces classées (33 à 35) : Aujourd'hui (33) ; Carnet (33) ; « Journal officiel » (33) ; L'Élysée nationale et Loto (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Sources (41).

### M. DURIEX (R.I.) S'ATTEND A UN ACCROISSEMENT DES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

M. Jean Duriex, député du Nord (rép. ind.) et président du groupe libéral à l'Assemblée européenne, s'est prononcé pour un accroissement des pouvoirs de cette assemblée quand elle aura été directement élue.

« A quoi bon faire des élections si on ne doit rien changer ? », a dit, mercredi 22 septembre, devant la presse, M. Duriex. Pour le député républicain indépendant, le propos de M. Lœst, porteur de l'Élysée, selon lequel les pouvoirs de l'Assemblée ne seraient pas modifiés, sont destinés « à apaiser les esprits ». M. Duriex pense cependant qu'il faut agir par étapes. « Faisons d'abord les élections, le reste viendra cinq ans plus tard », a-t-il dit.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1976 a été tiré à 674 490 exemplaires.

A B C D E F G

## Au Liban

### M. Frangié a transmis ses pouvoirs au président Sarkis

M. Soleiman Frangié, président sortant du Liban, a officiellement transmis ses pouvoirs, jeudi matin 23 septembre, à M. Elias Sarkis, le nouveau chef de l'État, au cours d'une brève cérémonie au palais présidentiel provisoire de Zouk-Mikael, près de Jounieh.

A l'issue de la cérémonie, au cours de laquelle les deux hommes d'État ont porté un toast à l'ère nouvelle, le président Sarkis a quitté Zouk-Mikael à destination de Chataura, un territoire occupé par l'armée syrienne, où devait se dérouler la cérémonie de prestation du serment constitutionnel. Vers midi (10 h. française), heure prévue pour le début de la cérémonie, le quorum n'était pas atteint, dix-neuf députés libanais seulement étant présents dans la salle du Palais Hôtel de Chataura, transformée en siège provisoire du Parlement.

Mardi, le Rassemblement islamique, qui groupe les principales personnalités politiques et religieuses sunnites musulmanes, dont le premier ministre, M. Rachid Karassé, avait annoncé qu'il boycotterait la cérémonie, estimant que le choix de Chataura constituait une « atteinte à la dignité nationale, ainsi qu'à la Constitution ». Un autre groupe, le Front d'union nationale, composé de députés et de personnalités influentes chrétiennes et musulmanes, avait également dénoncé la décision du président de la Chambre de tenir la réunion du Parlement à Chataura, rejoignant ainsi le Front des partis et forces progressistes, présidé par M. Kamal Joumblatt, qui avait annoncé, mardi, qu'il boycotterait la séance parlementaire. — (A.F.P., U.P.I.)

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### L'U.D.R. PROPOSE DES LISTES UNIQUES A PARIS

« Il est nécessaire de constituer dans tous les arrondissements de Paris des listes uniques face aux listes du programme commun », affirme le bureau fédéral de l'U.D.R. de Paris à propos des prochaines élections municipales et de la désignation du futur maire de la capitale (Le Monde du 23 septembre). Le bureau rappelle « qu'un accord a été intervenu entre les responsables des formations de la majorité de la capitale tant en ce qui concerne les thèmes de la campagne municipale que le choix des candidats dans les différents arrondissements et à la mairie de Paris. » Il estime que « ces négociations doivent être engagées rapidement au niveau parisien afin de permettre aux futurs candidats de proposer une politique pour Paris et les parisiens ».

Ces négociations seront conduites pour l'U.D.R. par M. Jean Tiberi, représentant le secrétaire général, Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité à l'Hôtel de Ville, Claude Martin, secrétaire général de Paris pour l'U.D.R.

### Appelez le 603 76.40 un spécialiste Compta-France viendra chez vous

Il vous présentera les calculateurs Hewlett-Packard, y compris les nouveaux modèles programmables :

HP-67 calculateur de poche

HP-97 calculateur imprimant.

Tous disponibles immédiatement.

**CF** Compta-France  
Distributeur agréé  
3, rue de la Reine  
92100 Boulogne  
Tél. 603 76.40

HEWLETT PACKARD

### SEVRES "33"

PULL-OVERS  
DE MARQUES  
EN SECOND CHOIX

33, rue de Sévres, Paris  
Tél. 548 66 73

## En Thaïlande

### M. Seni Pramot a annoncé la démission de son gouvernement

De notre correspondant

Bangkok. — Le prince Seni Pramot a annoncé la démission de son gouvernement jeudi 23 septembre. La nouvelle a causé une certaine surprise. Seni Pramot, en effet, si M. Seni Pramot devait faire face à de sérieuses difficultés politiques, provoquées, en particulier par le retour, dimanche, de l'ancien dictateur Thakorn, et si sa faiblesse et son indécision lui étaient reprochées par beaucoup, on pensait généralement qu'il demeurerait au pouvoir au moins jusqu'au vote, en octobre, du budget par l'Assemblée nationale.

M. Seni Pramot a été à trois reprises chef du gouvernement. La première expérience, juste après la seconde guerre mondiale, et la seconde, l'an dernier,

n'avaient duré que quelques semaines. Cette fois, le vieil homme d'État n'aura pu se maintenir au pouvoir que cinq mois. Il semblait pourtant bénéficier de nombreux atouts. La coalition qu'il dirigeait depuis les élections d'avril était composée de quatre partis conservateurs ; elle disposait d'une importante majorité au Parlement et bénéficiait du soutien de l'armée. Le retour du général Thakorn lui a toutefois été fatal. Après avoir longuement hésité, le gouvernement avait finalement donné — discrètement — son feu vert à l'entrée du maréchal dans l'un des ministères de la capitale, celui-ci même où le roi avait fait retraite comme bon d'homme dans les années 50.

Le premier ministre démissionnaire s'attendait sans doute à l'opposition des étudiants de gauche, inquiets du retour du dictateur qu'ils avaient contribué à renverser en octobre 1973. Mais il n'avait probablement pas compté sur celle de l'aile gauche de son mouvement, le parti démocrate, ni sur celle de son frère cadet, qui est à la fois son prédécesseur à la tête du gouvernement et son adversaire le plus déterminé.

M. Kukrit Pramot et son parti d'action sociale ont en effet condamné l'attitude du cabinet dans cette affaire et demandé que les mesures soient prises pour empêcher le départ d'un personnage qui devenait gênant. M. Kukrit Pramot espère sans doute que la coalition dirigée par le parti démocrate sera remplacée par une nouvelle alliance dont son mouvement serait le noyau. Il ne peut cependant pas espérer devenir premier ministre avant d'avoir fait sa tournée parlementaire. Battu en avril, il compte l'emporter lors d'une élection partielle qui pourrait avoir lieu prochainement à Lamphun, dans le nord du pays. C'est peut-être pour empêcher son frère de lui succéder que M. Seni Pramot a choisi de s'en aller à pareil moment.

En attendant, le bras droit de M. Seni Pramot, l'ancien ministre des finances, M. Boonchu, actuellement en voyage en Europe, et qui ne cache guère ses ambitions, pourrait poser sa candidature. Si elle est acceptée par le roi, la démission de M. Seni Pramot va certainement créer une atmosphère de crise, car les personnalités capables de rassembler de manière durable une majorité parlementaire ne sont guère nombreuses. C'est pourquoi des pressions de dernière minute continuent de s'exercer pour que M. Seni Pramot retire ou du moins repousse sa décision de démissionner. — P. B.

En attendant, le bras droit de M. Seni Pramot, l'ancien ministre des finances, M. Boonchu, actuellement en voyage en Europe, et qui ne cache guère ses ambitions, pourrait poser sa candidature. Si elle est acceptée par le roi, la démission de M. Seni Pramot va certainement créer une atmosphère de crise, car les personnalités capables de rassembler de manière durable une majorité parlementaire ne sont guère nombreuses. C'est pourquoi des pressions de dernière minute continuent de s'exercer pour que M. Seni Pramot retire ou du moins repousse sa décision de démissionner. — P. B.

En attendant, le bras droit de M. Seni Pramot, l'ancien ministre des finances, M. Boonchu, actuellement en voyage en Europe, et qui ne cache guère ses ambitions, pourrait poser sa candidature. Si elle est acceptée par le roi, la démission de M. Seni Pramot va certainement créer une atmosphère de crise, car les personnalités capables de rassembler de manière durable une majorité parlementaire ne sont guère nombreuses. C'est pourquoi des pressions de dernière minute continuent de s'exercer pour que M. Seni Pramot retire ou du moins repousse sa décision de démissionner. — P. B.

### LE REPRÉSENTANT D'AIR FRANCE EN ISRAËL EST ACCUSÉ DE TRAFIC

M. Pierre Léon, représentant régional d'Air France en Israël, a été appréhendé par la police israélienne sur le marché noir de Tel-Aviv, a déclaré, le jeudi 23 septembre, le quotidien Yedioth Aharonoth. Au cours d'une perquisition à son domicile, la police déclare avoir trouvé 38 000 dollars. M. Léon a été libéré sous caution. Averti qu'il était recherché à son représentant d'avoir commis une infraction sur la réglementation des changes israélienne, la direction d'Air France se refuse, pour le moment, à tout commentaire.

## LE PROFOND SILENCE DU PRINCE Sihanouk

Le prince Sihanouk, ancien chef d'État du Cambodge, connaît fort bien Mao Tse-tung. Il l'avait rencontré à plusieurs reprises avant le coup d'État de 1970 et avait été souvent reçu par le président pendant l'exil de Pôh. Tous deux présidaient en avril 1970 un grand meeting anti-impérialiste sur la place Tian-An-Men. Il était donc tout logique que le prince eût un moment de confidentialité à la suite du décès du dirigeant chinois. Or son nom n'apparaît pas sur la liste des personnalités qui ont envoyé des télégrammes à Pékin. Le correspondant de Chine de l'A.F.P. n'a certes plus aucune fonction officielle, mais il ne s'agit pas de lui pour Richard Nixon, M. Kissinger et M. Vance, qui ont présenté leurs condoléances. D'autre part, le prince n'a pas signé le registre de l'ambassade de Chine à Paris-Pont. L'ancien chef de l'État, autrefois si loquace, est réduit au silence le plus absolu par ses anciens « amis », les Khmers rouges. Il ne peut plus cependant avoir l'espoir. En août, les dirigeants cambodgiens firent savoir qu'ils demandaient l'ancien palais royal. Une information officielle que l'on ne peut s'empêcher de croire, mais que l'on ne peut contrôler.

## Salon un quotidien de Rotterdam

### LE PRINCE BERNHARD AURAIT REÇU 100 000 DOLLARS EN SUISSE SOUS UN NOM D'EMPRUNT

Amsterdam (A.F.P., A.P.I.). — L'inconnu nommé Victor Boarn qui, selon le rapport de la commission d'enquête gouvernementale sur l'affaire Lockheed, a publié le 26 août, aurait reçu 100 000 dollars de la firme aéronautique américaine, versés sur un compte bancaire secret en Suisse (Le Monde du 31 août), serait le prince Bernhard lui-même, affirme, mercredi 23 septembre, le quotidien socialiste de Rotterdam Het Vrije Volk.

Selon le correspondant du journal à Los Angeles, des dirigeants de Lockheed ont déclaré que le prince avait choisi ce pseudonyme et qu'il était rendu en Suisse pour percevoir ces 100 000 dollars. Ces deux dirigeants, qui désirent garder l'anonymat, avaient refusé d'être interrogés par la commission d'enquête néerlandaise.

D'autre part, on croit savoir à La Haye que la reine Juliana et le prince Bernhard renonceraient à se rendre cet automne aux États-Unis, à l'occasion des fêtes du bicentenaire, car ils en avaient eu l'intention.

La presse néerlandaise a publié, mercredi, sans commentaires, le chiffre des augmentations des listes civiles de la famille royale pour 1977. En raison de l'inflation, la liste civile de la reine sera augmentée de 8,5 % et portera à 4 450 000 florins (8 millions 455 000 francs) ; celle du prince Bernhard, augmentée de 9,4 %, passera à 872 000 florins (1 650 000 francs). La princesse Beatrix recevra 1 021 000 florins (1 940 000 francs), son mari, le prince Claus, 911 100 florins (1 730 000 francs). Les listes civiles de la famille royale sont exemptées d'impôts.

## Old England a choisi pour vous...

An masculin  
« importé d'Angleterre »

Veste sport « Harris Tweed » uni ou pied-de-poule, plusieurs coloris	525 F
Pantalon flanelle grise pure laine peignée	320 F
Imperméable réversible pied-de-poule, Prince de Galles, etc.	1015 F
Pull-over manches longues, 100 % Cashmere 2 fils, plusieurs coloris	305 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30



PHONE: 01 92 00 00 01 TELEX: 470 225 03000 ST TROPEZ

du 15 Septembre au 9 Octobre

offre spéciale  
d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME SUR MESURES

formule  
industrielle **850 F**  
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT HAÇGULIN  
29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

150